

هكذا من الأهل

NICATION

rciaux confirmés  
ez avenir au futur

# Le Monde

CINQUANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 15968 - 7 F

JEUDI 30 MAI 1996

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MAIRE COLOMBANI

## L'abbé Pierre a choisi de s'exiler dans un monastère italien

L'ABBÉ PIERRE a décidé de quitter la France et n'envisage pas d'y revenir, après la polémique suscitée par son soutien à Roger Garaudy, mis en examen pour négationnisme, révèle l'hebdomadaire *Le Pèlerin*, dans son édition datée du 31 mai. Le fondateur d'Emmaüs a quitté au début du mois de mai le centre d'Estevilla, près de Rouen, pour le monastère bénédictin de Fraglia, près de Padoue, en Italie. « A mon âge, et il est déclaré à l'hebdomadaire, je n'aurais pas de finir mes jours dans ce lieu », l'abbé Pierre dit avoir « beaucoup souffert ». « Les attaques dont j'ai fait l'objet ont été sans mesure », ajoute-t-il. L'abbé indique avoir été blessé par un texte de Bernard Kouchner, publié dans nos éditions du 30 avril. Le fondateur d'Emmaüs explique aussi avoir écrit « un texte intitulé "Pour en finir" ». « Mais le cardinal Lustiger m'a conseillé le silence », le fondateur d'Emmaüs a aussi écrit à Shimon Pérès.

## Le vote des Israéliens

Les électeurs se sont rendus aux urnes mercredi 29 mai, pour renouveler la Knesset et élire directement le chef du gouvernement. p. 36

## GIA : divergences entre les services français

La DST et la DGSE divergent sur la manière dont auraient pu être « approchés » les ravisseurs des moines assassinés en Algérie. p. 3 et notre enquête sur les moines p. 23

## L'affaire Whitewater

Trois anciens associés de Bill Clinton ont été déclarés coupables de fraude par une juridiction de l'Arkansas. Un grave revers politique pour le président américain. p. 4

## Réorganisation France 2

Jean-Pierre Elkabbach a décidé d'écarter de leur poste deux de ses proches, Patrick Clément et Louis Bériot. p. 34

## Portables : un forfait à 240 F

Bouygues commercialise à partir du jeudi 30 mai une formule d'abonnement au troisième réseau de radio-téléphone. Pour 240 francs, les habitants de l'île-de-France pourront téléphoner trois heures par mois dans un rayon de 100 km. p. 14

Allemagne, 3 DM; Argentine, 9 F; Australie, 20 A\$; Belgique, 60 BF; Canada, 2,25 \$ CAN; Danemark, 14 DKK; Espagne, 200 PTA; Grande-Bretagne, 1 £; Grèce, 200 Dr; Irlande, 1,40 £; Italie, 200 L; Japon, 100 ¥; Mexique, 100 P; Norvège, 140 NOK; Pays-Bas, 2,50 f; Portugal, 200 Esc; Suède, 100 S; Suisse, 2,50 CHF; Taiwan, 100 NTS; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

M 0147 - 0530 - 7 00 F

## La gauche condamne la fin du service militaire décidée par le président de la République

L'UDF émet des réserves et souhaite que le débat se poursuive au Parlement

LA FIN du service militaire obligatoire dès 1997, confirmée mardi 28 mai par Jacques Chirac, est rejetée par la gauche, socialiste et communiste, qui condamne l'abandon de la conscription traditionnelle. Pour Alain Boccia, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, « c'est Valéry qui l'a emporté ». Pour Jean-Michel Boucheron (PS), ancien président de la commission de la défense de l'Assemblée, M. Chirac a copié pour le « le pire des choix : seuls les chômeurs feront leur service militaire ».

La formule préconisée par le président de la République suscite aussi des critiques au sein du RPR (Jacques Baudouin, partisan d'Edouard Balladur en 1995, regrette « la suppression du service militaire ») et, surtout, à l'UDF. Porteparole de la seconde composante de la majorité, Pierre-André Wiltzer souhaite que le débat « se poursuive au Parlement lors de l'examen de la loi de programmation militaire, en juin, et de la loi sur le service national, à l'automne » car il estime que « si la lutte contre la fracture sociale est considérée comme un enjeu majeur, il



faudrait maintenant, en le rénovant profondément, un mécanisme de conscription qui permette aux jeunes Français de se reconnaître comme citoyens ». Le calendrier de la réforme proposée dispensera d'obligations militaires les jeunes gens nés à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1979.

Le calendrier de la réforme proposée

## Référendum !

AINSI le service militaire est mort. L'Histoire retiendra sans doute que, née d'une volonté impériale, celle de Napoléon III, la conscription qui devait devenir plus tard républicaine, s'est achevée par l'impérieuse nécessité mise en avant par un seul homme, le président Chirac. Ayons conscience, comme le souligne lui-même le chef de l'Etat, qu'il s'agit d'une décision qui engage l'avenir pour longtemps; elle mérite donc mieux que le choix d'un seul homme, fût-il chef des armées. Elle eût mérité, et mérite toujours, que chaque citoyen soit sollicité de donner son avis.

J.-M. C.

Lire page 6

Lire la suite page 25

## Plusieurs milliers de policiers manifestent à Paris

PLUSIEURS milliers de policiers ont manifesté à Paris, mercredi 29 mai en fin de matinée, pour dénoncer leurs conditions de travail, l'insuffisance des effectifs, et l'absence de soutien de leur hiérarchie. La Fédération autonome des syndicats de police (FASP) attendait entre 8 000 et 12 000 manifestants et souhaitait faire de cette journée d'action une « véritable démonstration de force ». Début mai, le préfet de police de Paris avait interdit un rassemblement sous les couleurs des différents syndicats affiliés à la FASP. Les policiers ont finalement choisi de manifester sous la bannière de l'Union nationale des syndicats autonomes (UNSA) qui regroupe également d'autres fonctionnaires. Cette manifestation inédite témoigne du malaise grandissant parmi les forces de police.

Lire page 12

## Corse : dissonances gouvernementales

LE DÉBAT sur la Corse organisée à l'Assemblée nationale, mardi 28 mai, a été marqué par l'annonce, de la part d'Alain Juppé, d'une réorientation de la politique du gouvernement : le diktat « fermement dialogué » défendu à nouveau par le ministre de l'Intérieur, Jean-Louis Debré, semble abandonné au profit de « sécurité et développement économique ». De leur côté, les responsables d'A Cuncolta (victime légale du FLNC-canal historique) ne semblent pas particulièrement impressionnés par la fermeté du ton d'Alain Juppé, qui a rejeté toutes les revendications du mouvement clandestin.

Lire page 10  
un point de vue page 24  
et notre éditorial page 25

## Voyage en terre navajo



JON SEDA  
AVANT de devenir acteur, il a été bonnetier. Dans *Synchro*, de Michael Cimino, Jon Seda joue le rôle d'un jeune métis navajo, délinquant et atteint d'une tumeur incurable. Avec le médecin qu'il prend en otage, il va rejoindre la terre de ses ancêtres. A noter parmi les sorties de la semaine une comédie modeste et vive, *Des lendemains qui chantent*, de la jeune réalisatrice Caroline Chomienne.

Lire nos articles  
sur le cinéma pages 30 à 32

International	2	Aujourd'hui	26
France	1	Agenda	29
Société	12	Aliments	29
Entreprises	14	Météorologie	29
Finances/marchés	16	Mots croisés	29
Autos/motocyclettes	20	Culture	30
Cartes	22	Communication	34
Nobles	23	Radio-télévision	35

## La diplomatie au service des élections

« NOTRE POLITIQUE internationale, déclarait en 1987 Mikhaïl Gorbatchev, est plus que jamais déterminée par notre politique intérieure. » Beaucoup de dirigeants de ce monde pourraient en dire autant, en cette année où tout d'entre eux s'apprêtent à faire face à des échéances électorales capitales. Prenons le cas de Shimon Pérès. Seul au moment de l'expédition de Suez, dont il fut l'un des artisans, il a généralement privilégié la diplomatie par rapport à la manière forte. Sans la proximité du scrutin du 29 mai, où, par une rareté particulière, le choix du premier ministre se trouve directement soumis au peuple, aurait-il déclaré l'opération « Raisons de la colère » ? Chacun admet maintenant qu'elle a surtout abouti à renforcer la position du président syrien. Mais la population de l'Etat hébreu avait été trop choquée par la multiplication des attentats terroristes pour ne pas attendre de ses dirigeants une réponse musclée. S'en abstenir aurait été pour Pérès un suicide politique qui, au-delà de sa personne, aurait remis en cause le processus de paix. Ararat n'est pas le dernier à l'avoir compris, qui, malgré le très pénible bouclage de la population palestinienne, a

choisi de faire le gros dos. Bill Clinton aussi : il a empêché le Conseil de sécurité de l'ONU de condamner Israël, même après l'horreur de Cana. Mais il avait une autre raison de le faire : il est, comme chacun sait, soumis à réélection en novembre prochain. Le « vote juif » n'est certes pas plus unanime aux Etats-Unis qu'ailleurs, mais il pèse assez pour que, depuis près d'un demi-siècle, la plupart des candidats à la Maison Blanche s'emploient à convaincre l'électorat de leurs bonnes intentions à l'égard d'Israël. Si l'on en croit un article du très respectable *Foreign Affairs* (mai-juin), les considérations électorales sont encore moins absentes de l'intérêt porté par l'actuel président aux affaires d'Irlande du Nord. Le défilé s'est produit, indique l'auteur, le professeur Joseph O'Grady, lorsque le gouverneur catholique de Californie, qui disputait à Clinton, il y a quatre ans, l'investiture démocrate, l'a battu d'une courte tête dans le Comiecticut, où les catholiques blancs représentaient 40 % des votants.

André Fontaine

Lire la suite page 25

ROLEX  
GENÈVE

YACHT-MASTER  
en 18 ct.

MILLIAUD  
Horloger-Joaillier depuis 1883

8, rue Royale Paris 8<sup>e</sup> - Tél. : (1) 42.86.96.16



**AFRIQUE** La France a annoncé, mardi 28 mai, la suspension de sa coopération militaire avec le Burundi, au moment où l'on craint que la guerre civile n'aboutisse à un bain de

sang comparable à celui qu'a connu le Rwanda en 1994. Les deux pays ont la même composition ethnique : majorité hutu, minorité tutsi. L'armée burundaise (dominée par les

Tutsis) est accusée de se livrer à des massacres en réponse aux attaques de rebelles hutus. ● A BANGUI, l'opposition a mis, mardi, des conditions à sa participation à un gouvernement

d'union nationale, dont l'idée a été lancée par le président Ange-Félix Patassé, sur les conseils de la France. ● LES TROUBLES causés par la mutinerie d'une partie de l'armée centra-

fricaine ont fait 32 morts et 212 blessés parmi les civils, selon des sources diplomatiques européennes, 8 morts et 15 blessés chez les mutins, selon l'armée française.

## Après être intervenue en Centrafrique, la France se désengage au Burundi

Tandis que la situation s'apaise à Bangui, malgré les exigences de l'opposition, la guerre civile à Bujumbura risque de tourner au bain de sang ; Paris cesse sa coopération avec une armée de plus en plus impliquée dans les massacres

NAIROBI  
de notre correspondant  
en Afrique orientale

Semaine après semaine, le Burundi s'enfonçait davantage dans la guerre civile. Chaque attaque des rebelles (en majorité hutus) des Forces pour la défense de la démocratie (FDD) déclenchait désormais des représailles de plus en plus massives de l'armée régulière (dominée par les Tutsis) contre les civils.

Et ce cycle meurtrier de répression est sans doute une des raisons qui ont décidé la France à suspendre, mardi 28 mai, sa coopération militaire avec le Burundi, pour éviter une éventuelle mise en cause (comme au Rwanda en 1994) dans les massacres de plus en plus fréquents dans les collines de l'arrière-pays. En annonçant le

retrait de ses 23 coopérateurs militaires avant le 9 juin, ainsi qu'une « réduction substantielle » de sa coopération civile, Paris a invoqué des « problèmes de sécurité » ainsi que l'impasse politique actuelle à Bujumbura.

Des sources humanitaires (qui refusent d'être identifiées) ont révélé ce mois-ci que deux massacres (235 villageois hutus tués à Buhuro le 26 avril, et au moins 375 autres à Kivukya le 3 mai dernier) ont été commis par l'armée burundaise, à la suite d'embuscades rebelles qui auraient coûté la vie à une vingtaine de Tutsis, civils et militaires. L'ampleur de ces tueries et les responsabilités sont contestées par l'état-major burundais, qui, par ailleurs, vient d'annoncer la mort d'une cinquantaine de personnes, le 28 mai, lors

de l'attaque d'un camp de déplacés tutsis par les rebelles. Le silence des observateurs des droits de l'homme, en poste à Bujumbura, et du représentant spécial du secrétaire général de l'ONU au Burundi sur ces exactions s'expliquent par les diverses intimidations visant le personnel des Nations unies dans la capitale burundaise.

Sur le plan politique, la médiation entreprise par l'ancien président tanzanien Julius Nyerere entre les deux pouvoirs rivaux qui cohabitent au gouvernement - le parti Frodebu (majoritairement hutu et vainqueur des élections de 1993) et l'UPRONA (principal parti de l'opposition tutsi) - périclète. Notamment sur la question de la participation des rebelles FDD aux discussions. Cette hypothèse



est catégoriquement rejetée par l'UPRONA, mais acceptée par le Frodebu, et M. Nyerere y serait favorable.

Dans les milieux diplomatiques, on estime qu'il n'y aura pas de so-

lution à la crise si l'on écarte les FDD des négociations, ajoutant que les chefs de l'opposition tutsi (proches de l'armée) pourraient bien tenter de saboter ce qui est perçu comme une médiation de la dernière chance. Le chef du mouvement rebelle, Léonard Nyangoma, affirme de son côté ne vouloir négocier qu'avec l'armée « mono-ethnique » burundaise, principale cause du problème, selon lui.

Quant aux pays occidentaux, ils recherchent activement (avec le concours des Nations unies) un moyen de prévenir un possible bain de sang au Burundi, comparable au génocide de 1994 au Rwanda, mais sans y envoyer leurs propres troupes, puisque l'armée burundaise rappelle régulièrement qu'elle est hostile à

toute intervention étrangère. La France refuse, malgré l'insistance des Etats-Unis, de prendre le commandement d'une éventuelle opération internationale au Burundi, mais elle a tout de même participé en « observateur » à une réunion de planification sur le Burundi, mardi, au siège de l'ONU. Enfin les délégués des Nations unies à Nairobi s'inquiètent des « informations de première main » récemment reçues, selon lesquelles plusieurs hutus burundais ont été réfugiés rwandais qui tentaient de fuir le Burundi vers la Tanzanie, ont été « exécutés par l'armée burundaise ces dernières semaines », après avoir été refoulés par les soldats tanzaniens sur la frontière, fermée depuis un an.

Jean Héline

## Une délicate frontière entre souveraineté et ingérence

**S'EN MÊLER** ou pas ? Intervenir ou laisser faire ? Depuis plus de trente ans, chaque fois qu'une crise grave éclate dans son pré carré africain, la France décide de la même alternative. Faut-il rester sourd aux appels au secours du chef en place, refuser de porter assistance à un régime ami en danger ? Faut-il, au contraire, l'aider à reprendre la situation en main, et s'attirer les foudres de tous ses



opposants ? En l'espèce, le bon choix n'est qu'un choix plus ou moins mauvais. Et presque toujours, la France décide d'agir. Elle joue les gendarmes, mais, de plus en plus souvent, malgré elle.

En Centrafrique, la non-intervention comportait, à l'évidence, d'énormes risques. Et d'abord celui, inacceptable, de laisser mettre délibérément en danger les vies des quelque quatre mille étrangers - Français pour moitié - vivant dans le pays. Le devoir de tout Etat est de garantir la sécurité physique de ses ressortissants, sur son sol ou ailleurs, lorsqu'il en a les moyens. Autre risque, moins « ciblé » : voir les combats entre soldats mutins et loyalistes dégénérer en une guerre civile, du type Libéria ou Sierra Leone, avec son cortège habituel de ruines et de drames.

Ne pas intervenir, c'était semer l'inquiétude parmi les dirigeants des vingt-quatre pays africains liés à la France par des accords de défense - pour huit d'entre eux - ou (et) d'assistance militaire technique, et

qui, de ce fait, comptent sur son soutien et sa protection en cas de malheur. Ils n'imaginent pas que la France puisse laisser tomber ses amis. Sept présidents l'ont fait savoir d'emblée en approuvant la décision de Paris. C'était aussi adresser un « mauvais signal » à tous les demi-soldes en mal de rébellion, c'était encourager implicitement tous ces soldats qui, en cette période d'austérité budgétaire et de transition démocratique, subissent à la fois une perte de statut et de privilèges, de prestige et de pouvoir d'achat.

C'était surtout mettre en jeu inutilement les intérêts stratégiques et économiques de la France dans un pays devenu, militairement, sa « plaque tournante » au cœur de l'Afrique. Sur les quelque huit mille soldats français « prépositionnés » dans sept pays du continent noir, environ mille quatre cents stationnent d'ordinaire en Centrafrique, à Bangui et à Bouar, dans l'ouest du pays.

Si la France s'est résolue à intervenir, c'est bien sûr parce qu'elle savait pouvoir - renforcés à l'appui - peser sur les événements. « L'Afrique est le seul continent encore à la mesure de la France, à la portée de ses moyens », observait, il y a vingt ans, Louis de Gaulle. Le seul où elle peut, avec cinq cents hommes, changer le cours de l'histoire. » Ce constat, souvent cité, de l'ancien ministre des affaires étrangères, reste pertinent.

Paris avait une autre bonne raison de prêter main forte au président Patassé : celui-ci est le premier chef d'Etat centrafricain élu dans des conditions relativement

honnêtes, en septembre 1993, avec quelque 53 % des suffrages, un score bien peu « africain ». Certes, la démocratisation en cours sur le continent noir ne peut servir d'alibi à celle-ci pour s'immiscer abusivement dans les vies politiques africaines. Du moins, l'ingérence française en faveur de partenaires plus fréquentables qu'hier - car légitimes par un scrutin démocratique - sert-elle une meilleure cause.

### RETOILETTER LES ACCORDS MILITAIRES

Depuis sa première opération, pour remettre en selle en 1964 le président gabonais Léon M'ba, la France n'a cessé d'intervenir dans l'Afrique indépendante, une fois tous les deux ans en moyenne, et en invoquant les accords en vigueur, à la demande de dirigeants en difficulté, ou avec leur bénédiction (comme au Shaba en 1977 et 1978). Elle l'a fait aussi, plus récemment, pour contraindre une entreprise privée, celle du vieux mercenaire Bob Denard aux Comores (octobre 1995), ou pour des raisons essentiellement humanitaires, comme lors de l'opération « Turquoise » au Rwanda (juin 1994). Cette dernière initiative leur ayant surtout valu une volée de bois vert, les responsables français jurent en privé qu'ils réfléchiront désormais à deux fois avant de renouveler pareille expérience (« On en a trop pris plein la gueule ! »).

Une chose est sûre : l'heure est venue de retouiller les accords militaires franco-africains noués, pour l'immense majorité d'entre eux, dans le sillage des indépendances, et au plus tard dans les années 70,

en un temps où le continent noir était un champ de rivalités entre les grandes puissances et où la France se montrait peu regardante sur la nature des régimes amis, du moment qu'ils étaient dans le même camp qu'elle. Délibérément ambigus - où passe la frontière entre la souveraineté d'un pays, la stabilité d'un régime, le sort politique d'un leader ? - assortis parfois de clauses secrètes, ces accords ont permis de défendre des pays attaqués, comme le Tchad, mais ils ont le plus souvent servi des chefs et des systèmes contestés de l'intérieur.

Il ne faut tout de même pas trop se leurrer. Même remis à plat, les accords franco-africains autoriseraient, c'est inévitable, une marge d'interprétation en période de troubles. La France continuera de réagir au coup par coup, de juger chaque demande d'aide selon ses mérites. On doit seulement souhaiter qu'elle fasse preuve, avant de trancher, les critères les plus favorables aux peuples concernés, en particulier le degré de bonne conduite démocratique de leurs chefs, leur compétence et leur honnêteté. Mais peut-on, sans être naïf, lui demander d'oublier ses propres intérêts stratégiques ou commerciaux ?

En revanche, Paris doit s'employer à convaincre ses partenaires au pouvoir que les accords militaires ne sont pas pour eux une « assurance-vie ». Que faire d'autre ? Essayer, la crise venue, d'en lâcher l'épingle en imposant, comme en Centrafrique, un compromis acceptable par

tous ? Mais cela suppose de s'entremettre, de négocier, d'arbitrer, comme au bon vieux temps des colonies. Sans pouvoir garantir à terme que les promesses des uns et des autres seront tenues.

Mieux vaut mille fois prévenir les crises que les gérer. En aidant les Etats africains aux nécessaires remises en ordre de leurs économies, en les incitant à se démocratiser et à se « moraliser », en mêlant pressions et assistance, vigilance et encouragements. Mais où passe, là aussi, la délicate frontière entre souveraineté et ingérence ? Comme le dit Jacques Godfrain, ministre de la coopération, ce n'est pas la France qui « signe les chèques ». On ne peut en tout cas lui reprocher à la fois d'intervenir trop un jour, comme en Centrafrique, pas assez un autre, comme après le coup d'Etat au Niger en janvier, trop tardivement un troisième, comme au Rwanda il y a deux ans.

Le pire choix serait sans doute d'abandonner l'Afrique à son sort et à ses vieux démons, notamment tribalistes, de la laisser au premier demi-solde venu, et d'aggraver ainsi sa marginalisation économique. C'est heureusement peu probable, car la France et l'Afrique ont, pour longtemps, des destins liés. Une communauté de destins qui ne s'exprime pas seulement le temps d'une mutinerie. Mais qui - intérêts et attachements mêlés - s'incarne dans une langue et s'exerce dans les multiples mécanismes d'une coopération qui ne se réduit pas à l'envoi de légionnaires.

Jean-Pierre Langellier

## A Bangui, l'opposition met des conditions à l'« union nationale »

Ligne LILAS, or, pierres fines et pierres fines à partir de 9000 F

**Van Cleef & Arpels**

"Il est des signatures auxquelles on tient."

Ouvert de 10h à 18h30 du lundi au samedi.  
22, place Vendôme, 75001 PARIS Tél. 42 61 58 58

BANGUI  
de notre envoyée spéciale

Révision constitutionnelle pour renforcer les attributions du premier ministre au détriment de celles du chef de l'Etat : telle est l'une des principales conditions posées par l'opposition centrafricaine pour participer à un gouvernement d'union nationale, proposé par le président Ange-Félix Patassé. Mardi 28 mai, dans la villa d'un membre du Codepo, le comité regroupant sept partis d'opposition, le président de ce collectif, Joseph Boudouga, a précisé devant la presse les conditions « pour une entrée éventuelle dans le futur gouvernement ».

Le Codepo entend choisir le premier ministre, sans pour autant que celui-ci soit l'un de ses propres dirigeants. Le nom de Jean-Paul Ngoupandé, actuel ambassadeur à Paris, est celui qui est le plus souvent cité. Cette personnalité a l'estime des milieux économiques et financiers internationaux et ses positions pro-françaises sont également connues. Est-ce un hasard ? L'ambassadeur était à Bangui à la mi-avril et en mai, peu avant les derniers événements. A l'appui de la demande de modification de la Constitution, par l'Assemblée nationale, afin d'instaurer la cohabitation, M. Boudouga a déclaré : « Le président a perdu toute légitimité. Après avoir subi deux mutineries de son armée en trente jours, il

nous fait sauver la République de l'état de dégradation où elle se trouve ».

Le Codepo n'exige plus des élections anticipées et « un gouvernement de transition », comme le réclamaient des militants de l'opposition les jours précédents. Ramener la paix civile et convoquer une conférence de réconciliation nationale sont les priorités. Mais cette procédure ne risque-t-elle pas de prendre trop de temps alors qu'il y a urgence ? Le Codepo, par la voix de son président, a répondu à tout. L'Assemblée nationale était réunie au moment où la mutinerie a de nouveau éclaté, le 18 mai ; les députés se trouvent à Bangui ; le chef de l'Etat peut convoquer une session extraordinaire très rapidement.

L'opposition reproche au régime de M. Patassé, élu démocratiquement, d'avoir basculé « dans la dictature ». A l'en croire, la présidence nomme désormais jusqu'aux maires et aux conseillers municipaux, a armé des milices, fait venir des « codos » - miliciens tchadiens de Moïse Ketté. Il va donc falloir désarmer ces derniers, récupérer d'autres armes distribuées à certains éléments civils, aider à restaurer l'autorité des Forces armées centrafricaines (FACA), tout cela avec l'aide des forces françaises.

Le Codepo affirme : « Ce sont les FACA qui se sont révoltées. La minorité, c'est la garde présidentielle.

Croyez-vous que si une majorité de nos armées était « loyaliste », comme on le dit, celles-ci seraient restées passives ? Vous n'avez vu aucun élément de ce type se manifester. » Dans le catalogue fourni de ses exigences, le Codepo a réclamé la suppression des barrages de surveillance entourant les domiciles de deux anciens présidents de la République, MM. David Dacko et André Kolingba (dont la formation ne fait pas partie du collectif).

### INTERVENTION « INJUSTIFIÉE »

Pour sa part, le professeur Abel Gombou, véritable chef de file de l'opposition, a dénoncé la « capitulation » de toute l'administration, les pratiques ethniques d'exclusion, l'interdiction faite à la presse de s'ouvrir à l'opposition. « Cette mutinerie, a-t-il dit, n'a fait que masquer les problèmes sociaux, les graves de fonctionnaires qui persistent, les manifestations d'étudiants et de retraités, etc. Les mutins se sont révoltés parce qu'ils avaient des armes. La démocratie doit être gérée par des démocrates ».

Les leaders du Codepo ont réitéré leur désapprobation de l'intervention française. « Rien ne la justifie. Mais la France, toujours aux côtés des Centrafricains, a conclu Joseph Boudouga, s'est mise dans les premiers temps du côté d'un homme, pas du côté du peuple. Son intervention marque l'effacement des mutins et les manifestants a été

une gaffe. Aussitôt après, elle s'est reprise. Le médiateur qu'elle avait envoyé a su ouvrir le dialogue, et ainsi la paix est revenue ».

La conférence terminée, les représentants du Codepo sont repartis sous la protection de quatre véhicules blindés français, comme ils l'avaient demandé pour leur sécurité. Ils n'étaient pas sortis de leur domicile depuis le début des événements. De l'avis d'un officier français, « ce mardi 28 mai, en ville, où la vie et les affaires reprenaient bel et bien, une telle protection ne s'imposait pas ». Au centre de Bangui, dans l'euphorie du calme revenu, de petits commerçants n'hésitaient pas à donner purement et simplement des marchandises : « Allez-y », disaient-ils, dans un large sourire.

Danielle Rouard

■ L'Union européenne appuie les efforts en faveur du retour à la paix civile en Centrafrique, et notamment ceux de la France. Dans une déclaration faite mardi 28 mai lors de leur réunion à Bruxelles, les ministres des Quinze chargés du développement ont noté « avec satisfaction les mesures prises pour la protection des populations et, en particulier, les actions entreprises par la France pour assurer la sécurité des ressortissants étrangers, notamment européens, et aider à ce que s'engage une négociation ».



## Dix mille personnes ont rendu hommage à Paris aux moines assassinés en Algérie

De nombreuses personnalités politiques se sont retrouvées aux côtés des dignitaires religieux

Une cérémonie en hommage aux moines trappistes, dont l'assassinat a été revendiqué par les islamistes algériens, a rassemblé, mardi 28 mai,

à Paris, quelque dix mille personnes. De très nombreuses personnalités du monde politique étaient présentes, sur le parvis des droits de

l'Homme, place du Trocadéro, aux côtés des dirigeants religieux - chrétiens, juifs et musulmans. (Lire aussi notre enquête page 23.)



À LA PROCHAINE, TOUT-ÊTRE...

BEAUCOUP sont venus avec un bouquet de marguerites ou d'œillets, d'autres avec des roses blanches. Bien avant 18h30, heure officielle du rassemblement organisé à Paris, mardi 28 mai, en hommage aux sept trappistes du monastère de Tibhirine, dont les maquisards algériens du Groupe islamique armé (GIA) ont revendiqué l'assassinat, le parvis des droits de l'Homme, place du Trocadéro, est noir de monde. En fin de soirée, la police estimera leur nombre à environ dix mille.

Pas un murmure ne monte de l'immense marée humaine. Deux ou trois pancartes en carton, hâtivement griffonnées, surgissent timidement. L'une dénonce « la barbarie intégriste ». L'autre en appelle sobriement aux trois religions du Livre : « Salut, Salam, Shalom ». La troisième invite à méditer une phrase du pasteur Martin Luther King : « Vivons ensemble comme des frères, sinon nous périrons comme des imbéciles ». De chaque côté du parvis, dominent la foule, deux gigantesques banderoles blanches se font solennellement écho : « Si nous nous taisons, les pierres hurleront ».

Venus à l'initiative de François Bayrou, ministre de l'Éducation nationale et président de Force démocrate, les représentants des principales formations politiques - à l'exception de ceux du Front national - sont arrivés ensemble, par les jardins du Trocadéro. Au premier rang, deux bandes à la main, le grand rabbin Joseph Sitruk et Daili Bouabakar, recteur de la Mosquée de Paris, avancent aux côtés de Mgr Jean-Marie Lustiger, archevêque de Paris, et de Jacques Stewart, président de la Fédération juive française. À leur suite, M. Juppé, premier ministre, Philippe Seguin, président de l'Assemblée nationale, François Léotard, président de l'UDF, Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, Jean-François Mancel, secrétaire général du RPR, Robert Hue, secrétaire national du PCF, Simone Veil, et de très nombreuses personnalités politiques les accompagnent.

Chacun, tour à tour, se recueille autour de la dalle des droits de l'Homme, scellée sur l'esplanade. De nombreux membres du gouvernement venus témoigner observent ensemble une minute de silence. Chacun inscrit quelques mots sur les registres disposés à cet effet. « Que leur martyre fasse un jour triompher l'amour de la haine », a noté le premier ministre, avant que la foule des participants anonymes ne vienne déposer une fleur sur la dalle.

Coiffé d'un gros bonnet en laine, le visage mal rasé, Mohamed détonne un peu à côté de ses

voisins, dont l'âge et le maintien fleurissent le parvis des beaux quartiers. C'est dans un café de Barbès, en écoutant la radio, que ce chômeur marocain a appris qu'un rassemblement aurait lieu au Trocadéro. « Je suis venu en tant que musulman. Assassiner ces... comment dit-on ? ces moines, oui, c'est de la barbarie », lâche-t-il. « Dans notre religion, ajoute-t-il, les juifs et les chrétiens sont protégés par un statut spécial, la dhimmi. On n'a pas le droit de les tuer ».

Quelques dizaines d'Algériens, une poignée de Marocains, un ou deux Tunisiens : les Maghrébins sont peu nombreux, noyés dans cette foule de « Français de France » à l'allure vaguement gauloise, piétinant sagement comme au sortir d'une grand-messe. « Les gens sont recueillis, c'est bien », commente une vieille dame, protestante. « Le martyre de

ces religieux a dépassé l'horreur du quotidien. Quand j'ai appris la nouvelle, je me suis dit : c'est trop, il faut que cela cesse », explique une anglicane américaine.

UNE ALGÉRIE FANTÔMATIQUE D'autres, nombreux, ont vu, avec l'assassinat annoncé des trappistes, se réveiller les souvenirs d'une Algérie « à eux », reflet de leur propre jeunesse. Jean, communiste, ancien tourneur chez Valéo, évoque son ami Ali. Une fois reparti au pays, ce dernier avait invité ses copains d'usine à venir le voir, chez lui, dans son village, près de Bouira. « Il nous avait repus, fait voir l'Algérie, l'islam, l'œil ébloui ».

Costume croisé, cet homme d'affaires, patricien des heures de l'Algérie. Il a conservé le fanion de son arrière-grand-oncle, un officier de l'armée coloniale, « qui

commandait un bataillon, à Alger, en 1893 ». Comme Jean, le communiste, il éprouve son étrange nostalgie, comme on feuillette un vieux album de photos, images françaises d'une Algérie fantomatique.

Sur le trottoir, un groupe d'Algériennes distribuent inlassablement des tracts, appelant à la paix et à l'ouverture de « véritables négociations » en Algérie. « Pour les Français, un seul symbole a été franchi. Mais je ne suis pas sûre que les gens soient prêts à aller plus loin », commente l'une d'entre elles. « On parle de 80 000 tués, en quatre ans, en Algérie. Pour ceux-là, qu'a-t-on fait ? C'est un peu, ajoute-t-elle, comme si ces milliers de morts pesaient moins que les autres ».

Cécile Chambrault et Catherine Simon

## Le « testament spirituel » du Père Christian de Chergé

LE PÈRE Christian de Chergé, prieur du monastère de Tibhirine, assassiné avec six autres frères, a rédigé un testament daté du 1<sup>er</sup> janvier 1994, soit quelques jours après la première « visite » au monastère (à Noël 1993) d'un commando islamiste. La Croix du 29 mai publie ce document, dont voici de larges extraits :



VERBATIM

« S'il m'arrivait un jour - et ça pourrait être aujourd'hui - d'être victime du terrorisme qui semble vouloir englober maintenant tous les étrangers vivant en Algérie, j'aimerais que ma communauté, mon Église, ma famille, se souviennent que ma vie était DONNÉE à Dieu et à ce pays. (...) Qu'ils sachent associer cette mort à tant d'autres aussi violentes, laissées dans l'indifférence de l'anonymat. »

« Ma vie n'a pas plus de prix qu'une autre. Elle n'en a pas moins non plus. En tout cas, elle n'a pas l'innocence de l'enfance. J'ai suffisamment vécu pour me savoir complice du mal qui semble, hélas, prévaloir dans le monde, et même de celui-là qui me frapperait aveuglément. J'aimerais, le moment venu, avoir ce laps de lucidité qui me permettrait de solliciter le pardon de Dieu et celui de mes frères en humanité, en même temps que de pardonner de tout cœur à qui m'aurait atteint. »

« Je ne saurais souhaiter une telle mort. Il me paraît important de la grâffer. Je ne vois pas, en effet, comment je pourrais me réjouir que ce peuple que j'aime soit indistinctement accusé de mon meurtre. C'est trop cher payer ce que le devoir à un Algérien, quel qu'il soit, sur tout s'il dit agir en fidélité à ce qu'il croit être l'islam. Je sais le mépris dont on a pu entourer les Algériens pris globalement. Je sais aussi les caricatures de l'islam qu'encourageait un certain islamisme. Il est trop facile de se donner bonne conscience en identifiant cette voie religieuse avec les intégrismes de ses extrémistes. L'Algérie et l'islam, pour moi, c'est autre chose, c'est un corps et une âme. (...) »

« Cette vie perdue, totalement mienne, et totalement leur, je rends grâce à Dieu qui semble l'avoir voulu tout entière pour cette JOIE-là, envers et malgré tout. Dans ce MERCI où tout est dit, désormais, de ma vie, je vous inclue bien sûr, amis d'hier et d'aujourd'hui, et vous, 6 amis d'ici, aux côtés de ma mère et de mon père, de mes sœurs et de mes frères et de leurs, centuple accordé comme il était promis ! Et toi aussi, l'ami de la dernière minute, qui n'auras pas su ce que tu faisais. Oui, pour toi aussi, je te veux ce MERCI, et cet « A-DIEU » envisagé de toi. Et qu'il nous soit donné de nous retrouver, larrons heureux, en paradis, s'il plaît à Dieu, notre Père à tous deux. Amen ! Inch'Allah. »

## Des divergences ont opposé les services secrets français

DES ANALYSES divergentes ont opposé les services français, principalement la direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) et la direction de la surveillance du territoire (DST), sur la suite à donner pour libérer les sept moines pris en otage en Algérie. L'existence de telles divergences est reconnue de source officielle, depuis le communiqué des GIA annonçant leur extinction. Annonçant, elles se sont manifestées lors de séances de ce conseil de crise qui ont été organisées pour mettre en commun les informations recueillies sur place et dont certaines ont été, selon l'un des participants, orageuses.

Traditionnellement, la DGSE, tournée vers l'extérieur, et la DST, plus orientée vers l'intérieur de la France, sont chahutées quant à la préservation de leurs « terrains de chasse » respectifs. En la circonstance, les deux services ont leurs propres relais - concurrents - en Algérie, voire au Soudan dans le cas de la DST, et ils s'en sont tenus à une attitude de méfiance, voire de rivalité, l'un vis-à-vis de l'autre. Au point, dit-on, de se dissimuler des renseignements. Ce qui a provoqué des éclats de deux services lorsque chacun a découvert les

opérations menées par l'autre et lorsqu'il s'est agi d'exposer, sinon de partager, les informations ainsi obtenues.

La DGSE - comme l'a montré le détournement du Boeing d'Alger France à la Noël 1994 - et la DST ont parmi leurs interlocuteurs en Algérie la sécurité militaire (SM) algérienne. La SM traque les maquis du ou des GIA, avec l'armée régulière et la gendarmerie algériennes, et il est plus que probable que, les ayant « pénétrés », elle en manipule plus d'un directement ou par infiltration interposée. C'est une institution qui ne passe pas pour réunir des « enfants de chœur », selon le mot d'un expert. De la SM, les services français ont appris à se méfier parce qu'elle est spécialiste des « coups tordus » et parce qu'elle est aussi soupçonnée par eux d'être capable de saboter une prise de contact à laquelle elle a accepté, au départ, de prêter la main.

D'une manière générale, les divergences portent sur la nature de la « nébuleuse » du ou des GIA en Algérie et, en fin de compte, sur les voies pour s'en approcher. La DST est plutôt convaincue qu'il s'agit de groupes mal ou peu contrôlés, parfois autonomes, quand la DGSE s'est persuadée que les groupes en

question sont plus structurés qu'on ne l'imagine à priori et difficiles à « récupérer », en clair à « pénétrer » et à « manipuler ». C'est un désaccord sur le fond.

### LE RÔLE DE M. MARCHIANI

Ces différences dans l'analyse ont, selon la même source, rendu plus compliquées l'identification puis la recherche d'une ouverture avec les prisonniers d'otages des sept moines. Elles sont sans doute à l'origine de ce qui a pu apparaître comme des erreurs tactiques dans la démarche à suivre depuis leur capture. Des sources proches de la DST, voire extérieures à elle, affirment que la DGSE - mandatée pour agir - aurait commis quelques impairs dans ses tentatives de prises de contact locales. Mais, d'autres sources, à la présidence de la République, laissent entendre que la DGSE a établi le contact en Algérie au moment où cela était nécessaire et qu'elle n'a pas à « rougir de ce qu'elle a fait », puis-elle a agi alors comme on lui commandait de le faire.

Avant que Jean-Charles Marchiani, l'un des émissaires habituels de Charles Pasqua et actuel préfet du Var, ait été invité à rompre à la mi-mai le fil qui avait

tissé de sa propre initiative hors d'Algérie, la DGSE était - avec l'appui des autorités françaises - à l'origine de plusieurs tentatives de rencontres avec des intermédiaires qui se faisaient passer pour des proches des GIA. La mise hors jeu de M. Marchiani, avec l'argument que sa médiation pouvait brouiller les cartes dans un jeu singulièrement difficile, l'a confortée dans sa mission.

C'est par l'une de ses filières, notamment, qu'un message, porteur d'enregistrement de la voix des sept moines, s'est manifesté, le 30 avril, auprès de l'ambassade de France à Alger. Cet interlocuteur était connu de la DGSE, puisqu'il était déjà intervenu, dit-on, lors du détournement de l'avion d'Alger France en 1994. Le fonctionnaire français qui l'a reçu lui a délivré, en quelque sorte, un accusé de réception, ce qui pouvait laisser croire que le dialogue était établi. Depuis cette démarche, que le Quai d'Orsay n'a pas pu longtemps ignorer même s'il n'en a pas été à l'origine, il semble que les ponts aient été coupés entre la DGSE et son « correspondant » algérien.

Jacques Isnard

## Les nationalistes hindous quittent le pouvoir en Inde

Dewe Gowda prend la tête du gouvernement avec une coalition de quatorze partis de gauche et centre gauche

### NEW DELHI

de notre correspondant Le premier ministre Atal Behari Vajpayee n'aura même pas attendu le début de la motion de censure pour se retirer. Après deux jours d'après débats sous les lambris du Parlement indien, mais avant le début du vote de confiance qui aurait marqué la chute de son gouvernement, il s'est rendu, mardi 28 mai, chez le président de la République pour lui remettre sa démission.

L'histoire retiendra que M. Vajpayee fut à la tête du premier gouvernement du parti des nationalistes hindous, ce Bharatiya Janata Party (BJP) - ou Parti du peuple indien - qui est devenu la plus grande formation de la Chambre basse à l'issue des élections d'avril-mai. Mais Atal Behari restera aussi dans les annales comme le chef du gouvernement le plus bref de l'Inde moderne : treize jours de pouvoir. Treize jours au cours desquels la presse se fit quotidiennement l'écho de la mort annoncée d'un cabinet qui n'avait aucune chance de franchir le seuil fatidique du 31 mai, date ultime donnée par le président de la République au BJP pour prouver sa majorité au Parlement.

Le Parti nationaliste avait beau être devenu le plus grand parti indien, il lui manquait le soutien d'environ soixante-dix députés pour dégarer cette majorité. En dépit des efforts déployés pour donner au BJP une coloration plus laïque et modérée, Vajpayee n'aura pas su gagner la confiance des formations régionales et des candidats indépendants. Il n'aura ainsi pas su résister au barrage dressé par l'ensemble des partis d'opposition, bien décidés, pour un temps, à passer outre leurs différences.

### DÉNUÉ DE CHARISME

Avec la démission de M. Vajpayee et la nomination d'un quasi-inconnu, Dewe Gowda - qui représente le Front uni, un regroupement de quatorze partis de gauche et de centre gauche -, pour le remplacer à la tête du gouvernement fédéral, l'Inde semble entrer dans l'ère incertaine des coalitions. « Un rassemblement de quatorze partis aux idéologies disparates et aux ambitions contradictoires, et dont la bonne douzaine de leaders doivent penser être mieux qualifiés que [M. Gowda] pour devenir premier ministre : la tâche du nouveau gou-

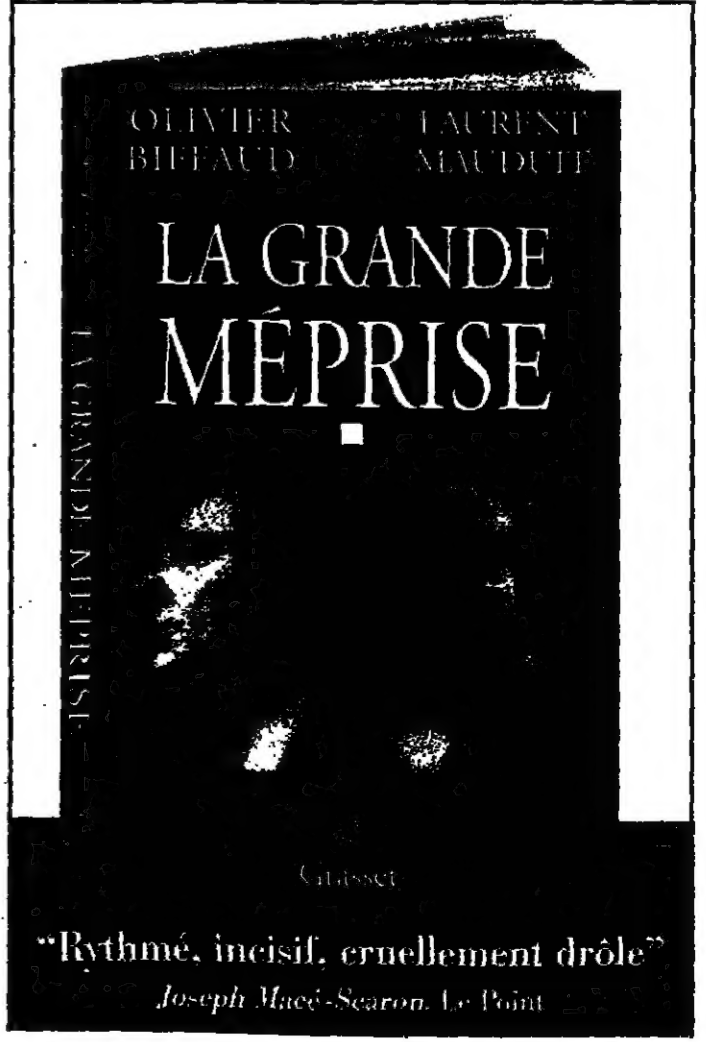
vernement semble impossible », résume le quotidien Indian Express. Agé de soixante-trois ans, Dewe Gowda était pour l'instant le chef ministre (premier ministre) de l'Etat méridional du Karnataka. Fils de paysans de basse caste dont l'expérience politique ne dépasse guère les frontières de sa région, il se retrouve propulsé aux commandes en raison du caractère hétérogène de la coalition à laquelle il appartient. Le vétéran chef communiste bengali Jyoti Basu, un temps pressenti, avait fini par refuser, de même que l'ancien premier ministre V.P. Singh, figure de proue du parti Janata Dal, auquel appartient le nouveau chef du gouvernement.

Dirigeant rusé, mais dénué de charisme, et qui, en outre, ne connaît même pas le hindi - peu ou pas du tout parlé dans le Sud -, M. Gowda est devenu malgré lui le candidat le plus approprié du Front uni. Son profil bas a permis aux rivaux de cette coalition hétéroclite de se mettre - provisoirement - d'accord. Dès sa nomination, il s'est dit « parfaitement conscient de la situation politique actuelle », mais désireux de « relever le défi ». Il a aussi assuré qu'il apprendrait le hindi « dans les trois mois ».

Le nouveau chef de gouvernement a désormais jusqu'au 12 juin pour prouver sa majorité au Parlement. Il s'est rendu chez le président S.D. Sharma avec des lettres de députés prouvant qu'il dispose du soutien de 190 élus du Front uni, soit treize partis, les communistes s'abstenant de participer. Ce chiffre est encore très loin de la majorité requise (272), mais le nouveau gouvernement bénéficiera du soutien sans participation des 136 députés du Congrès, le parti de l'ancien premier ministre Narasimha Rao.

M. Gowda se retrouve donc dans une position d'extrême fragilité. Le Congrès va continuer à jouer un rôle crucial. A tout moment, M. Rao pourra décider d'abandonner le Front uni et, dans ce cas, le gouvernement s'écroulerait aussitôt. Aussi les chances de ce pouvoir ultra-minoritaire d'arriver au terme d'un mandat de cinq ans sont-elles très minces. Des élections anticipées pourraient avoir lieu dans le courant de l'année. Et, dans ce cas, le BJP - qui joue déjà les « martyrs » - pourrait revenir en force...

Bruno Philip



"Rythmé, incisif, cruellement drôle" Joseph Macé-Seaton, Le Point



## L'Irak a pris contact avec des sociétés pétrolières américaines

BAGDAD. Le gouvernement irakien a annoncé, mardi 28 mai, qu'il comptait signer des contrats avec des compagnies étrangères pour son retour sur le marché pétrolier, et il a révélé qu'il avait approché, pour la première fois depuis 1990, des sociétés américaines. Le directeur exécutif de la compagnie chargée de commercialiser le pétrole irakien, Saddam Hassan, a précisé que la plupart des contrats seraient signés à Vienne, en marge d'une réunion de l'OPEP prévue le 5 juin.

Il a indiqué que son organisme, la State Oil Marketing Organisation (SOMO), avait pris contact avec les compagnies pétrolières dès la signature, le 20 mai, d'un accord avec l'ONU autorisant l'Irak à exporter pour 2 milliards de dollars (10 milliards de francs) de brut par semestre. Selon lui, la SOMO a « reçu une réponse de la compagnie [américaine] Coastal, avec laquelle nous avions des relations privilégiées avant l'embargo », a-t-il précisé. Coastal n'avait pas encore confirmé, mercredi, cette annonce. — (AFP)

## La police disperse une manifestation de l'opposition en Albanie

TIRANA. La police a violemment dispersé, sur la place centrale de Tirana, mardi 28 mai, une manifestation de 200 à 300 personnes venues protester, à l'appel de l'opposition, contre ce qu'elles considéraient comme la « manipulation » des élections législatives de dimanche, remportées par le Parti démocratique au pouvoir. Parmi les blessés figurent le dirigeant du Parti socialiste (PS, ex-communiste), Servet Pellumbi, et celui du Parti social-démocrate, Shender Gjini.

Mardi, le porte-parole adjoint du département d'Etat, Glyn Davies, a dit que Washington était « préoccupé » par les informations en provenance de Tirana, « qui font état d'irrégularités dans les bureaux de vote ». De son côté, le président albanais, Sali Berisha, a appelé la population à rester calme en accusant les socialistes de chercher, avec « d'autres groupes extrémistes », à provoquer « des troubles pour déstabiliser la démocratie ». — (AFP)

### EUROPE

■ BELGIQUE : Enrique Pagosa Galiastegui, frère d'un dirigeant présumé de l'ETA, a déposé une demande d'asile politique en Belgique, ont confirmé, mardi 28 mai, les autorités belges. M. Galiastegui a été intercepté dimanche soir à son arrivée à l'aéroport de Bruxelles, en provenance du Venezuela. En février, le Conseil d'Etat belge avait refusé d'autoriser l'extradition vers Madrid d'un couple basque, accusé d'appartenir à l'ETA. — (AFP)

■ VATICAN : Eugène Prizma, ministre russe des affaires étrangères, a eu une entrevue avec Jean Paul II, mardi 28 mai. Il lui a renouvelé l'invitation de son gouvernement à venir en Russie, précisant que le moment « dépendrait des relations entre le Vatican et l'Eglise orthodoxe ». — (AFP)

### AMÉRIQUES

■ HAÏTI : le président René Préval a dénoncé, mardi 28 mai, un « complot » ourdi par les opposants à la démocratie après le meurtre d'un policier, lundi soir, et l'enlèvement, mardi, du petit-fils d'un important homme d'affaires haïtien. M. Préval a accusé les « secteurs qui ne veulent pas que la démocratie s'établisse » en Haïti d'être à l'origine de ces actes. — (AFP)

### PROCHE-ORIENT

■ ÉGYPTE : la mort et la folie guettent 4 000 détenus, en majorité politiques, dans une prison de Fayoum, à une centaine de kilomètres au sud-ouest du Caire, a affirmé, mardi 28 mai, l'Organisation égyptienne des droits de l'homme. La torture est une pratique « de routine », indique FOEDH, dans un rapport publié mercredi 29 mai. — (AFP)

■ SOUDAN : Human Rights Watch, organisation américaine de défense des droits de l'homme, a dénoncé dans un rapport, mercredi 29 mai, « la négation des libertés fondamentales d'expression, de rassemblement et d'association au Soudan, ainsi que la menace d'arrestations arbitraires, d'emprisonnement et de torture de la part d'un appareil de sécurité omniprésent ». — (AFP)

### ASIE

■ AFGHANISTAN : les Nations unies ont annoncé, mardi 28 mai, la démission pour raison de santé de leur ambassadeur en Afghanistan, Mahmoud Mestiri, ancien ministre des affaires étrangères tunisien, qui aura vaillamment tenu pendant deux ans de trouver un accord entre les factions rivales. Récentement déstabilisé par l'initiative d'un sénateur américain, Hank Brown, partisan de sa démission, M. Mestiri devait être remplacé par Norbert Holl, directeur du département Asie orientale au ministère allemand des affaires étrangères. — (AFP Reuters)

■ BURUNDI : l'opposition a célébré son congrès, mardi 28 mai, en adoptant une série de résolutions qui défient l'autorité de la junte militaire. La Ligue nationale pour la démocratie (LND) du Prix Nobel de la paix Aung San Suu Kyi souhaite rédiger une nouvelle Constitution, ignorant ainsi délibérément la « convention constitutionnelle » patronnée par la junte militaire. — (Reuters)

### ÉCONOMIE

■ ESPAGNE : le gouvernement a révisé à la baisse la prévision de croissance pour 1996, fixée désormais à 2,3 % - contre les 3,4 % prévus initialement par l'exécutif socialiste précédent -, a annoncé, mardi 28 mai, le ministre de l'économie. Selon Rodrigo Rato, l'inflation devrait être de 3,4 %. — (AFP)

■ ITALIE : le président du conseil italien, Romano Prodi, a estimé, mardi 28 mai à Bonn, que « vu la conjoncture, il sera difficile d'atteindre de respecter les critères de Maastricht [pour une entrée dans la monnaie unique] en 1997 ; alors il faudra réfléchir à une stratégie commune avec nos partenaires ». — (AFP)

## Trois anciens associés de Bill Clinton sont reconnus coupables de fraude dans l'affaire Whitewater

En pleine campagne électorale, ce verdict constitue un revers pour le président américain

Trois anciens associés de Bill Clinton ont été reconnus, mardi 28 mai, coupables de fraude dans l'affaire politico-financière Whitewater, par un

tribunal de Little Rock (Arkansas). A cinq mois du scrutin présidentiel, ce verdict embarrassé Bill Clinton, même si un communiqué de la Mai-

son Blanche affirme que le président « n'avait rien à voir » avec les délits dont ont été reconnus coupables les trois accusés.

### WASHINGTON

Un « grave revers politique » pour Bill Clinton : ce commentaire était quasi unanime, mardi 28 mai, à l'annonce du verdict rendu par le tribunal de Little Rock, dans l'Arkansas, qui se prononçait dans l'affaire Whitewater. Jim et Susan McDougal, les anciens amis et partenaires financiers du couple Clinton (en 1978, ils avaient acheté conjointement un lotissement du nom de Whitewater), ainsi que Jim Tucker, successeur du chef de la Maison Blanche au poste de gouverneur de cet Etat du Sud, ont été reconnus coupables de fraude.

Jim McDougal, ancien banquier et propriétaire de la Madison Guaranty Savings and Loan, une caisse d'épargne déclarée en faillite frauduleuse en 1989, est reconnu coupable de 18 des 19 chefs d'inculpation retenus contre lui, et, à ce titre, il risque un total de 89 années d'emprisonnement. Son épouse, Susan, est reconnue coupable de quatre chefs d'inculpation, et Jim Tucker de deux chefs d'inculpation sur sept. Ils sont passibles, respectivement, de dix-sept et dix ans de prison, ainsi que de fortes amendes.

Ces trois personnages sont impliqués dans différentes transac-

tions financières frauduleuses réalisées par la Madison Guaranty (dont M. Tucker a été l'avocat). Ils étaient notamment accusés d'avoir obtenu illégalement quelque 3 millions de dollars de prêts (15 millions de francs). Il est probable qu'une partie de cet argent a servi à renflouer partiellement la Madison Guaranty.

### TÉMOIGNAGES

Sur ce total, un montant de 300 000 dollars (1,5 million de francs) fut consenti à une autre société, la Master Marketing, dirigée par Susan McDougal. C'est dans cette transaction qu'apparaît le nom du chef de la Maison Blanche. David Hale, un ancien financier de l'Arkansas, prétend avoir subi des pressions de la part de Bill Clinton, alors gouverneur, pour l'obliger à verser cette somme.

Le président américain a catégoriquement démenti les accusations de M. Hale, lequel n'est pas un témoin au-dessus de tout soupçon : condamné à vingt-huit mois de prison, il a avoué avoir menti au FBI. Le 28 avril, M. Clinton a déposé son serment (par la voix d'un avocat, elle s'était occupée du dossier de la Madison Guaranty - a témoin-

gué devant un grand jury, en janvier 1996. Si aucune accusation n'a été prononcée contre Bill Clinton, l'affaire Whitewater empoisonne le climat politique depuis 1992. Outre le procès de Little Rock, une commission d'enquête sénatoriale a procédé à de nombreuses auditions, mais rien n'a pu être retenu contre les époux Clinton.

L'obstination des républicains se trouve aujourd'hui de facto légitimée par le verdict du tribunal de Little Rock. Là est le danger pour Bill Clinton : le rebondissement de ce scandale politico-financier pourrait permettre aux responsables du Parti républicain d'exploiter l'affaire Whitewater jusqu'au scrutin présidentiel de novembre. L'un des accusés, Jim Tucker, a annoncé mardi qu'il se démettrait de son mandat de gouverneur le 15 juillet.

Bill Clinton et ses conseillers ont réagi avec calme, le premier se déclarant seulement « désole » pour les trois accusés, et la Maison Blanche soulignant que le président n'a « rien à voir » avec les délits retenus contre le couple McDougal.

Pour les républicains, en particulier pour Bob Dole, rival présidentiel de M. Clinton, ce verdict constitue pourtant une anathème.

Le sénateur du Kansas, largement distancé dans les sondages, s'efforce de montrer que, s'agissant du « caractère » et du « leadership moral », il n'a pas de leçons à recevoir du chef de l'exécutif.

Or celui-ci n'est guère aidé par la bêtise que vient de commettre son avocat : M. Clinton est toujours sous le coup de poursuites judiciaires dans l'affaire Paula Jones, du nom de cette jeune femme qui l'accuse de harcèlement sexuel, alors qu'il était gouverneur de l'Arkansas, en 1991. Les avocats de M. Clinton ont déposé une requête devant la Cour suprême, afin de retarder cette action judiciaire. Pour ce faire, ils ont exhibé une loi de 1940, prévoyant que les membres des forces armées ne peuvent être poursuivis tant qu'ils sont « en service actif ».

M. Clinton étant commandant en chef de l'armée américaine (par sa fonction présidentielle), il devrait pouvoir profiter de la même exemption... Un tel parallèle a provoqué la colère des républicains, et les vieux griefs sur le passé militaire de M. Clinton (qui s'est fait « pistonner » pour ne pas combattre au Vietnam) ont vite resurgi.

Laurent Zecchini

## Loin de Belfast, la nouvelle génération rejette la « mentalité d'assiégé »

Les électeurs nord-irlandais désignent, jeudi 30 mai, leurs délégués aux pourparlers de paix

### DROMORE (Conté de Down)

De notre correspondant spécial Dans cette région rurale au cœur du pays unioniste, de multiples affections jalonnent les rues. Une dizaine de partis rivalisent de slogans pour s'attirer les suffrages de la communauté protestante. Mais cette pléthore de candidats sème la confusion chez les électeurs plus qu'elle ne les incite à se rendre aux urnes, jeudi 30 mai, pour choisir leurs représentants au Forum chargé de négocier l'avenir de l'Irlande du Nord. D'autant que les deux principaux mouvements favorables à l'union avec le Royaume-Uni - le Parti unioniste (UUP) de David Trimble et le Parti démocratique (DUP) du pasteur Ian Paisley - s'accusent publiquement de « trahison » et d'« alliance contre nature ».

Une telle situation, pourtant traditionnelle, inquiète les militants UUP de Dromore, gros bourg sur la route Belfast-Dublin. Elle fait le jeu des nationalistes du SDLP (Parti social-démocrate et travailliste de John Hume), qui risquent de profiter de cette rivalité pour arriver en tête du scrutin. Candidat UUP, Drew Nelson fait partie de la jeune garde du parti qui veut aller de l'avant et qu'agacent les constantes références au passé, l'attitude négative et la « mentalité d'assiégé » de l'ancienne génération.

Comme son ami Jeffrey Donaldson qui souhaite « que les nationa-

listes puissent exprimer leur identité irlandaise par le biais de nouvelles relations avec Dublin », il représente une frange, certes minoritaire, mais qui a le mérite d'être et qui se démarque des militants unionistes purs et durs, les « hardliners » de Belfast ou de Londonderry, comme de la langue de bois des tenants politiques.

Sans renier sa fidélité inébranlable à l'union, cet avocat de quarante ans admet que les unionistes et Londres ont eu tort de rejeter le plan de paix proposé en janvier par la commission présidée par l'ex-sénateur américain George Mitchell avant de s'y rallier plus tard. Il regrette l'intranséquence de ses amis sur le désarmement préalable de l'IRA - et des paramilitaires protestants - qui continue de bloquer la négociation. « On fait trop attention à cette question, estime-t-il. Les républicains doivent pouvoir fournir d'autres preuves de leur sincérité. Par exemple, un engagement envers un cessez-le-feu permanent pourrait être un premier pas ».

Le désarmement reste au cœur du conflit et une ultime réunion pour trouver un accord entre Londres et Dublin s'est achevée mardi sans résultat. Tout en maintenant cette condition préalable aux négociations de paix, M. Trimble a accepté de laisser à l'IRA quelques semaines pour rendre, au moins symboliquement, quelques armes. Le révérend Pais-

ley reste, lui, toujours aussi intranséquant et refuse de « parler avec ces bandits meurtriers avant qu'ils aient mis bas les armes ». « Pas de place pour les incrimations ou leurs hommes de paille », dit M. Trimble, titre son journal local. En attendant, si l'IRA ne procède pas à un nouveau cessez-le-feu, le Sinn Féin sera exclu de la négociation.

## L'absence de politisation témoigne d'une certaine lassitude chez beaucoup de protestants

Personne ne peut être aussi sensible à cette question que Joy Bingham, dont les parents et la sœur sont morts il y a juste vingt ans dans un attentat de l'IRA à Dromore. « Mon père m'a appelée au secours alors qu'il était en train de brûler vif et je n'ai rien pu faire », se souvient-elle en pleurant. Elle a protesté, sans succès, quand les deux incendiaires de l'IRA ont été libérés après trois ans de prison. « Ma famille a été rayée du monde ».

Je ne vois aucune solution pour le moment, je ne veux pas d'une Irlande unie et je n'ai aucune confiance dans le Sinn Féin. Je suis protestante, unioniste et britannique, pas irlandaise », proclame-t-elle.

Patricia Naam, qui dirige un hôtel dans le bourg résidentiel de Hillsborough, fait partie de ces rares catholiques qui affichent leurs sentiments unionistes. Adhérente récente de l'UUP, elle s'estime « socialement et culturellement différente des gens du Sud et plus proche du mode de vie britannique ». Et, tout en rejetant une coopération politique avec le Sud, elle pense qu'il n'y a pas d'autre solution que de négocier avec les ex-terroristes des deux bords, même si elle n'a pour eux que mépris.

Elle votera, bien sûr, mais, dit-elle, « chez nous, on ne parle pas de politique ». Un point de vue partagé par les dirigeants de l'entreprise de travaux publics de Dromore, Graham. « La politique n'a guère d'influence sur nous », dit son directeur général, Noel Gillespie, pourtant proche de l'UUP. D'ailleurs, « nous ne sommes pas maîtres de notre destin, qui est décidé à Londres. Nos politiciens n'ont eu aucun véritable pouvoir depuis vingt-cinq ans et n'ont aucune responsabilité à endosser. Nous aimerions avoir plus de contrôle sur nos affaires, mais dans le cadre du Royaume-Uni ».

Cette absence de politisation, qui tranche avec le militantisme de Shankill Road, à Belfast, témoigne d'une certaine lassitude chez beaucoup de protestants. Un porte-parole avec des militants UUP à Hillsborough le confirme : les gens se montrent circonspects, évitent de dévoiler leur opinion. Un protestant explique que, comme les Anglais veulent « nous lâcher, il faut trouver un accord avec le Sud ». Confuse, une catholique annonce son intention de voter pour un ex-terroriste loyaliste.

La nouvelle génération d'« Ulstermen » parviendra-t-elle à un accord que ses prédécesseurs ont été incapables de réaliser ? Les choses ne sont pas si simples car un homme comme Drew Nelson met son espoir dans M. Trimble, qui a souvent fait preuve d'intranséquence. Nouveau parti transcendant les frontières religieuses et culturelles, la Coalition des femmes d'Irlande du Nord propose pour sa part une solution radicale aux électeurs : « Remoyez chez eux tous les dinosaures ! ».

Patrice de Beer

# VOIS

DEPART DE PARIS

BARCELONE	840F
LA GUYANE	2450F
BANGKOK	2690F

DEPART DE PARIS ET PROVINCE

DUBLIN	980F
PALESTERME	980F
ATHENES	1150F
LOUXOR	1450F
LA REUNION	2990F

DEPART DE PARIS LYON  
MARSEILLE TOULOUSE ET NANTES

LES ANTILLES 2050F

**NOUVELLES FRONTIERES**

distributeur d'énergie



## Boris Eltsine a annoncé la publication d'un statut pour la Tchétchénie

Le président russe concède un « maximum » d'autonomie, sauf pour l'armée et les relations extérieures

Boris Eltsine a effectué, mardi 28 mai, une visite surprise sous haute sécurité de quelques heures en Tchétchénie. Au cours de son déplacement, le

président russe a indiqué qu'un projet de statut pour la Tchétchénie, prévoyant un « maximum » d'autonomie, sera publié avant samedi 1<sup>er</sup> juin.

La délégation d'indépendantistes tchétchènes, reçue lundi au Kremlin, n'avait pas été informée de ce voyage.

MOSCOU  
de notre correspondante

Contrairement à ce qu'ont annoncé tous les médias, notamment russes, Boris Eltsine ne s'est pas rendu à Grozny, mardi 28 mai : sa tournée de quatre heures « en Tchétchénie », a amené le président dans un petit kolchoze des plaines du nord de cette République, un des rares que la guerre n'a jamais touchés, puis à l'aéroport situé en dehors de Grozny, transformé depuis la guerre en camp militaire retranché. Le président russe, pour sa seconde visite en cinq ans dans ce pays, organisée à des fins électorales, n'aura ainsi rien vu des destructions infligées par son armée, ni rencontré d'invalides, ni de parents des tués (au moins 5 % de la population tchétchène).

Aux kolchoziens, il a offert deux moissonneuses-batteuses « Don-1500 » en signe de « retour à la paix ». Aux quelques soldats admis à l'approche, il a adressé des félicitations pour avoir « vaincu le régime rebelle de Doudaev », les assurant qu'ils se trouvent « sous la protection de la Constitution et du président ». Mais la protection du président lui-même a dû être assurée par une armée d'hélicoptères qui se sont posés tous en même temps pour qu'un éventuel tchétchène embusqué avec un missile ne sache pas lequel transporte M. Eltsine.

MAUVAISE MANIÈRE

La trentaine de « représentants de la population tchétchène » sélectionnés pour venir écouter ont dû subir une heure de procédures de contrôles avant d'être admis sur le territoire de l'aéroport. Son périmètre était, totalement fermé, y compris à la presse.

autre que celle du président. Boris Eltsine est venu annoncer que le cessez-le-feu signé la veille au Kremlin avec le chef des indépendantistes tchétchènes signifiait leur défaite et que « la Tchétchénie restera en Russie et nulle part ailleurs ». Mais les premiers intéressés, les soldats russes déployés contre leur gré en Tchétchénie, qui ont cessé de croire aux promesses de paix chaque fois démenties, n'auront appris sa visite qu'a posteriori par la télévision. De crainte sans doute qu'un soldat russe ne veuille ravir aux Tchétchènes leur vengeance, comme certains n'hésitent pas à en faire planer la menace.

Mais ce luxe de précautions a semblé insuffisant aux hommes chargés de la sécurité de Boris Eltsine, les subordonnés du général Alexandre Korjakov. Ceux-ci se sont ouvertement vantés, devant certains journalistes russes, d'avoir monté et réussi une opération de prise d'otages en la personne du président des indépendantistes tchétchènes Zelimkhan Iandarbiyev et de sa délégation : tout le temps de la visite de Boris Eltsine dans son kolchoze et son aéroport, ils se trouvaient à Moscou en train de « négocier les détails » de l'accord « historique » signé la veille au Kremlin.

Il est apparu clairement, mardi, que cette délégation n'avait pas été prévenue, la veille, du projet de voyage de Boris Eltsine. Et que tout accès à la presse lui fut interdit durant son séjour de moins de quarante-huit heures dans une résidence gouvernementale secrète quelque part à Moscou. L'agence Itar-Tass avait pour sa part affirmé que la délégation avait « refusé » de tenir une conférence de presse. Des membres de la délégation ont été entendus.

gation n'ont pu protester qu'au moment où celle-ci fut annoncée à quitter la capitale russe, après le départ de l'avion qui ramenait Boris Eltsine chez lui.

Cette « mauvaise manière », faite par les hommes de M. Korjakov à la première délégation d'ex-« bandits » tchétchènes jamais reçue au Kremlin, augure mal du climat de confiance censé permettre la réussite des nouvelles négociations russo-tchétchènes.

AVANT LE SECOND TOUR

A son arrivée, mardi soir, dans le Caucase, Zelimkhan Iandarbiyev a tenté cependant de faire bonne figure, en démentant qu'il se soit senti « otage » à Moscou. Il a affirmé que l'accord signé au Kremlin, prévoyant un cessez-le-feu vendredi à 20 heures GMT, représentait « une chance réelle de mettre fin à la guerre ». Une chance, a-t-il précisé, d'établir des « relations entre deux États ». Il semblait ainsi ne pas vouloir tenir compte des déclarations faites, mardi, par Boris Eltsine, qui, tout en promettant énergiquement la

paix, expliquait de mille manières qu'elle interviendrait aux conditions voulues par les Russes.

Celles-ci seront exposées dans le projet de statut pour la Tchétchénie (un « maximum » d'autonomie, sauf pour l'armée et les relations extérieures) que Boris Eltsine a ordonné de publier avant le 1<sup>er</sup> juin et dont il a souhaité l'adoption avant le second tour de l'élection présidentielle russe, en juillet. Les indépendantistes comptent, eux, sur un report des discussions politiques sur le statut. Mais ils semblent tentés de croire le Kremlin qui leur explique que ces déclarations du président russe ne servent qu'à calmer une armée qui réverrait d'en découdre, un peu comme l'avait fait de Gaulle avant d'envoyer l'indépendance de l'Algérie. La différence est que Boris Eltsine, comme ses mentors des services de sécurité, semble poursuivre, non pas un grand dessein, mais le seul but de gagner un scrutin difficile dans quelques semaines.

Sophie Stihab

## L'Italie et la Slovénie règlent leur contentieux sur l'Istrie

Rome ouvre à Ljubljana la porte de l'UE

L'ITALIE et la petite République de Slovénie se sont entendues pour régler le contentieux qui les opposait depuis l'éclatement de la Yougoslavie, a annoncé, mardi 28 mai à Rome, le ministre italien des affaires étrangères, Lamberto Dini. Les divergences portaient sur les droits des Italiens obligés de quitter l'Istrie, yougoslave après la seconde guerre mondiale, et dépossédés à la suite des arrangements territoriaux conclus entre les Alliés et le maréchal Tito. Leur entente va permettre de débloquer l'accord d'association conclu entre la Slovénie et l'Union européenne, qui était suspendu depuis de longs mois au refus des Italiens de le parapher, et qui pourrait entrer en vigueur au mois de juin.

Les derniers détails de l'accord avaient été négociés la veille lors d'une visite effectuée à Ljubljana par le secrétaire d'Etat Piero Fassino. Il confirme la volonté du nouveau gouvernement italien de voir l'Italie jouer à nouveau un rôle de premier plan, aux côtés de ses grands partenaires européens, dans le processus de construction de l'Union européenne. C'est ce que

le premier ministre, Romano Prodi, a réaffirmé mardi solennellement à Bonn, où il était allé rencontrer le chancelier Kohl.

Les Slovènes, qui sont des candidats sérieux à une intégration rapide dans l'Union européenne, espèrent beaucoup régler leur conflit avec Rome au lendemain des élections législatives. Sous la pression de son allié, l'Alliance Nationale de Gianfranco Fini, l'ancien premier ministre Silvio Berlusconi avait accordé une oreille favorable aux revendications des organisations d'expatriés d'Istrie, qui demandaient la réouverture de négociations sur les biens italiens expropriés par le régime yougoslave du maréchal Tito.

Selon M. Dini, les deux parties ont accepté un compromis proposé par l'Espagne qui fixe les conditions d'accès au marché immobilier slovène, jusqu'ici fermé aux étrangers. Ce compromis sera annexé, sous forme d'un échange de lettres, à l'accord d'association entre la Slovénie et l'Union européenne.

H. de B.

## Un nouveau projet pour débloquent les négociations sur l'interdiction des essais nucléaires

GENÈVE  
de notre correspondante

Les négociations sur le traité d'interdiction des essais nucléaires (CTBT) vont se poursuivre à Genève - toujours à huis clos - à un rythme accéléré avec l'espoir de parvenir à un accord pour la date limite fixée au 28 juin (Le Monde du 4 avril). Le président du comité de négociations, Jaap Ramaker (Pays-Bas), devait déposer, jeudi 30 mai, un nouveau projet de texte. Celui-ci reprend l'option « zéro », c'est-à-dire l'interdiction de tout essai d'arme nucléaire « ou toute autre explosion nucléaire », expression qui inclut les explosions dites pacifiques. Cependant, des formules de compromis pourraient permettre à toutes les délégations d'accepter le texte, y compris la Chine qui jusqu'à présent refusait l'option « zéro ».

Le représentant chinois à la conférence, Sha Zukang, multiplie les déclarations rassurantes sur la « souplesse » de son pays, mais il ne veut pas renoncer aux explosions nucléaires dites « pacifiques » destinées, en principe, à « détourner un fleuve » ou « trouver du pétrole ». Les Occidentaux estiment, pour leur part, que le caractère vraiment « pacifique » des explosions nucléaires chinoises ne peut guère être garanti. De plus, ils voient mal un traité définitif assorti d'une exception en faveur des Chinois.

La position des pays dits du seuil, qui ne sont pas de grandes puissances nucléaires mais ont la capacité de fabriquer une bombe, pèse aussi sur l'issue des négociations. Ainsi l'Inde s'oppose-t-elle depuis janvier au traité, sans toutefois l'admettre vraiment. Elle réclame qu'un lien soit établi entre le désarmement nucléaire des grandes puissances (elle craint essentiellement la Chine) et l'interdiction totale des essais, au moins sous la forme d'un « calendrier contraignant des désarmements nu-

cléaires en vue de l'élimination finale des armes nucléaires dans un programme déterminé ». Ce qui n'est pas prévu dans les projets actuels de traité.

En attendant la position que prendra le nouveau gouvernement indien, les autres États craignent que l'opposition de New Delhi ne constitue un obstacle difficile à écarter. Or le CTBT doit être approuvé à l'unanimité. Mais l'Inde n'est pas le seul pays du seuil à faire problème. Dans les milieux proches de la conférence, on redoute que le Pakistan suive sur le chemin de la surenchère.

VÉRIFICATIONS

On se félicite en revanche de la nouvelle politique russe, manifestée depuis le ralliement du Kremlin à l'option « zéro », à l'occasion du « sommet nucléaire » d'avril à Moscou. La France, qui a annoncé son soutien à l'option « zéro » au moment même où Jacques Chirac décidait la dernière campagne d'essais nucléaires dans le Pacifique, a beaucoup œuvré pour convaincre Boris Eltsine d'adopter cette position.

Le CTBT n'atteindra pas son véritable objectif si son application n'est pas parfaitement vérifiable. En d'autres termes, si la certitude n'est pas acquise de pouvoir procéder à des vérifications sur place permettant, dès que l'existence d'une explosion est soupçonnée, de s'assurer de la réalité des faits. Si les États qui souhaitent détecter ce qui se passe dans d'autres pays sont nombreux, rares sont ceux qui sont prêts à accepter une inspection sur leur propre territoire. Il s'agit par conséquent de se mettre d'accord sur une formule propre à dissuader les possibles violations du traité, tout en assurant que la souveraineté territoriale de tous les États sera respectée.

Isabelle Viehman

Dans votre  
Agence France Télécom,  
découvrez

Itineris  
Formule  
100<sup>FILE</sup>  
Décllic

L'abonnement mensuel pour  
téléphoner de partout en France.

et

le NOUVEAU  
Nokia Itineris



France Telecom



**DÉFENSE** Jacques Chirac a exposé, mardi 28 mai, les conclusions qu'il tire des débats sur l'avenir du service national. Le chef de l'Etat a annoncé la fin du service obligatoire

dès 1997 et la mise en place progressive d'un « rendez-vous citoyen », d'environ une semaine, auquel devront se rendre les jeunes hommes (puis les jeunes filles à partir de

2002). ● **LE CALENDRIER** de la réforme dispensera du service militaire les jeunes nés après le 1<sup>er</sup> janvier 1979. Les autres, y compris les sursitaires, devront remplir, sur une du-

rée dégressive, les obligations liées au régime de l'actuel service. ● **L'ABANDON** du service obligatoire est condamné par les socialistes et par les communistes. Il est regretté,

aussi, par l'UDF, qui, par la voix de son porte-parole, Pierre-André Wiltzer, estime que la suppression du service obligatoire va à l'encontre de la lutte contre la « fracture sociale ».

## Jacques Chirac avance sur la voie d'une réforme radicale des armées

En confirmant qu'il propose de mettre fin au service militaire obligatoire et de substituer un « rendez-vous citoyen » à la conscription traditionnelle, le président de la République a défendu, mardi 28 mai, le principe de la professionnalisation des unités, qu'il avait officialisé en février

DANS UN CONTEXTE financier particulièrement austère, les armées vont devoir, dès 1997, entamer la réforme la plus radicale et la plus lourde de conséquences qu'elles aient jamais eue à subir depuis des décennies. Ni l'après-guerre mondiale, en 1945, ni la fin des conflits coloniaux, après

1954, ni les turbulences de l'Algérie, en 1962, ni même l'accession à l'ère nucléaire n'ont généré autant de remises en question d'une aussi vaste ampleur de l'institution militaire française.

Car la prochaine professionnalisation des armées et la fin du service national obligatoire avant

2002, proposées par Jacques Chirac, mardi 28 mai, avant que le Parlement en discute, ne sont que les premières étapes de la rénovation de fond en comble de l'appareil de défense qui, si tout va bien, devrait s'achever en 2015. Il faudra pas moins de trois projets de loi de programmation militaire pour mener cette entreprise à son terme.

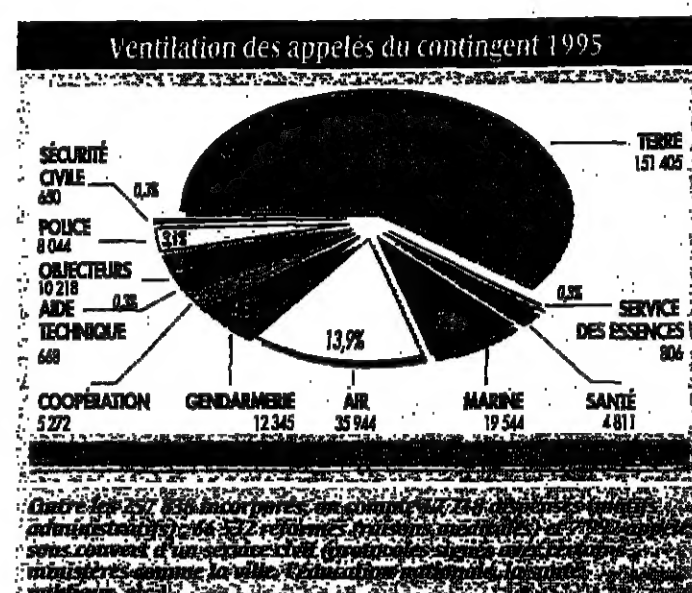
D'ici à 2002, en effet, le volume des armées sera sensiblement réduit, la professionnalisation deviendra la règle, et un service national ouvert aux seuls volontaires sera instauré. Pour y parvenir, le gouvernement a choisi de « faire l'impasse » sur les dépenses d'équipement, en cherchant à préserver au mieux les crédits de fonctionnement au sein du projet de programmation 1997-2002, soumis à l'Assemblée en juin. Entre 2003 et

2008, avec une nouvelle programmation, les armées devraient commencer à avoir les matériels modernes dont elles ont, aujourd'hui, privées parce que la priorité a été précisément donnée au fonctionnement. Enfin, la dernière loi (2009-2014) sera conçue pour asseoir définitivement l'équilibre des armées françaises dans le cadre d'une défense davantage euro-atlantique.

**UN RÔLE DE « REPOUSSOIR »**  
Telle est l'ambition affichée. Mais, du même coup, c'est reconnaître qu'on est au début de la révolution qui attend les armées françaises, même si ces premières – la professionnalisation d'unités plus spécialement destinées à agir hors des frontières nationales et la fin du service obligatoire – constituent déjà un bouleversement de taille.

On a déjà tout dit, et son contraire, du service national, notamment de sa version proprement militaire, qui continue d'avoir de nombreux partisans avec de solides arguments. Force est d'admettre cependant que le service militaire a joué le rôle d'un « repoussoir », encourageant les jeunes à se tourner de plus en plus souvent vers des formes civiles pour y échapper. Au risque d'accroître les inégalités et les injustices.

Dès lors qu'il ne serait plus obligatoire, le service civil saurait-il attirer autant de candidats ? Les ad-



ministrations où les associations qui demanderaient à en bénéficier auront-elles les moyens en cadres, en infrastructures, en crédits suffisants pour accueillir des volontaires de qualité ? Avec quelles incitations au départ, éventuellement ? Et pour quoi faire, exactement, qui ne révélerait pas déjà d'un emploi rémunéré en bonne et due forme ? Là est le pari fondamental de la réforme voulue par M. Chirac, et les deux à trois ans qui viennent seront un test majeur. Il est vrai que rien n'est tout à fait irréversible.

inaptitudes des uns, qu'il conviendra de corriger par des stages de formation ou de perfectionnement, et les aptitudes des autres, que chaque ministère, chaque administration ou chaque association dûment mandatée, à commencer par les armées elles-mêmes, mettra en valeur avec un service national de volontaires souscrivant un contrat.

Que pourra-t-on inculquer pendant une semaine à ces conscrits citoyens ? Et les armées, si elles en ont la charge, peuvent-elles accomplir ce que ni l'éducation nationale, ni l'action sanitaire, ni l'employeur du moment, ni la famille, ni bien d'autres institutions ne sont parvenues à faire durant plusieurs années avant l'âge de la majorité ? Pour l'instant, on en est resté à des principes. Le projet de loi qui modifiera le code du service national en ce sens n'est pas encore rédigé, et il faudra attendre de le connaître dans ses détails pour en juger.

Une chose est sûre, cependant : les centres d'instruction, qui seront chargés d'évaluer les jeunes en une semaine, ne peuvent être laissés aux seuls responsables militaires. Il y faudra aussi des enseignants, des éducateurs, des médecins, des psychologues, des animateurs, des sociologues, des sportifs... Quel prix le gouvernement est-il prêt à payer pour mener à bien une telle expérience ? M. Chirac n'en a rien dit.

Jacques Isnard

### Avant et après le 1<sup>er</sup> janvier 1979

Le nouveau code du service national, discuté au Parlement à l'automne, stipulera que les jeunes Français nés avant le 1<sup>er</sup> janvier 1979, y compris les actuels sursitaires (qui bénéficient d'un report d'incorporation), feront leur service national selon le régime actuellement en vigueur.

A partir de 1997, les hommes nés après le 1<sup>er</sup> janvier 1979 seront convoqués au « rendez-vous citoyen », ouvert aux femmes désireuses d'effectuer un service volontaire. En 2002, le « rendez-vous citoyen » deviendra obligatoire aussi pour les filles.

Le service militaire adapté (SMA), qui repose déjà sur le volontariat, sera maintenu outre-mer. Le service national ouvert aux volontaires, en métropole, s'appliquera à trois domaines : sécurité (armées, gendarmerie, police, douanes, pompiers, protection de l'environnement) ; cohésion sociale et solidarité (organismes publics ou associatifs d'insertion) ; coopération internationale et aide humanitaire.

### L'UDF regrette la disparition du service national obligatoire

LA DÉCISION du président de la République de supprimer le service militaire obligatoire n'a guère suscité l'enthousiasme. Seul le RPR a approuvé la réforme voulue par le chef de l'Etat. Michel Péricard, président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, s'est ainsi réjoui que Jacques Chirac ait « le courage de prendre les décisions qui s'imposent en engageant l'armée française dans sa plus importante évolution depuis plusieurs décennies », tandis que Jean-François Mancel, secrétaire général du RPR, soulignait que les « principes » énoncés par le chef de l'Etat « sont à la mesure de l'enjeu déterminant » que constitue l'avenir de la défense.

Jacques Baumel, partisan d'Edouard Balladur en 1995, a émis quelques réserves, estimant que la professionnalisation sera « coûteuse » et que « la suppression du service militaire, qu'elle entraîne, sera douloureuse pour beaucoup de Français qui souhaitent maintenir le lien entre l'armée et la nation ». Vice-président de la commission de la défense de l'Assemblée, M. Baumel doute de l'utilité, « sur le plan militaire », du futur « rendez-vous citoyen »,

les lois. Il y a eu une pseudo-concertation, menée au pas de charge, et puis la décision est prise par le président de la République lui-même. C'est inacceptable.

Jean-Michel Baylet, président de Radical, a déclaré qu'« après des semaines de faux débat, dans la hâte et sans véritable concertation », le chef de l'Etat a annoncé « le remplacement de la conscription par un service volontaire qui reste à définir et par un « rendez-vous citoyen » qui tient surtout de la visite médicale d'aptitude. Ce système sera aussi inefficace qu'inutile car il ne créera pas de lien entre la nation et la jeunesse ».

C'est la gêne de l'UDF qui était, mardi soir, la plus perceptible. Son porte-parole, Pierre-André Wiltzer, a jugé « utile » que le débat sur l'avenir de la défense et du service national « se poursuive au Parlement lors de l'examen de la loi de programmation militaire en juin et de la loi sur le service national à l'automne ». Soulignant que la suppression du service militaire et la réforme du service national ne doivent pas être isolées de leur contexte, M. Wiltzer a ajouté : « Si la lutte contre la fracture sociale est considérée comme un enjeu majeur, il faut maintenir, en la rénovant profondément, un mécanisme de conscription qui permette aux jeunes Français de se reconnaître comme citoyens. »

Quant à Olivier Darrason (UDF-PR, Bouches-du-Rhône), rapporteur de la mission d'information de l'Assemblée sur l'avenir du service national et favorable à un service national court, il veut encore espérer que le « rendez-vous citoyen » proposé par le chef de l'Etat ne sera pas une simple formalité. « Il faut absolument que le projet de loi qui sera présenté à l'automne et auquel le Parlement devra être très intimement lié dès sa conception puisse contenir non seulement un bilan de l'état de la jeunesse française, mais une initiation à la défense, une initiation aux aspects civiques de la vie de la nation, a-t-il dit. Et puis, naturellement, un enseignement élémentaire tourné vers la vie sociale. »

#### CRITIQUES UNANIMES À GAUCHE

A gauche, la condamnation est unanime. Jean-Michel Boucheron (PS, Ille-et-Vilaine), ancien président de la commission de la défense de l'Assemblée, estime que l'armée de métier, « choisie clairement » par le président de la République, « est le pire des choix : seuls les chômeurs feront leur service militaire ». Ancien ministre de la défense, Paul Quilès juge « extrêmement décevant » le « petit » rendez-vous citoyen d'une semaine. Alain Bocquet, président du groupe communiste de l'Assemblée, a lancé : « C'est Valmy qu'on enterre ! » « Derrière cette présentation, il y a la mise en place d'une armée de métier coupée de la nation », a-t-il assuré, avant d'ajouter : « Quand une telle décision historique est prise, on ne peut pas accepter que cela se fasse sans que le Parlement ait voté

### Une décision qui « tourne une page de notre histoire »

LE PRÉSIDENT de la République a prononcé, mardi 28 mai, à 20 heures à la télévision, une allocution annonçant la fin du service national obligatoire. En voici le texte intégral :

« Le 22 février dernier, je vous ai fait part de ma décision de professionnaliser l'ensemble de nos forces de défense. En effet, la conscription traditionnelle ne répond plus aux exigences d'une armée moderne dans un grand pays moderne. Cette décision a naturellement des conséquences directes sur le devenir de notre service national. Parce qu'il s'agit de la France. Parce que cette question engage la nation et les générations à venir, j'ai souhaité qu'à défaut de référendum, impossible pour des raisons d'ordre constitutionnel, un grand débat permette à tous les Français de mesurer l'enjeu d'exprimer leur opinion, de dire ce qu'ils avaient dans le cœur. »

Partout dans le pays, à l'Assemblée nationale et au Sénat bien sûr, mais aussi dans les communes, les universités, les lycées, les associations de jeunes, c'est plus de dix mille réunions qui ont été organisées. Toutes celles et tous ceux qui le souhaitent ont pu défendre leurs idées. La presse s'en est fait l'écho tout au long de ces deux mois. Elle a pris sa part d'une réflexion d'excellente tenue qui a su dépasser les clivages partisans. Tout cela témoigne d'une authenticité que je mesure et que j'apprécie. Et je voudrais aujourd'hui exprimer ma gratitude à tous ceux qui ont enrichi ce débat.

J'ai été bien sûr très attentif aux différents points de vue qui se sont exprimés. J'ai constaté que la professionnalisation des armées était comprise et acceptée par la très grande majorité des Français, et je m'en suis réjoui. J'ai constaté aussi que se manifestait une forte préférence en faveur d'un service national fondé sur le volontariat, mais assorti d'un rendez-vous obligatoire entre les jeunes et la nation.

J'ai pris acte de ces orientations et je m'en suis entretenu avec le premier ministre et le ministre de la défense. Je propose donc que le service national que nous connaissons aujourd'hui soit supprimé dès le 1<sup>er</sup> janvier 1997 et qu'il cède la place à des volontariats, tout en maintenant le principe d'un rendez-vous entre la nation et sa jeunesse. C'est une décision dont chacun mesure l'importance. Elle tourne une page de notre histoire nationale, mais elle touche aussi à la vie personnelle de chacun. Beaucoup d'entre vous ont dans le cœur et dans la mémoire bien des souvenirs des mois ou des années qu'ils ont passés à l'armée. Pour un homme de ma génération, qui, comme tous ses camarades, a servi sous les drapeaux dans une période tourmentée, c'est une décision difficile. Mais vous m'avez confié pour sept ans la destinée de notre pays. Le souci de préparer son avenir exigeait que cette décision fût prise.

La durée de ces volontariats sera variable : neuf mois, peut-être moins, peut-être davantage selon les spécialités. Ces volontaires pourront servir dans trois domaines. D'abord la prévention et la sécurité, entendues au sens large : l'armée, la police, la gendarmerie, les douanes, les pompiers et la sécurité civile, mais aussi la protection de l'environnement. Ensuite la solidarité, qui s'exercera dans les quartiers difficiles, les hô-

spitaux, les écoles, les associations et organismes qui aident leur prochain en situation de précarité. Enfin la coopération internationale et l'aide humanitaire, en faveur des pays que la France veut aider à se développer.

Les jeunes Français qui choisiront d'offrir ainsi quelques mois de leur vie devront naturellement bénéficier d'une reconnaissance concrète de la nation. Je tiens à préciser à nos compatriotes d'outre-mer que la possibilité d'un service militaire adapté, qui rend aujourd'hui d'immenses services à la jeunesse comme aux communautés locales, sera maintenue sous une forme que j'ai demandé au gouvernement d'étudier.

Bien entendu, les besoins de notre défense ne doivent pas être affectés pendant la période conduisant à la professionnalisation des armées. Une période de

transition est donc nécessaire. Le nouveau système s'appliquera, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1997, à tous les jeunes gens nés après le 1<sup>er</sup> janvier 1979. Le service volontaire sera ouvert dès cette date aux jeunes filles qui le souhaiteront. A la fin de la phase de transition, c'est-à-dire en 2002, c'est l'ensemble de la jeunesse, garçons et filles, qui sera appelée à ce rendez-vous citoyen d'une durée d'environ une semaine.

Quant aux jeunes gens sursitaires, nés avant le 1<sup>er</sup> janvier 1979, ils continueront, comme leurs camarades actuellement incorporés, à effectuer leur service national selon l'ancienne formule, mais avec une durée qui sera progressivement réduite. Certains, je le comprends, ressentiront peut-être difficilement cette disparité de destin et d'obligation, mais les besoins de la défense nous l'imposent pendant la période de transformation de nos armées, et il n'y a pas de système plus juste que celui qui consiste à appliquer un même principe aux jeunes d'une même classe d'âge.

Mes chers compatriotes, le monde change, le XXI<sup>e</sup> siècle est à nos portes. Il y a pour notre pays une exigence de modernité, mais il y a aussi une exigence de fidélité. Fidélité à une histoire, fidélité à des valeurs, fidélité à une culture marquée par le lien particulier qui unit chaque Français à sa patrie.

La multiplication des échanges et les évolutions du paysage international rendent plus fragiles les sentiments d'appartenance, donc de solidarité. Les Français aiment la France, et ils en sont fiers, mais, parfois, et surtout les jeunes, ils perçoivent moins facilement qu'avant ce que signifie « être français ». Je souhaite que la réforme qui va avoir lieu, avec notamment le rendez-vous citoyen entre la nation et sa jeunesse, même s'il est de courte durée, permette à chaque jeune Français, à chaque jeune Française, de découvrir ce qu'il doit à sa propre dignité, ce qu'il doit aux autres, ce qu'il doit à son pays et ce qu'il peut en attendre. C'est le sens profond de cette réforme. Je sais qu'elle répond à l'intérêt de la nation et aussi au souhait d'une grande majorité d'entre vous. »

« Je souhaite que chaque jeune Français, dans l'année de sa majorité, vive une rencontre avec la nation. Ce rendez-vous citoyen ne doit pas souffrir d'exception »

Pendant près d'un siècle, la conscription a mêlé, dans la fraternité des casernes, des jeunes de toutes conditions, venus de toutes les régions. Elle a permis de défendre la patrie dans les heures les plus tragiques de notre histoire et les noms inscrits sur les monuments aux morts de chaque ville, de chaque village nous le rappellent avec force.

Si le service national est peu à peu devenu inadapté, je dois et je veux défendre l'idéal républicain auquel il se réfère, qui est un idéal d'égalité, un idéal de solidarité, un idéal de patriotisme. C'est pourquoi je souhaite que chaque jeune Français, dans l'année de sa majorité, vive une rencontre avec la nation. Ce rendez-vous citoyen ne doit pas souffrir d'exception. Il permettra d'établir un bilan général de la santé et du niveau scolaire des jeunes Français. Il aura pour

UNI

P

INTI

DOIT-I

L'EN

PO

SC



هكذا من الأهل

LE MONDE / JEUDI 30 MAI 1996 / 7

(Publicité)

# **“UNE COMPAGNIE PÉTROLIÈRE INTERNATIONALE DOIT-ELLE DÉGRADER L'ENVIRONNEMENT POUR ASSURER SON PROFIT ?”**

Quand des actionnaires posent  
ce genre de question, en général, on les envoie balader.  
C'est ce que l'on a fait...

**TOTAL**

CLAUDE



... On a même organisé le voyage.

# EN ARGENTINE, LES ACTIONNAIRES-TÉMOINS ONT DÉCOUVERT COMMENT TOTAL EXERCE SON MÉTIER TOUT EN PRÉSERVANT L'ÉQUILIBRE ÉCOLOGIQUE DE TOUTE UNE RÉGION.



Le rig "Rio Colorado" près d'Aguada San Roque.

Bienvenidos



Un actionnaire peut être quelqu'un qui se pose des questions. Particulièrement lorsqu'il s'agit d'un groupe pétrolier international. Au cours de leur mission d'étude en Argentine, alors qu'ils n'étaient pas venus pour ça - "quand on est actionnaire de

TOTAL, on en attend de gagner de l'argent", qu'ils voulaient simplement savoir "comment et pourquoi nos actions vont monter", nos actionnaires-témoins ont été

confrontés à une vraie question : peut-on se contenter d'exploiter ce que la nature a donné, sans réfléchir aux conséquences écologiques et humaines à long terme ?

Ce qui leur est apparu fondamental, au moins autant que le revenu de leurs actions.

31 mars : arrivés la veille à Buenos Aires, nos actionnaires-témoins repartent à 1300 kms de là, sur l'usine de traitement de gaz d'Aguada Pichana dans le Neuquén tout récemment mise en production.

TOTAL s'est engagé en Argentine dès 1978, en

prenant un permis d'exploration en Terre de Feu, dans une région difficile mais prometteuse, à l'extrême sud du pays.

Aujourd'hui, TOTAL Austral produit 47000 barils/jour de pétrole et 17 millions de m<sup>3</sup>/jour de gaz, sur quatre centres de production implantés dans le Neuquén, la Patagonie et la Terre de Feu. TOTAL Austral a également trouvé en mer d'abondantes réserves de gaz naturel qui pourraient alimenter le marché du gaz, en pleine expansion, des pays d'Amérique Latine.

Si la présentation en salle des activités semble trop théorique, la visite des installations, en revanche, suscite immédiatement de nombreuses réactions. "Le gaz, on en parle tout le temps, on l'entend parfois, on ne le voit jamais. Et le cadre des installations est impressionnant : aucune trace de produit, pas de pollution, pas une fumée noire !" "Le moment fort : les gros pipes qui partent dans la terre, en bout d'usine. On a presque l'impression de les suivre sous terre, derrière la tranchée qu'on visualise à peine, qui part au loin en direction de Buenos Aires." "Ma découverte : l'utilisation du gaz comme combustible à haut niveau, à la fois propre - donc respectueux de l'environnement et pas cher : c'est très positif."

La propreté est omniprésente dans les installations visitées et le groupe

La sécurité est partout.



Les actionnaires-témoins au bout du monde.

Sur une plate-forme, au large de la Terre de Feu. Sous le 50<sup>ème</sup> parallèle.



Aguada Pichana

Rio Cullen, Hidra

A l'usine de gaz d'Aguada Pichana, où les pipes disparaissent sous terre transportant le gaz, jusque dans la province de Buenos Aires.



(Publicité)



J. Caiola



M. Nazahie



B. Décor



M. Bernier



C. Gindici



P. Rousseau



C. Crisnet



J.Y. Gauthier



C. Vignand-Sansier



M. Costa



D. Lehoullier



D. Prost

d'actionnaires-témoins constate leur intégration harmonieuse dans le paysage : "Des sites bien préservés, très propres. Rien qui ne perce, rien qui ne fuit. On sent naturellement la préoccupation de la compagnie pour tout ce qui touche à l'environnement."

Chacun note le fort contraste entre la taille discrète des installations et l'importance de la production.

"Une usine de traitement jolie, propre, espacée, dont la petite dimension n'est pas représentative des volumes qui y sont traités." Pourtant le plus intéressant est resté caché : "Un puits, c'est quelque chose de tout simple en apparence : une superstructure, des tuyaux, un palan... Mais en fait toute la complexité, la technologie est cachée dessous, dans le sol."

avec un cahier des charges européen. Je l'ai vérifié sur place. Les exemples concrets ne manquent pas " "Les petites unités ne détruisent pas l'environnement, qui est réellement respecté. Un peu comme des coups d'aiguille dans le sol et dans l'eau, qui laissent de minuscules cicatrices. Des perforations si précises qu'elles rappellent les sondes utilisées par les chirurgiens."

La visite de la plate-forme off-shore ne laisse personne indifférent. "En dessous des pompes, aucun des liquides pollués, des égouttures ne va à la mer. Ils sont récupérés par TOTAL.



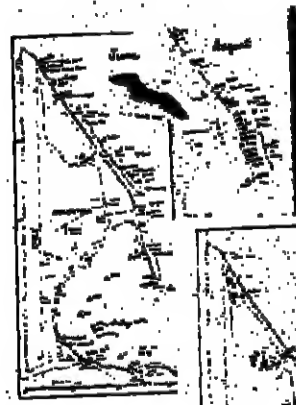
Echantillon de terre imbibée d'huile.

qui les recycle et les réutilise dans le circuit. A une époque où les pétroliers ont une si mauvaise image de marque ! Et au bout du monde ! " "TOTAL prouve qu'on peut exploiter du



#### AVANT :

supra-faciles "piles", servaient à stocker les boues de forage et les déchets issus des puits de production. Ces piles constituaient un danger permanent pour les animaux et les nappes phréatiques.



#### APRÈS :

à la reprise de champs anciens, Total Austral a réhabilité les sites, en nettoyant, remblayant et replantant plus d'un millier d'anciennes piles.

1<sup>er</sup> avril : Nos actionnaires-témoins arrivent en Terre de Feu et découvrent Rio Cullen, l'usine qui traite le pétrole produit par les

plates-formes d'Hidra. Nous sommes au sud du 50<sup>ème</sup> parallèle : sensations et émotions diverses

garanties ! "Un pays sauvage et beau, des équilibres naturels que la technologie n'a pas perturbés. A l'évidence, l'environnement est un souci permanent." "Les techniques sont exactes, encadrées d'une multitude de précautions. C'est précis, sûr, méthodique."

La mission a été prise très au sérieux. "Dans un pays où il n'y a pas de normes, l'usine a été construite

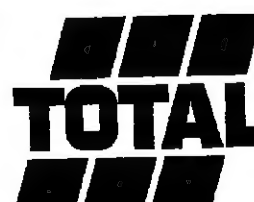
pétrole tout en préservant l'environnement. En somme, qu'il est possible de bien faire les choses."

Nos actionnaires-témoins sont rentrés d'Argentine réconfortés : oui, on peut aussi forer et construire des usines à l'autre bout du monde. à l'écart des médias, et se préoccuper d'équilibre éco-

logique ; oui, une politique de sécurité bien menée favorise la protection de l'environnement ; oui, on peut être un pétrolier, et respecter la

flore, la faune et... l'humain ; oui, on peut jongler avec les investissements et garder un esprit pionnier, conscient des risques et des responsabilités.

Le rapport intégral de la mission d'étude peut être obtenu sur demande à la Direction de la Communication "Actionnaires-Témoins", Tour TOTAL, 24 Cours Michelet, 92069, Paris La Défense Cedex.



VOUS NE VIENDREZ PLUS CHEZ NOUS PAR HASARD.

Périodiquement TOTAL fait réaliser des études autour de ses exploitations pour une meilleure compréhension de l'environnement.



## Alain Juppé et Jean-Louis Debré exposent deux politiques différentes pour la Corse

Le premier ministre exige la « sécurité », le ministre de l'intérieur plaide pour le « dialogue »

Le débat sur la Corse, ouvert à l'Assemblée nationale, mardi 28 mai, par les déclarations d'Alain Juppé, Jacques Toubon et Jean-Louis De-

bré, a mis en évidence une différence d'orientation entre le premier ministre, qui a mis l'accent sur la « sécurité », et le ministre de l'intérieur, in-

sistant sur le « dialogue ». (Lire aussi notre éditorial page 25 et le point de vue de Claude Olieux page 24.)

VINGT ANS de violences et d'échecs, cela vous marque une classe politique. Il y a vingt ans, la plupart des hommes qui ont pris la parole, mardi 28 mai, à l'Assemblée nationale, pour le débat sur la Corse, faisaient déjà de la politique. Depuis, le « problème corse » s'est résumé à une kyrielle d'attentes, de menaces, de plans de développement économique avortés... D'où, sans doute, la lassitude qui semblait peser sur les épaules des orateurs, soulignant, comme Jean Glavany (PS, Hautes-Pyrénées), la nécessité d'un devoir d'« humilité » - après avoir lancé ce cri du cœur : « Nous avons tout essayé, ou presque ! » - ou égrenant, comme José Rossi (UDF, Corse-du-Sud), le chapelet des politiques essayées, abandonnées, avant d'être tentées de nouveau par le gouvernement suivant.

Car l'autre constante de la classe politique, face au problème corse, est bien son incapacité à s'entendre. Le premier débat au Parlement sur le sujet (en dehors de la discussion d'un projet de loi) a confirmé cette propension générale à la cacophonie. Les interventions successives d'Alain Juppé, de Jacques Toubon, ministre de la justice, et de Jean-Louis Debré, ministre de l'intérieur, ont laissé une impression étrange, presque surréaliste : il est rare, dans cette enceinte, d'entendre un chef de gouvernement défendre une politique avant que ne lui succède à la tribune son ministre de l'intérieur pour... en défendre une autre. C'est pourtant de cela qu'il s'agit entre M. Juppé et M. Debré. Le chef du gouvernement a balayé le dictionnaire « fermeté et dialogue » de son ministre, pour lui substituer le sien : « Sécurité et développement économique ». Comme l'a relevé M. Glavany, le discours du premier ministre a constitué « un sacré dé-saveu de certaines méthodes employées ces derniers mois ».



Les accents de M. Debré avaient, selon la formule d'un député RPR dans les couloirs du Palais-Bourbon, quelque chose de « pathétique » quand il défendait une politique condamnée quelques minutes auparavant par le chef du gouvernement, ou mettait en garde de façon à peine voilée contre les risques et les contraintes d'un retour au « tout-répressif ». Au terme du débat, M. Debré, symboliquement, a admis sa défaite. Lorsqu'il a repris la parole pour répondre aux orateurs, ses premiers mots ont été non plus les siens - « fermeté et dialogue » - mais ceux du premier ministre...

### HÉSITATIONS AU PS

M. Juppé, il est vrai, jouait sur du velours. S'il avait trouvé le sien : « Sécurité et développement économique ». Comme l'a relevé M. Glavany, le discours du premier ministre a constitué « un sacré dé-saveu de certaines méthodes employées ces derniers mois ».

diapason de ses députés de base, exaspérés, a présenté un tableau apocalyptique de la situation dans l'île en lançant pour commencer : « Un vent de folie destructrice souffle sur la Corse », avant d'ajouter que face à « tant de confusion », les Français « attendent avec impatience un message clair et fort » ; ni M. Rossi, qui, se faisant lui aussi l'écho des préoccupations de son groupe, a demandé à M. Debré de la « transparence » dans sa politique de dialogue avec les nationalistes ; ni M. Glavany, qui, brandissant à la tribune U Ribombu, l'hebdomadaire de la Cuscolta, vitrine légale du FLNC-canal historique, multipliait les citations assassines et lançait : « Quand on franchit la limite de vitesse, c'est la catastrophe ; quand un terroriste, c'est le dialogue » ; encore moins Alain Bocquay (PC, Nord), présentant les interlocuteurs nationalistes de M. Debré comme « une mafia », récusant « un ordre républicain à géométrie variable » et

proposant de substituer « au couple incertain dialogue-fermeté, [...] le couple citoyenneté-modernité ».

Mais l'unanimité de l'Assemblée s'est arrêtée là. Dès qu'il ne s'est plus agi d'accabler M. Debré ou d'exprimer des réserves assez largement partagées sur les risques de dérive de la zone franche, les divisions ont repris le dessus, comme si la Corse avait exporté dans l'hémicycle son mal chronique. Au RPR, M. Péricard, avec sa description d'une Corse à feu et à sang, s'est inscrit directement en faux contre Jacques Toubon, qui venait, chiffres à l'appui, de mettre en valeur les succès de la justice, tandis que Jean-Paul de Rocca Serra, élu de Corse-du-Sud et président (RPR) de l'Assemblée de Corse, distribuait dans les couloirs une intervention non prononcée, autrement plus nuancée que celle de M. Péricard. A l'UDF, le modéré M. Rossi, corse lui aussi, a dû donner des gages pour être nommé porte-parole d'un groupe que d'aucuns décrivent comme « vent debout » contre les ambiguïtés de la politique du gouvernement.

Quant au PS, il hésite sur sa propre démarche. Orateur du groupe, M. Glavany a découvert dans Le Figaro de mardi les propositions du premier secrétaire de son parti, Lionel Jospin, évoquant une possible évolution institutionnelle vers « des pouvoirs autonomes dans la République » (Le Monde du 25 mai). Dans un premier temps, M. Glavany avait prévu de reprendre cette formule dans son discours, avant de s'aviser que sa surprise était partagée par l'ensemble des députés PS. Au terme de la réunion du groupe, mardi en fin de matinée, la formule avait disparu. Le bureau national du parti devait revoir la question mercredi.

Jean-Louis Andreani

## Sécurité sociale : le Sénat défend son calendrier d'examen

Redoutant un télescopage entre la discussion budgétaire et celle sur la « Sécu », les sénateurs proposent un compromis de procédure

DANS QUELLES CONDITIONS, et selon quelles modalités, les parlementaires vont-ils débattre, dès l'automne prochain, des lois de financement de la Sécurité sociale instituées par la révision constitutionnelle du 22 février 1996 ? Le diable se cache dans les détails... L'Assemblée nationale, qui a adopté, en l'amendant, le projet de loi organique établissant des règles de procédure (Le Monde du 26 avril), avait fait sienne cette maxime de juriste. A son tour, le Sénat, a commencé, mardi 28 mai, à passer ce texte au tamis. Scrupuleusement.

Les sénateurs avaient prévu le gouvernement. Parce que la révision constitutionnelle s'est limitée à définir quelques principes généraux, parce qu'elle a ainsi confié au législateur le soin de préciser un régime juridique complètement nouveau - celui des lois de financement de la Sécurité sociale - ils seraient d'une vigilance sans faille. Gardiens sourcilieux des prérogatives de leur Assemblée, ils avaient, dès la publication du texte, appuyé leurs critiques sur un point central : celui du calendrier parlementaire et du risque de télescopage entre loi de finances et loi de financement dont les examens sont concomitants.

### EN FORMATION RENFORCÉE

Les sénateurs avaient plaidé devant Jacques Toubon, garde des sceaux et ministre de la justice, en soulignant que le Sénat risquait d'être pris d'autant plus à la gorge que, à la différence de l'Assemblée nationale, il dispose de vingt jours, et non de quarante, pour mener à bien la discussion budgétaire. Et si d'urgence, d'autres textes importants devaient être déposés à l'automne, le Palais du Luxembourg succomberait à une pathologie sévère, celle de la « thrombose parlementaire ».

Lors des débats de révision, dans un souci prophylactique, M. Toubon avait assuré qu'en dehors des lois de finances publiques et de financement de la Sécurité sociale, aucun texte supplémen-

taire ne viendrait se glisser. Aujourd'hui, cette garantie n'est plus acquise. Le Sénat a donc décidé de livrer bataille sur le projet de loi organique. Il l'a mené en formation renforcée - la commission des lois associant à ses travaux celle des affaires sociales et celle des finances - et sous la bannière de trois présidents qui pèsent au Palais du Luxembourg, à savoir Jacques Larché (RI, Seine-et-Marne), Christian Poncelet (RPR, Vosges) et Jean-Pierre Fourcade (RI, Hauts-de-Seine).

D'entrée de jeu, Jacques Barrot, ministre du travail et des affaires sociales, qui défendait ce texte, leur a donné acte de leur vigilance. « La procédure foue, dans un Etat de droit, un rôle essentiel », a-t-il souligné, annonçant par ailleurs que le projet de loi de ratification des cinq ordonnances promulguées sur la réforme de la Sécurité sociale serait soumis, mercredi 29 mai, au conseil des ministres.

M. Barrot s'est voulu rassurant. Les lois de financement devront être courtes et brèves, « à-t-il souligné, indiquant que le débat ne saurait occuper que deux ou trois jours ». S'agissant du chevauchement avec la discussion budgétaire, il a estimé « difficile » de trouver une autre solution.

La commission des lois, via son rapporteur, Patrick Gélard (RPR, Seine-Maritime), a exposé son compromis. Elle entend demander au gouvernement de déposer son projet de loi le 15 octobre à l'Assemblée nationale (et non le 30 du même mois), afin que le Sénat puisse l'examiner avant d'engager la discussion budgétaire, le 20 novembre.

En compensation, le Sénat accepterait de réduire son délai d'examen de vingt à quinze jours. Par ailleurs, pour éviter tout dérapage, elle a souhaité encadrer plus strictement encore le droit d'amendement, encadrant dénoncé par plusieurs orateurs de l'opposition, parmi lesquels Michelle Demessine (CRC, Nord) et Charles Metzinger (PS, Moselle).

Caroline Morrot

## « L'ordre public » ou « la tête froide »

ALAIN JUPPÉ a déclaré, en ouverture du débat sur la Corse à l'Assemblée nationale, mardi 28 mai : « De puis [...] le drame d'Aléria, la République est confrontée au problème corse [...] Les réformes institutionnelles [...] n'ont pas permis de mettre un terme à la propaga-



VERBATIM

tion de la violence, ni à l'oubli du civisme le plus élémentaire. [...] Le premier ministre a précisé que « les problèmes institutionnels ne sont pas à l'ordre du jour ». « En Corse, a-t-il dit, ma priorité est double : sécurité et développement économique [...] Le gouvernement ne saurait accepter les termes d'un soi-disant "ultimatum" émanant d'une organisation qui semblait avoir fait le choix de renoncer à la violence et qui prétend aujourd'hui poser ses conditions. [...] Le gouvernement entend tout faire pour prévenir et réprimer les atteintes à l'ordre public en Corse comme sur n'importe quel autre point du territoire. [...] Le rétablissement de l'ordre public doit aller de pair [...] avec la relance de l'économie locale [...] Le gouvernement [...] a fait le pari de la zone franche [...] Si la paix publique n'était pas rétablie en Corse, la création d'une zone franche apparaîtrait, tôt ou tard, comme une fausse bonne idée ».

JEAN-LOUIS DEBRÉ, pour sa part, a déclaré : « Le rétablissement du respect des lois de la République [...] indissociable des solutions qu'appellent les vrais problèmes de l'île [...] La recherche de ces solutions passe tout aussi nécessairement par l'instauration d'un véritable dialogue entre Corses eux-mêmes autant qu'avec

l'Etat [...] La peur désormais affichée chez certains, la crainte de l'immense majorité devant l'abîme économique et social qui menace, les propositions de dialogue faites d'autre part [...] ont permis que s'amorce une autre voie [que la violence]. [...] Depuis quelques jours [...] l'irrationnel, le grossissement médiatique, l'agitation désordonnée et généralisée, parfois la provocation ont ressurgi pour une de ces périodes de pulsions, comme la Corse en a tant connues, et qui pourrait constituer la pire des pièges pour ceux qui ne garderaient pas la tête froide. Je souhaite [...] que ceux-ci ne remettent pas en cause le processus engagé, car ils donneraient alors raison aux extrémistes de toute nature ».

« LA SOLIDARITÉ INSULAIRE TRADITIONNELLE »  
« Si, malheureusement, tel devait être le cas, qui ne pressent les conséquences d'un tel échec ? L'efficacité policière et judiciaire appelleraient d'autres moyens matériels, mais, surtout, administratifs et juridiques. Sommes-nous prêts à les accepter ? La solidarité insulaire traditionnelle offrait une nouvelle chance à ceux qui, enfermés dans leurs fantasmes, apparaissent comme les victimes d'une répression dont certains exemples, proches de nous, montrent bien qu'à elle seule, elle ne réussit guère, que ce soient les efforts consentis, à rétablir complètement l'ordre public. [...] Le courage comme le discernement doivent nous conduire à maintenir la logique que nous avons tenté d'ouvrir en début d'année. Qui, si trop d'obstacles devaient nous imposer d'y renoncer, alors vraiment il faudrait, je crois, craindre pour la Corse ».

« LA SOLIDARITÉ INSULAIRE TRADITIONNELLE »  
« Si, malheureusement, tel devait être le cas, qui ne pressent les conséquences d'un tel échec ? L'efficacité policière et judiciaire appelleraient d'autres moyens matériels, mais, surtout, administratifs et juridiques. Sommes-nous prêts à les accepter ? La solidarité insulaire traditionnelle offrait une nouvelle chance à ceux qui, enfermés dans leurs fantasmes, apparaissent comme les victimes d'une répression dont certains exemples, proches de nous, montrent bien qu'à elle seule, elle ne réussit guère, que ce soient les efforts consentis, à rétablir complètement l'ordre public. [...] Le courage comme le discernement doivent nous conduire à maintenir la logique que nous avons tenté d'ouvrir en début d'année. Qui, si trop d'obstacles devaient nous imposer d'y renoncer, alors vraiment il faudrait, je crois, craindre pour la Corse ».

## La polémique entre le PS et M. Toubon se calme

La polémique entre les socialistes et le ministre de la justice, Jacques Toubon (le 21 mai, ce dernier avait accusé le PS d'avoir négocié avec les nationalistes corse) a vu rebondir mardi 28 mai. M. Toubon n'a pas renouvelé ses accusations, tandis que Jean Glavany (PS, Hautes-Pyrénées) réitérait la demande d'excuses de son parti. Si M. Glavany a multiplié les critiques contre la politique du gouvernement - « Vous avez le pouvoir, Messieurs, usiez-en ! », a-t-il lancé -, ses échanges avec M. Toubon n'ont pas dérapé. L'orateur socialiste s'est contenté d'un ironique « tout va très bien, madame la marquise ! », en réponse à M. Toubon, qui énumérait les chiffres positifs en matière de justice. Le garde des sceaux a défendu sa politique de désaffectement des magistrats au profit de la 14<sup>e</sup> section (antiterroriste) du Parquet de Paris, en annonçant que onze nouveaux dossiers vont quitter l'île.

La polémique entre les socialistes et le ministre de la justice, Jacques Toubon (le 21 mai, ce dernier avait accusé le PS d'avoir négocié avec les nationalistes corse) a vu rebondir mardi 28 mai. M. Toubon n'a pas renouvelé ses accusations, tandis que Jean Glavany (PS, Hautes-Pyrénées) réitérait la demande d'excuses de son parti. Si M. Glavany a multiplié les critiques contre la politique du gouvernement - « Vous avez le pouvoir, Messieurs, usiez-en ! », a-t-il lancé -, ses échanges avec M. Toubon n'ont pas dérapé. L'orateur socialiste s'est contenté d'un ironique « tout va très bien, madame la marquise ! », en réponse à M. Toubon, qui énumérait les chiffres positifs en matière de justice. Le garde des sceaux a défendu sa politique de désaffectement des magistrats au profit de la 14<sup>e</sup> section (antiterroriste) du Parquet de Paris, en annonçant que onze nouveaux dossiers vont quitter l'île.

## La déception des différentes organisations nationalistes

● François Santoni, secrétaire national d'A Cuscolta, vitrine légale du FLNC-canal historique : « Ce débat n'était pas destiné à la Corse. La Corse en était totalement exclue. C'est un débat essentiellement destiné à la classe politique française et à rassurer les élus de droite, c'est tout ! »

● Quant à la négation des revendications du FLNC, je crois que c'est tout à fait subjectif parce que, en fait, on voit que le ministre de l'intérieur maintient le cap de sa politique de dialogue. Si le mouvement public ou clandestin se positionne dans l'avenir, ce ne sera sûrement pas par rapport au débat parlementaire. »

● Jean-Guy Talamoni, élu ter-

ritorial de Corsica nazionale, coalition dont fait partie A Cuscolta : « M. Juppé devrait savoir qu'il ne s'adresse pas à quelques étudiants en colère, mais à une lutte nationale qui a consenti de nombreux sacrifices et qui n'est pas de nature à se laisser impressionner par des hausses de ton ou d'épaules. »

● Sur le fond, M. Juppé a simplement repris son discours connu depuis plusieurs mois. Nous avons l'habitude de juger les gouvernements français non pas sur leurs paroles, mais sur leurs actes. Nous jugerons sur pièces. »

● Dominique Bianchi, élu territorial du MPA, vitrine légale du FLNC-canal habituel : « C'est un

retour en force du jacobinisme le plus total, et donc l'échec cinglant de toute une stratégie d'une partie du mouvement nationaliste corse. On a beaucoup entendu parler, ces derniers mois, de rapports de forces, de négociations, d'ultimatum, etc. Et puis, à l'arrivée, c'est pire que ce que l'on pouvait imaginer. Il n'y a aucune avancée institutionnelle, tant au plan de l'Assemblée de Corse que de la reconnaissance du peuple corse. »

● Pierre Poggioni, élu territorial de l'ANC (Accolta nazionale

corse) : « C'est une parodie de débat. Il n'y a pas eu de politique. Chacun a tenté de tirer la couverture à soi ; en particulier, le gouvernement, qui a essayé de se défendre y compris l'indéfendable. C'est un rendez-vous raté. »

● Max Simeoni, secrétaire général de l'UPPC (Union du peuple corse, autonomiste) : « Ce qui est inquiétant, c'est la fermeture opposée par le gouvernement aux éventuelles avancées politiques, par exemple les institutions, la reconnaissance du peuple corse, la dissolution des conseils généraux. »

● Pour ce qui est de la langue corse ou de la culture, c'est une reconnaissance du bout des lèvres, pas de droit. »

## Le CNPF veut augmenter de 15 % en un an le nombre des apprentis

« NOUS, PATRONAT, considérons que l'insertion des jeunes dans la vie active est le plus important problème de société auquel nous avons à faire face », a déclaré Jean Gandois, président du CNPF, en présentant, mardi 28 mai, la nouvelle campagne « Cap sur l'avenir 96 » qui sera officiellement lancée le 6 juin en présence du ministre du travail et des représentants des conseils régionaux. « Nous ne voulons pas avoir, un jour, des entreprises de vieux, mais des entreprises créatives et innovantes », a-t-il ajouté, en annonçant que, conformément à l'accord signé le 23 juin 1995 avec quatre centrales syndicales, cette campagne viserait trois sortes de publics.

Les jeunes « en voie de qualification » se verraient proposer un plus grand nombre de contrats. En matière d'apprentissage, le CNPF veut augmenter le nombre des contrats de 175 000 en 1995 à plus de 200 000 (+15 %) sur douze mois. Son objectif est de porter le nombre des contrats de qualification de 100 000 en 1995 à 120 000 (+20 %) à la fin 1997.

### STAGES D'INFORMATION

Les « jeunes diplômés » ou nouveaux bacheliers se verraient proposer des stages d'information et d'orientation de quinze jours afin d'acquiescer un minimum de notions sur les grandes fonctions de l'entreprise, les métiers qui s'y pratiquent et les formations qui y mènent. De septembre à décembre, les unions patronales organiseraient de trois à cinq stages dans les vingt-deux régions pour 5 000 jeunes.

Les « jeunes en difficulté » ne se verraient pas proposer des mesures

nouvelles, le patronat considérant que les solutions sont à rechercher au niveau local. Pour atteindre ces objectifs, le CNPF va mobiliser ses unions régionales et les commissions paritaires interprofessionnelles régionales pour l'emploi (Copire), afin d'élaborer un parcours individuel d'insertion surveillé par un tuteur en entreprise et débouchant sur une qualification professionnelle reconnue.

Il mettra aussi à contribution l'ensemble de son système de formation qui recevra des financements complémentaires dans le cadre du comité paritaire national pour la formation professionnelle (CPNPF). 30 millions de francs seront affectés au recrutement de 400 conseillers pour les jeunes en voie de qualification. Les entreprises percevront 1 500 francs par mois pour leurs frais de tutorat. Enfin, 10 millions de francs serviront à financer une campagne nationale pour promouvoir les contrats d'apprentissage et les contrats de formation en alternance.

D'autre part, la BNP a présenté, mercredi 29 mai, une enquête réalisée auprès de 4 700 étudiants de dernière année d'écoles de commerce ou d'instituts d'études politiques afin de connaître leurs attentes professionnelles. Si ceux-ci considéraient leur diplôme comme une bonne porte d'entrée dans la vie active, ils se disent prêts à des concessions sur le salaire d'embauche, de même que sur la nature de leur premier poste. 62 % restent confiants dans l'avenir, mais ils étaient 70 % dans cet état d'esprit un an plus tôt.

Alain Faujas



## Jacques Chirac visite le Finistère, un département créateur d'emplois

Le chef de l'Etat effectue son quatrième déplacement en province

Après les Deux-Sèvres, le Doubs et la Somme, Jacques Chirac consacre au Finistère, du mercredi 29 au vendredi 31 mai, son quatrième déplacement en province. Le président de la République a prévu de s'intéresser aux innovations administratives et industrielles de nature à favoriser le recul du chômage.

BREST

de notre correspondant  
Jacques Chirac entame, mercredi 29 mai, dans le Finistère, son quatrième déplacement en province. Ce séjour, qui doit s'achever vendredi soir, est placé sur le thème de l'emploi, car le chef de l'Etat arrive dans un département dont le taux de chômage a légèrement diminué en un an et se situait, au 31 mars, à 10,8 %, soit un peu plus d'un point au-dessous du niveau national, et où l'évolution de l'emploi est provisoirement estimée, pour 1995, à + 2,5 % (soit 3 500 emplois supplémentaires), après une progression de 1,7 % en 1994.

M. Chirac a mis à son programme réunions de travail, visites sur le terrain et consultations, avec un accent sur l'innovation. Exemple : la chasse à la « pape-rasse » lancée par la préfecture. Deux « guichets uniques », l'un à Quimper, l'autre à Brest, ont été ouverts à l'automne pour aider les petits patrons à embaucher. Ils y reçoivent d'un bloc toutes les informations sur les aides à la création d'emplois et ils n'ont plus qu'un formulaire à remplir, au lieu de treize précédemment. Sur ce même principe, des « guichets forains » viennent d'être lancés afin de mieux couvrir le département.

Dix prospecteurs-placiers ont été engagés pour cinq mois, en partenariat avec le conseil général, pour détecter des emplois auprès des commerçants et artisans.

M. Chirac animera, jeudi, à l'université Pierre-Jakez-Hélias de Quimper, une réunion sur l'agro-alimentaire. C'est un secteur-clé dans le Finistère avec 20 000 emplois salariés, soit 35 % du total de ce secteur en Bretagne. Bernard Poignant, maire (PS) de Quimper, ne manquera pas de demander des délocalisations dans ce domaine. Le président de la République se rendra ensuite à la pointe du Raz, puis à Fouesnant, où a été mise en place une collecte sélective de bouteilles plastiques. Chaque semaine, 25 tonnes partent vers Paris et les Pays-Bas. Avec l'autre centre de ramassage, à Brest, le Finistère assure, au niveau national, le quart de la récupération de ces bouteilles, qui servent à faire des tuyaux ou des vêtements. Cela a permis de créer dix emplois à Fouesnant.

LA PÊCHE ET L'ARSENAL  
Le séjour du chef de l'Etat restera cantonné au Finistère-Sud. Il n'est pas prévu qu'il aille dans les ports de pêche, au grand regret de la profession, mais il recevra des délégués de ce secteur, de même

que des représentants du monde agricole et des syndicalistes. En mai 1994, à Concarneau, M. Chirac s'était prononcé pour une loi-cadre sur la pêche et pour la préférence communautaire. La loi est en chantier. Elle comportera notamment la rénovation du statut juridique des armements. Cependant, le récent séjour de l'italienne Emma Bonino, commissaire européenne à la pêche, dans le Finistère-Sud, n'a apporté aucune garantie aux pêcheurs bretons sur une diminution des importations en provenance des pays tiers.

La situation à l'arsenal de Brest ne fait pas partie du programme présidentiel, mais M. Chirac, qui doit venir à Brest le 14 juin, pour la Pologne, à l'occasion d'une réunion sur l'emploi qu'il présidera au conseil général, vendredi, prendra la mesure des craintes finistériennes sur ce sujet. La construction d'un second porte-avions n'est pas prévue dans la nouvelle programmation militaire. Charles Millon, ministre de la défense, a bien annoncé la mise en chantier de deux transports de chalands de débarquement, mais il faudra attendre 2000 et 2002, si bien qu'il y aura un creux de deux à trois ans dans le plan de charge de l'arsenal.

Gabriel Simon

## Edouard Balladur veut proposer une alternative à la politique actuelle

L'ancien premier ministre cherche à marquer sa différence en organisant un colloque sur les « raisons d'espérer » que procurerait le retour de la croissance. Il presse Alain Juppé de faire renaître la confiance

DEPUIS L'ELECTION de Jacques Chirac à l'Elysée en mai 1995, Edouard Balladur a voyagé en France et à l'étranger. Il a accordé des entretiens, il a réagi ponctuellement à telle ou telle décision des pouvoirs publics et il n'est intervenu qu'une seule fois à l'Assemblée nationale, en décembre, sur les essais nucléaires, au nom du groupe RPR. Le colloque organisé à son initiative, mercredi 29 mai, sur « La croissance, des raisons d'espérer » est donc la deuxième intervention publique de poids de l'ancien premier ministre en une année.

M. Balladur n'a pas hésité sur les moyens puisqu'il a réuni autour de lui quelques uns de ses anciens ministres, notamment, François Léotard, président de l'UDF, et Nicolas Sarkozy, député (RPR) des Hauts-de-Seine, ainsi qu'un de ses plus ardents opposants de la campagne présidentielle : Philippe Séguin, président (RPR) de l'Assemblée nationale. Comme il s'agissait de débattre des bienfaits de la croissance, l'actuel ministre de l'économie, Jean Arthuis (UDF-FD) a été convié, et il a accepté l'invitation.

Pied de nez de l'histoire, l'ancien chef du gouvernement, qui était vu accusé, pendant la campagne, d'être l'apôtre de la fameuse

« pensée unique » symbolisant tout autant l'absence de débat que le manque de volonté, est présent, aujourd'hui, comme l'inspirateur implicite de la politique conduite par son successeur, Alain Juppé.

Le problème de M. Balladur est donc simple : soit cette politique réussit et il n'en tirera aucune bécotille, soit elle rate et il sera condamné. C'est sans doute pour sortir de ce dilemme qu'il veut se montrer ouvert au débat, hostile au consensus mou et surtout marquer sa différence : la voie suivie par M. Juppé, sous l'autorité de M. Chirac, n'est pas le balladurisme, semble-t-il vouloir montrer, en exposant les grandes lignes de son autre politique économique, budgétaire et fiscale.

REVALUER LE DOLLAR

Même s'il a eu l'occasion de dire son approbation pour la lutte contre les déficits publics décidée par le pouvoir (200 milliards de francs d'économies sur cinq ans), M. Balladur n'en est pas moins partisan d'une baisse significative des prélèvements obligatoires. Il préconise ainsi une diminution de 20 milliards de francs des impôts par une réduction de 2 points de la TVA sur l'automobile à partir du 1<sup>er</sup> juillet et un allègement de l'im-

pôt sur le revenu par un abaissement de tous les taux et un toilettage des exemptions. Sur le plan monétaire, il souligne que si le franc et le deutschemark sont liés par une bonne parité, il en va tout autrement vis-à-vis du dollar qui, selon lui, est sous-évalué d'environ 15 %. Il souhaite donc que Washington révalue sa monnaie.

Afin de mieux mettre en évidence sa différence, M. Balladur ne manque pas de pouvoir comparer la période actuelle (marquée par une faible croissance) aux deux cohabitations (1986-1988 et 1993-1995) qui ont vu occuper des postes-clés pour la conduite de l'économie.

Mais au-delà des mesures purement techniques, l'ancien premier ministre veut lancer un message de confiance. Sans trop solliciter les silences d'Edouard Balladur, on imagine que c'est son absence qui est, à ses propres yeux, la principale carence gouvernementale. De l'équipe au pouvoir, il attend « vérité » et « courage ». Quant aux raisons d'espérer, il les situe dans l'ambition car « rien ne nous condamne à un chômage plus important, à une croissance plus faible, à des réformes moins ambitieuses ».

Olivier Biffaud

## Jean-Pierre Brard confirme qu'il quitte le PCF

JEAN-PIERRE BRARD, député de Seine-Saint-Denis et maire de Montreuil, a adressé, mardi 28 mai, une lettre au secrétaire national du PCF, Robert Hue, par laquelle il l'informe de sa démission du Parti communiste. (Le Monde daté 26-27 mai). « Les changements dans le parti, quoique fortement proclamés, me paraissent superficiels », écrit M. Brard, qui avait adhéré au PCF en 1962. « Aucune proposition n'a été faite pour mettre fin au centralisme démocratique qui, sur le papier, n'existe plus, mais qui préside toujours aux modalités de désignation des dirigeants », continue-t-il, en regrettant que « le programme du parti (pour 1998) ne [soit] pas discuté ni décidé par le congrès, mais par le comité national ». Membre de l'exécutif de la Convention pour une alternative progressiste (CAP), M. Brard, qui avait soutenu la candidature de Dominique Voynet (Verts) à l'élection présidentielle, en 1995, sera apparenté au groupe communiste de l'Assemblée.

DÉPÊCHES

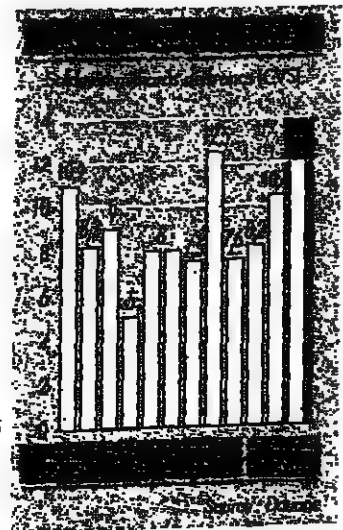
■ SONDAGES : 44 % des Français font confiance au chef de l'Etat (en baisse de un point) contre 47 % d'avis contraire, selon l'enquête de CSA, réalisée les 22 et 23 mai auprès de 1 006 personnes pour La Vie, à paraître jeudi 30 mai. Le premier ministre recueille 35 % d'avis positifs, sans changement, contre 57 % d'avis négatifs. Selon l'enquête de Gallup, réalisée les 23 et 24 mai auprès de 972 personnes pour L'Express, à paraître le 30 mai, Jacques Chirac gagne un point en un mois, à 47 % d'opinions positives, contre 43 % d'avis contraire, tandis que le premier ministre en perd un, à 37 %, contre 54 % d'avis négatifs.

■ ELECTIONS : le groupe de travail de la commission des lois du Sénat sur le mode de scrutin régional préconise le statu quo pour les élections de 1998. Le groupe de travail a estimé mardi 28 mai « impératif de maintenir le cadre départemental » pour l'élection des conseillers régionaux et « de ne pas modifier » le seuil de 5 %, qui permet d'assurer la représentation des minorités au sein du conseil régional.

■ POLYNÉSIE : Gaston Flosse (RPR) a été réélu président du gouvernement de Polynésie française sans difficulté, mardi 28 mai, par l'Assemblée territoriale avec 28 suffrages contre 11 à Oscar Tzamaru (indépendantiste) et 2 bulletins blancs.

■ RETRAITES : les unions confédérales de retraités (UCR) CGT, CFDT, CFTC et CFE-CGC, organisent jeudi 30 mai une journée nationale d'action avec des manifestations et des rassemblements à Paris et en province, pour réclamer « une augmentation significative des pensions et retraites ».

## Les exportations ont atteint un niveau historique en mars



LES EXPORTATIONS se sont élevées en mars à 12,1 milliards de francs (en données corrigées des variations saisonnières), selon le bilan publié mercredi 29 mai par les douanes. Il s'agit d'un record historique. Atteignant 12,1 milliards, l'excédent global du commerce extérieur réalisé ce même mois figure lui aussi parmi les meilleurs résultats jamais enregistrés par l'économie française. Depuis le début de l'année, l'excédent cumulé ressort donc à 30,6 milliards de francs, contre 25,8 milliards pour la période correspondante de 1995. Ce bilan très favorable atteste que la compétitivité des produits hexagonaux reste excellente.

# besoin de communication

“La réalité d'aujourd'hui est l'utopie d'hier.”

Le Corbusier (1887 - 1965) - Notes et Carnets





**JUSTICE.** Après avoir, devant la cour d'appel de Lyon, demandé l'audition de Jérôme Monod, PDG de la Lyonnaise des eaux, Alain Carignon a de nouveau créé la surprise, mardi

28 mai, en mettant en cause Pierre Méhaignerie. ● LE PRÉSIDENT du conseil général de l'Isère affirme que l'ancien garde des sceaux lui a transmis, « avant un conseil des mi-

nistres », un rapport du parquet général de Lyon. Cette note faisait le point des charges pesant contre lui et qui devaient aboutir à une première mise en examen, le 25 juillet

1994. ● M. MÉHAIGNERIE a indiqué, le 28 mai, qu'il n'avait « pas l'habitude de transférer à quiconque les documents qui lui étaient transmis ». ● L'INSTRUCTION se poursuit

sur les autres affaires grenobloises et, en particulier, le rôle joué par Michel Pacary dans le montage financier de plusieurs grands travaux décidés par le conseil général.

## M. Carignon accuse M. Méhaignerie devant la cour d'appel de Lyon

L'ancien maire de Grenoble affirme que le garde des sceaux d'Edouard Balladur lui avait transmis, avant sa mise en examen, un rapport du parquet général de Lyon résumant les charges pesant contre lui dans l'affaire « Dauphiné News »

LYON

de notre envoyé spécial  
Chacun s'en doutait, mais il fallait encore que cela soit dit. C'est désormais chose faite. Alain Carignon a précisé, mardi 28 mai, devant la cour d'appel de Lyon, que Pierre Méhaignerie, alors ministre de la justice, lui avait remis une note de synthèse rédigée par le parquet général de Lyon et faisant état d'éléments à charge recueillis par le juge d'instruction. Ces éléments devaient conduire à une première mise en examen, le 25 juillet 1994, de l'ancien ministre de la communication. Ils étaient principalement constitués de l'audition, le 1<sup>er</sup> juillet 1994, de Patrick Thull, ancien secrétaire de la mairie de Grenoble, qui mettait en cause Alain Carignon dans la création du groupe Dauphiné News.

Devant le tribunal correctionnel, à l'automne dernier, M. Carignon n'avait pas nié avoir eu la note du parquet général entre les mains. Il avait seulement affirmé que ce rapport « circulait » au sein de son cabinet ministériel. Devant la cour d'appel, l'ancien maire de Grenoble s'est fait plus précis : « C'est le garde des sceaux qui me l'a remis avant un conseil des ministres », Pierre Méhaignerie lui aurait dit : « Regarde, tu es concerné ». Lorsqu'on lui demande pourquoi il n'a pas dit cela au juge, M. Carignon déclare benoîtement : « C'était exclu, dans cette période présidentielle. Il était exclu que le gouvernement soit mis en difficulté, il ne fallait pas que le garde des sceaux

soit mis en examen. » Car, si elle devait être confirmée, cette confidence d'un ministre à un autre ministre pour l'avertir d'éléments pouvant aboutir à sa mise en examen ressemble fort à une violation du secret de l'instruction, faute qui n'est pas encore prescrite.

Mais les conséquences de cette indiscretion en font un acte encore plus grave dans la mesure où, selon l'accusation, c'est la connaissance de cette note qui a conduit Alain Carignon à faire pression sur un témoin. Déjà, le juge Philippe Courroye l'avait noté dans son ordonnance de renvoi : « Jean-Louis Dutaret a admis qu'Alain Carignon lui avait montré puis remis, avant sa rencontre avec Patrick Thull, une co-

pie d'un rapport du parquet général faisant le point des dernières investigations et des prolongements prévisibles de l'affaire, dit l'ordonnance. Cet élément confirme une nouvelle fois l'insincérité du maire de Grenoble et démontre que celui-ci, de par sa fonction ministérielle, disposait de renseignements lui permettant d'être informé de l'enquête et, le cas échéant, de tenter d'en infléchir le cours. »

**PRÉSUMPTION DE SUBORNATION**

En effet, Patrick Thull est revenu, le 19 juillet 1994, sur ses premières déclarations. Puis, le 24 octobre, il affirmait au juge qu'il avait fait l'objet de pressions de la part de M. Carignon et de son bras droit,

Jean-Louis Dutaret, pour changer sa déposition. En outre, Gérard Longuet lui aurait fait la même demande au nom de la « solidarité politique ». MM. Carignon et Dutaret ne contestent pas avoir contacté M. Thull mais, comme devant le tribunal, ils affirment qu'il ne s'agissait pas de lui dicter sa déposition, seulement de l'enjoindre à dire « la vérité ». Alain Carignon nie aussi avoir demandé à M. Longuet d'intervenir auprès de M. Thull, devenu directeur des services de la région Lorraine. Un sourire parcourt la salle quand il lâche : « Bien sûr, on avait des conversations ; mais M. Longuet avait ses affaires... »

Qualifiée de subornation de témoins, cette attitude, qui se serait

répétée avec d'autres personnes, donne au dossier une coloration désagréable. Si la thèse de l'accusation semble manquer d'éléments sur la corruption, la subornation vient jouer le rôle de ciment sur un édifice qui s'en trouve solidifié. Aussi, quand on demande à M. Carignon pourquoi certains de ses anciens collaborateurs, et notamment MM. Thull et Bonzy, directeur de cabinet à la mairie de Grenoble, ont témoigné contre lui, il explique : « Ils se sont occupés de financement de parti politique, ils ont fait des fausses factures, financé des campagnes. Ils sont très inquiets, ils ne souhaitent pas que l'on s'approche trop de ce qu'ils ont fait. »

M. Méhaignerie, cette défense en forme d'offensive laisse percer une profonde amertume envers ceux qu'il soupçonne de l'avoir abandonné dans un dossier qui ne serait pas de la corruption mais seulement du financement politique par des abus de biens sociaux. Représentant la chronologie des faits, l'ancien maire de Grenoble soutient que l'on a abusivement rattaché tout ses comportements à la concession de l'eau de la ville de Grenoble pour justifier l'accusation de corruption. A la veille du réquisitoire il lance une fois de plus : « Je n'ai jamais échangé quoi que ce soit, avec qui que ce soit. »

Maurice Peyrot

### « Je ne lisais pas les rapports du procureur... »

PIERRE MÉHAIGNERIE, député (UDF-FD) d'Ille-et-Vilaine et président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, a réagi, mardi 28 mai, à la mise en cause d'Alain Carignon, tout en refusant d'« entrer dans aucune polémique à un moment où la justice doit faire son travail ». Accusé par l'ancien ministre de la communication, au cours de son procès en appel, de lui avoir remis, « avant un conseil des ministres », un rapport du parquet général de Lyon détaillant les charges pesant contre lui, avant sa mise en examen, en 1994, M. Méhaignerie s'est défendu d'avoir eu recours à une telle pratique. « Les rapports du procureur, je ne les lisais pas moi-même. Pourquoi les aurais-je transmis ? », a observé l'ancien garde des sceaux d'Edouard Balladur, qui assure n'avoir « pas eu

l'habitude de transférer à quiconque les documents qui [lui] étaient transmis » lorsqu'il était place Vendôme.

« La critique qui m'était faite, c'était plutôt celle de ne pas aider mes amis au gouvernement », a ajouté M. Méhaignerie, pour qui « le travail d'un ministre de la justice est pénible, surtout vis-à-vis de ses amis et surtout quand on a voulu que la justice soit égale pour tous ». De fait, chargé de ce ministère à une période où la cohabitation et la compétition entre MM. Balladur et Chirac rendait encore plus sensible la mise en cause par la justice de certains dirigeants de la majorité, M. Méhaignerie avait dû « gérer » des dossiers délicats, qui avaient notamment conduit à la démission de deux ministres, MM. Carignon et Longuet. S'en étaient suivies des polémiques sur

son rôle dans la conduite des procédures judiciaires. Soupçonné d'avoir accordé un régime de faveur à M. Longuet en favorisant l'ouverture d'une enquête préliminaire plutôt qu'une information judiciaire dans le dossier du financement du Parti républicain, M. Méhaignerie avait été par la suite accusé par l'ancien président du FR de ne pas lui avoir permis de faire face aux soupçons des juges dans de meilleures conditions. « Je n'aurais donc à choisir qu'entre deux maux : manquer à la solidarité naturelle entre alliés politiques ou me faire complice de l'effacement des affaires. Pour ma part, j'ai choisi l'assurément M. Méhaignerie dans son livre aux Français qui ne veulent plus être gouvernés de haut (Pion, 1995).

Cécile Chambraud



## Les juges s'intéressent au rôle de Michel Pacary dans certaines affaires grenobloises

GRENOBLE

de notre bureau régional  
Aussitôt après son procès devant la cour d'appel de Lyon, qui s'achèvera le 31 mai, Alain Carignon devrait être confronté à d'autres dossiers, auxquels s'intéressent les magistrats grenoblois Catherine Parola et Christian Biais, en charge des « affaires grenobloises », et le juge parisien Edith Boizette, qui enquête sur les activités de l'homme d'affaires Michel Pacary. Entre 1985 et 1993, ce dernier, spécialisé depuis le début des années 80 dans la renégociation d'emprunts et le refinancement des dettes des collectivités locales, est intervenu à de nombreuses reprises à Grenoble et dans le département de l'Isère, contrôlé alors par Alain Carignon. Il a, depuis, reconnu sur procès-verbal avoir contribué au financement occulte du RPR en reversant « des commissions » à la trésorerie (Le Monde daté 24-25 novembre 1995).

En 1991, la chambre régionale des comptes de Rhône-Alpes avait critiqué les modalités du réaménagement de la dette de Grenoble, en raison du taux très élevé de rémunération versé au cabinet Rhododiams, dirigé par Michel Pacary, en l'absence de « justification sérieuse et détaillée » de ses interventions.

**MONTAGE INTRIGUANT**

Le même M. Pacary semble avoir également participé au montage de dossiers financiers pour la réalisation d'équipements publics. Les juges d'instruction grenoblois, ainsi que les magistrats de la chambre régionale des comptes, s'intéressent notamment à la construction, à proximité du palais des expositions et des congrès de Grenoble, d'un échangeur autoroutier construit à la fin des années 80, ainsi qu'aux voiries et aux parkings qu'il desservait.

L'opération mobilisa plus de 120 millions de francs. Le cabinet Rhododiams fut chargé de trouver, notamment auprès du Crédit foncier, une grande partie de cet argent. Elle rapporta à M. Pacary 2 millions de francs pour le seul échangeur, dont le coût s'est élevé à 60 millions de francs. Les magistrats sont intrigués par le montage utilisé. Pour permettre à la ville de Grenoble, au conseil général de l'Isère ou encore au syndicat intercommunal de l'agglomération grenobloise de mobiliser des sommes souvent très importantes, la maîtrise d'ouvrage de certains gros équipements fut confiée à des sociétés d'économie mixte (SEM), telles la société d'aménagement du département de l'Isère (SADI), rebaptisée en 1990 Grenoble-Isère-Développement (GID).

Dans les bureaux de GID, les juges grenoblois ont saisi une série de documents qui attestent les missions dévolues à Rhododiams et qui sommaient alors la SADI d'utiliser exclusivement les services de M. Pacary et donc de ne pas consulter d'autres organismes pour la recherche de financement. La situation très privilégiée de cet intermédiaire à Grenoble et dans l'Isère semble lui avoir permis de dicter ses propres conditions aux organismes pour lesquels il travaillait.

**« COMMISSIONS OCCULTES »**

Ainsi, en 1988, il demanda aux dirigeants de la SADI d'établir des documents dissimulant, notamment au préfet de l'Isère et au conseil d'administration de la SADI, les conditions financières de son intervention sur le dossier de l'échangeur d'Alpeexpo. Ces pièces sont depuis plusieurs mois entre les mains des juges Biais et Boizette, mais les magistrats refusent toutefois de se les échanger. Certaines sources policières estiment que M. Pacary a pu déga-

ger entre 10 et 14 millions de francs de « commissions occultes » grâce à ses interventions dans l'Isère. Surnommé « Monsieur deux pour cent » par un enquêteur, il aurait ainsi conduit un grand nombre d'opérations financières à la demande d'Alain Carignon pendant près de dix ans.

Devant le juge Edith Boizette, Michel Pacary avait cité le nom de l'ancien maire de Grenoble parmi les « élus importants qui, sur certaines opérations, voulaient 50 % de la totalité des commissions pour eux » (Le Monde daté 24-25 novembre 1995). Dans un entretien publié par Le Parisien, le 18 janvier, Chantal Pacary, épouse de l'homme d'affaires, elle aussi mise en examen par M<sup>me</sup> Boizette, avait affirmé que M. Carignon était « le plus gourmand de tous ». « Il en voulait toujours plus, déclarait-elle, il touchait en liquide. »

Claude Francillon

## Un ancien vice-ministre du Shah d'Iran assassiné à Créteil

REDZA MAZLOUMAN, un ancien vice-ministre du Shah d'Iran, a été retrouvé assassiné, mardi 28 mai, à son domicile de Créteil (Val-de-Marne). Son corps a été découvert par une de ses amies, vers 13 heures, dans l'appartement qu'il occupait depuis plusieurs années, au 7<sup>e</sup> étage d'une tour du quartier des Choux. Atteint de trois balles, deux au thorax, une dans la tête, il était allongé sur un fauteuil. La brigade criminelle a été immédiatement chargée de l'enquête.

Selon les observations du médecin légiste, la mort remonterait à lundi soir. Les premiers témoignages recueillis par les policiers semblent d'ailleurs le confirmer. Une voisine a indiqué avoir entendu, dans la soirée, « des bruits de cavalcade » sur le palier de la victime, ainsi qu'« un bruit très sec », qui pourrait être un coup de feu. D'autres témoignages font état de deux ou trois détonations entendues vers 21 h 50. Un autre habitant de l'immeuble aurait également remarqué qu'une porte

latérale d'accès à l'immeuble avait été forcée. Aucune infraction n'a en revanche été relevée dans l'appartement de Redza Mazlouman, officiellement loué par sa fille mais dans lequel il vivait depuis sept ans. Les enquêteurs n'ont pas davantage trouvé de trace de lutte. Comme si la victime avait elle-même ouvert à ses agresseurs. Ancien sous-secrétaire d'Etat à l'éducation, Redza Mazlouman avait quitté l'Iran après la chute du Shah, en 1979. Il avait obtenu le statut de réfugié politique en 1982. Selon l'ancien président iranien Abolhassan Banisadr, il avait participé à des mouvements monarchistes en exil, collaborant notamment à des revues d'opposition au régime islamique, mais n'était plus politiquement très actif ces dernières années. Inconnu de la préfecture de Créteil, cet homme discret aux cheveux argentés, âgé de soixante ans, ne faisait l'objet d'aucune protection particulière.

Pour les milieux de l'opposition iranienne à Paris, la responsabilité

du régime de Téhéran, et plus particulièrement des services de renseignement, ne fait toutefois aucun doute. Depuis 1979, sept opposants iraniens ont déjà été assassinés en France. Si, chaque fois, Téhéran a été montré du doigt, la preuve de son implication n'a jamais pu être apportée. Lors du procès des assassins de l'ancien premier ministre du Shah, Chahpour Bakhtiar, tué dans sa maison de Suresnes le 6 août 1991, la cour d'assises spéciale de Paris avait même acquitté le seul des trois accusés permettant d'attribuer le meurtre aux services secrets iraniens.

La justice allemande a, pour sa part, lancé, le 15 mars 1996, un mandat d'arrêt contre Ali Fallahian, ministre iranien des renseignements. Elle le soupçonne d'avoir directement commandité un attentat, en 1992, contre un restaurant de Berlin, au cours duquel quatre dirigeants de l'opposition kurde avaient été tués.

N. H.

## Des milliers de policiers manifestent leur « ras-le-bol »

HUIT À DOUZE MILLE fonctionnaires, dont une majorité de policiers, étaient attendus, mercredi 29 mai, à la manifestation organisée par l'Union nationale des syndicats autonomes (UNSA), sous le mot d'ordre « des services publics pour les citoyens ». Le cortège, dans lequel des agents de l'éducation nationale, voire des syndicats du personnel de l'administration pénitentiaire, devaient se joindre aux policiers de la Fédération autonome des syndicats de police (FASP), devait défilé, à partir de 11 h 30, entre la place de la République et celle de la Nation. Trois organisations de policiers - gradés et gardiens de la paix parisiens du Syndicat général de la police (SGP), fonctionnaires de province du Syndicat national de la police en tenue (SNPT), adhérents du Syndicat national unitaire des inspecteurs de police (SNIUP) -, toutes affiliées à la FASP, avaient appelé à manifester. Le porte-parole de la fédération, Jean-Louis Arajol, n'a pas caché qu'il entendait faire de ce rassemblement une « démonstration de force », au moment où le malaise semble se généraliser dans les rangs des forces de l'ordre.

Le 2 avril, M. Arajol avait, par écrit, sollicité l'autorisation du préfet de police de Paris, Philippe Masson, d'organiser une manifestation purement policière dans la capitale. Sur les consignes du ministre de l'Intérieur, M. Masson avait refusé d'autoriser ce défilé, mettant en avant les « désordres importants » qu'il était susceptible d'entraîner. A nouveau sollicité, le 3 mai, mais cette fois par Alain Olive, secrétaire général de l'UNSA, le préfet de police avait donné son consentement, le 10 mai, en précisant qu'il était exclu « par principe, toute occupation de la voie publique par un mouvement de policiers, quel qu'il soit », mais que cette règle ne pouvait s'appliquer à un mouvement plus large, regroupant des fonctionnaires d'origines diverses.

Destinée à exprimer les difficultés éprouvées par les policiers dans leurs tâches quotidiennes, mais aussi à marquer un retour en force de la FASP sur le front des revendica-

tions syndicales - longtemps majoritaire chez les policiers en tenue, le syndicat a obtenu 42,43 % des suffrages aux dernières élections professionnelles -, la manifestation du 29 mai devait en outre consacrer la montée en puissance de Jean-Louis Arajol, qui devrait prendre la tête de la FASP d'ici la fin de l'année. Le précédent secrétaire général de la fédération, Jean-Louis Villet, avait démissionné le 2 mai, précisément parce qu'il s'opposait au projet de manifestation promu par M. Arajol (Le Monde du 4 mai). Sachant que son intervention, comme les slogans lancés par les manifestants, seront examinés avec la plus grande vigilance par les autorités policières, le nouvel homme fort de la FASP a diffusé des consignes de prudence. « Cette journée d'action doit être une réussite totale », a-t-il écrit dans une note interne, appelant à la « dignité » et la « responsabilité » des fonctionnaires « pour qu'aucun incident, aucun débordement ne vienne troubler cette manifestation ».

Hervé Gattegno



## L'avis du comité d'éthique sur la stérilisation des handicapés mentaux est controversé

L'Association des paralysés de France dénonce d'éventuels risques de discrimination

Un rapport consacré à « la stérilisation des personnes avec une déficience mentale », rendu public le 21 mai par le groupe de réflexion

éthique de l'Association des paralysés de France (APF), émet « les plus fortes réserves » à propos de l'avis du Comité national d'éthique sur la stérilisation des handicapés mentaux. Il s'agit là, estime l'APF, d'un pas supplémentaire vers un eugénisme de fait.

La démarche, les analyses et les conclusions du Comité national d'éthique conduisaient, en d'autres termes, à traiter différemment de la question du droit à la sexualité reproductrice chez les handicapés mentaux et chez les autres. C'est précisément cette différence de traitement qui conduit le groupe de réflexion éthique de l'APF à parler de discrimination. La stérilisation, sans leur consentement, des personnes atteintes d'un handicap mental est une pratique souterraine, mais qui n'est pas rare en France, estime cette instance. Selon elle, le concept de handicap mental n'a jamais été défini. Il concerne aussi bien des déficients mentaux sévères à l'autonomie inexistante que des sujets stigmatisés comme tels du fait d'un échec scolaire ou d'une inadaptation sociale.

« Garder, à l'esprit cette complexité de situation et l'absence de seuils objectifs de sévérité des troubles est indispensable pour éviter toute généralisation abusive, peut-on lire dans le rapport de l'APF. C'est bien souvent dans un certain affolement que des décisions sont prises. La survenue de la puberté, une recherche de partenaire manifeste, la demande officielle de stérilisation d'une institution dans laquelle l'admission est envisagée font émerger l'urgence du problème. Peut-on alors choisir aussi sereinement que voulu, sans subir la pression sécuritaire de l'environnement ? »

« Le caractère discriminatoire d'une éventuelle initiative en vue d'obtenir un cadre légal dans le cadre du handicap mental est particulièrement flagrant. Il nous semble difficilement compréhensible que le Comité national d'éthique ait récemment indiqué que le débat en matière de stérilisation volontaire de femmes ou d'hommes valides ne relève pas de sa compétence mais d'un débat de société, quand il a pu faire preuve de sa compétence dans le cas particulier, beaucoup plus complexe, du handicap mental. Ne s'agit-il donc pas, là aussi, d'une débauche de société ? », fait valoir le docteur Marc Maury, président du groupe de réflexion éthique de l'APF et vice-président de cette association.

« Le caractère discriminatoire d'une éventuelle initiative en vue d'obtenir un cadre légal dans le cadre du handicap mental est particulièrement flagrant. Il nous semble difficilement compréhensible que le Comité national d'éthique ait récemment indiqué que le débat en matière de stérilisation volontaire de femmes ou d'hommes valides ne relève pas de sa compétence mais d'un débat de société, quand il a pu faire preuve de sa compétence dans le cas particulier, beaucoup plus complexe, du handicap mental. Ne s'agit-il donc pas, là aussi, d'une débauche de société ? », fait valoir le docteur Marc Maury, président du groupe de réflexion éthique de l'APF et vice-président de cette association.

« Le caractère discriminatoire d'une éventuelle initiative en vue d'obtenir un cadre légal dans le cadre du handicap mental est particulièrement flagrant. Il nous semble difficilement compréhensible que le Comité national d'éthique ait récemment indiqué que le débat en matière de stérilisation volontaire de femmes ou d'hommes valides ne relève pas de sa compétence mais d'un débat de société, quand il a pu faire preuve de sa compétence dans le cas particulier, beaucoup plus complexe, du handicap mental. Ne s'agit-il donc pas, là aussi, d'une débauche de société ? », fait valoir le docteur Marc Maury, président du groupe de réflexion éthique de l'APF et vice-président de cette association.

« Garder, à l'esprit cette complexité de situation et l'absence de seuils objectifs de sévérité des troubles est indispensable pour éviter toute généralisation abusive, peut-on lire dans le rapport de l'APF. C'est bien souvent dans un certain affolement que des décisions sont prises. La survenue de la puberté, une recherche de partenaire manifeste, la demande officielle de stérilisation d'une institution dans laquelle l'admission est envisagée font émerger l'urgence du problème. Peut-on alors choisir aussi sereinement que voulu, sans subir la pression sécuritaire de l'environnement ? »

« Le caractère discriminatoire d'une éventuelle initiative en vue d'obtenir un cadre légal dans le cadre du handicap mental est particulièrement flagrant. Il nous semble difficilement compréhensible que le Comité national d'éthique ait récemment indiqué que le débat en matière de stérilisation volontaire de femmes ou d'hommes valides ne relève pas de sa compétence mais d'un débat de société, quand il a pu faire preuve de sa compétence dans le cas particulier, beaucoup plus complexe, du handicap mental. Ne s'agit-il donc pas, là aussi, d'une débauche de société ? », fait valoir le docteur Marc Maury, président du groupe de réflexion éthique de l'APF et vice-président de cette association.

« Le caractère discriminatoire d'une éventuelle initiative en vue d'obtenir un cadre légal dans le cadre du handicap mental est particulièrement flagrant. Il nous semble difficilement compréhensible que le Comité national d'éthique ait récemment indiqué que le débat en matière de stérilisation volontaire de femmes ou d'hommes valides ne relève pas de sa compétence mais d'un débat de société, quand il a pu faire preuve de sa compétence dans le cas particulier, beaucoup plus complexe, du handicap mental. Ne s'agit-il donc pas, là aussi, d'une débauche de société ? », fait valoir le docteur Marc Maury, président du groupe de réflexion éthique de l'APF et vice-président de cette association.

« Le caractère discriminatoire d'une éventuelle initiative en vue d'obtenir un cadre légal dans le cadre du handicap mental est particulièrement flagrant. Il nous semble difficilement compréhensible que le Comité national d'éthique ait récemment indiqué que le débat en matière de stérilisation volontaire de femmes ou d'hommes valides ne relève pas de sa compétence mais d'un débat de société, quand il a pu faire preuve de sa compétence dans le cas particulier, beaucoup plus complexe, du handicap mental. Ne s'agit-il donc pas, là aussi, d'une débauche de société ? », fait valoir le docteur Marc Maury, président du groupe de réflexion éthique de l'APF et vice-président de cette association.

## Le fichier de recherches criminelles est jugé légal

LE PRÉSIDENT du tribunal de grande instance de Paris, M<sup>re</sup> Jacqueline Cochard, a jugé, mardi 28 mai, que l'existence du fichier de recherches criminelles (FCR), tenu par la direction générale de la police nationale, ne constitue pas une voie de fait. Les avocats d'une jeune femme fichée au FCR, avaient saisi le tribunal en référé, considérant que la présomption d'innocence de leur cliente avait été violée. Celle-ci avait été fichée au FCR dans une première affaire de vol sous la menace d'une seringue prétendument porteuse du virus du sida, pour laquelle elle avait finalement bénéficié d'un non lieu. Les avocats avaient plaidé que le FRC n'avait pas fait l'objet d'une autorisation de la Commission nationale informatique et libertés (CNIL) ni d'un décret en Conseil d'Etat, comme l'imposait la loi « Informatique et libertés » de 1978.

Le tribunal a estimé que « si l'on peut regretter que le FRC n'ait pas fait l'objet d'un acte réglementaire pris après avis motivé de la CNIL », la loi de 1978 ne prévoyait pour les fichiers déjà existants « qu'une simple déclaration auprès de la Commission », déclaration qui a été faite en 1981.

Le tribunal a estimé que « si l'on peut regretter que le FRC n'ait pas fait l'objet d'un acte réglementaire pris après avis motivé de la CNIL », la loi de 1978 ne prévoyait pour les fichiers déjà existants « qu'une simple déclaration auprès de la Commission », déclaration qui a été faite en 1981.

Le tribunal a estimé que « si l'on peut regretter que le FRC n'ait pas fait l'objet d'un acte réglementaire pris après avis motivé de la CNIL », la loi de 1978 ne prévoyait pour les fichiers déjà existants « qu'une simple déclaration auprès de la Commission », déclaration qui a été faite en 1981.

Le tribunal a estimé que « si l'on peut regretter que le FRC n'ait pas fait l'objet d'un acte réglementaire pris après avis motivé de la CNIL », la loi de 1978 ne prévoyait pour les fichiers déjà existants « qu'une simple déclaration auprès de la Commission », déclaration qui a été faite en 1981.

Le tribunal a estimé que « si l'on peut regretter que le FRC n'ait pas fait l'objet d'un acte réglementaire pris après avis motivé de la CNIL », la loi de 1978 ne prévoyait pour les fichiers déjà existants « qu'une simple déclaration auprès de la Commission », déclaration qui a été faite en 1981.

Le tribunal a estimé que « si l'on peut regretter que le FRC n'ait pas fait l'objet d'un acte réglementaire pris après avis motivé de la CNIL », la loi de 1978 ne prévoyait pour les fichiers déjà existants « qu'une simple déclaration auprès de la Commission », déclaration qui a été faite en 1981.

Le tribunal a estimé que « si l'on peut regretter que le FRC n'ait pas fait l'objet d'un acte réglementaire pris après avis motivé de la CNIL », la loi de 1978 ne prévoyait pour les fichiers déjà existants « qu'une simple déclaration auprès de la Commission », déclaration qui a été faite en 1981.

Le tribunal a estimé que « si l'on peut regretter que le FRC n'ait pas fait l'objet d'un acte réglementaire pris après avis motivé de la CNIL », la loi de 1978 ne prévoyait pour les fichiers déjà existants « qu'une simple déclaration auprès de la Commission », déclaration qui a été faite en 1981.

Le tribunal a estimé que « si l'on peut regretter que le FRC n'ait pas fait l'objet d'un acte réglementaire pris après avis motivé de la CNIL », la loi de 1978 ne prévoyait pour les fichiers déjà existants « qu'une simple déclaration auprès de la Commission », déclaration qui a été faite en 1981.

Le tribunal a estimé que « si l'on peut regretter que le FRC n'ait pas fait l'objet d'un acte réglementaire pris après avis motivé de la CNIL », la loi de 1978 ne prévoyait pour les fichiers déjà existants « qu'une simple déclaration auprès de la Commission », déclaration qui a été faite en 1981.

Le tribunal a estimé que « si l'on peut regretter que le FRC n'ait pas fait l'objet d'un acte réglementaire pris après avis motivé de la CNIL », la loi de 1978 ne prévoyait pour les fichiers déjà existants « qu'une simple déclaration auprès de la Commission », déclaration qui a été faite en 1981.

Le tribunal a estimé que « si l'on peut regretter que le FRC n'ait pas fait l'objet d'un acte réglementaire pris après avis motivé de la CNIL », la loi de 1978 ne prévoyait pour les fichiers déjà existants « qu'une simple déclaration auprès de la Commission », déclaration qui a été faite en 1981.

Le tribunal a estimé que « si l'on peut regretter que le FRC n'ait pas fait l'objet d'un acte réglementaire pris après avis motivé de la CNIL », la loi de 1978 ne prévoyait pour les fichiers déjà existants « qu'une simple déclaration auprès de la Commission », déclaration qui a été faite en 1981.

Le tribunal a estimé que « si l'on peut regretter que le FRC n'ait pas fait l'objet d'un acte réglementaire pris après avis motivé de la CNIL », la loi de 1978 ne prévoyait pour les fichiers déjà existants « qu'une simple déclaration auprès de la Commission », déclaration qui a été faite en 1981.

Le tribunal a estimé que « si l'on peut regretter que le FRC n'ait pas fait l'objet d'un acte réglementaire pris après avis motivé de la CNIL », la loi de 1978 ne prévoyait pour les fichiers déjà existants « qu'une simple déclaration auprès de la Commission », déclaration qui a été faite en 1981.

Le tribunal a estimé que « si l'on peut regretter que le FRC n'ait pas fait l'objet d'un acte réglementaire pris après avis motivé de la CNIL », la loi de 1978 ne prévoyait pour les fichiers déjà existants « qu'une simple déclaration auprès de la Commission », déclaration qui a été faite en 1981.

Le tribunal a estimé que « si l'on peut regretter que le FRC n'ait pas fait l'objet d'un acte réglementaire pris après avis motivé de la CNIL », la loi de 1978 ne prévoyait pour les fichiers déjà existants « qu'une simple déclaration auprès de la Commission », déclaration qui a été faite en 1981.

Le tribunal a estimé que « si l'on peut regretter que le FRC n'ait pas fait l'objet d'un acte réglementaire pris après avis motivé de la CNIL », la loi de 1978 ne prévoyait pour les fichiers déjà existants « qu'une simple déclaration auprès de la Commission », déclaration qui a été faite en 1981.

Le tribunal a estimé que « si l'on peut regretter que le FRC n'ait pas fait l'objet d'un acte réglementaire pris après avis motivé de la CNIL », la loi de 1978 ne prévoyait pour les fichiers déjà existants « qu'une simple déclaration auprès de la Commission », déclaration qui a été faite en 1981.

Le tribunal a estimé que « si l'on peut regretter que le FRC n'ait pas fait l'objet d'un acte réglementaire pris après avis motivé de la CNIL », la loi de 1978 ne prévoyait pour les fichiers déjà existants « qu'une simple déclaration auprès de la Commission », déclaration qui a été faite en 1981.

Le tribunal a estimé que « si l'on peut regretter que le FRC n'ait pas fait l'objet d'un acte réglementaire pris après avis motivé de la CNIL », la loi de 1978 ne prévoyait pour les fichiers déjà existants « qu'une simple déclaration auprès de la Commission », déclaration qui a été faite en 1981.

Le tribunal a estimé que « si l'on peut regretter que le FRC n'ait pas fait l'objet d'un acte réglementaire pris après avis motivé de la CNIL », la loi de 1978 ne prévoyait pour les fichiers déjà existants « qu'une simple déclaration auprès de la Commission », déclaration qui a été faite en 1981.

Le tribunal a estimé que « si l'on peut regretter que le FRC n'ait pas fait l'objet d'un acte réglementaire pris après avis motivé de la CNIL », la loi de 1978 ne prévoyait pour les fichiers déjà existants « qu'une simple déclaration auprès de la Commission », déclaration qui a été faite en 1981.

Le tribunal a estimé que « si l'on peut regretter que le FRC n'ait pas fait l'objet d'un acte réglementaire pris après avis motivé de la CNIL », la loi de 1978 ne prévoyait pour les fichiers déjà existants « qu'une simple déclaration auprès de la Commission », déclaration qui a été faite en 1981.

Le tribunal a estimé que « si l'on peut regretter que le FRC n'ait pas fait l'objet d'un acte réglementaire pris après avis motivé de la CNIL », la loi de 1978 ne prévoyait pour les fichiers déjà existants « qu'une simple déclaration auprès de la Commission », déclaration qui a été faite en 1981.

Le tribunal a estimé que « si l'on peut regretter que le FRC n'ait pas fait l'objet d'un acte réglementaire pris après avis motivé de la CNIL », la loi de 1978 ne prévoyait pour les fichiers déjà existants « qu'une simple déclaration auprès de la Commission », déclaration qui a été faite en 1981.

Le tribunal a estimé que « si l'on peut regretter que le FRC n'ait pas fait l'objet d'un acte réglementaire pris après avis motivé de la CNIL », la loi de 1978 ne prévoyait pour les fichiers déjà existants « qu'une simple déclaration auprès de la Commission », déclaration qui a été faite en 1981.

Le tribunal a estimé que « si l'on peut regretter que le FRC n'ait pas fait l'objet d'un acte réglementaire pris après avis motivé de la CNIL », la loi de 1978 ne prévoyait pour les fichiers déjà existants « qu'une simple déclaration auprès de la Commission », déclaration qui a été faite en 1981.

Le tribunal a estimé que « si l'on peut regretter que le FRC n'ait pas fait l'objet d'un acte réglementaire pris après avis motivé de la CNIL », la loi de 1978 ne prévoyait pour les fichiers déjà existants « qu'une simple déclaration auprès de la Commission », déclaration qui a été faite en 1981.

## Renault va modifier certains réglages sur la Mégane

ON NE PLAISANTAIT PAS avec la sécurité automobile. Même si le dossier de l'accusation n'est pas parfaitement étayé, le moindre doute doit être dissipé dans l'esprit du consommateur, quitte à donner l'impression de se déjuger. Mis en cause par deux magazines spécialisés pour le comportement routier de la Mégane, Renault a fini par se rallier à ce principe. Mardi 28 mai, le constructeur a annoncé une modification de la hauteur de caisse sur les versions 1,4 litre, 1,6 litre et 1,9 litre Diesel. Les quelque 140 000 propriétaires de modèles en circulation vont recevoir un courrier leur proposant une vérification de leur voiture « et, le cas échéant, l'application des nouveaux réglages ».

Pour le groupe automobile, il s'agit de « couper court à une polémique » qui s'était engagée en mars, quelques mois après le lancement commercial de la Mégane, modèle destiné à remplacer la Renault 19. L'Automobile Magazine puis Auto Plus avaient mis en doute la tenue de route de la nouvelle voiture : selon eux, les essais pratiqués sur circuit avaient fait surgir des problèmes d'instabilité en cas de freinage énergique déclenché en courbe et à vitesse élevée. Renault avait procédé à des contre-expériences sans parvenir à reproduire ces défauts. Dans un communiqué, Renault reproche à ses contradicteurs de s'appuyer sur « des essais ne correspondant pas à l'usage normal d'une voiture - un freinage violent effectué en virage à 120 km/h -, ainsi que sur des appréciations subjectives d'es-

sayeurs », qui apparaissent « en contradiction avec les appréciations positives de l'ensemble de la presse européenne ».

Malgré tout, le constructeur estime qu'il « ne peut plus longtemps laisser porter atteinte à l'image du dernier modèle de sa gamme ». Il lui faut donc se résoudre à une modification des réglages, notamment sur les suspensions ainsi que les trains avant et arrière des Mégane déjà en circulation, qu'il s'agisse des berlines ou des coupés. Néanmoins, « il ne s'agit pas d'un rappel des véhicules ».

Mercredi matin, on expliquait chez Renault que le « phénomène de rumeur » était devenu tel que la réputation de cette voiture essentielle pour l'avenir de la marque au losange risquait d'en souffrir. Sans doute imputable à des effets d'anticipation de la clientèle à l'approche du lancement de la version turbodiesel, la relative contre-performance de la Mégane en avril - passée de la deuxième à la troisième place sur le marché français derrière sa rivale la Peugeot 306 et la Clio, une autre Renault - a sans doute accéléré une opération de communication qui devenait inévitable. L'avenir commercial de la Mégane - qui a nécessité 14 milliards de francs d'investissement et sera déclinée en au moins cinq variantes (berline deux et trois volumes, coupé, cabriolet, monospace et, peut-être, break) - est probablement à ce prix.

Jean-Michel Normand

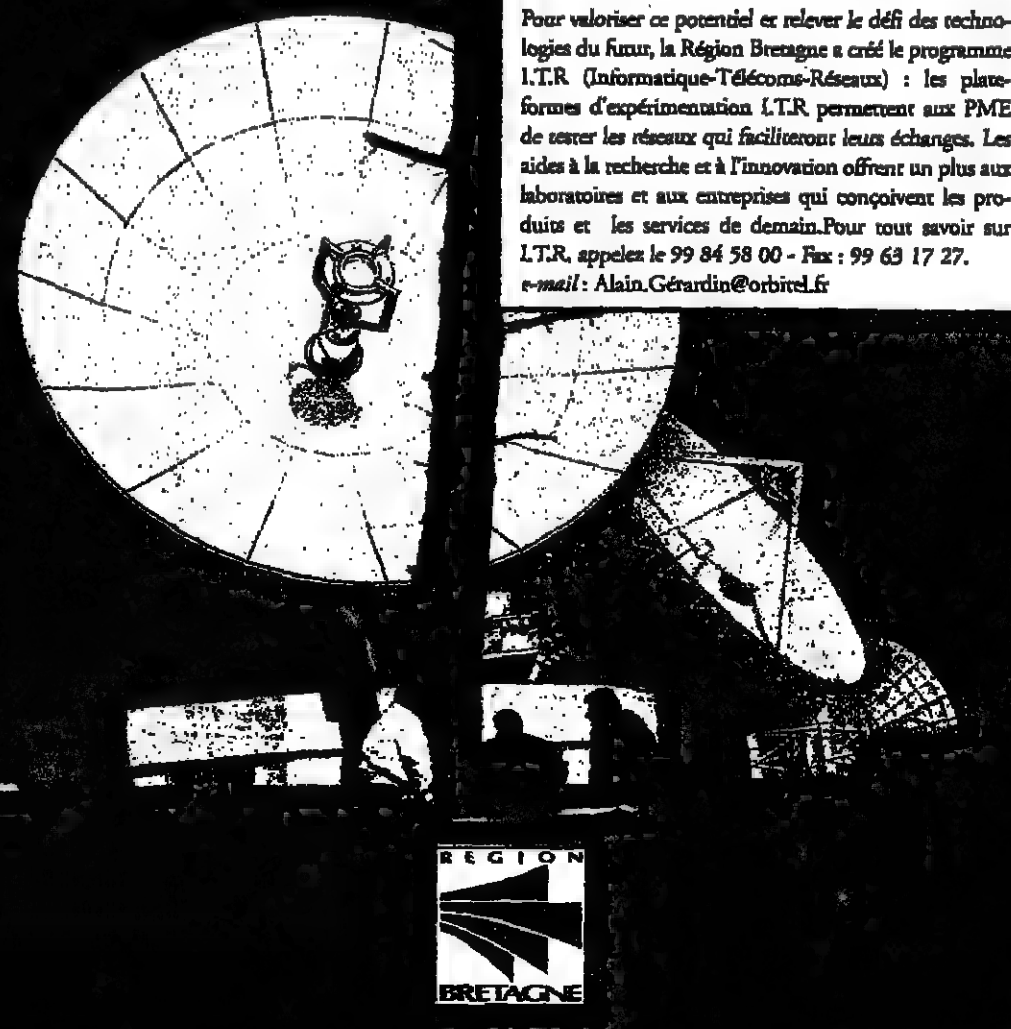
## en Bretagne,

on invente aujourd'hui comment on parlera demain.

Les nouvelles technologies de la communication, la Bretagne les vit, avec une longueur d'avance. Ici, 4000 chercheurs, soit 40% des effectifs nationaux, forment sur les autoroutes de l'information. Des grands groupes internationaux ont choisi la Bretagne pour développer leurs activités de recherche et de production, favorisant ainsi la création de nombreuses PME.

Pour valoriser ce potentiel et relever le défi des technologies du futur, la Région Bretagne a créé le programme I.T.R. (Informatique-Télécom-Réseaux) : les plateformes d'expérimentation I.T.R. permettent aux PME de tester les réseaux qui faciliteront leurs échanges. Les aides à la recherche et à l'innovation offrent un plus aux laboratoires et aux entreprises qui conçoivent les produits et les services de demain. Pour tout savoir sur I.T.R. appelez le 99 84 58 00 - Fax : 99 63 17 27.

e-mail : Alain.Gérardin@orbite.fr









Avec la prise de contrôle d'Hatier, Hachette Livre devient le premier éditeur scolaire

## Le gouvernement britannique privatise une partie de son secteur nucléaire

British Energy est valorisé à 2,5 milliards de livres

Le gouvernement britannique achève la dérégulation de son système électrique en cédant ses huit centrales nucléaires les plus modernes. L'opération sera menée de manière très pragmatique : la part du capital cédée et le prix de l'action seront établis en fonction de la demande.

APRÈS les voies de chemins de fer et les gares, c'est au tour du nucléaire britannique d'être privatisé. Une semaine après l'entrée en Bourse de Railtrack, le gouvernement de John Major a lancé, mardi 28 mai, le processus de privatisation de British Energy, firme qui a repris les huit centrales les plus modernes du Royaume-Uni. Les titres seront répartis entre les particuliers à hauteur de 30 % et les investisseurs internationaux pour 70 %.

Le préplacement va débiter, mais les modalités exactes seront connues dans les prochains jours. La part du capital cédée sera fonction de la demande et le prix de l'action sera annoncé une fois connu le résultat du placement international. Une note détaillée paraîtra le 10 juin et l'offre publique de vente (OPV) débutera peu avant juillet.

BZW Securities, la banque d'affaires de la Barclays, est le responsable de cette opération de placement, qui se fera par l'intermédiaire d'une centaine de banques et d'établissements financiers. Les estimations financières les plus favorables valorisent British Energy à environ 2,5 milliards de livres (19,75 milliards de francs), ce qui permettrait aux acheteurs éventuels d'acquiescer huit centrales pour le prix d'une neuve.

Le principe de privatiser l'industrie nucléaire remonte à 1990. En avril de cette année-là, après avoir envisagé un plan de privatisation global de l'électricité, le gouvernement conservateur de Margaret Thatcher avait fait machine arrière. Les boursiers lui avaient fait savoir que la rentabilité du nucléaire était pour le moins alé-

toire, compte tenu de la vétusté de certaines centrales et du coût énorme prévu pour le démantèlement de ses installations d'ici à la fin du siècle.

Le secteur, qui assure moins du cinquième de l'électricité britannique, avait été écarté de la privatisation également pour des raisons de sécurité. Seules les douze compagnies régionales de distribution avaient été alors cédées. La mise en vente visait, en introduisant plus de concurrence, à faire baisser les tarifs du courant.

### ATTIRER LES INVESTISSEURS

Cinq ans plus tard, John Major décidait de terminer la dérégulation de ce secteur et annonçait son projet de vendre, en 1996, une partie de son industrie nucléaire. Les critiques des boursiers ont porté, et le gouvernement met donc en vente uniquement les centrales modernes, c'est-à-dire les sept réacteurs à refroidissement à gaz et celui à eau pressurisée de Sizewell B. Les vingt autres, du modèle Magnox plus ancien, resteront dans le domaine public, car elle devront être démantelées plus tôt.

Au terme de ce projet, violemment dénoncé par l'opposition travailliste, les deux compagnies existantes, Scottish Nuclear, propriétaire de deux centrales en Écosse, et Nuclear Electric, disposant de six sites en Angleterre et au pays de Galles, ont été regroupées sous une même holding, British Energy, créée au mois d'avril. Cette entité sera cotée dès juillet.

Le problème du démantèlement des installations reste financièrement le plus préoccupant. Un fonds a été constitué pour payer ces frais à long terme. Le gouver-

nement lui a alloué 230 millions de livres et British Energy versera 16 millions chaque année.

Si la proposition de cession se veut plus attractive en n'ayant retenu que les sites les plus récents, il reste à attirer les investisseurs, et surtout à trouver l'actionnaire principal. Celui-ci peut difficilement être un financier. À la différence de la première vague de privatisation du secteur électrique, le repreneur ne peut être qu'un bon connaisseur des techniques nucléaires, pour des raisons de sécurité, ce qui limite le nombre d'investisseurs.

Les grands opérateurs susceptibles d'être intéressés sont principalement des groupes allemands, français, japonais ou américains. Tous ont été approchés depuis un an. Ils ne se prononceront qu'après avoir calculé la rentabilité des installations au vu des contraintes imposées par le gouvernement. Leur participation pourrait se faire via un consortium comprenant, outre leur présence comme opérateur industriel ayant le savoir-faire, des fonds de pension et des investisseurs financiers.

Toutefois, le transfert dans le privé du nucléaire pose aussi la question du développement de cette industrie en raison du coût de construction des installations et surtout de l'abandon des gisements de gaz et de pétrole en mer du Nord. Depuis le charbon, les gouvernements britanniques successifs ont toujours privilégié ces ressources fossiles. Un changement de cap n'est pas dans l'air du temps.

Dominique Gallot

## AXA sera le premier groupe financier français à s'introduire à Wall Street

LA COMPAGNIE D'ASSURANCES française AXA a annoncé, mardi 28 mai, qu'elle sera le premier groupe financier français à s'introduire sur le marché boursier américain. La cotation à Wall Street commencera vraisemblablement fin juin ou début juillet. Le groupe cédera 2 % de son autocontrôle, ce qui correspond à un placement de 200 à 300 millions de dollars (entre 1 et 1,6 milliard de francs). « Cette cotation correspond à la volonté du groupe d'internationaliser son actionariat », a indiqué Gérard de La Martinière, directeur général d'AXA.

### DÉPÊCHES

■ SEMA GROUP : la société de services informatiques franco-britannique a annoncé, mardi 28 mai, que, « de façon définitive », il n'est pas dans ses intentions de prendre quelque participation que ce soit dans le capital de la société CISI. CEA-Industrie, l'actionnaire majoritaire de CISI, a indiqué que cette décision « met fin aux discussions ».

■ REYNOLDS : le numéro un mondial des stylos à petit prix sera introduit sur le second marché de la Bourse de Paris jeudi 6 juin. Le prix de l'action, qui ne sera connu que le 3 juin, devrait être compris entre 300 et 330 francs. Après l'introduction en Bourse, plus d'un tiers du capital sera réparti dans le public.

■ BARINGS : l'ancien directeur financier de la banque d'affaires britannique, Geoffrey Broadhurst, ne pourra pas exercer de responsabilités dans la City de Londres pendant trois ans, en raison de son rôle dans la débâcle de la banque, a annoncé, mardi 28 mai, l'autorité de contrôle de la place financière de Londres, la SFA.

■ FRANCE TELECOM : le conseil des ministres devait adopter, mercredi 29 mai, le projet de loi visant à transformer l'exploitant téléphonique en société anonyme au 31 décembre 1996.

■ ETP : les négociations sur l'aménagement et la réduction du temps de travail dans le bâtiment et les travaux publics n'ont pu aboutir le mardi 28 mai. Une ultime séance est prévue pour le 12 juin.

■ DOCKS DE FRANCE : le groupe de distribution Auchan contrôle désormais 15,45 % des actions et 12,78 % des droits de vote de son concurrent Docks de France (Mammouth, Atac). Docks de France a, le 22 mai, qualifié « d'hostile » l'entrée du groupe contrôlé par la famille Mulliez (Le Monde du 24 mai). Le 24, le ministère des finances a demandé au Conseil de la concurrence d'examiner les conséquences d'un éventuel rapprochement entre les deux enseignes.

■ ROUTIERS : les barrages de plusieurs centaines de poids lourds qui avaient paralysé la France, et plus spécialement la Haute-Normandie et la région de Nantes, pendant toute la journée de mardi 28 mai, ont été levés dans la soirée. La secrétaire d'État aux transports, Anne-Marie Idrac, recevra, jeudi 30 mai, une délégation syndicale des chauffeurs routiers.

■ RATP : la CGT du réseau routier de la RATP (bus et tramways) a déposé un préavis de grève de 24 heures pour le 6 juin. Les syndicats CGT du métro et du RER ont l'intention de déposer un préavis pour le même jour.

## elf gabon

### Avis aux Actionnaires

L'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires d'Elf Gabon se tiendra à Libreville le jeudi 8 juin 1996 à 11 h 00, pour statuer sur les comptes de l'exercice 1995 et sur l'affectation du résultat.

Le Président et le Conseil d'Administration d'Elf Gabon invitent les actionnaires qui n'auront pu se rendre au Gabon à l'occasion de l'Assemblée Générale - notamment ceux résidant en France - et de manière générale toutes personnes intéressées, à une réunion d'information sur l'activité et les résultats de la société :

Jeudi 13 juin 1996 à 15 heures 30  
(accueil à partir de 15 heures)

Auditorium de la Tour Elf (niveau -1)  
2, place de la Coupole - Paris La Défense

Le Conseil d'Administration

## PREFECTURE DE LA SEINE-MARITIME

DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE  
DE L'ENVIRONNEMENT ET DES FINANCES

## PREFECTURE DE L'EURE

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE  
DE LA RÉGLEMENTATION ET DE L'ENVIRONNEMENT

## AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

CRÉATION ET DÉLIMITATION DE LA RÉSERVE NATURELLE  
DE L'ESTUAIRE DE SEINE

Une enquête publique est ouverte DU 12 JUIN 1996 AU 12 JUILLET 1996 ENCLUS sur le projet de création d'une réserve naturelle dans l'estuaire de Seine et sur le territoire des communes de GONFREVILLE L'ORCHER, LA CERLANGUE, OUDALLE, ROGERVILLE, SAINT VIGOR D'YMONVILLE, SANDOUILLE, TANCARVILLE (Seine-Maritime), NERVILLE SUR MER, CONTEVILLE, SAINT SAMSON DE LA ROQUE (Eure).

Cette enquête se déroulera sur les communes susmentionnées où les habitants auront la faculté de consulter le dossier et de consigner leurs observations sur un registre d'enquête déposé à cet effet à la mairie, aux jours et heures indiqués d'ouverture au public de la mairie, soit :

- GONFREVILLE L'ORCHER (76) : du Lundi au Vendredi de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 16h30
- LA CERLANGUE (76) : Mardi et Mercredi de 10h à 12h, Jeudi de 15h à 17h
- OUDALLE (76) : Lundi de 14h à 16h, Mercredi de 10h à 12h, Vendredi de 16h à 18h
- ROGERVILLE (76) : Lundi, Jeudi et Vendredi de 9h à 12h et de 14h à 17h30, Mardi de 9h à 12h et de 14h à 17h
- SAINT VIGOR D'YMONVILLE (76) : Mardi et Vendredi de 9h à 12h30 et de 14h à 17h
- SANDOUILLE (76) : Lundi et Vendredi de 8h30 à 12h et de 13h30 à 17h, Mardi et Jeudi de 8h30 à 12h et de 13h30 à 17h
- TANCARVILLE (76) : Lundi, Mercredi et Vendredi de 8h30 à 12h et de 13h30 à 17h, Mardi et Jeudi de 8h30 à 12h et de 13h30 à 17h30
- NERVILLE SUR MER (77) : Lundi et Jeudi de 17h30 à 19h30
- CONTEVILLE (77) : Mardi et Vendredi de 17h à 19h, Jeudi de 16h à 18h
- SAINT SAMSON DE LA ROQUE (27) : Lundi de 14h à 17h, Jeudi de 14h à 15h30

Une commission d'enquête est désignée pour suivre cette enquête. Elle est composée de M. Yves FACHE, M. Gilles LE RIEZ et M. Lucien CHOPIN. Un membre de la commission d'enquête recevra en personne les observations du public aux jours et heures indiqués dans les mairies de :

- GONFREVILLE L'ORCHER (76), SANDOUILLE (76), NERVILLE SUR MER (77) : le 12 juin 1996, de 9h à 12h
- CONTEVILLE (77) : le 21 juin 1996, de 9h à 12h
- LA CERLANGUE (76), ROGERVILLE (76), SAINT SAMSON DE LA ROQUE (27) : le 27 juin 1996, de 9h à 12h
- SAINT VIGOR D'YMONVILLE (76), OUDALLE (76), TANCARVILLE (76) : le 8 juillet 1996, de 9h à 12h

En outre, durant l'enquête, les observations pourront être adressées par écrit à la commission d'enquête dans chacune des mairies susmentionnées pour y être inscrites au registre.

# Tout en

Professionnels des marchés financiers,  
avec FINWIN vous avez  
tout... en 1 seul service :

- + Une couverture exhaustive des marchés : actions, obligations, marchés à terme, changes, options...
- + Un traitement unique de l'information en temps réel (graphiques, pages personnalisées de valeurs, ...)
- + Des informations complètes sur les valeurs mobilières, les marchés, l'économie mondiale
- + Des systèmes d'aide à la décision (simulation, sélection, graphiques, tableaux, ...)
- + L'ouverture aux supports multimédia, à la télévision intégrée, aux traitements de texte et tables
- + Une solution unique à vos exigences multiples

Pour avoir tout en un seul, FINWIN vous donne tout en 1

# FINWIN

## Le poste Multimédia d'Informations Financières sous Windows

# FININFO

Compatible  
Windows 95

## REUSSIR

APRÈS LE BAC

HEC - SCIENCES-PO

Stages Internes et Classes Prépas "Rites"

MATH SUP et SPÉ

Stages Internes et Math Spé PC "Rites"

MÉDECINE-PHARMA

Préparation et Encadrement scientifique annuel

DRÖIT - SC. ECO

Préparation et Encadrement annuel

PROFESSEURS-CONSEILERS

HEC - ESCP / ESSEC

SCIENCES-PO / CFPA

MILLEURS  
RÉSULTATS NATIONAUX

IPESUP PREPASUP

43.25.63.30 3615 IPESUP  
(22h30)

18 rue du Collège Notre-Dame 75004 Paris  
ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PRIVE



## L'emprunt obligataire de la Cades a reçu un bon accueil des investisseurs

Les étrangers ont manifesté de l'intérêt pour l'émission

L'emprunt obligataire de 25 milliards de francs de la Caisse d'amortissement de la dette sociale (Cades) a été lancé mardi 28 mai. Il s'agissait de la plus impor-

MARDI 28 MAI, 14 h 45 : quelques minutes avant le lancement de l'emprunt de 25 milliards de francs de la Caisse d'amortissement de la dette sociale (Cades), l'ambiance est calme dans la salle des marchés de la Caisse des dépôts et consignations, chargée de diriger, avec la Société générale, cette opération historique : jamais un emprunteur, à l'exception de l'Etat, n'a levé d'un seul bloc un montant aussi élevé sur le marché obligataire français.

Aucun signe extérieur de fébrilité dans ce lieu que la plus sabbatique déclaration d'un responsable de la Bundesbank ou la plus insignifiante statistique économique américaine suffit pourtant à plonger dans une agitation extrême. Face à sa botte d'ordinateurs où défilent en temps réel les informations financières de la planète, chacun attend patiemment la sortie de l'emprunt. Près d'une cinquantaine d'opérateurs sont concernés : une quarantaine de vendeurs, trois « syndicateurs », dont la mission sera de coordonner le travail du groupe de banques chargées de placer les obligations, trois « traders », qui seront responsables de coter les obligations de la Cades dès qu'elles auront été émises.

« Tout a été soigneusement préparé, tout devrait donc bien se passer », expliquent, sereins, Philippe Guyot et Edc Dumas, responsables du marché primaire obligataire à la Caisse. Leur seul motif d'inquiétude : qu'une hausse brutale du Matif (le marché à terme des emprunts d'Etat) vienne perturber l'opération de la Cades. « Les investisseurs pourraient alors estimer que le marché est devenu trop cher et

choisir de reporter leurs achats de titres. » Mais le Matif est stable en ce début d'après-midi.

A 14 h 52, les conditions de l'émission sont définitivement arrêtées, à l'issue d'une conférence téléphonique de quelques minutes qui a réuni les responsables de la Cades, des représentants de la direction du Trésor, de la Commission des opérations de Bourse et des deux banques responsables - chefs de file - de l'emprunt. Le prix de la tranche A (14 milliards de francs, venant à échéance en 2002) sera de 100,747 %, celui des obligations de la tranche B (11 milliards de francs, arrivant à maturité en 2007) de 99,101 %. Aussitôt, les investisseurs du monde entier découvrent ces prix sur leurs écrans.

### FORTE DEMANDE

L'émission de la Cades est officiellement lancée. Les vendeurs téléphonent aux investisseurs afin que ceux-ci confirment les réservations qu'ils ont faites, à la veille du week-end, dès que les conditions générales de l'opération ont été connues. Les annulations d'ordre sont rares. A 15 h 30, le syndicat est « cassé » : les établissements financiers qui le composent ont désormais la possibilité de vendre les obligations en accordant des remises de prix. C'est le moment de vérité de l'opération. Souvent, les banques du syndicat n'hésitent pas à « balancer » aux chefs de file les titres qu'elles ne parviennent pas à placer, en échangeant au passage les commissions. Cette pratique a pour effet de déprécier les cours de l'emprunt qui vient d'être lancé. Rien de tel cette fois : la Caisse des dépôts et consignations et la Société générale reçoivent en tout et

pour tout quelques centaines de millions de francs d'obligations de la Cades. « Sur 25 milliards de francs, ce n'est rien », souligne Philippe Guyot.

Comme prévu, la demande a été forte pour les titres d'échéance courte, un peu plus modeste pour les obligations à plus long terme. La bonne surprise est venue de la présence d'investisseurs étrangers, que personne n'attendait : fonds spéculatifs américains, caisses de retraite asiatiques, banques centrales scandinaves. « Ils ont fini par se dire que la Cades, c'est aussi solide que l'Etat français, mais mieux rémunéré », estime un vendeur. Les obligations de la Cades offrent une prime de 0,07 % par rapport à ce que l'Etat verse aux investisseurs.

« Ce fut un emprunt sans histoires », résume Philippe Guyot, presque déçu qu'une opération d'une telle envergure n'ait pas donné lieu à des émotions plus intenses. De fait, sa « grande joie » avait été, quelques jours plus tôt, le coup de téléphone des dirigeants de la Cades le prévenant que la Caisse des dépôts avait été choisie, avec la Société générale, pour diriger ce prestigieux emprunt. Depuis l'automne 1995, toutes les banques de la place travaillaient sur ce dossier. La notoriété des deux établissements retenus auprès des autres candidats emprunteurs s'en trouva renforcée, à la Caisse des dépôts et consignations et la Société générale se partageront la moitié des 90 millions de francs de commissions de l'emprunt.

Pierre-Antoine Delhommais

## La série noire continue pour la Deutsche Bank

L'établissement financier, qui subit depuis deux ans une série de déboires au sein d'entreprises qu'il est censé contrôler, est impliqué dans le scandale de Klöckner-Humboldt-Deutz

LA DEUTSCHE BANK, la plus puissante des banques allemandes, s'est à nouveau trouvée, mardi 28 mai, au centre d'un scandale financier avec la découverte chez Klöckner-Humboldt-Deutz (KHD) d'un « trou » de plusieurs centaines de millions de deutschemarks, dissimulé pendant des années dans une de ses filiales. Le pot aux roses a été découvert à la veille du week-end de Pentecôte par l'état-major de KHD ; celui-ci a aussitôt entamé des discussions avec la banque, qui, avec 48,6 % de son capital, est son principal actionnaire.

A l'origine de cette affaire mettant en péril l'existence même d'un des fleurons de l'industrie allemande : des détournements de fonds au sein de la société KHD Humboldt Wedag, spécialisée dans la construction d'installations industrielles comme les cimenteries ou les usines de traitement d'eaux usées. Plusieurs de ses dirigeants sont soupçonnés d'avoir manipulé la comptabilité. « Des pertes réelles ou potentielles ont été dissimulées et n'ont pas été inscrites au bilan », accuse le directeur du groupe, dans un communiqué alarmiste publié mardi 28 mai.

Le groupe met en cause une quinzaine de personnes. Les dirigeants de la filiale incriminée ont, selon lui, agi « ensemble avec une série de salariés de la société et l'aide de tiers ».

La Deutsche Bank était entrée au capital de KHD il y a deux ans, lorsque l'entreprise, en perdant, plongeait sous une dette de 1,5 milliard de deutschemarks. Aujourd'hui employeur de 9 500 personnes environ, la firme a été durement touchée par la récession de 1993 et s'est enfoncée dans les

déficits en 1994 (308 millions de deutschemarks de pertes nettes consolidées). L'an dernier, le groupe a été contraint de liquider des actifs immobiliers allemands et sa branche machines agricoles (Deutz). Le président du directoire de KHD, Anton Schneider, s'était dit confiant, lors de la conférence de presse - bilan du 23 avril, de revenir aux bénéfices l'an prochain. La perte nette devait être ramenée cette année à 45 millions de deutschemarks, après 174 millions perdus en 1995.

L'affaire entame à nouveau le crédit de la première banque privée allemande, qui subit depuis deux ans une série de déboires au sein d'entreprises qu'elle est censée contrôler. Michael Enders, membre du directoire de la Deutsche Bank, préside le conseil de surveillance de KHD, poste occupé jusqu'à fin 1994 par Hilmar Kopper, président du directoire de la banque. Le scandale a éclaté le jour de l'assemblée générale de la Deutsche Bank, au cours de laquelle ses actionnaires ont à nouveau réclamé l'adoption de pratiques du « gouvernement d'en-

treprise ». La révélation de KHD tombe d'autant plus mal pour la Deutsche Bank qu'elle est ouvertement accusée de négligence. L'année dernière déjà, elle a enregistré des pertes importantes sur le groupe Daimler-Benz. Peu de temps auparavant, c'était le groupe sidérurgique Metallgesellschaft qui était en situation de faillite, sans compter la spectaculaire chute du promoteur immobilier Schneider. Toutes entreprises dans lesquelles la Deutsche Bank avait des intérêts. Si KHD et ses 9 500 employés sont sauvés, ce sera une fois de plus grâce au système allemand, dans lequel les banques toutes-puissantes contrôlent le destin de l'industrie au travers un vaste système de participations. Ce système est de plus en plus soumis aux critiques des actionnaires, qui voient rarement les dividendes de ces participations industrielles. Si KHD disparaît, elle sera victime de la nouvelle attitude des entreprises allemandes, qui donnent désormais la priorité à la rentabilité.

Ba. S.

## Manière de voir

Le trimestriel édité par

LE MONDE diplomatique

### Manière de voir 30

## C'EST LA GUERRE



Les Jeux olympiques d'Atlanta et le Championnat d'Europe des nations de football vont une fois de plus mettre en spectacle le mariage intéressé de la télévision et du sport de compétition, livré à l'affairisme, soumis au dopage et à la violence des stades. Pour ne plus être un terrain d'affrontement économique et social, le sport doit promouvoir une nouvelle éthique.

### Au sommaire :

Sport et politique, par Ignacio Ramonet. - La foire aux médailles, par Jean-François Nys. - Un centenaire mercantile, par Dominique Rousseau. - Racisme et violence, par Patrick Mignot. - Le marché de la corruption, par Christian de Brie. - Crime sans châtiment, par Robert Parienté. - Pernicieuse idéologie, par Jean-Marie Brohm. - Se soumettre au droit, par Jean-Pierre Karaquillo. - Pour un sport démocratique, par Roger Bambuck. - Au service de la raison d'Etat, par Xavier Delacroix. - Aimez-vous les stades ?, par Christian Bromberger. - Sport et télé : les noces d'argent, par Eric Maitrot. - Exploits à tout prix, par Jean-François Bourg. - Le tiers-monde vassalisé, par Vladimir Andreff. - Une aliénation normalisée, par Michel Caillat. - Asie du Sud : la folie du cricket, par Bruno Philip. - L'exigence écologique, par Jean-Jacques Gougnet, etc.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 45 F

## Le dollar poursuit sa hausse

LENTEMENT mais sûrement, le dollar grignote chaque jour un peu de terrain. Il est monté, mardi 28 mai, jusqu'à 1,5465 mark, son cours le plus élevé depuis seize mois face à la monnaie allemande, et 106,85 yens, son niveau le plus haut depuis six semaines. Face au franc enfin, le billet vert a frôlé la barre des 5,24 francs.

Le dollar puise sa force actuelle dans les problèmes que connaissent les économies européennes et japonaise. En Allemagne, où le produit intérieur brut a reculé de 0,5 % au premier trimestre, les récessions sociales et les difficultés qu'éprouve le gouvernement d'Helmut Kohl à faire adopter son plan d'économies budgétaires inquiètent les investisseurs. L'approche de l'élection présidentielle en Russie contribue à accroître leur défiance à l'égard de la monnaie du pays européen qui lui est commercialement le plus lié.

### LE YEN AFFAIBLI

Au Japon, la reprise économique, qui semblait pourtant bien engagée, connaît des ratés. Les ventes au détail ont baissé de 1,1 % au mois d'avril, tandis que l'indice précurseur de l'activité s'est brutalement replié au mois de mars pour s'inscrire à 45,5 points. Cet environnement, qui devrait inciter la Banque du Japon à maintenir durablement des taux d'intérêt bas, affaiblit le yen, tout comme la situation catastrophique des banques nippones.

A l'inverse, aux Etats-Unis, la santé de l'économie et des taux d'intérêt plus élevés que dans le reste du monde (5,3 % à trois mois, 6,7 % à dix ans) continue à attirer les capitaux internationaux. Les experts du courtier Merrill Lynch prévoient que le mouvement de hausse du dollar va se poursuivre, au moins face aux devises européennes. Selon eux, le billet vert s'inscrira, dans douze mois, à 1,70 mark et 5,70 francs, ce qui constituerait une excellente nouvelle pour les entreprises exportatrices du Vieux Continent.

P.A.D.

PSA  
PEUGEOT  
CITROËN

## AVIS DE RÉUNION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES ACTIONNAIRES

Les actionnaires de la société PEUGEOT S.A. seront réunis en Assemblée Générale Ordinaire et Extraordinaire, au siège social, 75 avenue de la Grande-Armée, 75116 PARIS, le 26 Juin 1996 à dix heures.

Les documents préparatoires dont les actionnaires peuvent demander l'envoi seront adressés sur simple demande à la Division de l'Information Financière et des Titres de la société, 75 avenue de la Grande-Armée, 75116 PARIS.

Les actionnaires qui ne seraient pas en mesure d'assister à cette Assemblée et qui n'auraient pu se procurer un formulaire unique de vote par correspondance ou par procuration auprès d'un intermédiaire habilité pourront également demander à la société de leur envoyer ce formulaire.

Mérel : 3615 CLIFF - RABRIQUE PSA - Internet : <http://www.peugeot-citroen.com>

## SICAV UNIVAR

Orientation : monétaire franc

Durée de placement : 3 mois à 2 ans

Valeur liquidative action "C" au 15.05.1996 : 299,77 F

action "D" au 15.05.1996 : 299,77 F

### Assemblée Générale

Les actionnaires de la Sicav Univar sont convoqués à l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra le mardi 25 juin 1996 à 15 h 30, 23 place de Catalogne - 75014 Paris.

Cette Assemblée Générale aura principalement pour objet d'arrêter les comptes de l'exercice clos le 29 mars 1996.

La distribution du dividende de la Sicav Univar est prévue le samedi 29 juin 1996.

Pour tout renseignement complémentaire, les actionnaires peuvent s'adresser à leur agence habituelle du Crédit Agricole.



SEGESPAR la société de gestion du Crédit Agricole



LA SÉRIE NOIRE CONTINUE  
pour la Deutsche Bank

La Deutsche Bank a enregistré une baisse de 76,97 points, à 22 021,50 points, à la clôture de la séance de mercredi 29 mai. L'indice CAC 40 a gagné en clôture 76,97 points à 22 021,50 points, soit une progression de 0,35 %.

La Deutsche Bank a enregistré une baisse de 76,97 points, à 22 021,50 points, à la clôture de la séance de mercredi 29 mai. L'indice CAC 40 a gagné en clôture 76,97 points à 22 021,50 points, soit une progression de 0,35 %.

La Deutsche Bank a enregistré une baisse de 76,97 points, à 22 021,50 points, à la clôture de la séance de mercredi 29 mai. L'indice CAC 40 a gagné en clôture 76,97 points à 22 021,50 points, soit une progression de 0,35 %.

هكنا من المال

FINANCES ET MARCHÉS

LE MONDE / JEUDI 30 MAI 1996 / 17

LA BOURSE DE TOKYO est repassée au-dessus des 22 000 points, mercredi. Le Nikkei a gagné en clôture 76,97 points à 22 021,50 points, soit une progression de 0,35 %.

L'OR a ouvert en hausse, mercredi 29 mai sur le marché international de Hongkong. L'once s'échangeait à 391,65-391,95 dollars contre 391,30-391,60 dollars la veille en clôture.

LE DOLLAR était en légère hausse en clôture sur le marché des changes de Tokyo, où il cotait 108,80 yens. La veille, il avait terminé à 108,85 yens à New York et 108,27 yens à Tokyo.

LA CADES a lancé, mardi 28 mai, un emprunt obligataire de 25 milliards de francs sous la direction de la Caisse des dépôts et de la Société générale.

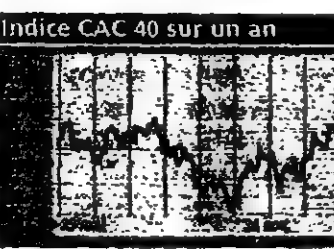
LA CONSOMMATION MONDIALE de pétrole devrait progresser de 44 % d'ici 2015 et les pays du Golfe rester les principaux producteurs, selon le département américain de l'Énergie.

LES PLACES BORSIÈRES



Poursuite de la hausse à la Bourse de Paris

LA HAUSSE se poursuivait, mercredi 29 mai, à la Bourse de Paris à un rythme un peu moins rapide que la veille dans un marché qui bénéficiait de capitaux libérés par la baisse des taux à court terme au cours de ces dernières semaines. En baisse symbolique de 0,01 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait une heure et demie plus tard un gain de 0,27 %. Aux alentours de 12 h 15, les valeurs françaises affichaient en moyenne une avance de 0,17 % à 2 136,51 points. Le marché était actif avec un chiffre d'affaires de l'ordre de 1,5 milliard de francs sur le compartiment à règlement mensuel.



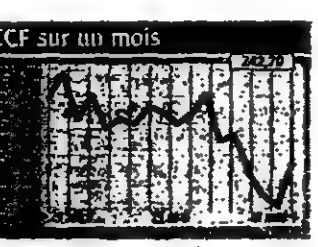
900 francs. Mercredi, le titre Docks cotait 1 127 francs, en recul de 0,8 %. Rhône-Poulenc était très enroulé, alors que, selon des opérateurs, une agence de presse cite le directeur

général de l'entreprise, Igor Landau, qui n'aurait pas une séparation des activités pharmaceutiques et chimiques pour permettre une meilleure valorisation.

CCF, valeur du jour

LE TITRE CCF a progressé de 3 %, mardi 28 mai à la Bourse de Paris, pour terminer la séance à 242,70 francs. Quelques 88 000 titres ont été échangés. Depuis le début de l'année, l'action du CCF est en recul de 2,9 % alors que le CAC 40 a enregistré une hausse de 13,9 %.

dans l'immobilier, un véhicule idéal pour jouer la baisse des taux d'intérêt et la reprise des activités de marché.



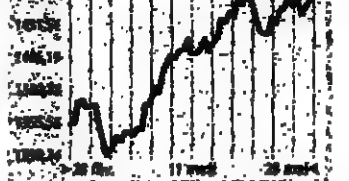
PRINCIPAUX ÉCARTS AU RÈGLEMENT MENSUEL

Cours au 29/05	Var. %	Var. %
HAUSSES, 12h30	2905	3112
Imprimerie	71,45	+1,45
Indesat	484	+2,49
Calsonic	380	+2,39
Elf	119	+2,39
Proton	132	+2,39
Boypac	551	+2,39
Legrand	94	+1,98
SAFRAN	30,35	+1,98
Shine	127,80	+1,98
SEITA	20	+1,98

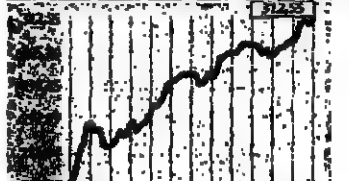
PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

Cours au 29/05	Var. %	Var. %
HAUSSES, 12h30	2905	3112
Imprimerie	71,45	+1,45
Indesat	484	+2,49
Calsonic	380	+2,39
Elf	119	+2,39
Proton	132	+2,39
Boypac	551	+2,39
Legrand	94	+1,98
SAFRAN	30,35	+1,98
Shine	127,80	+1,98
SEITA	20	+1,98

Indice SBF 250 sur 3 mois



Indice Second Marché sur 3 mois



Indice MidCAC sur 1 mois



Consolidation à Wall Street

A TOKYO, mercredi 29 mai, l'indice Nikkei a enregistré une hausse de 76,97 points (0,35 %), à 22 021,50 points. Il a bénéficié du repli du yen et de la détente des taux des certificats de dépôt à trois mois. La veille, à Wall Street, la grande Bourse de New York a consolidé ses gains récents dans le calme. En écho à une légère dégradation du marché obligataire, l'indice Dow Jones, qui était cent ans le 29 mai, a enregistré une baisse de 53,19 points (0,92 %), à 5 709,67 points.

La grande distribution. Les investisseurs attendent maintenant la publication de l'indice de l'Association nationale des directeurs d'achat le 3 juin et les créations d'emplois au mois de mai, le 7 juin.

La Bourse de Londres a réduit ses gains en fin de journée, mardi, l'indice Footsie terminant finalement la séance en hausse de 8,1 points (0,22 %), à 3 760,20 points.

NEW YORK Les valeurs du Dow Jones

Cours au 29/05	Var. %	Var. %
Alcoa	61,50	+0,75
American Express	45,50	+0,75
Allied Signal	56,87	+0,75
AT & T	62,62	+0,75
Bethlehem	12,75	+0,75
Boeing Co	85,42	+0,75
Chrysler Inc.	67,75	+0,75
Citigroup	60,50	+0,75
Coca-Cola	46	+0,75
Disco Corp.	62,12	+0,75
Du Pont Nemours & Co	82,75	+0,75
Eastman Kodak Co	74,37	+0,75
Exxon Corp.	86,37	+0,75
Gen. Motors Corp.	53,12	+0,75
Gen. Electric Co	62,62	+0,75
Goodrich T & Rubber	51,37	+0,75
Hill	108,25	+0,75
IBM	108,25	+0,75
Intl Paper	40,75	+0,75
J.P. Morgan & Co	67,62	+0,75
Mc Don Douglas	100,82	+0,75
Merck & Co Inc.	62,62	+0,75
Minnesota Mining & Mfg	70,75	+0,75
Philip Morris	100	+0,75
Reynolds	88,25	+0,75
Rockwell Int'l Corp.	80,62	+0,75
Sears Roebuck & Co	80,62	+0,75
Testco	84,87	+0,75
Union Carbide	49	+0,75
Intl Technol.	109	+0,75
Westingh. Electric	18	+0,75
Woolworth	21,50	+0,75

LONDRES Sélection de valeurs du FT 100

Cours au 29/05	Var. %	Var. %
Allied Lyons	4,85	+0,75
Barclays Bank	4,85	+0,75
B&T Industries	5,17	+0,75
British Aerospace	3,95	+0,75
British Airways	5,65	+0,75
British Gas	1,77	+0,75
British Petroleum	5,57	+0,75
British Telecom	2,60	+0,75
B.T.	2,60	+0,75
Cadbury Schweppes	4,79	+0,75
Carillion	0,85	+0,75
Fortis	3,70	+0,75
Glass	6,67	+0,75
Grand Metropolitan	4,47	+0,75
Guinness	4,70	+0,75
Hammill Plc	1,90	+0,75
Greiner	6,59	+0,75
H&M	9,81	+0,75
Imperial Chemical	1,54	+0,75
Legal	7,11	+0,75
Market & Spencer	4,37	+0,75
National Westminster	6,19	+0,75
Peninsular Oriental	5,26	+0,75
Pays-Bas (100 ft)	302,3500	+0,75
Sarasin & Saatchi	1,72	+0,75
Shell Transport	9,39	+0,75
Smith Barney	6,42	+0,75
Tate and Lyle	4,40	+0,75
Unilever Ltd	12,23	+0,75
Zeneca	15,99	+0,75

FRANCFORT Les valeurs du Dax 30

Cours au 29/05	Var. %	Var. %
Adidas Holding AG	2017	+0,75
Bayer AG	425,80	+0,75
Bayer AG	512,40	+0,75
Bayer AG	56,50	+0,75
Bayer AG	49,55	+0,75
BMW	898,50	+0,75
Commerzbank	319,50	+0,75
Deutsche Bank AG	240	+0,75
Dresdner Bank AG	188,30	+0,75
Deutsche Bank AG	588	+0,75
Deutsche Bank AG	84,80	+0,75
Deutsche Bank AG	72,98	+0,75
Dresdner Bank AG	35,27	+0,75
Hochtief AG	520,80	+0,75
Karstadt AG	602	+0,75
Kaufhof Holding	339,50	+0,75
Linde AG	962	+0,75
MTU Aero Engines AG	240	+0,75
Man AG	403,50	+0,75
Mannesmann AG	337,80	+0,75
Metallgesellschaft AG	26,70	+0,75
Preussag AG	410	+0,75
Sartorius AG	80,70	+0,75
Schering AG	113,30	+0,75
Siemens AG	85,75	+0,75
Thyssen	285,30	+0,75
Veolia AG	79,62	+0,75
Viel AG	99,6	+0,75
Wella AG	620	+0,75

New York. Dow Jones sur 3 mois



Londres. FT100 sur 3 mois



Francfort. Dax 30 sur 3 mois

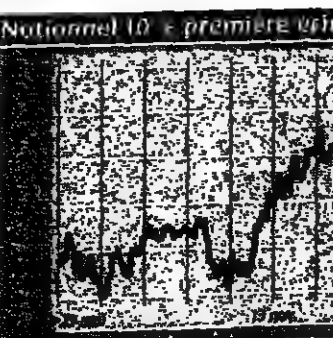


LES TAUX



Hausse initiale du Matif

LE CONTRAT NOTIONNEL DU MATIF, qui sert à mesurer la performance des emprunts d'État français, était en hausse mercredi 29 mai. L'échéance juin du contrat gagnait 4 centimes, à 123,70. La veille, il avait légèrement reculé en fin de séance, dans le sillage d'une petite tension du marché obligataire, alors que, sur le court terme, le contrat Fibor restait bien orienté. L'échéance juin avait cédé 6 centimes, à 123,70.



alors que le Fibor de même échéance gagnait 3 centimes, à 96,05. Le Matif a ouvert en hausse, grâce à la bonne tenue de New York vendredi soir. Au plus haut, le notional s'est inscrit à 124,10 vers 11 heures. Toutefois, l'annonce d'une progression de 0,5 % des ventes de logements neufs en avril aux États-Unis a provoqué une tension sur le marché obligataire américain et, par ricochet, un tassement du Matif.

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 6,75 %)

Achats	Ventes	Achats	Ventes
2905	3112	2905	3112
1 mois	3,25	3,25	3,25
3 mois	3,25	3,25	3,25
6 mois	3,25	3,25	3,25
1 an	3,25	3,25	3,25

MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

Cours au 29/05	Var. %	Var. %
Devises	2905	3112
Allemagne (100 DM)	336,1600	+0,09
Belgique (100 BF)	16,4550	+0,09
France (100 FF)	302,3500	+0,09
Italie (100 Lit)	3,3585	+0,09
Danemark (100 kr)	87,5700	+0,09
Irlande (100 Ir£)	8,1480	+0,09
Côte d'Ivoire (100 CFA)	7,9500	+0,09
Grèce (100 dr)	21,4200	+0,09
Suède (100 kr)	76,4600	+0,09
Suisse (100 F)	471,4500	+0,09
Norvège (100 kr)	99,8800	+0,09
Autriche (100 Sch)	86,6200	+0,09
Espagne (100 pes.)	4,0630	+0,09
Portugal (100 esc.)	3,2950	+0,09
Canada 1 dollar ca	3,8075	+0,09
Japon (100 yens)	4,8177	+0,09
Pologne (100 zloty)	109,8000	+0,09

PARITES DU DOLLAR

2905	2905	Var. %
FRANCFORT : USD/DM	1,5462	+0,24
TOKYO : USD/Yens	108,8500	+1,06

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVIS

Devises	1 mois	3 mois	6 mois
Dollar États-Unis	5,2260	5,2255	5,1857
Yen (100)	4,6644	4,6215	4,5679
Deutschmark	3,3815	3,3810	3,3895
Franc Suisse	4,1162	4,1146	4,1360
Libre (100)	3,3315	3,3480	3,3382
Libre sterling	7,9033	7,8976	7,8564
Peseta (100)	4,0616	4,0596	4,0529
Franc Belge	16,465	16,443	16,490

TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVIS

Devises	1 mois	3 mois	6 mois
Eurofranc	3,81	3,84	3,90
Eurodollar	5,37	5,43	5,43
Eurolivre	6	6,06	6,12
Eurodeutchmark	3,31	3,28	3,21

LES TAUX DE RÉFÉRENCE

Taux	Taux	Taux	Indice
Taux 28/05	Taux 28/05	Taux 28/05	Indice 28/05
France	3,25	3,25	123,70
Allemagne	3,25	3,25	123,70
Grande-Bretagne	3,25	3,25	123,70
Italie	3,25	3,25	123,70
Japon	3,25	3,25	123,70
États-Unis	3,25	3,25	123,70

MATIF

Échéances 28/05	volume	derrière	plus haut	plus bas	premier prix
NOTIONNEL 10 %	87185	123,70	124,10	123,70	123,70
Sept. 96	4209	123,70	124,10	123,70	123,70
Déc. 96	816	123,70	124,10	123,70	123,70
Mars 97	21	123,70	124,10	123,70	123,70

CONTRATS À TERME SUR L'INDICE CAC 40

Échéances 28/05	volume	derrière	plus haut	plus bas	premier prix
Mai 96	22019	2147	2147	2147	2147
Juin 96	10010	2147	2147	2147	2147
Juillet 96	688	2147	2147	2147	2147
Sept. 96	42	2147	2147	2147	2147

L'OR

Cours au 29/05	Cours au 29/05
Or fin (le baril)	65000
Or fin (en lingot)	65000
Once d'or Londres	390,85
Plaque française (20g)	378
Plaque suisse (20g)	378
Plaque Union lat (20g)	378
Pièce 20 dollars us	2620
Pièce 10 dollars us	1300
Pièce 50 pesos mex.	2645

LES MATIÈRES PREMIÈRES

Indices	28/05	24/05
Dow Jones comptant	212,82	212,82
Dow Jones à terme	361,40	361,40
CRB	256,40	256,40
Métaux (Londres)	2568	2568
Cuivre comptant	2568	2568
Cuivre à 3 mois	2437	2437
Aluminium comptant	1548	1548
Aluminium à 3 mois	1577	1577
Pommes comptant	830	830
Pommes à 3 mois	830	830
Étain comptant	6275	6275
Étain à 3 mois	6275	6275
Zinc comptant	1022,50	1022,50
Zinc à 3 mois	1022,50	1022,50
Nickel comptant	7850	7850
Nickel à 3 mois	7968	7968

MÉTALLS (New-York)

28/05	24/05
Argent à terme	5,35
Platine à terme	131,35
Palladium	131,35
Graines, DENREES (Chicago)	131,35
Graines, DENREES (Chicago)	131,35
Graines, DENREES (Chicago)	131,35
Graines, DENREES (Chicago)	131,35
Graines, DENREES (Chicago)	131,35
Graines, DENREES (Chicago)	131,35
Graines, DENREES (Chicago)	131,35
Graines, DENREES (Chicago)	131,35

LE PÉTROLE

Cours au 29/05	Cours au 29/05
Baril (New York)	24,00
Baril (Londres)	24,00
Baril (New York)	24,00
Baril (Londres)	24,00
Baril (New York)	24,00
Baril (Londres)	24,00
Baril (New York)	24,00
Baril (Londres)	24,00
Baril (New York)	24,00
Baril (Londres)	24,00

LES MATIÈRES PREMIÈRES

Mais (Chicago)	5,24	5,24
Grain. soja (Chicago)	8,02	8,02
Tourt. soja (Chicago)	247	247
GRAINES, DENREES (Londres) €/tonne		
P. de terre (Londres)	---	---
Orge (Londres)	110	110
SOFTS €/tonne		
Cacao (New-York)	---	1408
Café (Londres)	1837	1875
Sucre blanc (Paris)	---	---
OLEAGINEUX, AGRUMES cents/tonne		
Coton (New-York)	---	---
Jus d'orange (New-York)	---	1,27







## FINANCES ET MARCHÉS

**MARCHE**  
Une sélection Cours relevés à 12 h 30  
**MERCREDI 29 MAI**

VALEURS	Cours précéd.	Derniers cours
Acial (Ns) (s)	59	72 1/2
AFET S	550	550
Aigle (s)	779	779
Alpert S.A (Ns)	130,20	145,50
Altran Techno. (s)	1533	1530
Motrolonges P.Ces2	720	745
Aspénium (s)	58	58
Berg Picardie (L.D.)	691	702
Boire Soifres (Ns)	570	570
Boire Tauxmaud (Ns)	283	291
Bore Vismes	670	670
Borevies (s)	430	430
B I M P	70	70
Bolton (Ls) (s)	648	641
Bolton (Ls) (s)	215,10	239,10
Bolt S.A	154	154
Bolt S.A	534	535

C.E.E.A.	286
CECEP #	159,60
Cernex # (0-9)	260
CFPI #	336
Chage Bourne (M)	334
Cherif (M)	1648
Chio France #	471
CHIM CAN	333
Codestore	325
Comp.Euro.Telco-TET	330
Concordance S.A.	328
C.A.H.A.ing. Nordman	380,10
C.A.H. & Vialin	336
C.A.de Flore (L)	339
C.A. de CCI	265,20
Cracks	59
Crucial	59
Deverault (L)	517
Ducros Sars.Rapide	74
Euro.Tem.Tempo (L)	465
Euro.Edition (L)	615
Expansion Production	615
Expanded S.A.	260
Factoren	723
Falmsky #	148
Fancor	115,30
Feldor	943
Fruchville	949
Gaudier France #	267,20

100	Cal 2000
100	GFI Industries #
100	Gardco # (1)
100	Q 10 S 4
100	Cranologic Photo #
100	Cape Guillin # Ly
100	Kinky #
100	Camber
100	Harvest International, 11
100	Hamel Dubois
100	KBT Groupe #
100	L.C.C.
100	Idemans
100	Int. Computer #
100	IPBM
100	Mis-Metropolis TV
100	Manitou #
100	Manitoux
100	Miami Triad
100	Mind-James Profit
100	Micobac (1)
100	MCI Courier
100	Mommesen Janet Ly
100	Nel And #
100	N.L.S. Schum, NY
100	Onet On Cast. Fin
100	Paul Prendergast #
100	P.C.W.

69	27	Polystyrene
69	27	Polyvinyl Chloride
273.10	43.10	Polyvinylidene Fluoride
659	275	Radiolabel
130	275	Radiolabelled Compounds
201	275	Radiolabelled Compounds
201	275	Radiolabelled Compounds
1465	275	Radiolabelled Compounds
577	275	Radiolabelled Compounds
225	275	Radiolabelled Compounds
175	275	Radiolabelled Compounds
139	139	Radiolabelled Compounds
62.50	34	Radiolabelled Compounds
559	577	Radiolabelled Compounds
53	577	Radiolabelled Compounds
1260	1260	Radiolabelled Compounds
244	244	Radiolabelled Compounds
87.40	87.40	Radiolabelled Compounds
286	286	Radiolabelled Compounds
78	78	Radiolabelled Compounds
725	725	Radiolabelled Compounds
900	900	Radiolabelled Compounds
1040	1040	Radiolabelled Compounds
185	185	Radiolabelled Compounds
	19	Radiolabelled Compounds

960	915	NO
250.90	224.90	CO
655	605	ME
334	324	
964	902	
1379	1246	
447	397	
81.43	59.71	
616	609	
117.90	116.50	
371	371	
142	140	
691	691	
365.40	379	
92.05	93.87	
505	508	
210	207	
999	999	
380	385	
580	580	
508	516	
121.60	123.69	
140.00	143.28	
490.10	490	
705	706	

[illegible]

**HORS-COTE**

Une sélection. Cours relevés à 12h30  
MERCREDI 29 MAI


VALEURS	Cours précéd.	Derniers cours
B.A.C.	0,04	0,04
Crédit Gén. Ind.	29	29
Générale Occidentale	38,15	38,15
Mimom	1251	1251
Nobel	182	182
Soix lecteurs du Monde	200	145,8

## ABRÉVIATIONS

**SYMBOLES**  
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication  
catégorie 3; ♦ cours précédent; ■ coupon  
détaché; ● droit détaché; ○ = offert;  
d = demandé; † offre réduite; ‡ demande  
véhicule; \* contrat d'animation.

## SICAV et FCP

Une sélection  
Cours de clôture le 28 mai

VALEURS		Emission Frais incl.
AGIFI Agifi Ambition (Axi) —		122,26
 <b>BANQUE POPULAIRE</b>		
Valeurs — ♦		2406,74
<b>BANQUE TRANSATLANTIQUE</b>		
Arbitr. Court Terme — ♦		9429,28
Arbitr. Premiers — ♦		9206,72
Arbitr. Sécurisés — ♦		17276,34

Natio Parimimio	1395,67
Natio Perspectives	1261,71
Natio Placements C/D	76.400,40
Natio Revenues	1082,28
Natio Securites	11593,00
Natio Valeurs	1055,75

**Rachet net**

**BRÉB BANQUE POPULAIRE**

00225,00  
 Mobsion 234,90  
 Obijet, the cash

**CDC GESTION**



Libret Bourse livr. D 647,51  
 Le Livret Portefeuille D 882,74  
 Nord Sud Develop. C/D 214,95  
 Securite Assurance C 257,90  
 Sicav Associations C 2346,11

**CDC SECUR**

[illegible]

96,97	97,98	<b>CIC</b> PARIS
Incumbents		Francis
11301,20	11309,04	Francis Pierre
11509,41	11487,97	Francis Régis
11670,08	11394,46	
<b>CHCA</b>		<b>CIC</b> PARIS
		Clemence
115780,48	115780,48	Converte
150,38	160,25	Eric
705,35	691,35	Eric Monol
616,10	601,35	Optic Régis
387,49	379,35	Passat
1816,49	1700,35	
1877	1842,35	<b>CHCA</b>
91810,13	91810,13	CHCA
171,80	167,01	Bureau Soler
1819,13	1774,96	Lion 2000
1274,77	1265,96	Lion Assist
11578,54	11578,54	Lion Plus
		Lion Trilux

[illegible]

CF L. DE ROTHSCHILD BANQUE	
de 2000	760,81
-Honor-Herbert Capital	17900,01
-Honor-March, Emer.	635,22
-Honor-Pacifique	799,21
 <b>LEGAL &amp; GENERAL BANK</b>	
Accrueurs	1786,29
Strategie Actions	974,20
Strategie Rendement	1786,65
 <b>Supplémente Monde C</b>	
Supplémente Monde D	806,36
Banciel D	154,83
Emergency Poste C/D	112,60
Géobios C	615,30
Géobios D	999,98

	Capitoministre C .....
	Capitoministre D .....
729.03	Capibility C .....
729.03	Interorb C .....
857	Intersection France D .....
764.91	S.G. France oport. C .....
	S.G. France oport. D .....
	Sogenfrance C .....
	Sogenfrance D .....
1.96.37	Sogespayne D .....
53A.27	Sogner C .....
123A.2	Fonds communs de place .....
	Favor D .....
	Sogence D .....
	Sogentrance Tempo D .....
88C.5	.....
76A.48	.....
73D.4	.....
819A.5	.....
89S.0	.....
87L11	.....

999.09	999.99
857.42	857.50
981.69	981.77
487.16	487.23
396.37	396.45
666.13	666.21
518.51	518.59
401.41	401.49
313.67	313.75
815.76	815.84
999.09	999.99
1254.60	1254.68
1707.88	1707.96
146.29	146.37

BNP	
Antigone Trifonerie	359999
Natio Court Term	13719
Natio Court Term2	372691
Natio Epagne	216499
Natio Ep. Capital C/D	15541,26
Natio Ep. Crossance	2371
Natio Ep. Obligations	212,36
Natio Epagne Rezzelle	145,19
Natio Epagne Trisor	10394,46
Natio Epagne Viseur	339,15
Natio France Index	7134,72
Natio Immobilien	1297,94
Natio Inter	18701,19
Natio Monocuria C/D	5834,91
Natio Monocuria	166,40

Pontiac C	1901,1
Mutual, dipsos Slow C	10280
<b>CAISSE D'EPARGNE</b>	
Equi-Action Futur D	21,55
Equi-Capitout C	221
Equi-Capitalisation C	228
Equi-Distributable D	10875
Equi-Epargne C	2865
Equi-Epargne D	175
Equi-Investis D	12674
Equi-Montevideo C/D	311
Equi-Thésauris C/D	19949
Equi-Thésauris D	191
Epargne-Slow C	1790
Horizon C	

9	Moné/D	_____
	ObliMur	_____
	OracObn	_____
	Prorifex	_____
	Revenu-Ven	_____
30	Solvia	_____
40	Synrhale	_____
42	Unif Foncier	_____
43	Unif France	_____
50	Unif Garantie C	_____
51	Unif Garantie D	_____
52	Unif-Régions	_____
59	Univar C	_____
77	Univar D	_____
85	Univers Actions	_____
88	Univers Obligations	_____
95		_____

2270.48	1134.54	Chaffin
3054.18	1089.95	Slaw 5000
1063.04	1977.88	Shayfrance
1024.55	1065.65	Shaw
1197.44	1175.58	Shawnte
107.65	105	Shelster
1599.29	1558.72	Trillon
1268.42	1237.40	
673.38	658.96	
1705.30	1673.50	
1598.32	1560.57	
1462.44	1421.28	
900.10	888.37	
900.10	888.37	
190.18	185.24	
2270.48	2140.45	

	1821.68	1829.68
	579.46	583.98
	963.05	964.83
	482.28	472.65
	237.98	233.31
	614.57	602.55
	5269.67	5269.58
<b>Mutual</b>		
	2061.36	2062.94
Capital	1718.10	1694.40
Cost	965.95	965.95
Ind. Cap	104.54	987.24
	2259.03	2262.45
Long-T	237.83	238.69

Intercity C	115,80
Intercity D	108,88
Latitude C	144,40
Latitude D	135,86
Obitvs D	579,18
Plenitude C/D	160,90
Poste Gestion C	49119,08
Revenus Trimestr. D	5287,45
Solistic D	2956,66
Théora C	916,37
Théora D	894,11
<b>SOCIÉTÉ GÉNÉRALE</b>	
Actimozaire C	36888,61
Actimozaire D	91396,60
Cadenas 1 D	1079,50

119,67  
109,67  
144,36  
130,32  
170,67  
156,67  
119,49  
125,10  
230,17  
107,31  
152,38

**SYMBOLES**  
♦ cours du jour; ♦ cours p

**TOUTE LA BOUR**  
**3615 LE**

Publicité financière Le M

ricident.

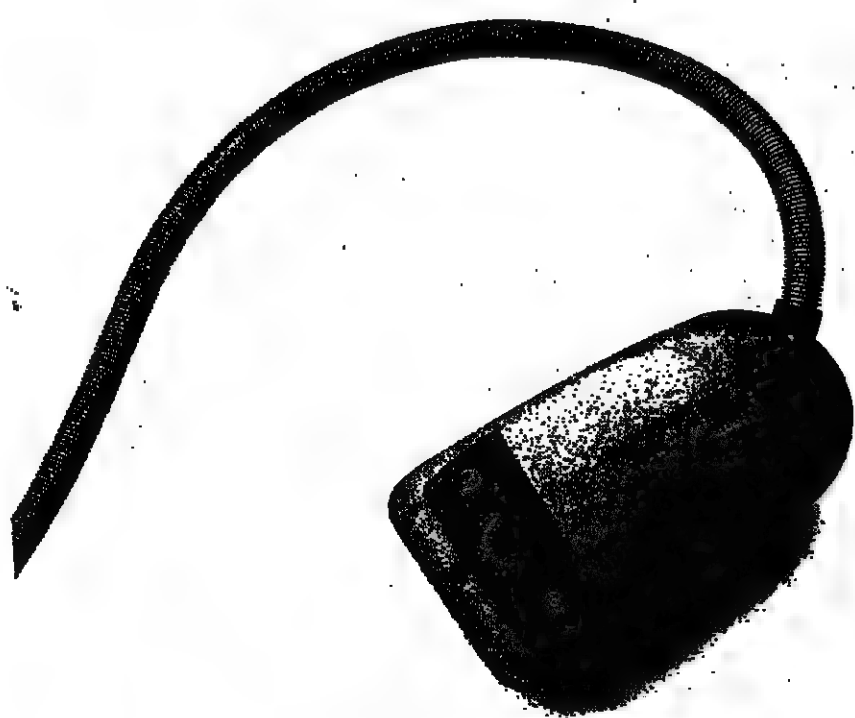
**SE EN DIRECT**

**MONDE**

onde : (1) 44 43 76 26

**(Publicité)**

## En matière d'investissement, qui peut lutter contre un Miele ?



# Miele

C'est le moment d'investir  
dans un lave-linge Miele, un sèche-linge Miele, un lave-vaisselle Miele, une plaque de cuisson Miele, un four  
Miele, une hotte Miele, un réfrigérateur Miele, un congélateur Miele, un aspirateur Miele...

Miele France, 9 av. Albert Einstein - ZI Le Coudray - 93151 Le Blanc Mesnil cedex. Tél. Service Clients : 49 99 44 76

Miele France, 9 av. Albert Einstein - ZI Le Coudray - 93151 Le Blanc Mesnil cedex. Tél. Service Consommateurs : 49 39 44 76



# Le Monde IMMOBILIER

appartements ventes

FÉDÉRATION NATIONALE  
DE L'IMMOBILIER  
PARIS - ÎLE-DE-FRANCE



QUALITÉ-SYNDIC

L'actualité oblige à revenir sur un événement intervenu ce 15 mai : la signature officielle du référentiel « Qualité-Syndic » par des associations de consommateurs et des organisations professionnelles (dont la FNAIM Paris-Île-de-France) représentatives du monde de la copropriété. Ce document détaillé et complet est désormais soumis à la validation des pouvoirs publics.

L'objectif est simple : permettre aux syndics de copropriétés qui le souhaitent et qui satisfont aux critères de qualité du référentiel d'obtenir, après audit par un organisme indépendant, la délivrance ou le renouvellement du label « Qualité-Syndic ».

Les copropriétaires pourront choisir en toute clarté leur prestataire ; les syndics professionnels seront jugés sur la qualité de leurs prestations.

Qui pourrait valablement soutenir que la transparence, la qualité et l'information des copropriétaires ne sont pas constamment à améliorer ? Une étape vient d'être franchie. C'est un premier pas marquant une évolution positive de la concertation entre organisations de professionnels et de consommateurs. Ce processus ne découragera que les partisans de l'immobilisme.

Jacques LAPORTE

Président de la Chambre FNAIM Paris-Île-de-France

LA MEILLEURE VUE SUR L'IMMOBILIER

3615 FNAIM (2,23 F/mn.)

locations  
offres

Paris

10<sup>ème</sup> MARIUS - ST PAUL  
Imm. neuve, duplex, rdg+1  
sur jardin, 3 p., 110 m²  
12 000 F net, 45-10-05-01

10<sup>ème</sup> Pdt, 5<sup>ème</sup> étage, balcon  
4 p., 80 m², 4<sup>ème</sup> asc.  
bail, Paris. Retrait net  
8 700 F net, 45-10-05-01

14<sup>ème</sup> proximité ALBESIA  
Strand, 4 p., 80 m², 4<sup>ème</sup> asc.  
bail, Paris. Retrait net  
8 700 F net, 45-10-05-01

14<sup>ème</sup> proximité ALBESIA  
beu 2 p., 2<sup>ème</sup> étage, asc.  
Patisserie, loquie  
4 900 F net, 45-10-05-01

14<sup>ème</sup> Parny, 3 pièces,  
cuisine équipée,  
très bon état, clair et calme  
3 500 F, 45-10-05-01

15<sup>ème</sup> proche Montparnasse  
100 m² au 10<sup>ème</sup> et dern. ét.,  
2 pds, balcon, grds lumin., pds  
de vis-à-vis, un bde liv., 1 ch.  
ou calme sur jard. privé,  
1 s. de bns, 1 s. d'eau, toi-  
lettes séparées, nombreux  
pièces, une cave, un bde  
terrasse, 11 000 F, charges  
comprises, 45-88-58-58  
part. à part.

10<sup>ème</sup> PTE DE LA MUETTE  
Gd Strand, 7 p., 350 m²  
2<sup>ème</sup> de, asc., 33 500 F + ch.  
Tél. : 45-10-05-01

10<sup>ème</sup> av. MOZART, 6 p., Pdt,  
200 m², 5<sup>ème</sup> asc., bns, pds,  
29 700 F net, 45-10-05-01

CHAMPS-ÉLYSÉES  
appt d'exception 220 m²  
34 pièces, 35 000 F c.c.  
15 45-88-58-58

10<sup>ème</sup> M<sup>re</sup> Crémée, 3 p., 85 m²,  
bail, 100 F c.c., bail imm.  
Tél. : 45-88-58-58

10<sup>ème</sup> M<sup>re</sup> Crémée, 3 p., 85 m²,  
bail, 100 F c.c., bail imm.  
Tél. : 45-88-58-58

10<sup>ème</sup> M<sup>re</sup> Crémée, 3 p., 85 m²,  
bail, 100 F c.c., bail imm.  
Tél. : 45-88-58-58

10<sup>ème</sup> M<sup>re</sup> Crémée, 3 p., 85 m²,  
bail, 100 F c.c., bail imm.  
Tél. : 45-88-58-58

10<sup>ème</sup> M<sup>re</sup> Crémée, 3 p., 85 m²,  
bail, 100 F c.c., bail imm.  
Tél. : 45-88-58-58

10<sup>ème</sup> M<sup>re</sup> Crémée, 3 p., 85 m²,  
bail, 100 F c.c., bail imm.  
Tél. : 45-88-58-58

10<sup>ème</sup> M<sup>re</sup> Crémée, 3 p., 85 m²,  
bail, 100 F c.c., bail imm.  
Tél. : 45-88-58-58

10<sup>ème</sup> M<sup>re</sup> Crémée, 3 p., 85 m²,  
bail, 100 F c.c., bail imm.  
Tél. : 45-88-58-58

10<sup>ème</sup> M<sup>re</sup> Crémée, 3 p., 85 m²,  
bail, 100 F c.c., bail imm.  
Tél. : 45-88-58-58

10<sup>ème</sup> M<sup>re</sup> Crémée, 3 p., 85 m²,  
bail, 100 F c.c., bail imm.  
Tél. : 45-88-58-58

10<sup>ème</sup> M<sup>re</sup> Crémée, 3 p., 85 m²,  
bail, 100 F c.c., bail imm.  
Tél. : 45-88-58-58

10<sup>ème</sup> M<sup>re</sup> Crémée, 3 p., 85 m²,  
bail, 100 F c.c., bail imm.  
Tél. : 45-88-58-58

10<sup>ème</sup> M<sup>re</sup> Crémée, 3 p., 85 m²,  
bail, 100 F c.c., bail imm.  
Tél. : 45-88-58-58

10<sup>ème</sup> M<sup>re</sup> Crémée, 3 p., 85 m²,  
bail, 100 F c.c., bail imm.  
Tél. : 45-88-58-58

10<sup>ème</sup> M<sup>re</sup> Crémée, 3 p., 85 m²,  
bail, 100 F c.c., bail imm.  
Tél. : 45-88-58-58

10<sup>ème</sup> M<sup>re</sup> Crémée, 3 p., 85 m²,  
bail, 100 F c.c., bail imm.  
Tél. : 45-88-58-58

10<sup>ème</sup> M<sup>re</sup> Crémée, 3 p., 85 m²,  
bail, 100 F c.c., bail imm.  
Tél. : 45-88-58-58

10<sup>ème</sup> M<sup>re</sup> Crémée, 3 p., 85 m²,  
bail, 100 F c.c., bail imm.  
Tél. : 45-88-58-58

10<sup>ème</sup> M<sup>re</sup> Crémée, 3 p., 85 m²,  
bail, 100 F c.c., bail imm.  
Tél. : 45-88-58-58

10<sup>ème</sup> M<sup>re</sup> Crémée, 3 p., 85 m²,  
bail, 100 F c.c., bail imm.  
Tél. : 45-88-58-58

10<sup>ème</sup> M<sup>re</sup> Crémée, 3 p., 85 m²,  
bail, 100 F c.c., bail imm.  
Tél. : 45-88-58-58

location  
demande

INTER-PROJET recherche  
sur Paris et Est parisien  
VOLUMES ATYPQUES  
15 45-88-58-58

locations  
meublées

Mairie sud 4 800 F c.c.  
Triplex 3 p., 1er, 12 250 F c.c.  
Quartier Latin 25 p., 10 000 F c.c.  
PARIS 1<sup>ère</sup> 3 p., 4<sup>ème</sup> asc. terrasse  
18 600 F c.c.

ST-MANDE face bois vaste  
2 p., 80 m², 4<sup>ème</sup> asc.  
Tél. : 45-88-58-58

ST-MANDE face bois vaste  
2 p., 80 m², 4<sup>ème</sup> asc.  
Tél. : 45-88-58-58

ST-MANDE face bois vaste  
2 p., 80 m², 4<sup>ème</sup> asc.  
Tél. : 45-88-58-58

ST-MANDE face bois vaste  
2 p., 80 m², 4<sup>ème</sup> asc.  
Tél. : 45-88-58-58

ST-MANDE face bois vaste  
2 p., 80 m², 4<sup>ème</sup> asc.  
Tél. : 45-88-58-58

ST-MANDE face bois vaste  
2 p., 80 m², 4<sup>ème</sup> asc.  
Tél. : 45-88-58-58

ST-MANDE face bois vaste  
2 p., 80 m², 4<sup>ème</sup> asc.  
Tél. : 45-88-58-58

ST-MANDE face bois vaste  
2 p., 80 m², 4<sup>ème</sup> asc.  
Tél. : 45-88-58-58

ST-MANDE face bois vaste  
2 p., 80 m², 4<sup>ème</sup> asc.  
Tél. : 45-88-58-58

ST-MANDE face bois vaste  
2 p., 80 m², 4<sup>ème</sup> asc.  
Tél. : 45-88-58-58

ST-MANDE face bois vaste  
2 p., 80 m², 4<sup>ème</sup> asc.  
Tél. : 45-88-58-58

ST-MANDE face bois vaste  
2 p., 80 m², 4<sup>ème</sup> asc.  
Tél. : 45-88-58-58

ST-MANDE face bois vaste  
2 p., 80 m², 4<sup>ème</sup> asc.  
Tél. : 45-88-58-58

ST-MANDE face bois vaste  
2 p., 80 m², 4<sup>ème</sup> asc.  
Tél. : 45-88-58-58

ST-MANDE face bois vaste  
2 p., 80 m², 4<sup>ème</sup> asc.  
Tél. : 45-88-58-58

ST-MANDE face bois vaste  
2 p., 80 m², 4<sup>ème</sup> asc.  
Tél. : 45-88-58-58

ST-MANDE face bois vaste  
2 p., 80 m², 4<sup>ème</sup> asc.  
Tél. : 45-88-58-58

ST-MANDE face bois vaste  
2 p., 80 m², 4<sup>ème</sup> asc.  
Tél. : 45-88-58-58

ST-MANDE face bois vaste  
2 p., 80 m², 4<sup>ème</sup> asc.  
Tél. : 45-88-58-58

7<sup>ème</sup> arrondissement

BEAUBOURG  
Rue Bernard-de-Clairvaux  
5 p., Terrasse, 60 m², asc., part.  
2 270 000 F - 45-20-32-71

SUR COUR D'HONNEUR  
Hôtel particulier rénové  
3 p., 150 m², 150 000 F  
Tél. : 45-78-54-33

12<sup>ème</sup> arrondissement

12<sup>ème</sup> arrondissement  
Rue J.-de-Méville - 63 m²  
Imm. neuve, 150 000 F - 45-20-32-71

13<sup>ème</sup> arrondissement

13<sup>ème</sup> arrondissement  
Rue J.-de-Méville - 63 m²  
Imm. neuve, 150 000 F - 45-20-32-71

14<sup>ème</sup> arrondissement

14<sup>ème</sup> arrondissement  
Rue J.-de-Méville - 63 m²  
Imm. neuve, 150 000 F - 45-20-32-71

15<sup>ème</sup> arrondissement

15<sup>ème</sup> arrondissement  
Rue J.-de-Méville - 63 m²  
Imm. neuve, 150 000 F - 45-20-32-71

16<sup>ème</sup> arrondissement

16<sup>ème</sup> arrondissement  
Rue J.-de-Méville - 63 m²  
Imm. neuve, 150 000 F - 45-20-32-71

17<sup>ème</sup> arrondissement

17<sup>ème</sup> arrondissement  
Rue J.-de-Méville - 63 m²  
Imm. neuve, 150 000 F - 45-20-32-71

18<sup>ème</sup> arrondissement

18<sup>ème</sup> arrondissement  
Rue J.-de-Méville - 63 m²  
Imm. neuve, 150 000 F - 45-20-32-71

19<sup>ème</sup> arrondissement

19<sup>ème</sup> arrondissement  
Rue J.-de-Méville - 63 m²  
Imm. neuve, 150 000 F - 45-20-32-71

20<sup>ème</sup> arrondissement

20<sup>ème</sup> arrondissement  
Rue J.-de-Méville - 63 m²  
Imm. neuve, 150 000 F - 45-20-32-71

21<sup>ème</sup> arrondissement

21<sup>ème</sup> arrondissement  
Rue J.-de-Méville - 63 m²  
Imm. neuve, 150 000 F - 45-20-32-71

22<sup>ème</sup> arrondissement

22<sup>ème</sup> arrondissement  
Rue J.-de-Méville - 63 m²  
Imm. neuve, 150 000 F - 45-20-32-71

23<sup>ème</sup> arrondissement

23<sup>ème</sup> arrondissement  
Rue J.-de-Méville - 63 m²  
Imm. neuve, 150 000 F - 45-20-32-71

24<sup>ème</sup> arrondissement

24<sup>ème</sup> arrondissement  
Rue J.-de-Méville - 63 m²  
Imm. neuve, 150 000 F - 45-20-32-71

25<sup>ème</sup> arrondissement

25<sup>ème</sup> arrondissement  
Rue J.-de-Méville - 63 m²  
Imm. neuve, 150 000 F - 45-20-32-71

26<sup>ème</sup> arrondissement

26<sup>ème</sup> arrondissement  
Rue J.-de-Méville - 63 m²  
Imm. neuve, 150 000 F - 45-20-32-71

27<sup>ème</sup> arrondissement

27<sup>ème</sup> arrondissement  
Rue J.-de-Méville - 63 m²  
Imm. neuve, 150 000 F - 45-20-32-71

28<sup>ème</sup> arrondissement

28<sup>ème</sup> arrondissement  
Rue J.-de-Méville - 63 m²  
Imm. neuve, 150 000 F - 45-20-32-71

12<sup>ème</sup> arrondissement

12<sup>ème</sup> arrondissement  
Rue J.-de-Méville - 63 m²  
Imm. neuve, 150 000 F - 45-20-32-71

13<sup>ème</sup> arrondissement

13<sup>ème</sup> arrondissement  
Rue J.-de-Méville - 63 m²  
Imm. neuve, 150 000 F - 45-20-32-71

14<sup>ème</sup> arrondissement

14<sup>ème</sup> arrondissement  
Rue J.-de-Méville - 63 m²  
Imm. neuve, 150 000 F - 45-20-32-71

15<sup>ème</sup> arrondissement

15<sup>ème</sup> arrondissement  
Rue J.-de-Méville - 63 m²  
Imm. neuve, 150 000 F - 45-20-32-71

16<sup>ème</sup> arrondissement

16<sup>ème</sup> arrondissement  
Rue J.-de-Méville - 63 m²  
Imm. neuve, 150 000 F - 45-20-32-71

17<sup>ème</sup> arrondissement

17<sup>ème</sup> arrondissement  
Rue J.-de-Méville - 63 m²  
Imm. neuve, 150 000 F - 45-20-32-71

18<sup>ème</sup> arrondissement

18<sup>ème</sup> arrondissement  
Rue J.-de-Méville - 63 m²  
Imm. neuve, 150 000 F - 45-20-32-71

19<sup>ème</sup> arrondissement

19<sup>ème</sup> arrondissement  
Rue J.-de-Méville - 63 m²  
Imm. neuve, 150 000 F - 45-20-32-71

20<sup>ème</sup> arrondissement

20<sup>ème</sup> arrondissement  
Rue J.-de-Méville - 63 m²  
Imm. neuve, 150 000 F - 45-20-32-71

21<sup>ème</sup> arrondissement

21<sup>ème</sup> arrondissement  
Rue J.-de-Méville - 63 m²  
Imm. neuve, 150 000 F - 45-20-32-71

22<sup>ème</sup> arrondissement

22<sup>ème</sup> arrondissement  
Rue J.-de-Méville - 63 m²  
Imm. neuve, 150 000 F - 45-20-32-71

23<sup>ème</sup> arrondissement

23<sup>ème</sup> arrondissement  
Rue J.-de-Méville - 63 m²  
Imm. neuve, 150 000 F - 45-20-32-71

24<sup>ème</sup> arrondissement

24<sup>ème</sup> arrondissement  
Rue J.-de-Méville - 63 m²  
Imm. neuve, 150 000 F - 45-20-32-71

25<sup>ème</sup> arrondissement

25<sup>ème</sup> arrondissement  
Rue J.-de-Méville - 63 m²  
Imm. neuve, 150 000 F - 45-20-32-71

26<sup>ème</sup> arrondissement

26<sup>ème</sup> arrondissement  
Rue J.-de-Méville - 63 m²  
Imm. neuve, 150 000 F - 45-20-32-71

27<sup>ème</sup> arrondissement

27<sup>ème</sup> arrondissement  
Rue J.-de-Méville - 63 m²  
Imm. neuve, 150 000 F - 45-20-32-71

28<sup>ème</sup> arrondissement

28<sup>ème</sup> arrondissement  
Rue J.-de-Méville - 63 m²  
Imm. neuve, 150 000 F - 45-20-32-71

29<sup>ème</sup> arrondissement

29<sup>ème</sup> arrondissement  
Rue J.-de-Méville - 63 m²  
Imm. neuve, 150 000 F - 45-20-32-71

30<sup>ème</sup> arrondissement

30<sup>ème</sup> arrondissement  
Rue J.-de-Méville - 63 m²  
Imm. neuve, 150 000 F - 45-20-32-71

12<sup>ème</sup> arrondissement

12<sup>ème</sup> arrondissement  
Rue J.-de-Méville - 63 m²  
Imm. neuve, 150 000 F - 45-20-32-71

13<sup>ème</sup> arrondissement

13<sup>ème</sup> arrondissement  
Rue J.-de-Méville - 63 m²  
Imm. neuve, 150 000 F - 45-20-32-71

14<sup>ème</sup> arrondissement

14<sup>ème</sup> arrondissement  
Rue J.-de-Méville - 63 m²  
Imm. neuve, 150 000 F - 45-20-32-71

15<sup>ème</sup> arrondissement

15<sup>ème</sup> arrondissement  
Rue J.-de-Méville - 63 m²  
Imm. neuve, 150 000 F - 45-20-32-71

16<sup>ème</sup> arrondissement

16<sup>ème</sup> arrondissement  
Rue J.-de-Méville - 63 m²  
Imm. neuve, 150 000 F - 45-20-32-71

17<sup>ème</sup> arrondissement

17<sup>ème</sup> arrondissement  
Rue J.-de-Méville - 63 m²  
Imm. neuve, 150 000 F - 45-20-32-71

18<sup>ème</sup> arrondissement

18<sup>ème</sup> arrondissement  
Rue J.-de-Méville - 63 m²  
Imm. neuve, 150 000 F - 45-20-32-71



REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / JEUDI 30 MAI 1996 / 21

# Le Monde IMMOBILIER

POUR ACHETER, VENDRE, LOUER

## LE RENDEZ-VOUS DU NEUF

Les opportunités pour acheter, investir...

### LE MARCHÉ, LES CONSEILS DE LA FNPC



#### DEMAIN LA VILLE

La Fédération nationale des promoteurs-constructeurs tiendra son prochain Congrès national le 6 juin 1996 à Lille (Grand Palais), sur le thème: "Demain la Ville".

Cette journée, présidée par André ANTOLINI, sera consacrée à établir un diagnostic des dysfonctionnements majeurs de nos villes et à proposer des solutions de nature à y remédier. Des personnalités de tous secteurs, universitaires, architectes, hommes politiques et, bien sûr, promoteurs, participeront à ces débats.

Une exposition technique accueillera les sociétés désireuses de présenter leurs derniers produits et services dans le domaine de l'immobilier.

Cette manifestation bénéficiera notamment du concours du Groupe Crédit Foncier de France et de Gaz de France.

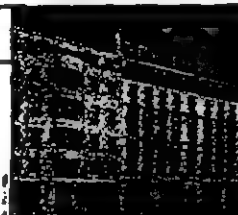
Renseignements: FNPC,  
106 rue de l'Université - 75007 PARIS  
Tél. 47 05 44 36 - Fax 47 53 92 73

### PARIS RIVE DROITE

#### 2<sup>e</sup> arrondissement

##### Vieux Opéra

49/51, rue Vivienne.  
Réalisation:  
FONCIÈRE SAÏS  
Groupe SUEZ  
216, bd Saint-Germain  
75007 PARIS  
Tél.: 45.49.52.52.



Du studio au 5 pièces.  
Prix: 23.200 F le m<sup>2</sup> moyen.  
Au cœur du quartier de la Bourse et de l'Opéra, à quelques pas de Drouot, là où le prestige des arts s'associe au dynamisme des affaires, se dresse l'élegante façade de Vieux Opéra. 11 appartements, confortables et lumineux, de studio à 5 pièces, à l'appartement familial de 5 pièces. Ils sont accueillis par un hall particulièrement raffiné.  
Tél.: 45.49.52.52.

FONCIÈRE SAÏS

#### 8<sup>e</sup> arrondissement

##### 35, rue du Rocher

Réalisation et  
Commercialisation:  
PARIS-OUEST  
IMMOBILIER



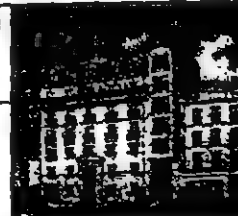
23 logements de studio au 5 pièces.  
Prix moyen 28.000 F le m<sup>2</sup>.  
Magnifique immeuble neuf, au cœur d'un prestigieux quartier et d'un authentique hôtel particulier rénové.  
Livraison 3<sup>e</sup> trimestre 1997.  
Bureau de vente sur place. Tél.: 45.87.48.49. Ouvert du mardi au vendredi de 14 h à 19 h, samedi de 11 h à 13 h et de 14 h à 19 h.

PARIS OUEST

#### 16<sup>e</sup> arrondissement

##### Résidence Saint-Martin

61, rue Bichat.  
Nouveaux programmes.  
Prix de lancement.  
Réalisation:  
FRANCE  
CONSTRUCTION  
Tél.: 46.03.22.00.  
7 jours/7, de 9 h à 19 h.



Téléphone tout de suite au 46.03.22.00 pour être partie des privilégiés!  
Profitez des nouvelles normes gouvernementales.  
Une superbe résidence de 28 appartements seulement, du studio au 5 pièces. Proche du Canal Saint-Martin et de l'Église de Nord. Une architecture raffinée pour une belle façade au caducéon, avec de nombreux balcons ou terrasses extérieures pleines sud. Prestations particulièrement soignées.  
Bureau de vente: angle rue Bichat et Quai de Jemmapes, ouvert: mardi, jeudi et vendredi de 14 h à 19 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h à 13 h 30 et de 14 h à 19 h.

FRANCE CONSTRUCTION

#### 17<sup>e</sup> arrondissement

##### Villa Gambetta

Appartement familial.  
Réalisation:  
FONCIÈRE SAÏS  
Groupe SUEZ  
216, bd Saint-Germain  
75007 PARIS  
Tél.: 45.49.52.52.

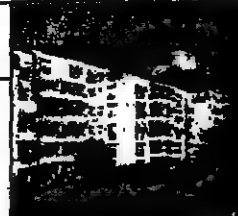


Du studio au 4 pièces duplex.  
20.000 F le m<sup>2</sup> moyen.  
Studio à 200 mètres de la place Gambetta et de son célèbre et à quelques pas seulement de la rue des Pyramides, la Villa Gambetta vous propose une grande diversité d'appartements de caractère, nouveaux protégés de la tour, balcon ou jardin. Bureau de vente et appartement d'essai ouvert tous les après-midi de 14 h à 19 h sauf le mardi et le mercredi.  
Tél.: 45.49.52.52.

FONCIÈRE SAÏS

##### Espace St-Fargues

3, place de l'adjudant  
Vincennes.  
Réalisation: SINVIM  
44, rue Jacques Ibert  
92 Levallois  
Adresse postale:  
75835 Paris Cedex 17  
Tél.: 41.05.31.31.



26 logements. Du studio au 5 pièces. Studio-terrace: 2<sup>e</sup> étage: 47.000 F. Livraison: 1<sup>er</sup> trimestre 1997.  
Vos appartements ont une conception moderne, conçue sur les 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> étages, avec une grande luminosité (fenêtres à double vitrage). Chauffage individuel par radiateurs (chauffage à l'eau chaude). Prix à partir de 0 F. Du lundi au vendredi: 9 h - 12 h 30 et 14 h - 18 h, le samedi: 9 h - 12 h 30 et 14 h - 17 h. Tél.: 41.05.31.31. Bureau de vente sur place ouvert tous les jours (WE comp.) sauf samedi et dimanche de 11 h à 13 h et de 14 h à 19 h. Lundi ouvert à 14 h. Tél.: 41.05.31.31.

SINVIM

## LE RENDEZ-VOUS DU NEUF

LES OPPORTUNITÉS POUR ACHETER, INVESTIR...

### PARIS RIVE GAUCHE

#### NOUVEAU PROGRAMME

1-3, rue Racine.  
Réalisation:  
KAUFMAN  
ET BROAD



Du studio au 5 pièces.  
33.000 F le m<sup>2</sup> moyen.  
A 500 mètres de la place du Panthéon, Kaufman et Broad réalise un immeuble de 26 appartements dans ce quartier chargé d'histoire. Cet immeuble bénéficie de prestations de grande qualité.  
Renseignements et vente au: 45.41.72.72.

KAUFMAN BROAD

#### Proche Abbaye

Avenue du  
Général Leduc.  
Réalisation:  
FONCIÈRE SAÏS  
Groupe SUEZ  
216, bd Saint-Germain  
75007 PARIS  
Tél.: 45.49.52.52.



Du 2 pièces au 4 pièces duplex.  
24.200 F le m<sup>2</sup> moyen.  
Dans le quartier animé et agréable d'Abbaye, 4 appartements de 2 à 5 pièces bénéficient d'une vue dégagée.  
Livraison: immédiate.  
Renseignements et vente: tél. 45.49.52.52.

FONCIÈRE SAÏS

#### Closerie-Montparnasse

Rue Froidevaux.  
Réalisation:  
FONCIÈRE SAÏS  
Groupe SUEZ  
216, bd Saint-Germain  
75007 PARIS  
Tél.: 45.49.52.52.



Du studio au 4 pièces, quelques duplex.  
26.300 F le m<sup>2</sup> moyen.  
Entre Montparnasse et Dardot-Rochereau dans l'une des rues les plus calmes de Montparnasse.  
Quelques appartements ont une vue dégagée sur tout Paris.  
Livraison: 1<sup>er</sup> trimestre 1997.  
Renseignements et vente: tél. 45.49.52.52.

FONCIÈRE SAÏS

#### Villa Marguerite

102/108, rue de l'Abbé Grégoire.  
Un programme ambitieux à découvrir absolument.  
Réalisation:  
FRANCE  
CONSTRUCTION  
Tél.: 46.03.22.00.  
7 jours/7, de 9 h à 19 h.



Projet des nouvelles normes gouvernementales.  
Prix à partir de 23.500 F le m<sup>2</sup> hors parking et dans la limite du stock disponible.  
Choisissez le meilleur de 1<sup>er</sup> arrondissement! A deux pas du métro Convention et des commerces, un programme de très grand standing sur jardins intérieurs: 47 appartements du studio au 5 pièces duplex avec caves et parking en sous-sol et 6 maisons de ville de 5 et 6 pièces. Le même au cœur d'un véritable quartier parisien.  
Bureau de vente ouvert sur place: mardi, jeudi et vendredi de 14 h à 19 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h à 13 h et de 14 h à 19 h.

FRANCE CONSTRUCTION

#### 62, rue Saint-Denis

Réalisation:  
REYRE  
48, avenue Raymond-  
Fulcrand - 75116 Paris  
N° Vert: 05.33.59.00.



33 appartements. Du studio au 5 pièces, 29.500 F le m<sup>2</sup> moyen.  
Entre Victor-Hugo et Drouot, au cœur de l'un des meilleurs quartiers du 1<sup>er</sup> arrondissement, à deux pas de la rue de la Fosse et du lycée Jussieu-Sully, 2 autres résidences neuves. De belles prestations pour de très beaux appartements. Tout le confort s'ajoute avec le confort le plus actuel pour faire de ces appartements des espaces de vie privilégiés. Parking en sous-sol. Renseignements et vente: tous les jours de 10 h à 13 h et de 14 h à 19 h, sauf dimanche, 48, avenue Raymond-Fulcrand - 75116 Paris - N° Vert: 05.33.59.00.

REYRE

### RÉGION PARISIENNE

#### Les Villas Longueuil

Avenue de Longueuil.  
Réalisation:  
FONCIÈRE SAÏS  
Groupe SUEZ  
216, bd Saint-Germain  
75007 PARIS  
Tél.: 45.49.52.52.



Du studio au 5 pièces.  
17.500 F le m<sup>2</sup> moyen.  
Une diversité d'appartements de qualité sur avenue aux caractéristiques exceptionnelles d'habitat ou sur jardin.  
Une des plus belles résidences de Melrose-Lafayette à 150 m. du RER, du Parc et à quelques pas de la Forêt de Saint-Germain. Bureau de vente sur place: 20, avenue de Longueuil, 78000 Melrose-Lafayette, ouvert tous les après-midi de 14 h à 19 h sauf le mardi et mercredi.  
Tél.: 45.49.52.52.

FONCIÈRE SAÏS

#### Les Estudines

Paris-Levallois  
30, rue Victor-Hugo.  
Réalisation:  
RÉSIDE ETUDES  
42, avenue Georges V,  
75008 PARIS  
Tél.: 47.57.91.25

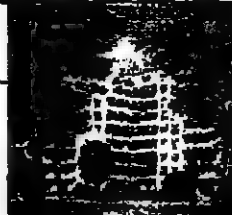


Studio à partir de 371.000 F.  
Investissement locatif. Emplacement exceptionnel, à proximité de Paris XVII<sup>e</sup>, proche gare et commerces. Revenus locatifs garantis. Réamortissement de TVA. Reste quelques appartements en lot à l'habitation.  
Renseignements: RÉSIDE ETUDES, bureau de vente ouvert tous les jours de 10 h à 19 h, sauf le dimanche.  
Tél.: 47.57.91.25.

RÉSIDE ETUDES

#### 35-43 rue Roque-de-Fillol

8-12 rue de l'Occident.  
Réalisation: SINVIM  
44, rue Jacques Ibert  
92 Levallois  
Adresse postale:  
75835 Paris Cedex 17  
Tél.: 41.05.31.31.



38 logements de studio au 5 pièces à partir de 19.850 F le m<sup>2</sup>. Livraison immédiate.  
Paris est trop cher. Neuf plus encore. Alors traversez la Seine. Commande de rachat et garantie locative possibles (possibilités à conditionner, possibilité). Prix à partir de 0 F. Du lundi au vendredi: 9 h - 12 h 30 et 14 h - 18 h, samedi: 9 h - 12 h 30 et 14 h - 17 h. Tél.: 41.05.31.31. Bureau de vente et appartement d'essai ouvert tous les jours (WE comp.) sauf samedi et dimanche de 11 h à 13 h et de 14 h à 19 h. Lundi ouvert à 14 h. Tél.: 41.05.31.31.

SINVIM



JOURNAL OFFICIEL

DISPARITIONS

■ **EDMOND GERRER**, ancien maire de Colmar (UDF-CDS), est mort, dimanche 26 mai, des suites d'une longue maladie. Né le 19 septembre 1919, Edmond Gerrer, professeur de philosophie, membre du MRP depuis 1948, avait commencé sa carrière politique en entrant au conseil municipal de Colmar en 1953. Vice-président du conseil régional d'Alsace, de 1986 à 1988, il est élu député de la 1<sup>re</sup> circonscription du Haut-Rhin en 1988. Aux élections législatives de 1993, il est battu au premier tour par son ancien suppléant, Gilbert Meyer (RPR). Ce dernier lui succède également, en 1995, à la tête de la mairie de Colmar. Edmond Gerrer ne s'était pas représenté, après avoir été maire de Colmar pendant dix-huit ans.

■ **ALEXANDER LANGSDORF**, physicien qui avait activement participé à la fabrication de la bombe atomique américaine au

sein du programme Manhattan, est mort, vendredi 24 mai, à l'âge de quatre-vingt-trois ans, des suites d'une opération de la hanche, au Elmhurst Memorial Hospital près de Chicago. Né le 30 mai 1912 à Saint-Louis (Missouri), Alexander Langsdorf était diplômé du MIT (1937). Après une courte période passée à Berkeley, à l'université de Californie, il rejoint le National Laboratory d'Argonne dans l'Illinois en 1943. A ce titre, il participera au programme Manhattan, grâce notamment à la transformation d'un cyclotron qu'il avait construit pour la recherche médicale et qu'il adapte pour isoler les atomes de plutonium nécessaires à la fabrication d'une bombe atomique américaine. Plus tard, il apportera son concours à la construction de la première pile atomique à eau lourde, celle-là même qui succéda au réacteur assemblé sous les gradins du stade de l'université de

Chicago par l'équipe de Fermi, pour réaliser la première réaction en chaîne et aidera à la construction d'une autre destinée à l'étude des neutrons.

■ **GERARDO RUEDA**, peintre et sculpteur espagnol, est mort, samedi 25 mai, à Madrid. Il était âgé de soixante-dix ans. Ce représentant de l'abstraction pure en Espagne, qui avait commencé sa carrière au lendemain de la guerre, avait été figuratif pendant une dizaine d'années avant de passer à l'abstraction. Travaillant volontiers avec une palette assourdie mettant en jeu le noir, le bleu et le gris, il en était venu à élaborer de grands monochromes géométrisés par de légères déviations de matière. Ses préoccupations d'« art concret » allaient s'affirmer aussi dans la réalisation de reliefs en bois et en métal. Récemment, l'Institut d'art moderne de Valence (IVAM, Espagne) lui avait consacré une rétrospective.

Au *Journal officiel* du jeudi 23 mai est publié :

■ **Accords internationaux** : un décret portant publication de l'accord de coopération administrative mutuelle pour la prévention, la recherche et la répression des infractions douanières entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République fédérative du Brésil.

■ **Au Journal officiel** du vendredi 24 mai sont publiés :

■ **Accords internationaux** : un décret portant publication de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République de Croatie relatif à la réadmission des personnes en situation irrégulière.

■ **Alpes** : un décret portant publication de la Convention sur la protection des Alpes.

■ **Services publics** : un arrêté portant nomination au Comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics.

■ **Sénatoriale** : un décret portant convocation des électeurs du département de la Manche, le 7 juillet, en vue de procéder à l'élection d'un sénateur. Cette élection fait suite à la démission de Jean-Pierre Tizon (UDF).

Au *Journal officiel* du samedi 25 mai sont publiés :

■ **Violence à l'école** : une circulaire relative à la coopération entre le ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, le ministère de la justice, le ministère de l'intérieur, pour la prévention de la violence en milieu scolaire.

■ **Nouvelle-Calédonie** : un décret fixant la quote-part pour l'année 1996 des ressources du budget du territoire de la Nouvelle-Calédonie destinée à alimenter le fonds intercommunal de péréquation pour le fonctionnement des communes.

■ **Recherche** : un décret relatif au Conseil national de l'enseigne-

ment supérieur et de la recherche.

■ **Amiante** : un décret modifiant et complétant les tableaux des maladies professionnelles. Il ajoute les affections consécutives à l'inhalation de poussières d'amiante.

■ **Sécurité sociale** : un décret relatif à la gestion comptable des organismes de sécurité sociale du régime général.

Au *Journal officiel* du dimanche 26 mai est publié :

■ **Guadeloupe** : un décret relatif à la coopération régionale Caraïbes-Guyanes. Ce texte prévoit que le préfet de la région Guadeloupe anime et coordonne les actions de l'Etat au titre de la coopération régionale dans la région géographique des Caraïbes et des Guyanes intéressantes les départements français d'Amérique, en liaison avec les chefs de postes diplomatiques dans les Etats de la région et les préfets de Guyane et de Martinique, dans le respect de leurs compétences respectives.

AU CARNET DU MONDE

Naissances

■ **Maman DERDEVET**, a la très grande joie d'annoncer la naissance de son petit frère

**Julien**  
le 28 mai 1996 à Paris.  
Martine et Michel Derdevet,  
52, rue Balard,  
75013 Paris.

Mariages

■ **Clémentine, Antoine, Clara, Hugo**, ont l'honneur de faire part du mariage de leurs parents

**Caroline MORITZ**  
et  
**Bertrand VIELLARD**,  
qui a eu lieu le samedi 25 mai 1996.  
14, rue du Moulinet,  
75013 Paris.

Décès

■ Le conseil général des Ponts et Chaussées a la tristesse de faire part du décès, après une longue maladie, de

**Pierre ARBEFUEILLE**,  
inspecteur général de l'équipement,  
officier de la Légion d'honneur,  
commandeur  
de l'Ordre national du Mérite.

Le 25 mai 1996, dans sa soixante-cinquième année.  
Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

■ Sa famille et ses amis  
ont la tristesse de faire part du décès de

**Louis BOZON-VERDURAZ**,  
chevalier de la Légion d'honneur,  
Médaille de la Résistance.  
survenu à Lyon, le 25 mai 1996, dans sa  
quatre-vingt-septième année.

14, rue Martin,  
69003 Lyon,  
45, rue Mari-Dormoy,  
75018 Paris.

Lisa CAPDEVILLE-TEISSIERE

Elle aimait la vie et nous l'aimions.  
Son vœu a cessé le 20 mai 1996.

Le corps ensermé l'esprit dans une  
forteresse ; bientôt la forteresse est assiégée  
de toutes parts et il faut à la fin que  
l'esprit se rende. » M. Frost.

ABONNEMENT VACANCES

code ABO

Vous êtes abonné (e)

Faites suivre ou suspendre votre abonnement pendant vos vacances :

● Par téléphone : (16-1) 49 60 32 90  
de 8 heures 30 à 17 heures.

● En nous retournant ce bulletin au  
moins 12 jours à l'avance sans  
oublier de nous indiquer votre  
numéro d'abonnement (en haut à  
gauche de la « une » de votre jour-  
nal).

Récover le Monde sur le lieu de vos vacances.  
Retournez-nous au moins 12 jours à l'avance  
ce bulletin accompagné de votre règlement.

DURÉE	FRANCE
<input type="checkbox"/> 2 semaines (10 n°)	81 F
<input type="checkbox"/> 3 semaines (15 n°)	126 F
<input type="checkbox"/> 1 mois (26 n°)	191 F
<input type="checkbox"/> 2 mois (52 n°)	380 F
<input type="checkbox"/> 3 mois (78 n°)	536 F
<input type="checkbox"/> 12 mois (312 n°)	1890 F

Date et signature obligatoires

■ Le docteur Hélène Chaigneau,  
sa fille,  
les familles Bernard, David, Chai-  
gneau,  
amis et amis,  
font part du décès de

**M<sup>me</sup> Alice CHAIGNEAU**  
née DAVID,  
ancienne adjointe au maire de Fontaine,  
survenue le 15 mai 1996 dans sa qua-  
rante-neuvième année.  
et remercient les personnes prenant part à  
leur peine.

Mariages

■ **M<sup>me</sup> Annie-Béatrice Clément**,  
M<sup>me</sup> Charles Formento-Clément,  
M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Yves Clément,  
ses frères et sœurs,

M<sup>me</sup> Hans Peter Schulz,  
M<sup>me</sup> Paolo Cesare Fichera,  
ont la douleur de faire part du décès de  
**M. Bernard CLÉMENT**,  
survenu le 23 mai 1996.

La cérémonie religieuse sera célébrée  
le jeudi 30 mai à 15 heures, en l'église  
Saint-Sébastien, 1, rue des Prêtres-Saint-  
Sébastien, à Paris-5<sup>e</sup>, où l'on se réunira.

20, bd de la Bastille,  
75012 Paris.

■ On nous prie d'annoncer le décès,  
survenu le 18 mai 1996, de

**M<sup>me</sup> Alexandre FISCHER RAVEL**,  
dû de la part de  
M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> M. Tourin,  
M. C. Ravel,  
M<sup>me</sup> Ch. Ravel,  
ses enfants,  
de ses petits-enfants et arrière-petits-en-  
fants Seneclé.

83680 La Garde-Freinet,  
52, rue de Chabrol,  
75010 Paris,  
5, rue des Quatre-Vents,  
75008 Paris.

14, rue Martin,  
69003 Lyon,  
45, rue Mari-Dormoy,  
75018 Paris.

Michel FROMENT

tiement à vous faire part de son décès  
survenu dans la soirée du jeudi 25 mai  
1996.

La levée du corps aura lieu le jeudi  
30 mai à 8 h 45 au CHU de Bicêtre, au  
pavillon Giovanni-Morand avant d'être  
acheminé vers la Belgique où ses cendres  
seront dispersées.

Toute personne concernée désirant  
faire acte de présence y sera bienvenue.

■ Les familles Pessu et Guyon,  
Ses enfants :  
Françoise van Rossum-Guyon,  
Paul-Marie et Françoise Guyon,  
Robert et Marie Guyon,  
Catherine et Pascal Marry,  
Claire et Lucie Morère,  
Gaston et Lucienne Guyon ;  
Ses petits-enfants,  
Ses amis,  
Tous ceux qui ont partagé ses engage-  
ments,  
ont la tristesse de faire part du décès de

**Elisabeth GUYON**,  
née PESSU  
Elle s'est éteinte chez elle, dans la nuit  
du 23 au 24 mai 1996, à l'âge de qua-  
rante-six ans.  
Elle a rejoint  
Bernard.

Mariages

Ses derniers jours furent rayonnants.

La cérémonie religieuse a eu lieu dans  
l'intimité familiale.

Guyon-Morère,  
45, rue Rébeval,  
75019 Paris.

■ Marijane Klein,  
Catherine et Anthony Ogné,  
Antoinette et Jacques Hatzfeld,  
et leur fille Laure,  
Hélène et Raymond-Josée Seclat,  
et leurs enfants,  
Pauline et Henri,  
Ses enfants et petits-enfants,  
sont les familles parentes  
et les amis  
ont la tristesse de faire part du décès de

**M<sup>me</sup> Marc KLEIN**,  
née Louisa SCHWARTZ,  
survenue le 25 mai 1996, dans sa qua-  
rante-deuxième année.

On se réunira le lundi 3 juin 1996, à  
14 h 30 en la grande chapelle du cimetière  
Nord, place des Peupliers, à Strasbourg,  
après l'inhumation.

Ces avis tiennent lieu de faire-part.  
30, rue de l'Université,  
67000 Strasbourg.

■ La maladie a emporté

Janick LANCEN

chercheur à l'ORSTOM,  
le 15 mai 1996.

Notre peine est immense.

Le Dr.  
6, allée J.-Berl,  
92220 Bagneux.

■ Catherine, Olivier et Chantal,  
Gabriel et Maryse Murat,  
ses enfants,  
Marcelle Murat,  
sa belle-sœur,  
Anne-Marie et Pierre Descailla,  
ses neveux,  
font part du décès de

**Renée MURAT**,  
née MESSAGE,  
survenue à Libourne le 26 mai 1996.

Mariages

La cérémonie aura lieu à la chapelle de  
l'hôpital Robert-Boulin à Libourne  
(Gironde), le jeudi 30 mai à 14 h 30.  
L'inhumation se fera au cimetière  
Quenault à Libourne.

Cette annonce tient lieu de faire-part.

**M. Jean-Marie POUY**,  
artiste peintre,  
survenu à Nice le 27 mai 1996, dans sa  
cinquante-deuxième année.

Nice, Saint-Laurent-du-Var.

■ Colette Poulloix,  
son épouse,  
Ses enfants, ses petits-enfants,  
Henriette Puchant,  
sa sœur,  
Ses enfants, ses petits-enfants,  
ont la tristesse de faire part du décès de

**Jean POUILLON**,  
ancien professeur d'épigraphie grecque à  
la faculté des lettres de Lyon,  
le 23 mai 1996 dans sa soixante-dix-neu-  
vième année.

L'inhumation a eu lieu le 25 mai au ci-  
metière de Seneclé (Rhône) dans l'inti-  
mité.

« Y a-t-il quelqu'un, n'y a-t-il personne ?  
L'homme est le rêve d'une autre. »  
Pascal.

SI ou le souvenir, dans la CIMADE

CCP 40 5887 Y Paris.

■ Michael Störper,  
sa famille,  
Et ses amis français et californiens,  
ont la douleur de faire part du décès de

**Michel RETIVEAU**,  
ancien du l'Institut de sciences politiques  
de Paris,  
ancien du Quai d'Orsay,  
avocat à la cour de Paris,  
fonctionnaire  
des Communautés européennes,  
membre de la Convention de Terreur  
(1994),  
survenu à Paris le 24 mai 1996 à l'âge de  
quarante-sept ans.

La cérémonie aura lieu le lundi 3 juin  
au cimetière du Père-Lachaise à 15 h 15.

Nous remercions vivement l'associa-  
tion VLS (Vaincre le sida),  
27, passage Dubail,  
75010 Paris.

■ M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Michel de Tard,  
leurs enfants et petits-enfants,  
M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Pierre Haussouffier,  
leurs enfants et petits-enfants,  
M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Antoine de Tard,  
et leurs enfants,  
ont la douleur de faire part du décès, à  
l'âge de quatre-vingt-cinq ans, de

**M<sup>me</sup> Antoine de TARD**,  
née Marie de SAMBUCY de SORGUE.

Les obsèques ont eu lieu le mardi  
28 mai en l'église Sainte-Marthe de Ta-  
rascon (Bouches-du-Rhône).

Nos abonnés et nos action-  
naires, bénéficiant d'une  
réduction sur les insertions  
du « Carnet du Monde »,  
sont priés de bien vouloir  
nous communiquer leur  
numéro de référence.

Messes anniversaires

■ Tous ceux qui ont connu et aimé

**Cino del DUCA**

sont priés d'assister ou de s'unir d'inten-  
tion à la messe qui sera célébrée pour le  
vingt-neuvième anniversaire de son dé-  
cès, le jeudi 30 mai 1996, à 10 h 30, en  
l'église de la Madeleine, place de la Ma-  
deleine, Paris-8<sup>e</sup>.

De la part de M<sup>me</sup> Simon Cino del  
Duca.

■ Le jeudi 6 juin 1996 sera célébrée à  
18 h 30, en l'église Saint-Thomas-  
d'Aquin, Paris-7<sup>e</sup>, une messe à l'intention de

**Bruno PONS**,  
entré dans la lumière de Dieu le 7 juin  
1995.

Communications diverses

■ **Maison de l'Éclaircie** pour lire ou  
faire leçon, comprendre la Bible, la presse  
et parler israélien en temps réel. Stages  
encadrés du professeur Jacques Ben-  
david, auteur du Dictionnaire Toques tra-  
ditionnelles. 47-97-96-2244/47-97-43 (sans  
numéro).

■ **An. CBL** 10, rue Saint-Clément,  
Paris-7<sup>e</sup>, le jeudi 30 mai 1996, 22h 30 à 30 h :  
les élections en Israël, débat avec El. Be-  
litzky et S. Engelmayr, membre du  
MERITZ.

■ Le Centre communautaire de Paris  
RCJ et l'Arche présentent, mercredi 29  
mai 1996, à partir de 20 heures, soirée  
élections israéliennes à l'hôtel Hilton,  
18, rue de Suffren, 75015 Paris. Premières  
estimations, premiers résultats, tables  
rondes, débats, avec la participation de  
journalistes, d'hommes politiques, d'in-  
tellectuels et de personnalités communau-  
taires. Réservations tél. : 49-95-95-92  
PAR.

■ **Marguerite-Chantal, Saint-Etienne**,  
Mouren-sur-Orge, Adèle-Maria, Juvy-  
sur-Orge.

Maryse et Louis Dussan,  
Elaine Vallard,  
Ses enfants,  
Françoise Dussan et Serge Dutoit,  
Anne Dussan et Thierry Bonnet,  
Ses enfants,  
Alban, Cosme, Lorine, Clara et Florent,  
Ses arrière-petits-enfants.

font part avec tristesse du décès, survenu  
le 20 mai 1996, de

**M<sup>me</sup> Félix VIALARD**,  
née Adèle JURY,  
Tante pour ses proches.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité  
familiale à Saint-Clément-de-Valorgne.

« Je refuse le secours de toutes les Églises.  
Je demande la prière de toutes les âmes. »

**THÈSES**  
Tarif Étudiants  
65 F la ligne H.T.

survenu à Paris le 24 mai 1996 à l'âge de  
quarante-sept ans.

La cérémonie aura lieu le lundi 3 juin  
au cimetière du Père-Lachaise à 15 h 15.

Nous remercions vivement l'associa-  
tion VLS (Vaincre le sida),  
27, passage Dubail,  
75010 Paris.

■ M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Michel de Tard,  
leurs enfants et petits-enfants,  
M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Pierre Haussouffier,  
leurs enfants et petits-enfants,  
M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Antoine de Tard,  
et leurs enfants,  
ont la douleur de faire part du décès, à  
l'âge de quatre-vingt-cinq ans, de

**M<sup>me</sup> Antoine de TARD**,  
née Marie de SAMBUCY de SORGUE.

Les obsèques ont eu lieu le mardi  
28 mai en l'église Sainte-Marthe de Ta-  
rascon (Bouches-du-Rhône).

Nos abonnés et nos action-  
naires, bénéficiant d'une  
réduction sur les insertions  
du « Carnet du Monde »,  
sont priés de bien vouloir  
nous communiquer leur  
numéro de référence.

Nous remercions vivement l'associa-  
tion VLS (Vaincre le sida),  
27, passage Dubail,  
75010 Paris.

■ M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Michel de Tard,  
leurs enfants et petits-enfants,  
M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Pierre Haussouffier,  
leurs enfants et petits-enfants,  
M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Antoine de Tard,  
et leurs enfants,  
ont la douleur de faire part du décès, à  
l'âge de quatre-vingt-cinq ans, de

**M<sup>me</sup> Antoine de TARD**,  
née Marie de SAMBUCY de SORGUE.

Les obsèques ont eu lieu le mardi  
28 mai en l'église Sainte-Marthe de Ta-  
rascon (Bouches-du-Rhône).

Nos abonnés et nos action-  
naires, bénéficiant d'une  
réduction sur les insertions  
du « Carnet du Monde »,  
sont priés de bien vouloir  
nous communiquer leur  
numéro de référence.

Messes anniversaires

■ Tous ceux qui ont connu et aimé

**Cino del DUCA**

sont priés d'assister ou de s'unir d'inten-  
tion à la messe qui sera célébrée pour le  
vingt-neuvième anniversaire de son dé-  
cès, le jeudi 30 mai 1996, à 10 h 30, en  
l'église de la Madeleine, place de la Ma-  
deleine, Paris-8<sup>e</sup>.

De la part de M<sup>me</sup> Simon Cino del  
Duca.

■ Le jeudi 6 juin 1996 sera célébrée à  
18 h 30, en l'église Saint-Thomas-  
d'Aquin, Paris-7<sup>e</sup>, une messe à l'intention de

**Bruno PONS**,  
entré dans la lumière de Dieu le 7 juin  
1995.

Communications diverses

■ **Maison de l'Éclaircie** pour lire ou  
faire leçon, comprendre la Bible, la presse  
et parler israélien en temps réel. Stages  
encadrés du professeur Jacques Ben-  
david, auteur du Dictionnaire Toques tra-  
ditionnelles. 47-97-96-2244/47-97-43 (sans  
numéro).

■ **An. CBL** 10, rue Saint-Clément,  
Paris-7<sup>e</sup>, le jeudi 30 mai 1996, 22h 30 à 30 h :  
les élections en Israël, débat avec El. Be-  
litzky et S. Engelmayr, membre du  
MERITZ.

■ Le Centre communautaire de Paris  
RCJ et l'Arche présentent, mercredi 29  
mai 1996, à partir de 20 heures, soirée  
élections israéliennes à l'hôtel Hilton,  
18, rue de Suffren, 75015 Paris. Premières  
estimations, premiers résultats, tables  
rondes, débats, avec la participation de  
journalistes, d'hommes politiques, d'in-  
tellectuels et de personnalités communau-  
taires. Réservations tél. : 49-95-95-92  
PAR.

■ **Marguerite-Chantal, Saint-Etienne**,  
Mouren-sur-Orge, Adèle-Maria, Juvy-  
sur-Orge.

Maryse et Louis Dussan,  
Elaine Vallard,  
Ses enfants,  
Françoise Dussan et Serge Dutoit,  
Anne Dussan et Thierry Bonnet,  
Ses enfants,  
Alban, Cosme, Lorine, Clara et Florent,  
Ses arrière-petits-enfants.

font part avec tristesse du décès, survenu  
le 20 mai 1996, de

**M<sup>me</sup> Félix VIALARD**,  
née Adèle JURY,  
Tante pour ses proches.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité  
familiale à Saint-Clément-de-Valorgne.

« Je refuse le secours de toutes les Églises.  
Je demande la prière de toutes les âmes. »

**THÈSES**  
Tarif Étudiants  
65 F la ligne H.T.

survenu à Paris le 24 mai 1996 à l'âge de  
quarante-sept ans.

La cérémonie aura lieu le lundi 3 juin  
au cimetière du Père-Lachaise à 15 h 15.

Nous remercions vivement l'associa-  
tion VLS (Vaincre le sida),  
27, passage Dubail,  
75010 Paris.

■ M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Michel de Tard,  
leurs enfants et petits-enfants,  
M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Pierre Haussouffier,  
leurs enfants et petits-enfants,  
M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Antoine de Tard,  
et leurs enfants,  
ont la douleur de faire part du décès, à  
l'âge de quatre-vingt-cinq ans, de

**M<sup>me</sup> Antoine de TARD**,  
née Marie de SAMBUCY de SORGUE.

Les obsèques ont eu lieu le mardi  
28 mai en l'église Sainte-Marthe de Ta-  
rascon (Bouches-du-Rhône).

Nos abonnés et nos action-  
naires, bénéficiant d'une  
réduction sur les insertions  
du « Carnet du Monde »,  
sont priés de bien vouloir  
nous communiquer leur  
numéro de référence.

Nous remercions vivement l'associa-  
tion VLS (Vaincre le sida),  
27, passage Dubail,  
75010 Paris.

■ M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Michel de Tard,  
leurs enfants et petits-enfants,  
M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Pierre Haussouffier,  
leurs enfants et petits-enfants,  
M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Antoine de Tard,  
et leurs enfants,  
ont la douleur de faire part du décès, à  
l'âge de quatre-vingt-cinq ans, de

**M<sup>me</sup> Antoine de TARD**,  
née Marie de SAMBUCY de SORGUE.

Les obsèques ont eu lieu le mardi  
28 mai en l'église Sainte-Marthe de Ta-  
rascon (Bouches-du-Rhône).

Nos abonnés et nos action-  
naires, bénéficiant d'une  
réduction sur les insertions  
du « Carnet du Monde »,  
sont priés de bien vouloir  
nous communiquer leur  
numéro de référence.

**L'IMMOBILIER**  
C'EST CHAQUE  
MERCREDI daté JEUDI  
dans  
**Le Monde**







# Un aspect particulier du nettoyage ethnique

par Louise L. Lambrichs

**D**EPUIS cinq ans, le malaise engendré dans la conscience européenne par la guerre en ex-Yugoslavie s'est traduit par un effort réitéré de banalisation de ce conflit. Combattu par quelques intellectuels isolés cherchant à souligner la spécificité des moyens mis en œuvre par cette agression nationale-communiste, cet effort de banalisation se poursuit néanmoins, de façon il est vrai plus feutrée, mais constante et obstinée. Comme si cette spécificité était du registre de l'intolérable. Et comme si l'intolérable ne pouvait qu'être nié.

Symptôme intéressant de cet effort de banalisation : à peine avait-on été contraint, par les faits relatés notamment dans le *Livre noir de l'ex-Yugoslavie*, de reconnaître qu'il s'agissait, non pas d'une guerre civile ni même d'une classique guerre territoriale, mais d'une agression visant à « nettoyer ethniquement » ces territoires, qu'on s'efforçait de rapprocher aux agressions croates et musulmanes les mêmes méfaits. Au lieu d'admettre que les nettoyages ponctuels opérés des côtés croate et musulman étaient la réponse en miroir, sporadique et inévitable, à l'idéologie mise en œuvre par le gouvernement serbe (idéologie d'effacement implantée, au préalable, chez les populations serbes de Croatie et de Bosnie par une propagande menée d'abord par le psychiatre Raskovic, puis par son successeur

Karadzic), on a accusé toutes les parties, sans distinction, d'opérer ce nettoyage. Ainsi, la spécificité de la guerre téléguidée par Belgrade était à nouveau gommée et les « belligérants », une fois de plus, implicitement renvoyés dos à dos.

Cette spécificité, quelle est-elle ? Le premier séminaire international sur l'aide médicale et psychosociale aux victimes masculines des violences sexuelles lors de la guerre en ex-Yugoslavie, qui s'est tenu à Zagreb les 22 et 23 avril derniers, a permis de mieux la cerner en en dévoilant un aspect particulier.

Organisé par le Centre médical pour les droits de l'homme de Zagreb, ONG travaillant en relation avec les organisations internationales et dirigée par le docteur Maden Loncar, ce séminaire a réuni, outre plusieurs psychiatres croates et bosniaques, des spécialistes européens, notamment le docteur Soeren Buns Jensen (OMS) et le docteur Inger Agger (Union européenne), et deux enquêteurs pour le Tribunal international de La Haye, M. Abribat et M. Terlingen. L'objectif de ce séminaire était d'attirer l'attention des instances internationales sur les sévices sexuels subis par les hommes dans les camps serbes, et de mener une réflexion concertée sur les sens de ces violences systématiques. Le docteur Loncar a lui-même été détenu au début du conflit dans un camp serbe, à Begejci ; depuis son retour, il se

consacre aux victimes de ces camps et notamment à l'aide psychosociale des victimes de violences sexuelles.

« Lors de l'enquête auprès des femmes violées », a expliqué le docteur Loncar, nous avons découvert que des hommes (maris, pères ou frères) avaient, eux aussi, été victimes de violences sexuelles ; et ce qui nous a frappés, c'est que leur nombre dépassait largement celui qu'on aurait pu attribuer aux éventuels désirs homosexuels des bourreaux. Malgré la difficulté éprouvée par les victimes à témoigner de tels sévices, il fut rapidement démontré que le cas Tadic, accusé notamment d'avoir forcé un prisonnier « à arracher avec les dents les testicules d'un détenu évanoui » (Le Monde du 8 mai), n'était pas un fait isolé.

Un programme de recherche a donc été lancé avec l'OMS et, depuis 1995, avec l'Union européenne. Les premiers résultats permettent de constater que les hommes victimes de ces violences ont le plus souvent entre 20 et 30 ans, qu'ils les ont subies dans plusieurs camps serbes (parmi lesquels Srebrenica, Mitrovica, Omarska et Manjaca), et qu'elles s'accompagnaient pratiquement toujours de menaces du type : « Tu ne feras plus d'enfant musulman (ou turc, ou croate) », ce qui suggère qu'il s'agissait de barrières à la fonction reproductive.

Un cours de ce séminaire, plusieurs témoignages ont été cités. Un Croate de Vukovar (cas SRM

748), né en 1958, a raconté comment, fait prisonnier au moment de la chute de la ville, il a été transporté à Ovcara puis à la prison de Mitrovica. Là, un tchétchène de Vukovar, Vracaric, venait tous les week-ends, accompagné d'autres tchétchènes masqués, pour torturer les prisonniers. « Le plus dur, dit-il, c'est quand on m'ordonnait de mettre les mains dans le dos et d'écarter les jambes, et

**Les sévices sexuels subis par les hommes dans les camps serbes témoignent d'une politique de génocide pensée en haut lieu**

que les tchétchènes, les uns après les autres, me battaient les organes génitaux. Ils m'ont battu tant qu'ils voulaient... »

Un autre Croate (cas SRM 792), né en 1966, a raconté : « Tous les jours, on nous faisait sortir dans le couloir et on nous ordonnait d'écarter les jambes et de nous appuyer les mains au mur. On nous a fortement battus sur les organes sexuels. Plusieurs d'entre nous perdait connaissance. On enfilait (...) j'ai entendu que C.N. avait eu l'organe sexuel arraché et qu'on lui avait mis du sel sur la plaie. »

Un musulman de Breko (cas BOS. F 214), né en 1940, et fait prisonnier par les Serbes en mai 1992, lors de l'attaque de Breko, a expliqué qu'au camp dit « Luka »,

où il a été emmené, on tuait systématiquement entre vingt-cinq et trente personnes par jour. « Un jour, on a amené entre dix et vingt jeunes gens âgés de 18 à 25 ans, nus, avec les oreilles et le nez coupés, et les organes sexuels arrachés. Un tchétchène appelé Lija nous menaçait avec un fil de fer recourbé destiné à cet arrachement. » Nikola Ciburic (cas BOR 123) : « Dès le début de la guerre, je me

cision du scrotum, section ou ligature des testicules, sodomisation (plus rare), bastonnade des testicules (de loin la plus fréquente). D'après les témoignages, elle était pratiquée systématiquement au moment de l'emprisonnement. Or, souligne le docteur Loncar, on sait que ce traitement provoque un oedème local engendrant très fréquemment une stérilité mais qui, à terme, ne laisse pas de traces visibles. Seule une analyse de laboratoire peut ensuite confirmer le diagnostic de stérilité.

S'il reste délicat de se prononcer sur le nombre des victimes, il n'est déjà plus douteux, en revanche, qu'elles sont assez nombreuses pour marquer l'agression d'un sceau particulier. Et si toute guerre comporte des horreurs, la concordance des témoignages évoque ici, de façon gênante, l'idée d'une politique plus systématique, artisanale sans doute, mais néanmoins pensée d'en haut, de génocide. Réalité difficile à admettre, sans doute, à la fois parce qu'elle appartient au registre de l'intolérable, et parce que l'admettre imposerait des solutions politiques plus radicales. Mais il reste à respecter la parole de ces témoins qui, toute honte bue, ont finalement trouvé le courage de parler. Refuser de les entendre aujourd'hui serait un crime.

Louise L. Lambrichs est écrivain.

## Corse : pour un pacte de progrès

par Claude Olivési

**S**ES indicateurs socio-économiques sont au rouge, les enregistrements de la faillite morale, économique et civique de la Corse. C'est à l'élaboration d'un véritable « pacte de progrès », fondé sur trois piliers que l'on doit s'atteler avec les soutiens actifs et déterminés de l'Etat et de l'Union européenne.

Un pilier culturel : depuis plus d'un quart de siècle, la Corse connaît un grand « déracinement » culturel. Il ne peut y avoir de développement économique équilibré sans préservation de l'identité, et sa valorisation, dans le respect de l'autre, peut constituer un atout pour bâtir un développement durable. Il est alors légitime de rechercher les moyens contribuant à sa préservation.

Le Conseil de l'Europe s'y est attaché, en adoptant en 1992 la charte européenne sur les langues minoritaires et régionales. Cet outil peut être utilisé sous réserve que la France accepte de ratifier la charte. Il revient au président de la République, manifestant ainsi sa volonté politique, de lever le doute en saisissant le Conseil constitutionnel sur le fondement de l'article 54 de la Constitution. Si sa consultation se révèle positive, plus rien ne s'opposera à la signature de la France. Transposé en droit interne, cet instrument international suffisamment souple apportera des solutions à la question de la reconnaissance identitaire corse.

En cas de réponse négative, la ratification ne pourra intervenir qu'après une modification de la Constitution. Cette décision confirmera la volonté politique de règlement de cet épineux problème, qui ne se limite nullement à la Corse.

Un pilier économique : la crise actuelle témoigne aussi des difficultés à procéder aux choix nécessaires pour rompre avec une économie de type « prébendiste ». Pourtant, les moyens ne manquent pas. Contrat de plan et document unique de programmation totalisent 3,4 milliards de francs. Leur durée pourrait être prolongée jusqu'en l'an 2000, et l'ensemble des moyens financiers concentrés autour d'un petit nombre de programmes considérés comme stratégiques dans l'édification d'une Corse du troisième millénaire.

Dans le même temps il faut

réaffirmer, sans aucune ambiguïté, l'appartenance de la Corse à l'Union européenne. Sa position géographique doit lui permettre de participer à la mise en place du partenariat euro-méditerranéen et de développer une coopération transfrontalière (notamment avec la Sardaigne et les îles Baléares).

Il conviendrait aussi de procéder à un véritable audit de son actuel statut fiscal (soit 700 millions de francs d'avantages fiscaux). Il faut, à encore, avoir le courage d'aborder les questions essentielles. Un statut fiscal n'est qu'un outil au service du développement économique. Sa définition suppose que soit préalablement précisés, sur les moyens et long termes, les secteurs prioritaires du développement économique.

**La crise actuelle témoigne aussi des difficultés à procéder aux choix nécessaires pour rompre avec une économie de type « prébendiste ». Pourtant, les moyens ne manquent pas**

L'actuel dispositif est-il source de développement réclamé avec insistance ? Sa spécificité constitue-t-elle un outil efficace de modernisation et de soutien à l'économie insulaire ? Si la réponse est positive, cette spécificité est estimable. Dans le cas contraire, un redéploiement des avantages et leur amélioration seraient indispensables pour la promotion des productions locales, l'approvisionnement en matières essentielles, l'encouragement à l'implantation d'activités du troisième millénaire... bref dans l'intérêt de la création d'emplois et pour les acteurs économiques eux-mêmes.

Troisième pilier : la simplification de la carte administrative de la Corse. La Corse est suradmi-

trée. Cette situation débouche sur un mélange incertain et confus de compétences et de responsabilités. La Corse possède l'indélicat privilège de disposer de 4 230 conseillers municipaux (365 communes), 56 conseillers généraux (deux départements), 58 conseillers territoriaux, 4 députés et 2 sénateurs soit 4 350 élus. Ramené à la population (250 000) le ratio s'établit à 1 élu pour 58 habitants.

L'homogénéité impose de mentionner, pour le déplorer aussitôt, le phénomène du cumul des mandats qui élargit le rapport. La vision optimiste insistera sur la construction d'un système proche de celui d'une démocratie « quasi directe » avec un circuit décisionnel considérablement raccourci. Si, en revanche, les travaux de Michel Foucault servent de référence, une conclusion moins idyllique s'imposera. Le système construit un véritable quadrillage de la société produisant un blocage structurel. Cette exceptionnalité conditionne les rapports sociaux, contrarie l'émergence de revendications collectives, qui demeurent en définitive la somme des intérêts particuliers.

Il convient de clarifier et de simplifier la carte administrative de la Corse pour privilégier un niveau d'administration territoriale. Le niveau insulaire est au cœur du dispositif : il est le lieu de l'aggrégation des demandes, de la recherche de la cohésion et de la représentation des intérêts insulaires. En conséquence, le statut de collectivité territoriale de Corse (CTC) devrait être musclé. Démarche statutaire et modernisation politique doivent aller de concert sous peine d'accroître insatisfactions et frustrations.

Sans doute faudrait-il recourir à la suggestion formulée par le rapport Vedel de constitutionnaliser les « statuts spéciaux » par modification de l'article 72 de la Constitution. Pourquoi ne pas les faire dépendre d'une loi organique impliquant des procédures plus lourdes d'élaboration ainsi que la vérification de leur conformité constitutionnelle inhérente à leur qualité ?

La loi de 1991 a créé des institutions stables et représentatives par l'application de la séparation des pouvoirs et du parlementarisme rationalisé. Le système, fondamentalement politique, partagé avec la Polynésie, est exceptionnel

dans la décentralisation française. Il est suffisant et doit être conservé.

En revanche, la CTC recevant un ensemble de compétences supplémentaires relevant pour l'essentiel de l'Etat et des départements : culture, protection de l'environnement, jeunesse et sports. L'Etat gagnerait en « visibilité », se réservant l'exercice des fonctions régaliennes de pérennité et de respect de la règle de droit.

Faut-il supprimer les départements ? Puisque la Corse possède un statut dérogatoire de collectivité territoriale, l'article 65 de la loi d'orientation du 4 février 1995 sur l'aménagement et le développement du territoire peut y trouver un lieu d'expérimentation. Cet article prévoit : d'une part, qu'une loi de clarification des compétences entre les collectivités territoriales et l'Etat sera élaborée pour préciser les blocs de compétences homogènes attribués à chacune des collectivités. Il propose, d'autre part, qu'une collectivité territoriale puisse être considérée comme « chef de file » pour un ensemble de compétences et de collectivités.

L'application de cette disposition conduirait à transférer des compétences : par le haut, en direction de la CTC, pour tout ce qui relève du développement, de l'aménagement et de la préservation des équilibres insulaires ; par le bas, pour ce qui est des communes, qui représentent le socle d'une démocratie réelle. Mais des communes regroupées dans des structures modernes de coopération intercommunale leur permettant de devenir les véritables interlocuteurs et partenaires de la collectivité territoriale pour la définition et la mise en œuvre des politiques de développement. L'application de cet article trace une voie pragmatique qui contourne la difficulté de la suppression des départements.

Discuté par les forces politiques, mais aussi socio-économiques, ce programme de travail gouvernemental constituerait un document unique et solennel, nouveau « pacte de progrès » porté à la connaissance du peuple corse. Sa mise en œuvre serait garantie par l'ensemble des contractants.

Claude Olivési est maître de conférences en science politique à l'université de Corse.

## L'Etat, un modèle en échec

par Henri de Bodinat

**L'**ÉCHEC actuel de l'économie allemande n'est pas celui du « modèle rhénan », concept redondant. C'est celui de l'Etat allemand, modèle par Bismarck, consacré par Hitler, et que les hommes politiques allemands de l'après-guerre n'ont rogné qu'aux marges. L'Allemagne est un pays lourdement fiscalisé, où les prélèvements obligatoires représentent près de 50 % du PNB, où Länder, Etat fédéral et communes dépensent, gaspillent, prébendent, où les lois sont multiples, rigides, étouffantes.

L'échec de l'Etat ne se limite pas à l'Allemagne. En France, le chômage augmente, le niveau de vie stagne ou décroît, la société se fracture, entre élites et masses, entre classes moyennes et exclus, entre installés et émigrés. L'Etat démontre quotidiennement son impuissance à résoudre les problèmes économiques et sociaux. Les mesures proposées sont risibles : fragments, inefficaces, strictement médiatiques. Un ministre, chargé de la « réforme de l'Etat », dénombre 3 500 cas d'autorisations administratives accumulées depuis deux cents ans, sources de paralysie et de corruption. Sa réforme consiste à en supprimer 150 : moins de 5 % ! La poudre aux médias remplace la politique. La démagogie - les Pesquis, assaut contre la grande distribution - remplace la démocratie.

Cette impuissance de l'Etat est d'autant plus significative que l'Etat n'a jamais été si puissant. Ses dépenses et celles de ses exécutants représentent près de 55 % de la richesse nationale. Il contrôle encore directement des pans stratégiques de l'économie : banques, compagnies d'assurances, transports, énergie, etc. Ses serviteurs, après un passage idéologique par l'administration ou les cabinets, « tracent » les responsabilités à la tête des grandes entreprises qui, même privées, restent ses vassaux : le premier ministre est capable de faire déprogrammer une émission de télé en prime time sur la principale chaîne privée pour adresser son auto-justification aux Français.

Tout-puissant, inépuisable : n'est-ce pas la faillite de l'Etat comme mode d'organisation sociale et économique. Au-delà de la critique des libéraux, qui le considèrent comme un obstacle à la prospérité, ne pourrait-on développer une critique plus fondamentale à son égard : l'Etat est devenu obsolète, il projette des valeurs dangereuses et malsaines sur la société, il la paralyse

et la fragmente. Nos sociétés sont malades de l'Etat et il est urgent d'inventer des solutions permettant de le faire disparaître.

Prenez la notion de démocratie. En théorie, le pouvoir du peuple. Dans la réalité, l'Etat n'a-t-il pas vidé ce mot de sens ? Les grands partis politiques ont un monopole du pouvoir, grâce aux ressources fournies dans des conditions douteuses par les obligés de l'Etat, depuis les grands fournisseurs (armement, travaux publics, etc.) jusqu'aux entreprises innombrables qui ont besoin d'autorisation pour exister (permis d'implantation de grandes surfaces de la loi Royer).

Les partis ont aussi le monopole du pouvoir médiatique : une partie des médias reste publique et une autre partie est contrôlée par des fournisseurs de l'Etat. La politique est-elle un service, ou une carrière ? Un ministre important du gouvernement Balladur, à qui l'on demandait en privé les motivations d'un engagement dans le métier du professionnel de la politique, répondait : « Le pouvoir, l'argent et le sexe. » Démocratie de façade, oligarchie en réalité ?

Il existe malheureusement quelques raisons d'être pessimiste quant à la disparition de l'Etat. L'essentiel de la nomenclature, dans un pays comme la France, en provient. La contradiction entre un Etat qui paralyse de plus en plus notre société et une élite de plus en plus homogène et puissante qui tire de l'Etat son pouvoir pourrait devenir explosive. Le vote d'extrême droite est un symptôme, une expression d'un désespoir croissant face à la combinaison de puissance et d'incompétence de la classe politique et technocratique. Révolte, désamour ou moulinier : le choix devient terrifiant pour les individus.

Les solutions : que des hommes et des femmes se battent pour le retour à la démocratie. Le respect du peuple par les élites, au lieu du mépris, du « nous savons mieux qu'eux ce qui est bon pour eux ». La fin du politicien professionnel, remplacé par un citoyen donnant quelque temps à la cité. Peut-être la fin de la notion d'élite, aux relents fascisants : plus de race des séigneurs. Une démocratie directe, rendue possible à l'échelon d'un pays par les progrès en matière de communication, du PC à Internet.

Henri de Bodinat est directeur général du Club Méditerranée.



مكتبة العالم

# Le Monde

EDITORIAL

## Coup de barre en Corse

**D**ès les premiers mots de son discours à la tribune de l'Assemblée nationale, mardi 28 mai, lors du débat sur la Corse, Alain Juppé a évoqué le drame d'Aléria. Il n'a, pourtant, pas repris à son compte la leçon tirée d'habitude de ce drame, à savoir que le « tout répressif », en Corse, ne règle rien. A l'inverse, M. Juppé a signifié l'abandon de la politique de « dialogue » et de « fermeté » que son ministre de l'Intérieur, Jean-Louis Debré, essayait de mener dans l'île, au profit d'un autre type de « sécurité et développement économique ».

Il renoue ainsi, comme l'a rappelé la tribune du Palais-Bourbon José Rossi, député et président (UDF-PR) du conseil général de Corse-du-Sud, avec une politique menée dans les années 70, sans grand succès, et qui conjuguait « économie et fermeté ». A l'époque, l'économisme se traduisait par l'intervention accrue de l'Etat; aujourd'hui, il se concrétise par de forts encouragements au secteur privé par le biais de la zone franche.

Cette mesure va au-delà des demandes formulées sur place. Fondée sur de bonnes intentions, elle a paru excessive et lourde

de dévies potentielles, ainsi que l'ont rappelé plusieurs députés. A l'époque, elle avait été perçue comme une concession faite aux interlocuteurs nationalistes du gouvernement.

Aujourd'hui, tout en maintenant ce projet, M. Juppé donne un grand coup de barre dans l'autre sens, en bannissant le mot « dialogue » de son vocabulaire, dès lors qu'il s'agit de nationalistes, redevenus passibles de la seule répression.

Ces coups de barre successifs à propos d'un dossier compliqué, qui demande du temps et un pilotage en finesse, ne sont pas de nature à renforcer l'autorité de l'Etat dans l'île. Après une nouvelle période de tension, le gouvernement ne devra-t-il pas renouer les fils du dialogue?

Au demeurant, quelle logique y a-t-il à

laisser M. Debré engager, en 1995, le dialogue avec les nationalistes pour le désavouer quelques mois plus tard? Surtout au moment où, de notoriété publique, certains dirigeants des nationalistes les plus « durs », ceux du FLNC-canal historique, partagent le « ras-le-bol » général face à la confusion et à la violence, et ne veulent qu'une seule chose: en sortir.

Certes, les nationalistes sont des interlocuteurs dangereux et imprévisibles: soit par des attitudes relevant moins de la politique que d'un comportement de « seigneurs de la guerre », de chefs de clans; soit par des maladroites comme celle de M. Pieri, qui, dans son entretien au Monde du 28 mai, voulait mettre l'accent sur un message de paix, a paru, au contraire, menacer le gouvernement. Mais, comme l'a rappelé fort opportunément, mardi, M. Debré, gouverner, surtout en Corse, c'est garder « la tête froide ».

Le premier ministre ne parvient décidément pas à sortir d'une méthode de gouvernement qui conjugue brutalité et hésitation. Si une occasion, peut-être historique, de ramener une paix durable en Corse est ratée, il en portera une grande part de responsabilité.

## Armistice par Hachfeld



## Référendum!

Suite de la première page

Au demeurant, un tel choix paraît frappé au coin du bon sens, et assuré du soutien du plus grand nombre. N'aurait-il pas, Jacques Chirac redimensionner les armées en fonction des capacités financières du pays; retrappé par la crise, il fait du « downsizing », comme le ferait un manager d'outre-Atlantique; bref, nous aurons avec lui l'armée « réduite à ses professionnels » de nos ressources. Le président ne manque, dans ce domaine, ni de détermination ni de courage. En outre, il met fin à l'illusion égalitaire qu'était devenu, au fil des ans, le service national. Le confort des appelés était en fait largement proportionnel à leurs diplômes ou, plus simplement, à la qualité de leurs relations sociales, si bien que la conscription avait fini par reproduire, en la caricaturant, la hiérarchie sociale, quand elle était censée mettre en forme le fameux creuset républicain. Plus grave encore: ceux qui, d'origine modeste, avaient eu la chance de trouver un emploi et qui étaient rattrapés par le service pouvaient alors voir leur début dans la vie brisé.

La conscription meurt faute de moyens, et parce qu'elle était devenue pure hypocrisie. Sa fin pourra donc être ressentie par les uns comme une libération, plaçant cette réforme à l'égale, par exemple, de ce que fut l'avancement à dix-huit ans de l'âge du vote, et par d'autres comme un soulagement.

Ces constats ne sauraient suffire à forger une conviction. Le choix fait par le président, par sa portée historique, mérite en effet mieux que le coup de champagne que l'on se serait tenté de donner à une stratégie de communication apparemment imparable. La conscription, dans son principe, vaudrait d'être défendue, voire préservée, au nom d'un idéal républicain revisité, réhabilité.

S'agit-il vraiment de mettre fin à une hypocrisie? Le service national, de fait, n'était pas obligatoire, les « riches » — par l'argent, la culture, les diplômes ou les relations — échappant à ses servitudes. Le service « volontaire » qui lui succède peut non pas corriger cette situation, mais l'aggraver: refusant de consacrer une partie — si courte

soit-elle — de leur temps au service de la collectivité, n'acceptant pas de servir sous les ordres d'officiers et de sous-officiers qu'ils jugent indignes de les commander, ceux qui aspirent à former l'élite de la nation laisseront désormais aux « pauvres » le soin de la défendre. Un service volontaire, en effet, attirera ceux qui y verront un moyen d'échapper au chômage. Mettre fin à l'illusion égalitaire ne devrait pas dispenser de la recherche du meilleur moyen de préserver l'idéal de l'égalité.

Comment, en outre, continuer de tenir le discours du refus de la « communautarisation » de la société quand on se prive d'un des derniers moyens dont disposait l'Etat d'y faire obstacle? A une époque où l'individualisme et le consumérisme se donnent la main pour favoriser des réflexes de repli, les occasions d'accomplir des « devoirs » au service d'une nation — à condition de réfléchir à ce que peut être le fait national à l'heure de l'intégration européenne — ne sont pas si nombreuses qu'il faille les supprimer sans débat. De ce point de vue, l'option prise d'un « rendez-vous citoyen », telle qu'elle est décrite, ressemble davantage à un recensement de jeunes filles et de jeunes gens qu'à un véritable « rendez-vous » dont la mise en place coûterait plus cher que le système actuel.

Mais un aspect essentiel de la réforme justifierait à lui seul que les citoyens se prononcent. Dans l'esprit du président, la professionnalisation de l'armée est inséparable du concept de « projection » à l'extérieur de nos frontières. Comme on vient de le voir en Centrafrique, il peut arriver que ces « projections » — ces expéditions — débordent largement le cadre des accords de défense que la France a signés avec la plupart de ses anciennes colonies. Elles ont lieu aujourd'hui, comme hier au Tchad, et comme demain ailleurs, sans contrôle; d'aucune sorte. Voilà donc un seul homme, disposant déjà de l'article 16 de la Constitution, du droit de vie et de mort sur ses compatriotes lorsqu'il s'agit du feu nucléaire, et qui disposera désormais — sans contrôle — d'une armée devenue légion professionnelle, à sa discrétion. Même s'il est passé de mode de s'interroger sur la « dangerosité » de nos institutions,

## DANS LA PRESSE

### LE FIGARO

**François-Olivier Giesbert**  
■ Courteline et quelques autres nous ont déjà dit tout le mal qu'il fallait penser de la conscription. Mais elle avait aussi du bon. C'était un creuset unificateur, et M. Chirac le reconnaît in fine (...). Certes, il est permis d'éprouver quelque nostalgie pour ces temps bénis où l'esprit républicain souffrait sur les esprits, quand tout le monde, du plus pauvre au plus riche, passait dans le même moule, celui de la conscription. Mais M. Joseph, doté d'un incontestable sens de l'Etat et d'une rare honnêteté intellectuelle, a tout dit quand il a déclaré: « La professionnalisation de l'armée est inéluctable. » (...) On peut simplement regretter que toute l'opposition n'ait pas la hauteur de vue du premier secrétaire du PS.

### LIBERATION

**Serge July**  
■ Trois jours que multiplie deux et je retiens douze mois, telle est l'équation de la réforme décidée par le chef de l'Etat. C'est le « rendez-vous citoyen » destiné à calmer les nostalgiques des trams de soldats. Le creuset ne fonctionne plus de longue date (...). Il fallait oser le dire. Jacques Chirac, en rivalisant l'un des principaux symboles républicains, est déjà assuré de passer dans l'Histoire comme celui qui aura osé supprimer le service militaire, qui avait cessé de servir. Et ça passe comme une lettre à la poste. Cette facilité en dit long sur le caractère désormais caduc de cette tradition. La « nostalgie camarde » n'est plus au rendez-vous.

### L'HUMANITE

**Jean-Paul Piérot**  
■ En confirmant sa décision de professionnaliser l'armée, le président de la République sera celui qui aura rompu l'essentiel du lien entre le peuple et son armée. En abolissant le service national, au lieu de le rénover, de le moderniser, de le réinventer, Jacques Chirac remet en cause l'un des piliers de l'ordre républicain. Un ordre républicain né dans la tourmente révolutionnaire, lorsque la nation (...) conquiert sa souveraineté par la levée en masse contre les armées professionnelles des princes. Nostalgie? Non. La mode change, mais la conception démocratique de la défense reste d'une brûlante actualité, à moins de vouloir réviser de fond en comble la vocation des forces de défense.

### LA REPUBLIQUE

**Jean-Marcel Bouguereau**  
■ Le service national aurait pu être une belle chose. Mais il aurait fallu pour cela, si l'on ose dire, qu'il ne fût pas militaire. Qu'il soit civique. Qu'il véhicule et inculque les valeurs de la République — la liberté, l'égalité et la fraternité — et non celles de l'obéissance, de la hiérarchie et de la violence. Mais on ne peut pas enlever le passé. Et faire croire, en maquillant ses propres souvenirs de jeunesse, que le service militaire était la plus belle période de sa vie. Ce n'est pas le service qui l'était, c'était la jeunesse. Supprimer cette corvée obligatoire n'enlèvera rien à la République, même si l'on peut regretter qu'en un siècle la République n'ait pas été capable d'organiser un service vraiment républicain.

## La diplomatie au service des élections

Suite de la première page

Du coup, le futur président, qui avait refusé de participer à un « forum irlando-américain » à la veille des primaires de New York, décida de s'y rendre et de s'aligner sur les positions de son rival, très ouvert aux thèses du Sinn Féin.

Cet engagement lui fut rappelé ultérieurement à plusieurs reprises. Il manifesta symboliquement sa volonté de le respecter en nommant ambassadeur à Dublin une Kennedy, et surtout en faisant donner à Jerry Adams, le leader de la branche politique de l'IRA, un visa avant d'avoir obtenu de lui une renonciation publique à la violence. Aucun président des Etats-Unis, depuis cent trente ans, ne s'était engagé à ce point dans cette affaire.

On pourrait, concernant les Etats-Unis, citer bien d'autres exemples, ne serait-ce que celui de la Somalie. George Bush y a envoyé des troupes, avant de quitter la Maison Blanche, parce que l'opinion, scandalisée par le spectacle des réfugiés crevant de faim, le réclamait à grands cris. Clinton les a rapatriés: un peu plus tard, parce que les pertes subies par les « marines » avaient fait virer de bord cette même opinion. Si d'autre part, revenant sur un long refus, il a fini l'an dernier par prendre en main l'affaire bosniaque, c'est dans une large mesure pour éviter le camouflet qu'aurait constitué une remise en cause par le Congrès, à la majorité constitutionnelle des deux tiers, du veto qu'il avait lui-même opposé à la levée de l'embargo sur les livraisons d'armes au gouvernement de Sarajevo. Mais il peut difficilement se permettre d'oublier sa promesse de rappeler les Américains commis à la surveillance du cessez-le-feu avant les élections de novembre.

## Ce sont des hommes qui ont réussi, en s'adressant directement à leur peuple, et grâce au poids de leur personnalité, à faire en sorte que des démocraties aient une bonne politique étrangère

De même est-ce une motivation de politique intérieure, russe cette fois, qui explique le soutien appuyé donné par Clinton lui-même, comme par la plupart des chefs d'Etat ou de gouvernement occidentaux, à Boris Eltsine, à la veille d'une élection qui menace de substituer à sa trogne rubiconde une autre plus rouge encore. Mais il en va partout ainsi. La crainte de perdre sa médiocre majorité, et rien d'autre, pousse John Major, dans l'affaire de la « vache folle », à chasser les bottes de la Dame de fer, laquelle devait aux Malouines son triomphe électoral de 1983. Helmut Kohl n'a cessé d'invoquer des raisons de politique intérieure pour justifier la reconnaissance prématurée des indépen-

dances slovène et croate. Le président turc Süleyman Demirel a bien failli, il y a quelques jours, rejoindre Abdallah de Jordanie et Anouar El Sadate au cimetière des chefs d'Etat musulmans morts pour avoir osé traiter avec Israël. Il ne peut se permettre de lâcher quoi que ce soit sur Chypre à ses alliés-adversaires grecs, lesquels en ont autant à son service. Si le conflit du Cachemire dure toujours, n'est-ce pas de même en grande partie parce qu'une concession un peu importante de l'Inde ou du Pakistan aurait toutes chances de valoir à son auteur un désastre électoral?

Que la démocratie gêne, et parfois paralyse la politique étrangère, Tocqueville s'en était déjà avisé, bien avant que le choc des images ne vienne modifier les conditions et les dimensions du débat. « La politique extérieure », écrit-il dans *De la démocratie en Amérique* (1835, tome II, chapitre V), « n'exige l'usage de presque aucune des qualités qui sont propres à la démocratie et commande au contraire le développement de presque toutes celles qui lui manquent (car) elle ne saurait que difficilement coordonner les détails d'une grande entreprise, s'arrêter à un dessin et le suivre ensuite obstinément à travers les obstacles ».

Encore parlait-il d'un pays que son fondateur, Washington, avait invité à ne pas se mêler des affaires des autres, et dont la politique étrangère consistait à l'époque, toujours selon Tocqueville, « à bien plus à s'abstenir qu'à s'engager ». L'ambassadeur des Etats-Unis à Londres devait connaître ce mot lorsqu'il déclarait, dans les années 20, que la politique étrangère de son pays consistait à... « ne pas avoir de politique étrangère ».

Les temps ont bien changé! Bill Clinton, élu essentiellement parce que son prédécesseur George Bush, tout occupé à refaire le monde, avait par trop laissé tomber ses propres concitoyens, se réveille chaque matin avec un paquet de décisions à prendre qui concernent la terre entière.

Et pas seulement à prendre: à vendre. A un Congrès, dont la majorité, dans les deux Chambres, lui est hostile. Aux milieux d'affaires, qui ont une forte tendance à réduire le rôle de la diplomatie à la défense des intérêts commerciaux américains. Aux alliés. Et aux citoyens, du verdict desquels dépend, après quatre ans de mandat, son maintien en fonctions pour quatre autres années.

Une telle énumération conforterait Tocqueville dans son idée que seuls pratiquement les peuples dirigés par « l'aristocratie » — à laquelle, soit dit en passant, il appartenait — ont « conçu, suivi et exécuté de grands desseins ».

En fait, depuis que Tocqueville est mort, plutôt que des groupes, ce sont des hommes, surgis pour la plupart au milieu de rudes épreuves, qui ont réussi, en s'adressant directement à leur peuple, et grâce au poids de leur personnalité, à faire en sorte que des démocraties aient une bonne politique étrangère. Sans quoi il n'y aurait pas une Europe unie et en paix avec elle-même depuis un demi-siècle, le rideau de fer ne serait pas tombé, l'Allemagne ne serait pas réunifiée, Rabin n'aurait pas mis sa main dans celle d'Arafat ni Mandela dans celle de Frederick de Klerk.

Le bilan diplomatique de la démocratie n'est pas si négatif, face à celui de tant de princes d'autrefois qui ne se souciaient guère du prix dont le peuple payait, sans qu'on ait pris son avis, leurs actions d'éclat.

André Fontaine



Figure 1 is a scatter plot with 'Number of children in the household' on the x-axis and 'Number of children in the neighborhood' on the y-axis. Both axes range from 0 to 10. There are 10 data points plotted, showing a weak positive correlation. The points are approximately at (1, 2), (2, 1), (3, 3), (4, 4), (5, 2), (6, 5), (7, 6), (8, 3), (9, 7), and (10, 8).



## De nouveaux instruments pour rechercher le carbone atmosphérique manquant

La résolution de cette énigme permettrait de mieux évaluer le réchauffement de la planète

Les chercheurs ignorent où passent près de 2 milliards de tonnes de gaz carbonique sur les 7 rejets dans l'atmosphère chaque année par

l'homme. C'est, pourtant, fondamental pour se faire une idée de l'avenir climatique de la planète. Il convient aussi d'évaluer et de prendre

en compte l'impact des activités humaines si l'on veut prévoir l'ampleur et les conséquences du réchauffement de la température du globe.

DES ANNÉES de recherches sur les changements climatiques ont donné au moins une certitude aux scientifiques : le climat constitue un système « d'une complexité diabolique, dont la variabilité est considérable ». C'est ainsi, par exemple, que l'analyse des glaces du Groenland a mis en évidence des variations climatiques très rapides survenues il y a 120 000 ans et s'étalant sur des cycles de soixante-dix ans. On sait maintenant que ces changements sont dus à la débâcle des glaces de l'Atlantique nord, qui, ralentissant la circulation océanique, ont provoqué un refroidissement climatique.

« Le système génère à l'intérieur de lui-même un certain nombre de modifications », explique Jean-Claude Duplessy, directeur du Centre des faibles radioactivités (CEA/CNRS). Cette complexité ne facilite pas la tâche des chercheurs qui doivent, en outre, superposer l'impact des activités humaines à un système extrêmement changeant. Cela implique de « redéfinir en permanence les orientations, car la stratégie est imposée par la nature elle-même », souligne le chercheur. Or la compréhension globale des phénomènes est nécessaire avant toute approche régionale des phénomènes et de leurs conséquences, celle « qui in-



teresse vraiment les gens ». Un colloque intitulé « Programme International géosphère-biosphère France », organisé par le CNRS et le ministère de la recherche, s'est tenu récemment à Paris pour faire le point des connaissances sur cette question.

### DE LA DÉCENNE AU MILLÉNAIRE

Le taux dans l'atmosphère du gaz carbonique « l'un des principaux gaz à effet de serre que l'on soupçonne d'être responsables du réchauffement » illustre à lui seul la complexité des problèmes climatiques. On sait que, depuis l'ère industrielle, il est passé de 280 ppm (parties par million) à 350 ppm, soit une augmentation de 25 %. À ce rythme, ce taux atteindra vraisemblablement 500 ppm dans moins de cent ans, presque le double de celui de l'ère préindustrielle.

Les activités humaines (combustion des énergies fossiles et déforestation) provoquent le rejet, chaque année, d'environ 7 gigatonnes (7 milliards de tonnes) de gaz carbonique dans l'atmosphère. Même s'il ne représente que 1 % du réservoir atmosphérique du carbone, ce flux suffit à perturber le cycle de carbone de la planète. Sur ces 7 gigatonnes, 3,3 restent dans l'atmosphère, et 2 sont absorbées par les océans. Manque 1,8 gigatonne, qui pourrait, selon certains modèles numériques, être absorbée par la biosphère (les végétaux) continentale de l'hémisphère nord. D'autres modèles placent ce « puits » dans l'océan austral.

Il ne s'agit pas là d'un détail anodin, car les répercussions sont loin d'être les mêmes. En effet, quand le gaz carbonique est absorbé par l'océan, il ne réapparaît dans l'atmosphère que mille ans plus tard, en raison du très long cycle de circulation des eaux océaniques. En revanche, s'il est assimilé par les plantes et le sol, le

CO, refait surface après une vingtaine d'années seulement. La distinction est donc fondamentale pour savoir « avec combien de gaz carbonique nous vivrons dans les cent ans à venir », explique Philippe Chais (CEA Saclay). Mais, là encore, les choses se compliquent. Car, à ce « puits manquant », s'ajoute une « énorme variabilité intrannuelle du signal », qui a été constatée notamment entre 1980 et 1990. Pour y voir plus clair, les scientifiques français et étrangers comptent beaucoup sur les résultats d'un nouveau modèle numérique, le « Carbon cycle model intercomparison project ».

### LA PLACE DE L'HOMME

S'il s'avère que c'est la biosphère continentale qui « séquestre » le carbone manquant, il importe d'en savoir plus sur son fonctionnement. C'est là qu'interviennent les spécialistes des écosystèmes, qui modélisent les échanges de gaz carbonique entre la végétation, les sols et l'atmosphère afin de prévoir quelles seront les conséquences d'un doublement du gaz carbonique sur les écosystèmes et sur les capacités agricoles.

Car « il est grand temps de replacer l'homme au centre du débat », en intégrant dès à présent les « changements d'utilisation des terres » dans les prospectives climatiques, s'exclame, un brin provocateur, Jean-Claude Menaud (laboratoire d'écologie CNRS-Ecole normale supérieure de Paris). Ce n'est qu'ainsi que l'on pourra tenter de prévoir quelle sera l'alimentation en eau des villes dans les cinquante ans à venir et ce que l'on mangera.

Questions lourdes de sens pour les six milliards d'habitants de la planète Terre qui ont déjà, en cinquante ans, fait disparaître les deux tiers de la matière organique des sols dans les grandes plaines

chinoises et nord-américaines. Pour combler cette lacune, l'International Human Dimension Program a été adjoint depuis peu au programme mondial sur les changements climatiques : Global Change. Il réunit des spécialistes de sciences humaines (sociologues, géographes, économistes) aux climatologues, paléoclimatologues, chimistes de l'atmosphère et météorologues.

Mais ce programme « démarre bien lentement à notre goût », déplore Marie-Lise Chamblin, directeur de recherche au CNRS et nouvelle présidente, nommée par l'Académie des sciences, du comité scientifique français sur le Global Change.

Christiane Galus

## Des chercheurs réclament un moratoire sur les cultures « transgéniques »

Les Américains en commercialisent déjà

UNE CENTAINE de scientifiques européens, dont une moitié de Français, viennent de signer un appel « pour un contrôle du génie génétique ». Dans un texte rendu public mardi 28 mai, lors d'une conférence de presse organisée au Muséum national d'histoire naturelle de Paris, ils réclament « aux gouvernements et aux organisations internationales l'élaboration d'un moratoire sur la dissémination dans l'environnement des organismes génétiquement modifiés ».

Les signataires de ce texte évoquent le « principe de précaution »

L'apparition de ces « OGM », et plus particulièrement des plantes « transgéniques » (dans lesquelles a été introduit un gène étranger), date de la fin des années 1980. A cette époque, les techniques du génie génétique sont déjà bien maîtrisées. Dans leurs laboratoires, les chercheurs multiplient les expériences. En manipulant les gènes, ils parviennent à conférer à des variétés de colza, de maïs ou de betterave une résistance « naturelle » à un herbicide, ou encore à leur faire produire leur propre insecticide. Leurs victoires, pour l'essentiel, portent sur des plantes de grande culture. Donc destinées, à terme, à être disséminées dans l'environnement.

Près de dix ans plus tard, où en est-on ? En Europe, officiellement, aucun OGM n'a encore reçu d'autorisation de mise sur le marché. Mais

les candidats se bousculent, et plusieurs centaines de plantes transgéniques ont été cultivées en plein champ à titre expérimental. Aux Etats-Unis, l'étape de la commercialisation a déjà été franchie. Une tomate génétiquement modifiée est en vente depuis 1994, et des variétés de maïs, de pomme de terre et de coton devraient suivre prochainement.

Or, s'alarment les signataires de cet appel, « il n'existe pas à l'heure actuelle de science capable d'anticiper et de prévoir avec certitude le comportement et les effets des OGM ». Rappelant que ces derniers, « une fois lâchés dans le milieu naturel (...), ne peuvent plus jamais être maîtrisés », ils affirment que « certains peuvent nuire, muter ultérieurement, se multiplier de manière incontrôlable, avec des conséquences qu'il est impossible d'évaluer ».

« Nul ne peut aujourd'hui prévoir les toxicités, les envahissements compétitifs ou tout autre effet imprévu des plantes transgéniques », rappelle Jean-Marc Pelt, président de l'Institut européen d'écologie. A l'heure où les industriels exercent une forte pression sur le Parlement européen pour que celui-ci « concurrence des Etats-Unis oblige » à adopter une réglementation souple sur les produits issus des biotechnologies, les signataires de ce texte, pour la plupart biologistes, évoquent le « principe de précaution », trop négligé selon eux en faveur du « principe de fabrication ». Ils demandent un peu de temps, d'études et de ressources, pour que soient appréciées « tous les effets et toutes les retombées de ces recherches ».

Catherine Vincent

### Un effort de 1,5 milliard de francs

Dès les années 80, les recherches françaises sur les changements climatiques se sont organisées en fonction des priorités définies par le Programme mondial de recherche sur le climat (PMRC) et le Programme International géosphère-biosphère (PIGB). Aujourd'hui, plus de deux cents scientifiques (chercheurs, ingénieurs et techniciens) participent aux recherches sur le climat et l'environnement global sous leurs aspects physiques, chimiques et biologiques. En 1993, ces recherches ont été financées à hauteur de 825 millions de francs, somme à laquelle s'ajoute une composante spatiale de 675 millions de francs, soit un total de 1,5 milliard de francs.

En Europe, l'effort français est moins important que ceux de l'Allemagne (2,1 milliards de francs, hors espace) et de la Grande-Bretagne (1,25 milliard de francs). La contribution la plus importante est celle payée par les Etats-Unis. Elle s'est élevée en 1995 et 1996 à 9,35 milliards de francs (activité spatiale comprise).

### Sacrifiée aux dieux incas

ELLE AVAIT 13 ANS et de longs cheveux noirs lorsque sa vie prit fin, il y a plus de cinq siècles, dans le sud des Andes péruviennes. Agnoulée et recouverte de fins vêtements de laine colorée, sa momie, en parfait état de conservation, est exposée jusqu'au 19 juin dans les locaux de la National Geographic Society, à Washington. Elle constitue en effet l'un des témoignages humains les mieux conservés de l'histoire de l'empire inca, renversé par l'invasion espagnole, en 1532, après moins d'un siècle d'une domination éclatante s'étendant de la Colombie jusqu'au Chili.

Le corps congelé de la jeune fille fut retrouvé en septembre 1995 dans les glaces du mont Ampato (Le Monde du 3 novembre 1995) et par un pur hasard. L'archéologue américain John Reinhard, parti sur ces hauts plateaux avec un guide péruvien pour prendre des photographies de volcans en activité dans la cordillère des Andes, mit d'ailleurs plusieurs minutes à saisir l'ampleur de sa découverte. « Nous avons d'abord cru qu'il s'agissait d'une de ces nombreuses statuettes qui foisonnent dans la région », racontait-il, mardi 21 mai, lors d'une conférence de presse tenue à Washington. Conservée par les glaces, puis réapparue à la suite d'un réchauffement provoqué par les rejets de cendres d'un volcan voisin, la momie émergeait au milieu d'une mer gelée noircie par la cendre.

D'abord à dos d'homme, puis sur un âne, enfin

dans le coffre réfrigéré d'un bus, la momie fut convoyée jusqu'à l'université catholique Santa-Maria d'Arequipa (Pérou). Durant l'hiver, elle y fut examinée, sous toutes ses coutures, par les archéologues. Son « déshabillage », opération délicate entre toutes, n'a pas encore été achevé. Mais son corps, qui a également séjourné dans les laboratoires de la Johns Hopkins University de Baltimore (Maryland), a déjà livré quelques secrets.

### EXAMEN PAR TOMOGRAPHIE

« La fracture crânienne qu'elle porte au-dessus de l'œil droit montre qu'elle fut frappée à la tête, sûrement par un gourdin », ont précisé John Reinhard et son collègue péruvien Jose Antonio Chavez. Les examens par tomographie menés à Baltimore, où furent produites plus de 600 images des os et des organes de la momie, ont révélé un choc si violent que le cerveau en fut dévié vers la gauche. Si l'on ajoute que le mont Ampato était une montagne sacrée pour la religion inca, et que le corps y fut retrouvé entouré de nombreuses offrandes (feuilles de coca, céramiques, statuettes dorées), le doute n'est guère permis : la jeune fille fut très probablement sacrifiée aux dieux incas. Pour calmer, peut-être, la colère des nombreux volcans de la région.

Ca. V.  
(d'après AFP et Herald Tribune.)

### APPEL A CANDIDATURE

C.E.R.I.E.S.  
**BOURSE DE RECHERCHE DU C.E.R.I.E.S.**  
250 000 FF

UNE INITIATIVE DU CENTRE DE RECHERCHES ET INVESTIGATIONS ÉPIDÉMIQUES ET SENSORIELLES (C.E.R.I.E.S.)...

Le C.E.R.I.E.S. est un centre de recherche autonome financé par la société CHANEL dont la mission est de développer et d'encourager la recherche sur la physiologie et la biologie de la peau saine.

### PHYSIOLOGIE OU BIOLOGIE CUTANÉE ET/OU RÉACTIONS DE LA PEAU SAINE AUX FACTEURS D'ENVIRONNEMENT...

Le C.E.R.I.E.S. remettra chaque année une Bourse de Recherche sur la physiologie ou la biologie de la peau saine.

Cette Bourse permettra à un chercheur en dermatologie de poursuivre ses travaux de recherche fondamentale ou clinique dans le domaine de la physiologie ou de la biologie cutanée et/ou des réactions de la peau saine aux facteurs d'environnement.

Le lauréat sera sélectionné par un jury international composé des membres du Conseil Scientifique du C.E.R.I.E.S.

Date limite des candidatures : 15 juillet 1996

Adressez vos demandes de dossiers de candidature à la Bourse de Recherche du C.E.R.I.E.S., 11, rue Paul Baudry - 75008 PARIS - Tél : (1) 42 99 93 93 - Fax : (1) 40 74 07 14 et retournez-les avant le 15 juillet 1996 au C.E.R.I.E.S., 20, rue Victor Noir - 92521 NEUILLY-SUR-SEINE CEDEX - Tél : (1) 46 43 49 00



## Les aventuriers du « bout de la terre »

Entre Pacifique et mer de Cortès, l'extrémité de la péninsule de Basse-Californie est une destination pour amateurs de grand large et de grand air

SAN JOSÉ DEL CABO de notre envoyée spéciale

La rumeur de leur arrivée les devance. Les pêcheurs de la « Baja » (Basse-Californie pour les habitués), pressés d'arrondir leurs fins de mois en se transformant en guides touristiques, scrutent l'océan, y guettent le moindre jaillissement. Enfin, elles sont là. D'abord, les solitaires. Puis, les troupes de vingt, trente, voire cent baleines grises, à bosse, bleues...

Au terme d'une migration de 18 000 kilomètres depuis l'Arctique, de décembre à mars, elles engraisent, mettent bas, s'accouplent dans les eaux chaudes et riches en plancton de la mer de Cortès. Soufflant, plongeant cul par-dessus tête, claquant joyeusement la surface de l'eau de leurs caudales ou bondissant arc-boutées, presque aériennes,

tendues vers le ciel, elles offrent le spectacle puissant et fragile de la beauté du monde.

Mais le « bout de la terre », à l'extrémité d'une péninsule longue comme la botte italienne, étroite (une centaine de kilomètres de large), d'une nudité souvent lunaire vue d'avion, réserve au voyageur d'autres émerveillements que celui des amours des cétacés.

Préservée dans son ensemble des effets du tourisme, l'unique route, la Transpeninsular, qui relie la Basse-Californie du Nord à celle du Sud, n'ayant été ouverte qu'en 1973, la nature semble ici rappeler en permanence sa formation à partir d'un tremblement de terre de la faille de San Andreas, il y a 12 millions d'années. Peu peuplé, le cap est un monde vierge, sans trop d'artifices humains. Parfois abrupte, toujours



brute. Juste sous le tropique du Cancer, avec un soleil éclatant et un ciel pur, il concentre baleines, morces, éléphants de mer, phoques, tortues, espadons, récifs coralliens, courants déchaînés, lagunes, plages immenses, canyons profonds comme le San Dionisio dans la Sierra Laguna sur les pentes duquel poussent pêle-mêle chênes, palmiers, car-

tus, pins... Partout, ce sont des patchworks d'ocre, de brun, de rouge, de rose tyrien, de terre de Sienne, de noir, d'indigo ou de vert.

Pour apprécier le cap à sa vraie mesure, le meilleur moyen est de l'« encircler » en empruntant ses uniques routes, la 1 et la 19. De La Paz (la plus grande ville, 150 000 habitants) sur la mer de

Cortès, celles-ci rejoignent Cabo San Lucas, station balnéaire en pleine expansion dont le seul intérêt est d'être le point mythique d'union des eaux du Pacifique et de la mer de Cortès.

Emotion garantie quand, après une centaine de kilomètres et les éblouissements de l'asphalte au milieu d'étendues de cactus chandelliers où se perdent quelques

ranchos étiquetés par des écoliers, bornées à l'horizon par des montagnes violettes noyées dans des brumes de chaleur, vous arrivez à Todos Santos.

Devenue un rendez-vous des surfeurs, la petite ville coloniale du XVII<sup>e</sup> siècle aux maisons basses et acidulées surplombe une oasis plantée de caoutchoucs géants, de palmiers, de bougainvilliers, d'eucalyptus, de goyaviers et de jasmains.

La surprise est semblable quand, quittant Cabo San Lucas, vous longez la mer dans des couloirs de soleil flamboyants pour emprunter les allées de laurier-roses à l'entrée de San José del Cabo.

C'est dans les années 40 que l'acteur John Wayne, amateur de pêche sportive, découvrait la « baja » et l'ouvrait au tourisme

Ou quand, au bout d'une piste, vous jouissez en solitaire du spectacle de falaises paraissant surgir de la mer, de même qu'après une promenade sur l'eau vous voyez des phoques aboyant vautre sur des rochers sautoirs.

C'est dans les années 40 que l'acteur John Wayne, amateur de pêche sportive, découvrait la Baja et l'ouvrait au tourisme.

Aujourd'hui, Cabo San Lucas, le « bout de la terre », est toujours une contrée d'aventures, de toutes les aventures. Sportives (surf, planche à voile, plongée sous-marine, pêche au gros...) mais aussi contemplatives. Elle ne possède pas de grands sites archéologiques, mais elle est riche en « folles » animales, végétales et minérales qui les valent bien.

Mario-Hélène Jaquez

remparts, tours d'escaliers, fontaines à mosaïques, cheminées monumentales : chaque époque et style régional sont ici représentés. Centrales de réservation : Pegasus, à Evreux, pour le nord de la France (tél. : 32-38-58-21) ; Avec l'Altiex, à Toulouse, pour le sud (tél. : 61-63-11-71). Un catalogue annuel (sur



### Une chambre au château

■ Une demeure de famille et de caractère, avec une, deux, voire cinq chambres d'hôtes, ouvertes au visiteur de passage qui cherche étape à l'ombre de murs centenaires sur les routes de l'histoire de France, et l'obligation aux maîtres des lieux de le recevoir personnellement, chaleureusement : voilà l'affaire de Château accueil. Cette association regroupe cette année soixante et onze propriétaires de châteaux, manoirs, forteresses, abbayes et prieurés réhabilités, qui proposent des chambres de 400 F à 800 F pour deux, avec petit déjeuner. La formule a été lancée, il y a quinze ans, par la vicomtesse de Bonneval, propriétaire du château de Thauvières, une demeure XVIII<sup>e</sup> flanquée de deux tourelles, au cœur du Berry. Recevoir des hôtes payants en les traitant comme des amis permettait de couvrir une partie des frais d'entretien de ces maisons. Nombre de ces bâtisses, classées - ou inscrites - à l'Inventaire des Monuments historiques, recevaient des subventions de l'Etat pour les restaurations, avec la contrainte d'ouvrir leurs portes aux visiteurs. Les loges apportaient quelques subsides. Une charte fixe les conditions d'adhésion à l'association. La bâtisse, propriété de famille depuis deux générations (au moins), doit présenter un caractère historique. Ainsi, en Indre-et-Loire, le manoir du Port-Guyot, ancien rendez-vous de chasse du XV<sup>e</sup> siècle, accueille les amoureux de Ronsard. Sur les bords de la Loire, au château de Colliers, milieu de Chambord, on loge chez les descendants du marquis de Vaudreuil, ancien gouverneur de Louisiane. A Bassignac, dans le Cantal, l'ancienne maison forte garde le souvenir du Grand Condé. Douves,

demande : 40 F) dévoile chaque demeure avec photos en couleurs, descriptif précis et plan d'accès. ■ La présentation du répertoire « Bienvenue au Château » est plus modeste. Un croquis pour chaque maison remplace la photo, mais les étapes (120 en 1996) couvrent l'Ouest : Bretagne, Normandie, Pays de la Loire, Centre, Poitou-Charentes. L'initiative revient au conseil régional des Pays de la Loire (brochure gratuite sur demande, tél. : 40-48-24-20). Chaque propriété privée, possédant des chambres d'hôtes, doit répondre à une charte de qualité pour recevoir le label et figurer au répertoire. Prix moyen des chambres : 400 F à 500 F. La plupart de ces châteaux assurent également le couvert, en tables d'hôtes.

■ Deux ouvrages proposent une sélection de bâtiments de caractère, fermes, manoirs, maisons de maître, moulins, bastides, mas et châteaux. Aux éditions Rivages (129 F), le Guide de charme des maisons d'hôtes en France (561 maisons en 1996) ; prix moyen pour deux : 250 F à 500 F. Enfin, Chambres d'hôtes et gîtes prestige, des Gîtes de France (90 F, 3615 Gîtes de France), annonce des étapes de qualité pour un budget comparable.

Florence Evlin

### PARTIR

■ LE TRAIN DES RIZIÈRES. Dans sa brochure 1996, le voyageur Nouveau Monde propose de traverser en treize jours le Vietnam, du sud au nord (de Ho Chi Minh à Hanoï via Nha Trang, Da Nang et Hué), en train, moyen de déplacement idéal pour découvrir le pays. De sa fenêtre, on voit défilier les paysages de rizières et les longues plages désertées. Il en coûte 2 640 francs par personne, avec les billets de train, les transferts, l'hébergement en chambre double et certains repas. A quoi il faut ajouter le vol aller-retour depuis Paris (à partir de 4 900 francs), Bordeaux, Marseille ou Nantes.

★ Nouveau Monde, 8, rue Mabilon, 75006 Paris. Tél. : 43-29-40-40.

■ TIERCE BALTE. Seuls par leur situation sur la Baltique, Estonie, Lettonie et Lituanie se distinguent par la culture, la langue et la population. En une semaine, on peut découvrir Tallin, bourg médiéval auquel parcs et lacs donnent un air bucolique, Riga, avec ses églises gothiques et baroques, et Vilnius, Belle au bois dormant, d'où l'on embarque pour Trakai, ancienne capitale de la Lituanie située sur une île dominée par une forteresse du XIV<sup>e</sup>. De Paris, SAS dessert, via Copenhague, ces trois villes. A noter, en complément d'un billet Paris/Copenhague ou Stockholm, un « Baltic Pass » de 1 à 4 coupons (environ 570 francs le coupon), permettant de rallier, depuis la Scandinavie, les capitales baltiques, Saint-Petersbourg et Kaliningrad.

★ SAS, réservations : 33-43-25-25.

■ AFRIQUE DU SUD. Douze jours pour parcourir l'Afrique du Sud, de Johannesburg à Durban, et découvrir les paysages du Swaziland, surnommé « la petite Suisse ». Le parc Kruger (et, au sud, la réserve privée de Bongam, chère à Nelson Mandela) et la réserve de Hluhluwe, célèbre pour ses rhinocéros noirs. Ce voyage est accessible à partir de 13 900 francs par personne en chambre double (en bed and breakfast, demi-pension ou pension complète selon les étapes) avec l'avion, une voiture de location en kilométrage illimité, l'hébergement dans des lodges de qualité, les sorties dans les réserves et l'assurance assistance-rapatriement.

★ Renseignements au Comptoir d'Afrique, 23, rue du Port-Neuf, 75001 Paris. Tél. : 42-21-46-89.

Le Monde et La Stampa ensemble à Paris, Milan et Turin.

La façon la plus européenne de regarder le monde.

A partir du 1<sup>er</sup> juin ensemble à 12F\*

Du lundi au dimanche, deux grands quotidiens européens paraissent ensemble à Paris, Milan et Turin : une grande vision d'ensemble à 12F seulement.

\* à Milan et à Turin, à 3.200 Lires.

LA STAMPA

Le Monde

Où trouve-t-on Le Monde et La Stampa? Aux Champs Elysées, Quartier Latin, Montparnasse, Opéra, grandes Gares.

MOTS CROISÉS



ABONNEMENTS

ABONNEMENTS



## Un temps estival

**JEUDI MATIN**, de la Bretagne à la Normandie, le ciel sera voilé par des nuages élevés, avec une impression agréable. Du Nord-Pas-de-Calais à la Picardie jusqu'aux Ardennes, les nuages et les éclaircies alternent. Sur le reste du pays, le ciel sera clair, avec quelques brumes locales.

L'après-midi, il fera encore beau de la Bretagne à la Normandie jusqu'au Nord-Pas-de-Calais, mais les voiles nuageuses deviendront plus épaisses en fin de journée. Sur les Ardennes et près de la frontière belge, quelques passages nuageux n'empêcheront pas le soleil de briller.

Sur les Alpes, quelques cumulus de beau temps se développeront en cours d'après-midi. Sur l'Aquitaine, des nuages venus d'Espagne deviendront plus menaçants en soirée avec un risque d'ondée locale, et parfois d'un orage près des côtes.

Sur les Pyrénées, les nuages et les belles éclaircies alternent, avec quelques ondées locales et un risque d'orage isolé. Sur le reste du pays, ce sera le grand beau temps, avec beaucoup de soleil et de chaleur.

Les températures minimales vont de 8 à 12 degrés au nord et de 13 à 17 degrés au sud. L'après-midi, le thermomètre marquera 21 à 26 degrés au nord et 26 à 32 degrés au sud.

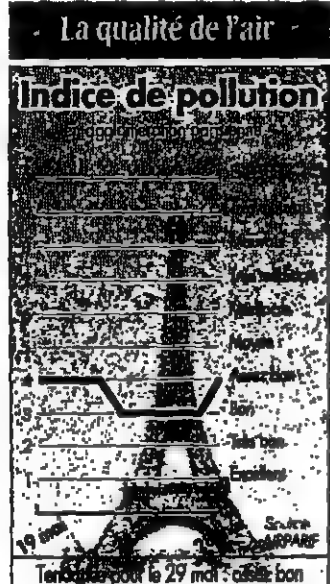
Vendredi matin, les nuages et les éclaircies alternent de la Bretagne à la Normandie jusqu'aux Pays-de-Loire. Quelques pluies faibles se produiront des Charentes au Centre jusqu'au Nord-Pas-de-Calais. Des Pyrénées à l'Île-de-France jusqu'aux Ardennes, les nuages seront nombreux avec un risque d'orage. Sur les régions est, il fera beau, avec quelques voiles nuageux.

Vendredi après-midi, les éclaircies reviennent au nord-ouest jusqu'à l'Île-de-France. Le soleil restera prédominant des Alpes à la Méditerranée jusqu'à la Corse. Le ciel sera très nuageux des Pyrénées au Massif Central jusqu'au nord-est, avec un risque d'orage et parfois quelques pluies épaisses. Il fera plus frais l'après-midi, avec 20 à 26 degrés du nord au sud du pays.

(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)



Prévisions pour le 30 mai vers 12h00



Tendances pour le 29 mai : assez bon



Prévisions pour le 30 mai vers 12h00

- Ensoleillé
- Éclaircies peu nuageux
- Nuageux, courtes éclaircies
- Brouille et bruine
- Très nuageux ou couvert
- Pluie ou bruine
- Averses
- Orages
- Vent fort
- Neige

TEMPÉRATURES	du 28 mai	du 29 mai	du 30 mai
GRENOBLE	18/6	18/6	18/6
LILLE	17/4	17/4	17/4
LYONS	18/7	18/7	18/7
MARSEILLE	23/15	23/15	23/15
NANCY	16/4	16/4	16/4
NANTES	19/8	19/8	19/8
NICE	24/16	24/16	24/16
PARIS	19/10	19/10	19/10
PAU	21/11	21/11	21/11
PERPIGNAN	24/17	24/17	24/17
POINTE-À-PITRE	30/25	30/25	30/25
RENNES	19/10	19/10	19/10
STRASBOURG	22/10	22/10	22/10
TOULOUSE	20/9	20/9	20/9
ALGER	27/10	27/10	27/10
AMSTERDAM	19/12	19/12	19/12
ATHÈNES	26/18	26/18	26/18
BANGKOK	32/22	32/22	32/22
BARCELONE	23/15	23/15	23/15
BEIRUTH	24/16	24/16	24/16
BELGRADE	21/11	21/11	21/11
BOMBAY	34/28	34/28	34/28
BRASILIA	26/17	26/17	26/17
BRUXELLES	19/10	19/10	19/10
BUCAREST	22/12	22/12	22/12
BUDAPEST	19/9	19/9	19/9
CAIEN	24/16	24/16	24/16
CHICAGO	12/8	12/8	12/8
COPENHAGUE	14/4	14/4	14/4
DARAR	23/15	23/15	23/15
DIARKEA	32/24	32/24	32/24
DURAI	36/26	36/26	36/26
DUBLIN	20/12	20/12	20/12
FRANCOFORT	19/15	19/15	19/15
GENÈVE	18/6	18/6	18/6
HANOI	30/25	30/25	30/25
HONGKONG	30/25	30/25	30/25
HONOLULU	28/18	28/18	28/18
JERUSALEM	24/15	24/15	24/15
KIEV	19/9	19/9	19/9
KUALA LUMPUR	30/25	30/25	30/25
LE CAIRE	31/20	31/20	31/20
LIMA	19/17	19/17	19/17
LISBONNE	17/12	17/12	17/12
LOS ANGELES	19/13	19/13	19/13
LUXEMBOURG	17/12	17/12	17/12
MADRID	30/15	30/15	30/15
MARIANNECH	30/24	30/24	30/24
MEXICO	31/14	31/14	31/14
MILAN	27/15	27/15	27/15
MONTREAL	20/11	20/11	20/11
MOSCOW	19/8	19/8	19/8
MUNICH	19/11	19/11	19/11
NAIROBI	23/15	23/15	23/15
NEW DELHI	43/30	43/30	43/30
NEW YORK	18/13	18/13	18/13
OSAKA	20/14	20/14	20/14
PARIS	19/10	19/10	19/10
PRAGUE	12/2	12/2	12/2
PRETORIA	19/15	19/15	19/15
RABAT	20/16	20/16	20/16
RIO DE JANEIRO	24/17	24/17	24/17
ROME	20/15	20/15	20/15
SAN FRANCISCO	17/10	17/10	17/10
SANTO DOMINGO	28/20	28/20	28/20
SEVILLE	30/20	30/20	30/20
ST-PETERSBURG	19/12	19/12	19/12
STOCKHOLM	17/7	17/7	17/7
SYDNEY	21/10	21/10	21/10
TENERIFE	28/20	28/20	28/20
TOKYO	27/17	27/17	27/17
TUNIS	25/16	25/16	25/16
VALSOVIE	19/8	19/8	19/8
VENISE	23/10	23/10	23/10
VIENNE	16/8	16/8	16/8

## IL Y A 50 ANS DANS le Monde

### L'accord financier franco-américain

APRÈS onze semaines de négociations, l'accord financier franco-américain a été signé mardi 28 mai à la Maison Blanche par M. Léon Blum pour la France et M. James B. Byrnes pour les États-Unis.

On enregistrera d'abord avec satisfaction le fait que les comptes relatifs aux opérations de prêt-bail et d'aide réciproque, qui se soldaient pour nous par un déficit de 1 500 millions de dollars, sont définitivement apurés. La nature des obligations souscrites par nous demeure vague et prête à contestation. Toute controverse est désormais exclue : les dettes de guerre sont entièrement effacées ; avantage d'autant plus grand qu'une bonne partie des livraisons dont nous avions bénéficié intéressait la reconstruction et le secteur civil.

Il reste que nous ne disposons que de 967 millions de dollars d'argent frais. Nos besoins de crédits étant estimés à 2 200 millions de dollars, un trou important reste à combler. Mais tout laisse à penser, si nous continuons dans la voie dans laquelle nous nous sommes engagés, que nous n'éprouverons aucune difficulté à trouver le solde qui nous est nécessaire.

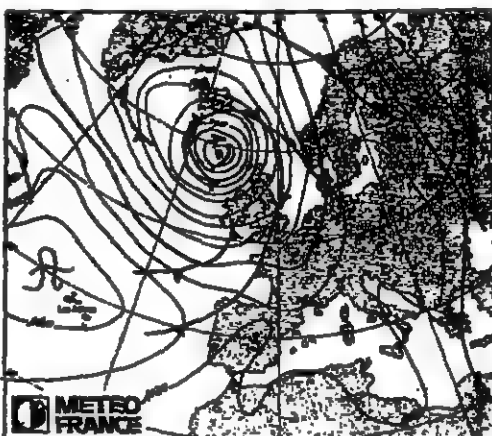
Les négociations qui viennent d'aboutir ont été menées de bout en bout sur le plan de la stricte technique financière et commerciale. A aucun moment, M. Blum n'a fait appel à la générosité américaine, pendant que, de leur côté, nos interlocuteurs se sont soigneusement abstenus de nous demander des garanties politiques ou économiques.

Au vu du plan que nous leur avons soumis, les Américains ont estimé que la France, décidée à travailler avec courage, était à même de retrouver sa prospérité et de participer à nouveau à ces échanges internationaux dont les États-Unis sont aujourd'hui les champions.

(30 mai 1946.)

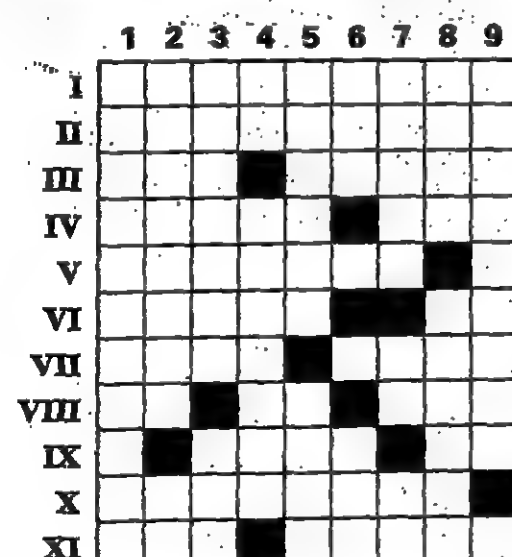


Situation le 29 mai, à 0 heure, temps universel



Prévisions pour le 31 mai, à 0 heure, temps universel

## MOTS CROISÉS



**HORIZONTALEMENT**  
I. Qui aurait besoin d'être mieux ficelé. - II. Un homme dont on attend un peu de reconnaissance. - III. Dispositif des couleurs. Écarté de sa direction. - IV. Prend l'air.

## ABONNEMENTS 3615 LE MONDE CODE ABO

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à : Le Monde Service abonnements			
24, avenue du G <sup>e</sup> Octobre - 69646 Chantilly Cedex - Tél. 216 (1) 42-17-33-90			
In date	France	Autres pays	Autres pays
1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F
6 mois	1 033 F	1 123 F	1 560 F
3 mois	534 F	572 F	790 F

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_  
 Adresse : \_\_\_\_\_  
 Code postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_  
 Pays : \_\_\_\_\_  
 Ci-joint mon règlement de : \_\_\_\_\_ FF par chèque bancaire ou postal ; par Carte bancaire : \_\_\_\_\_  
 Signature et date obligatoires  
 Changement d'adresse : \_\_\_\_\_  
 • par téléphone 4 jours. (Merci d'indiquer votre numéro d'abonnement.)  
 Renseignements : Portage à domicile • Suspension vacances.  
 • Tarif autres pays étrangers • Paiement par prélèvements automatiques mensuels.  
 33 (1) 42-17-33-90 de 8 h 30 à 17 heures du lundi au vendredi.  
 • Par Minitel 3615 code LE MONDE, accès ABO.

## LE CARNET DU VOYAGEUR

**■ SICILE.** La compagnie Meridiana ouvrira, samedi 1<sup>er</sup> juin, une ligne Paris-Catane-Palermo, qu'elle desservira quotidiennement au départ de l'aéroport Roissy-Charles-de-Gaulle, sur des appareils bi-classes équipés de téléphones, facilement utilisables avec une carte de crédit.

**■ GARES.** Des espaces « Eurafaires » équipés de téléphones, Minitel et télécopies, réservés aux voyageurs munis d'un billet de première classe viennent d'être inaugurés à la gare de Lyon à Paris et à la gare Part-Dieu à Lyon. De tels espaces existent déjà dans les gares de Metz, Nancy et Paris-Est, et devraient ouvrir dans les prochaines semaines dans celles de Dijon, Nantes, Bordeaux et Paris-Montparnasse. - (AFP)

**■ PROVENCE.** Trente trains express régionaux (TER) à deux étages seront expérimentés dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur dès la fin de 1997. Ces trains rames, qui pourront accueillir 210 personnes, seront testés sur les lignes électrifiées situées entre Les Arcs, dans le Var, et Vintimille, en Italie. - (AFP)

**■ ESPAGNE.** La compagnie espagnole Air Europa a signé un accord de licence avec les autorités cubaines lui donnant l'exclusivité de l'exploitation de la liaison Madrid-Varadero (Cuba). Air Europa, qui effectue actuellement deux vols hebdomadaires au départ de Madrid à destination de Varadero, devrait ajouter un troisième vol à partir de novembre. - (AFP)

**■ JAPON.** Tokyo figure toujours parmi les villes les plus chères du monde. D'après une étude du gouvernement japonais, le coût de la vie dans la capitale du Japon est 1,59 fois plus élevé qu'à New York, 1,5 fois plus qu'à Londres et 1,35 fois plus qu'à Paris. - (Reuters)

**■ FLORENCE.** La municipalité de Florence a décidé de s'attaquer aux pigeons, accusés de dégrader statues et bâtiments par leurs déjections. Les éboueurs, équipés de filets, vont devoir capturer 200 volatiles par jour. Les oiseaux malades seront abattus, les autres désinfectés puis remis en liberté. - (Reuters)

## PARIS EN VISITE

**Vendredi 31 mai**

**■ PASSAGES ET GALERIES MARCHANDES :** 1<sup>er</sup> parcours (50 F), 10 h 30, angle de la rue de Rivoli et de la rue de Marengo (Paris autrefois).

**■ L'ANCIEN VILLAGE DE VAUGRARD** (60 F), 11 heures, sortie du métro Vaugrard (Vincent de Langlade).

**■ LES AVENUES VOLTAIRE ET PARMENTIER** (50 F), 11 heures, sortie du métro Voltaire, côté mairie du XI<sup>e</sup> (Emilie de Langlade).

**■ L'ÎLE SAINT-LOUIS** (50 F), 11 heures et 15 h 30, sortie du métro Pont-Marie (Claude Marti).

**■ MUSÉE DU LOUVRE** (33 F + prix d'entrée) : les arts d'Islam, 11 h 30 ; Le Bocal d'olives, de Chardin, 12 h 30 ; la vie des douze Césars, 14 h 30 (Musées nationaux).

**■ MUSÉE D'ORSAY :** une œuvre à voir, Le Pauvre Pêcheur, de Puvion de Chavannes (24 F + prix d'entrée), 12 h 30 (Musées nationaux).

## LE THÉÂTRE DU VIEUX-COLOMBIER

**■ LA CATHÉDRALE ORTHODOXE RUSSE** (50 F + prix d'entrée), 14 h 30, 12, rue Dancie (Institut culturel de Paris).

**■ DE SAINT-SULPICE à Saint-Joseph des Carmes** (40 F), 14 h 30, devant le portail de Saint-Sulpice (Sauvegarde du Patrimoine).

**■ LA RUE DU BAC** (50 F), 14 h 30, sortie du métro Bac (Paris pittoresque et insolite).

**■ DU « COMMERCE » DE GRENNELLE à Saint-Jean-Baptiste de la Petite-Garenne** (60 F), 15 heures, sortie du métro Émile-Zola (Vincent de Langlade).

**■ LE MARAIS de Léon Mallet** (37 F), 15 heures, 60, rue des Francs-Bourgeois (Monuments historiques).

**■ MARAIS :** hôtels, jardins et place des Vosges (50 F), 15 heures, sortie du métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

**■ MONTMARTRE** (50 F), 15 heures, sortie du métro Abbesses (Paris passé, présent).

**■ MUSÉE DU MOYEN-ÂGE :** la chasse de Nivelles et l'orfèvrerie gothique (36 F + prix d'entrée), 15 h 30 (Musées nationaux).

## LE DERNIER ÉTAT DE LA TERRE

Les catastrophes naturelles sont de plus en plus nombreuses et destructrices. L'activité humaine en est en partie responsable. Pourquoi ? Et peut-on y remédier ?

## LES CRISES DE L'ANNÉE 1956

- La France confrontée à la rébellion algérienne.
- Khrouchtchev dénonce les crimes de Staline.
- La révolte hongroise ébranle le communisme.
- L'expédition franco-anglaise en échec à Suez.

JUIN 1996

UNE PUBLICATION DU MONDE

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



**CINÉMA** Au lendemain de la fête cannoise, les nouveaux films sont rares sur les écrans. Michael Cimino fait son retour avec un thriller trop peu surprenant, mais

qui permet de retrouver par moments la virtuosité du réalisateur de *La Porte du paradis*. ● **COMÉDIE** modeste et vive, *Des lendemains qui chantent*, de Caroline



Chomienne, est cette semaine le seul représentant du cinéma français. ● **LA SAGA** d'un cinéaste kabyle illustre le combat de l'artiste contre l'obscurantisme.

## Avec « Sunchaser », Michael Cimino tente de retrouver ses marques

Porté au pinacle après « Voyage au bout de l'enfer », brisé par « La Porte du paradis », celui qui demeure un des cinéastes américains les plus originaux et brillants cherche à se construire une nouvelle image

LA VOIX n'a pas changé, douce, calme, égale. La manière de parler est la même, lente et précise, avec pourtant une pointe de désinvolture. L'homme, en revanche, apparaît transformé. Tel, du moins, que le chapeau texan écarlate à bords relevés et les lunettes noires permettant de le deviner. Visage amaigri et lisse, cheveux blonds soigneusement apprêtés, le Michael Cimino de *Sunchaser* ne ressemble pas à celui de *La Porte du paradis*.

Seize années ont passé, qui n'expliquent pas tout. Seize années et quatre films seulement. *L'Année du dragon* (1985), *Le Sicilien* (1987), *Desperate Hours* (1990) et *Sunchaser*. Il reste sur deux échecs, mais affirme qu'il n'a jamais cessé de travailler. « Je suis comme un footballeur qui se tient prêt à entrer en jeu à n'importe quel moment. » Sur tout, ne pas donner l'image d'un cinéaste dont la méfiance des producteurs contrarie les projets personnels. Le passé n'a aucune importance, une nouvelle métaphore sportive lui permet de l'affirmer: « Au golf, il faut se concentrer sur le trou suivant, en oubliant tout du coup précédent, qu'il ait été réussi ou raté. » Pas facile, surtout pour un metteur en scène qui, en deux films, avait déjà tout connu.

Affilié en France d'un titre grotesque (*Le Canardeur*), sorti dans une indifférence à peine polie, *Thunderbolt and Lightfoot*, sa première réalisation (1974, avec Clint Eastwood) ne laissait pas présager le coup de tonnerre provoqué par



DESIGN: MARC TALAUSIER

le deuxième film de Cimino, *Voyage au bout de l'enfer* (1978). Coup de tonnerre critique, commercial et médiatique. Immense succès à tous égards pour cette ambitieuse exploration de l'âme américaine confrontée au traumatisme vietnamien. Avec, en prime, la polémique autour de la

description des tortures infligées par les Vietnamiens, qui, dans le film, imposent à leurs prisonniers d'atroces séances de « roulette russe ». La conclusion, qui voit les personnages enterrer *God Bless America*, fit également problème en Europe, où Cimino fut classé au rang des représentants de la droite

la plus réactionnaire. Mais à Hollywood, il ne faisait aucun doute que le metteur en scène était bien, à trente-cinq ans (il est né en 1943), le nouveau *wonder boy* du système. Statut qu'il allait aussitôt s'appliquer à mettre à profit et à détruire d'un même élan.

Sa volonté d'exercer un contrôle absolu, son obsession de l'authenticité, son souci du détail, allés à des comportements parfois déplorables, mais également le désarroi dont était alors saisie une production hollywoodienne aux abois transformèrent le tournage de *La Porte du paradis* en un interminable feuilleton-catastrophe dont tous les participants sortirent brisés. Contraint de présenter une version profondément remaniée (151 minutes au lieu des 219 de la première version, qui ne fut jamais exploitée aux États-Unis), Cimino fut tenu pour responsable de la faillite des Artistes associés et coupable du naufrage commercial de *La Porte du paradis*. Inspirée d'un épisode de la guerre ayant opposé, en 1890, grands éleveurs et fermiers du Wyoming, cette fresque complexe et d'une extrême richesse offrait au cinéaste de mettre au jour les racines de l'Amérique et les contradictions originelles d'une société dont il prétendait être le peintre, le chroniqueur et le critique.

Cette mésaventure vint à Cimino d'être considéré par les critiques américains comme un nouveau Eric von Stroheim, cinéaste porté au pinacle par une industrie

qui se lassa de ses ambitions et de ses fantasmes, et le réduisit au silence. Lui-même ne souhaite pas s'attarder sur la question, mais l'évocation de la version intégrale de *La Porte du paradis*, que l'on a pu voir en France en 1988, réveille en lui les accents d'une nostalgie qu'il s'applique à masquer aussitôt. « Bien sûr que je suis extrêmement touché lorsque l'on vient me dire que c'est un grand film, qui avait tout pour devenir un classique du cinéma américain. Mais je suis également très fier de *Sunchaser* et de la ferveur qu'il suscite. Après ce

trouve une telle variété de blessures ». Un travail préparatoire qui a correspondu à l'idée qu'il se fait du métier de cinéaste, qui consiste à explorer le monde pour le spectateur. « Je me sentais déshonoré, ajoute-t-il, de planter ma caméra en un lieu qu'un autre metteur en scène a déjà filmé. »

Raison pour laquelle il se réfère fréquemment à Isabelle Eberhardt et à T.E. Lawrence, partis à la rencontre de cultures différentes, et évoque spontanément l'impression produite sur lui, il y a plus de trente ans, par le film de David

Il a passé des semaines en prison, a étudié le langage des protagonistes, fréquenté le Martin Luther King Hospital... Pour lui, le métier de cinéaste consiste aussi à explorer le monde pour le spectateur

film, je ne peux qu'avoir confiance en l'avenir. »

Sans doute est-ce en cela que Cimino a le plus changé. Lorsqu'il réalisait *L'Année du dragon*, ou même *Le Sicilien*, il portait en lui une colère rentrée, nourrie par un sentiment de profonde injustice et une volonté de prouver que l'échec de *La Porte du paradis* n'était pas le sien. Rien de tel aujourd'hui, juste l'affirmation que *Sunchaser*, « film construit autour de la notion de guérison, répond à un besoin très présent de spiritualité, causé en grande partie par l'emprise trop forte exercée par la technologie sur la vie des gens ». De ce sentiment, il tire la certitude que « l'Amérique est de nouveau prête à accepter les différences, le mélange des races et des cultures ».

Pour écrire le scénario, dont il affirme avoir eu lui-même l'idée, bien que le générique crédite le seul Charles Leavitt (« pour des questions de droits »), il a passé plusieurs semaines en prison, a longuement étudié le langage des différents protagonistes (« aussi éloignés que peuvent l'être deux langues étrangères l'une de l'autre »), a traqué près de South Central (« un autre monde, à trente minutes seulement de Beverly Hills ») et fréquenté le Martin Luther King Hospital, où « l'armée américaine envoie ses chirurgiens, parce que nulle part ailleurs on

Lean Lawrence d'Arabie. « C'est pour cela que j'ai été aussi heureux de travailler avec Maurice Jarre, qui a composé la musique de Lawrence et celle de *Sunchaser*. J'avais l'impression de tourner une page de l'histoire du cinéma. » Avec encore un brin de nostalgie, car aucun studio n'oserait sans doute se lancer aujourd'hui dans la production de *Lawrence d'Arabie*: « Je crois que le temps de ces grandes et ambitieuses superproductions revivra, car l'histoire du cinéma est cyclique. Pour l'instant, je suis comme un explorateur qui se voit prêt à partir à l'aventure et attend que quelqu'un accepte de financer l'expédition. »

Pour que le temps paraisse moins long, Cimino travaille actuellement sur un nouveau scénario, écrit des poèmes et entend terminer le roman commencé il y a quelques mois. « J'en suis à environ trois cent cinquante pages, précisez-il fièrement. J'ai compris que c'était infiniment plus difficile que de réaliser un film, même s'il est impossible de comparer. Le romancier est plus libre que le cinéaste et cette liberté le charge de davantage de responsabilités. »

Être seul responsable, de l'échec comme du succès. Ce pourrait être, seize ans après *La Porte du paradis*, le but que vise sans l'avouer Michael Cimino.

Pascal Mérieau

## Retour aux sources de la société américaine

**SUNCHASER**, film américain de Michael Cimino. Avec Woody Harrelson, Jon Seda, Anne Bancroft (2 h 00).

*Sunchaser* repose sur le plus classique des mécanismes cinématographiques, la rencontre forcée de deux individus qui n'ont rien à faire ensemble et vont être contraints à un voyage qui les révélera. Donc « Blue », adolescent violent sorti des bas quartiers et qui ne paraît devoir échapper à la prison que pour mourir du cancer qui le ronge, prend en otage le docteur Reynolds, jeune mandarin de la chirurgie au parcours rectiligne de yuppie, avec les accessoires afférents (femme, enfant, Porsche, costume, morgue...). Métis de navajo, « Blue », qui n'a foi en rien ni personne, croit pourtant à un lac mythique dont les eaux le sauveraient, là-bas dans les montagnes de ses ancêtres. Braqué, secoué, houspillé

et ridiculisé, le toubib suit en pestant et en plaçant la cause de la science rationnelle et de l'ordre établi.

On attendait beaucoup le retour de Cimino, on l'attend depuis *L'Année du dragon*, sa dernière réussite. Le résultat est mitigé. Le cinéaste n'a rien perdu de sa virtuosité, dès qu'il s'agit d'emballer une scène d'action à partir des rapports entre ses personnages. *Sunchaser* bénéficie d'un rythme sans faille au fil de sa virée qui va de Los Angeles au désert du Colorado. Et l'auteur des *Portes du paradis* sait à merveille filmer les paysages splendides où s'enracinent l'histoire et la mythologie de l'Amérique. Mais, précédemment, Michael Cimino s'est, depuis *Voyage au bout de l'enfer*, forgé une image d'observateur critique de la société américaine et des communautés qui la composent. S'il convoque cette fois la mémoire indienne et la bourgeoisie moderne devant sa caméra, il semble n'avoir pas grand-chose à en dire.

Malgré ses efforts pour conserver un certain humour, l'irruption d'un discours aux accents « new age » (venu notamment par Anne Bancroft en chauffeur providentiel) menace de tourner au mysticisme de bazar, notamment avec l'apparition d'une pin-up navajo puis d'un vieux sage droit sorti d'un digest de Castaneda. Sur tout, la mécanique du rapport entre les deux protagonistes principaux les emporte, et le film avec eux, vers les plus confortables clichés (le docteur se dérogeant de son conformisme comprendra les vraies valeurs au contact de son bouillant compagnon), quitte à fournir une discutable morale : que les associés aillent crever dans leurs eaux kustrales pour sauver l'âme des nantis et des « normaux » — un scénario souvent à l'œuvre dans les films de Cannes cette année, mais qu'on ne s'attendait pas à trouver chez ce cinéaste.

Jean-Michel Prod'homme

## Une jeune réalisatrice sud-coréenne retrace le drame des « femmes du réconfort »

Pendant la seconde guerre, 200 000 Asiatiques furent réduites en esclavage par les militaires japonais. Byun Young-joo donne la parole aux survivantes

SÉOUL

Le sujet se prête à une politisation qui évince les drames individuels : le sort des « femmes du réconfort » (*iannu*), selon l'euphémisme par lequel on désigne au Japon ces deux cent mille Asiatiques (et quelques Occidentales) réduites en esclavage sexuel pour le repos du guerrier nippon, est un sujet sur lequel on a beaucoup écrit depuis que des historiens japonais ont extrait, en 1992, des archives de l'armée impériale les documents sur cette page peu glorieuse de la guerre du « Grand Japon ». Le gouvernement japonais a dû admettre les faits. Récemment, la Commission des droits de l'homme des Nations unies a adopté une résolution condamnant la violence contre les femmes, prenant acte du rapport d'une juriste du Sri Lanka mettant en cause la responsabilité de l'État japonais et recommandant l'indemnisation des victimes.

Les faits dans leur cruauté, ou les responsabilités, ne sont qu'une part de la vérité : il y a aussi des vies qui ont soudain basculé, des jeunes filles qui ont été ravies, des joies à jamais bannies chez des jeunes femmes qui, au soir de leur

vie, sont partagées entre le désir de se débarrasser du fardeau de leur secret et celui de se taire, de quitter sur la pointe des pieds ce monde qui les a maltraitées.

En anglais, George Hicks a consacré un livre documenté au sujet, en s'appuyant sur les travaux des historiens coréens et japonais — *The Comfort Women: Japan's Brutal Regime of Enforced Prostitution in the Second World War* (« les femmes du réconfort : le brutal régime de prostitution forcée japonais au cours de la seconde guerre mondiale », éd. W.W. Norton & Co. New York, 1995). L'auteur montre, notamment, comment fut systématisée une prostitution militaire destinée à réduire le nombre des viols en terrains conquis et comment était organisée la « chasse aux filles », essentiellement en Corée. L'auteur estime qu'il y aurait aujourd'hui cinquante-huit mille survivantes.

Une jeune réalisatrice sud-coréenne, Byun Young-joo, a cherché à évoquer la vie de ces femmes aujourd'hui. *Murmures* est un documentaire de quatre-vingt-dix minutes émouvant et exempt de toute politisation. Ce qui est d'autant plus remarquable que les Coréens font preuve d'une sensibilité

d'écorché à l'égard du Japon qui colonisa la péninsule de 1910 à 1945. La projection du film à Tokyo a donné lieu, le 27 avril, à un incident avec des extrémistes de droite. Bien que le Japon ait admis les faits, des voix se font entendre pour contester que cet esclavage sexuel ait été une politique délibérée menée par l'État japonais.

« J'ai découvert ce sujet en faisant un reportage sur les filles qui se

d'abord été reçues avec suspicion et hostilité : elles ne voulaient plus parler aux médias, qui les utilisaient comme exemples des atrocités commises par les Japonais et après se désintéressaient d'elles. Je leur ai rendu visite pendant quatre mois. Nous avons parlé, en ensemble et finalement nous avons sympathisé. Un jour, l'une d'entre elles m'a donné quelques billets : « pour votre film », m'a-t-elle dit. »

« Un jour, l'une d'entre elles m'a donné quelques billets : « Pour votre film », m'a-t-elle dit »

prostituent à Cheju [le sud de la péninsule coréenne] auprès de touristes japonais, raconte Byun Young-joo. L'une d'entre elles m'a raconté qu'elle faisait ce métier pour soigner sa mère souffrant d'un cancer de l'utérus. Elle m'a dit plus tard que celle-ci avait été une « femme du réconfort ». Ce terrible enchaînement de destins m'a bouleversée. » Byun Young-joo rend alors visite à d'anciennes femmes du réconfort qui habitent une maison commune à Séoul. « J'ai

« Je ne voulais pas faire un film sur le problème des relations entre la Corée et le Japon mais sur des femmes victimes, quelle que soit l'identité de l'agresseur ; montrer en quoi leur sort nous concerne aujourd'hui ; demain, nous pouvons toutes subir les mêmes sévices. Lorsque le film est sorti en avril 1995, les salles l'ont refusé. Sauf une et il est devenu ainsi le premier film documentaire présenté en salles en Corée. Sans aucune promotion, il y eut quinze mille spectateurs : la grande

majorité était des étudiants et plus de la moitié des filles. »

Dernière une rumeur défensive, apparaissent des femmes brisées qui cherchent à vivre avec leur passé. Certaines ne veulent rien, ni indemnisation ni compassion : « Quitter cette vie sur un air-voilà, c'est tout », dit M<sup>me</sup> Park Dore, âgée de soixante-trois ans. Une autre s'exprime à travers des dessins empreints d'un ressentiment qu'elle ne peut formuler autrement. L'une d'elles raconte la rage au cœur ou sur le ton du faux détachement ses « dix-sept ans » : vingt clients par jour, les maladies vénériennes, une tentative de suicide... Elle se rappelle les chansons qu'elle et ses compagnes chantaient entre les passes.

Byun Young-joo a retrouvé d'anciennes « femmes du réconfort » d'origine coréenne qui sont restées en Chine. Trois sur les dix-huit qui vivaient à Woban apparaissent dans le film. « Il fallait un an de négociation car Pékin ne voulait pas compromettre ses relations avec le Japon. Je n'ai pu filmer que trois femmes, les autres étaient trop méprisables aux yeux des autorités chinoises. » La résignation des femmes de Woban tranche avec la dureté apparente de celles qui sont

restées. « En Corée, elles doivent se défendre : leur situation est ambiguë, explique Byun Young-joo. Si elles se présentent en victimes des Japonais comme le veut le discours officiel, tout va bien : elles sont des Jeunes d'Arc coréennes. Si elles refusent ce statut de super-patriotes, elles sont une honte nationale et l'on s'en débarrasse. En Chine, c'est différent : ce sont des victimes, c'est tout. Elles n'ont pu rentrer en Corée après la guerre car elles ont eu automatiquement un passeport nord-coréen. Elles ne parlaient pas chinois et vivaient de mendicité. Certaines se sont mises à vivre avec un veuf un peu moins pauvre qu'elles. »

Le film s'achève sur l'image du buste d'une de ces femmes dénuée jusqu'à la ceinture. « Elles sont coupées de leur corps », dit Byun Young-joo. Elles l'ont renié. Mais ce corps fiévreux, si vieux, c'est aussi un viatique : la certitude qu'elles ne subiront plus jamais la même violence. Finalement, elles sont libres. » Byun Young-joo travaille actuellement à un autre film plus subjectif sur sa relation avec ces femmes meurtries, sur ce que leur fréquentation a appris à la femme de trente ans qu'elle est.

Philippe Pons



## Un film comme un rap modeste et entraînant

Des lendemains qui chantent. En banlieue, en musique et en vitesse, la chronique au vol de trois copains à la veille de leur premier concert

Film français de Caroline Chomienne, avec Julien Gangnet, Pierre Allo, Alphonse Ghanem, Pascal Mathieu, Elodie Merimegan, Della Routsava. (1 h 10).

Des films comme celui-ci, on réverait qu'il en existe des dizaines, des centaines. Le deuxième long-métrage de Caroline Chomienne (après *Les Surprises de l'amour*, en 1988) ne concourt pas dans la catégorie des chefs-d'œuvre des « grosses machines » et des objets culturels imposants. Au point qu'il risque de paraître trop isolé, en ces temps où le film ne suffit plus vraiment, où il faut mieux s'entourer des trompettes de la renommée publicitaire, des cuivres de la superproduction qui engage le destin du cinéma national, ou, faute de mieux, accompagné des fibres de la cinéphilie dûment enregistrée par les revues spécialisées, et si possible par l'Université.

### ELAN INÉPUISABLE

Des lendemains qui chantent ne possède rien de tout cela. C'est, de gré et de force, une petite chose vive et chaleureuse, du cinéma à n'en pas douter (pas du tout de la télé ou de la vidéo), mais du cinéma pour lequel le rituel classique de la salle paraît soudain lourd.

On imagine qu'on pourrait la



projeter en boucle, l'entrée cotée 5 francs seulement, les gens passeraient vite, pourraient sortir dès qu'ils voudraient. Ils resteraient, les gens, comme on at-

trape au vol une chanson et qu'on s'y arrête. Ils resteraient parce que c'est bien.

C'est bien, cette histoire à la diable d'une poignée de copains,

jeunes gens des banlieues, musiciens toujours cavalant d'une galère à l'autre, d'un « plan » à l'autre, d'une facture impayée à une embrouille sentimentale. Vingt-quatre heures dans la vie de Pierre, Alphonse et Julien, entre Saint-Denis, Aubervilliers et Pigalle, entre un rencart raté et un rencart raté, entre une fête et le poste de police, entre une drague, une rigolade et un concert (de Pascal Mathieu). Le film capte ainsi au passage les duretés, les humeurs et les ridicules de l'époque, sans s'attarder, sans misérabilisme sur une histoire, vraiment ? Pas sûr. Mais un élan qui ne s'épuise jamais, au fil de scènes qui semblent d'abord semées au petit bonheur et qui finissent par donner une composition libre, et qui tient la distance.

La construction du film et sa tendance à enfoncer sans perdre le tempo quelques clous forgés par les « valeurs » (antiracisme, refus de l'exclusion) auxquelles tiennent la cinéaste et ses complices acteurs et scénaristes rappellent volontiers le rap à la française. Mais *Des lendemains qui chantent*, dont on perçoit le caractère collectif, est plus polyphonique, et la réjouissante séquence de la salsa de la fauche au supermarché, où c'est la caméra qui semble danser, est comme le symbole de ce film en mouvement.

J.-M. K.

## Sous le coup de l'assassinat d'Itzhak Rabin

L'Arène du meurtre. A l'heure des élections en Israël, une réaction entre document et introspection

Film franco-israélien d'Amos Gitai. (1 h 20).

Ce film a été tourné après l'assassinat, le 4 novembre 1995, du premier ministre israélien Itzhak Rabin. Contrairement à ce que son titre pourrait laisser penser, il ne s'agit nullement d'une enquête d'ordre socio-politique sur les causes ni les effets de ce tragique événement.

Non qu'Amos Gitai évite à l'ordinaire cette arène-là : il y est bien des fois descendu planter ses banderilles, depuis *La Maison* (1980), commandé puis censuré par la télévision israélienne, jusqu'à *Parcours politiques* (Arte, 1995) en passant par un cinquantenaire *Journal de campagne* (FR 3, 1982). Installé en France durant les années 80, le cinéaste aura, entre temps, fait un détour par la fiction (*Berlin Jérusalem*, 1989 ; *Golem*, l'esprit de l'exil, 1993), sacrifiant précisément à un « esprit de l'exil » dont la modernité ostentatoire se confie, plutôt mal, au hiératisme du texte sacré.

L'Arène du meurtre se situe à l'exacte croisée de ces chemins. Comme si l'ébranlement causé par cet assassinat avait exigé d'Amos Gitai qu'il jette dans ce film tout de lui-même, pour le meilleur et

pour le pire. Document et fiction, témoignages et lectures poétiques, extraits de concert et évocations bibliques, souvenirs personnels et montage du film en cours s'y entrecroisent en un exercice taumaturgique dont le véritable enjeu est moins la signification objective de la mort de Rabin que l'épreuve qu'elle constitue pour Gitai.

Structure en boucle, fragments ressassés, allers et retours : on tourne en rond

Des entretiens donc, avec Lea Rabin, qui dit le paradoxal espoir politique né de la mort de son mari. Avec un ancêtre palestinien de Gaza, sur le visage duquel les silences s'incrustent aussi profondément que les douleurs de cette terre. Ou bien avec le général Uri Simchoni pour évoquer — comme un écho du *Tshahal* de Claude Lanzmann — ce qu'est la bravoure au combat. Mais aussi un voyage nocturne à Gaza avec un surimpression la lecture d'un célèbre poème de Nathan Zach (« Il n'est pas bon d'être un homme seul »).

Mais encore de longs extraits d'un concert d'Aviv Geffen, jeune rocker aux virulents textes pacifistes, présent lors de la manifestation à l'issue de laquelle Rabin a trouvé la mort. Mais enfin des images de la télévision israélienne après le meurtre, un embouteillage à Tel Aviv, un immeuble qui explose à Haïfa ou un détour par le Golim embrumé.

Et surtout l'omniprésence d'Amos Gitai, derrière la table de montage ou devant la caméra, évoquant le crash de son hélicoptère durant la guerre de Kippour ou dissertant sur le cinéma au volant de sa voiture. Structure en boucle, fragments ressassés, allers et retours : l'Arène du meurtre tourne en rond. Pour le pire : ces interminables travellings sur lesquels la voix off de Hanna Shyguia module des passages de l'Écclésiaste. Et le meilleur : cette chanson fraternelle interprétée par Aviv Geffen en hommage à Rabin, moment de grâce naïve. On n'en finit pas moins par rêver d'une estocade. Elle ne viendra pas. Sauf à penser que ce sont les citoyens israéliens qui la porteront, dans un sens ou dans l'autre. Le film, lui, a déjà voté.

Jacques Mandelbaum

### Lettre de Corée

Le dessin animé sud-coréen a grandi à l'ombre des États-Unis et du Japon, dont il a longtemps été le plus gros sous-traitant. Aujourd'hui, il veut s'émanciper. Estimant le marché mondial du dessin animé à 240 milliards de francs, le gouvernement souhaite que ce secteur devienne un exportateur à haute valeur ajoutée. Le ministère de la culture va se doter prochainement d'un département « Industries culturelles », et allouer 100 millions de francs à la promotion du

dessin animé. Vitrine de cette ambition, un festival, le Sica, tiendra sa deuxième édition en août. Pour Oh Yong-woon, le directeur du Sica, la Corée sera bientôt capable de produire une dizaine de longs-métrages par an, et d'affirmer son identité en termes de création et de production. D'ores et déjà, *Hong Gil-dong*, un des personnages fétiches du dessin animé coréen, a été très bien accueilli à Hongkong, et *Armageddon*, de Lee Hyun-seo, autre succès récent du box-office local, promet de faire un tabac en Asie. La société Hahn Shin,

Brice Pedrolletti

## LES AUTRES NOUVEAUX FILMS

### GIRL 6

Film américain de Spike Lee. Avec Theresa Randle, Isaiah Washington, Spike Lee, Jennifer Lewis. (1 h 48.) Elle veut être actrice mais refuse de montrer ses seins à Quentin Tarentino. Elle se retrouvera au bout d'un téléphone rose, « fille n° 6 » particulièrement douée pour cet exercice où elle libère son imagination et donne libre cours à sa capacité d'attention aux autres. Jusqu'à ce que le jeu, pratiqué avec trop d'implication, devienne triste, puis dangereux. Autour d'elle gravitent une série de figures elles aussi à la dérive et qui se raccrochent vaillamment à une manie ou à un rêve. Spike Lee cherche à retrouver l'énergie et la liberté de ton de *Nola Darling n'en fait qu'à sa tête* (1986), son premier film, déjà construit autour d'une jeune femme cherchant à frayer son destin. Mais si le cinéaste bénéficie du renfort de la comédienne Theresa Randle, à tous égards digne d'éloges, il empêche sa réalisation d'effets appuyés et de démonstrations de virtuosité qui, loin d'en augmenter la force, finissent par transformer *Girl 6* en un exercice de style assez vain.

J.-M. K.

\* Une première critique est parue dans *Le Monde* du 14 mai, lors de la projection du film hors compétition à Cannes.

### BONGO MAN

Film allemand de Stefan Paul. (1 h 45.) En décembre 1980, sur fond de campagne électorale et de violences politiques, à la Jamaïque, Jimmy Cliff donnait un concert gratuit, « pour la paix », à Somerton, sa ville natale. Ce sont essentiellement des images de cet événement, auxquelles s'ajoutent celles d'un concert multiracial donné à Soweto en Afrique du Sud ainsi que d'autres scènes pendant les festivals d'Hambourg et de Montreux qui composent ce *Bongo Man*, dont Jimmy Cliff est également le producteur. Le film de Stefan Paul reste très allusif sur les circonstances historiques-politiques du moment. Le commentaire et les quelques témoignages recueillis confirment tout un imaginaire idéologico-biblique définissant une expression musicale où l'incantation politique est essentielle. Les différentes chansons filmées sont restituées intégralement, avec un respect qui n'est pas toujours de mise dans les documentaires sur la musique, mais qui postule une complexité du spectateur.

Jean-François Rauger

## REVUE

### TRAFIC

N° 18, printemps 1996 (POL, 139 pages, 95 F.) Dans la circulation des revues de cinéma, *Trafic* constitue d'ordinaire ce que Blson fut appelé un point rouge. La dix-huitième livraison porte ce point à un degré certain d'incandescence. A cela, pas une raison, mais autant, ou presque, que d'articles. D'abord, une devinette : « Qu'est-ce qu'un cinéaste ? » Réponse, un tantinet plus ardue que la question, chez Jean-Claude Biette, grâce à un article très fouillé qui confronte les sens des termes « cinéaste », « metteur en scène » et « réalisateur ». Ensuite, une série de passions : celle de Paolo Rocha pour *La Règle du jeu* (Renoir), de Luc Moullet pour *La Chouette aveugle* (Ruz), de Petr Kral (superbe texte) pour *Les Hommes le dimanche* (Slodmak/Ulmer). Enfin, deux ensembles thématiques, l'un concernant Jean-Luc Godard et l'autre le photographe américain Walker Evans, avec une contribution de chacun des intéressés. De l'un à l'autre, une même question posée à leur art respectif : celle de son rapport politique au monde. En fin de volume, on trouvera un texte rare de Jean Rouch, hommage à une des figures de l'ethnographie française, Germaine Dieterlen, en même temps qu'évocation de ses propres débuts.

J. M.

## VIIIe FOIRE INTERNATIONALE DU LIVRE ANCIEN

Maison de la Mutualité  
24, rue Saint-Victor 75005 Paris

Jeu 30 MAI : de 17 h à 21 h  
31 MAI, 1<sup>er</sup> et 2 JUIN : de 11 h à 19 h

Organisée par le S.L.A.M. - Tél. : 43-29-46-38

## RÉSULTATS GRANDES ÉCOLES

Admissibilité

30 mai : I.S.C. - E.S.L.S.C.A

31 mai : ESC TOULON

Admission

31 mai : ICAM

3615 LEMONDE

2,25 Finis

36<sup>e</sup> Festival de Jazz d'Antibes Juan-les-Pins

# Jazz à Juan

PHIL COLLINS  
LA CHARANGA HABANERA  
OSCAR D'LEON & ORCHESTRA  
CELIA CRUZ  
LITTLE RICHARD  
KEITH JARRETT  
BARRY BEACOCK  
JACK DEJOHNETTE  
JAMES CARTER QUARTET  
CHICK COREA & Friends  
ROY HAYNES  
JOSHUA REDMAN  
WALLACE RONEY  
CHRISTIAN MC BRIDE  
LUTHER ALLISON BAND  
B.B. KING  
KENNY GARRETT QUARTET  
PAT METHENY  
MAY REEVES  
JEFF TAIN WATTS  
MARCUS MILLER  
RENEGADES STEEL ORCHESTRA  
JACKY TERRASSON TRIO  
OSCAR PETERSSON TRIO  
Lorne Lofsky  
Martin Drew  
Niels Henning O. Pedersen  
SYNTHESIS BIG BAND  
JOHN MAC LAUGHLIN  
EYVIN JONES  
JOEY DE FRANCESCO

Renseignements : Maison du Tourisme Antibes Juan-les-Pins 92 90 53 00 et 92 90 53 05  
Locations : Magasins Virgin, Fnac, Maison du Disque à Cannes, 3615 Cotédazur

-50% du 29 mai au 2 juin

## BOUFFES PARISIENS

# Offenbach

CE SOIR PREMIERE

## LA GRANDE DUCHESSE

de GEROLSTEIN

LOC. 42 96 60 24



LIVRES

■ *L'Argent d'Hollywood*, de Joël Augros, passe en revue les indépendants aussi bien que les « majors » et les autres acteurs du système comme les puissantes agences, les industries techniques, la hiérarchie des studios... De l'écriture du scénario à la distribution, des marchés traditionnels aux nouveaux médias, ce livre est une analyse d'ensemble de l'économie du cinéma américain. (L'Harmattan, 350 pages, 190 F).

■ *Cinéma européen, identités culturelles, cinéma de demain*, ouvrage collectif, tente de définir ce qu'est le cinéma européen d'un point de vue artistique, économique et identitaire. Sous la coordination de Frédéric Sotcher, des réalisateurs (Théo Angelopoulos, Bernardo Bertolucci, Bertrand Tavernier, Wim Wenders...), des producteurs, des responsables d'associations ou de groupements, des universitaires présentent leurs réflexions. (Éditions de l'université de Bruxelles, 335 pages).

■ « Quel cinéma pour demain ? » réunit les positions exprimées lors des cinquièmes Rencontres cinématographiques de Beanne, organisées par l'ARP (Société des auteurs, réalisateurs, producteurs) du 26 au 29 octobre 1995. Quatre thèmes sont abordés (naissance d'un scénario, diffusion du film, réglementation, différence culturelle entre l'Europe et les États-Unis) par des réalisateurs, des producteurs, des responsables français et américains comme Claude Lelouch, Claude Miller, Jean-Paul Rappeneau, Pierre Lescure, Jack Valenti, etc. (Edition Dixit, 320 pages, 149 F).

C'EST TOUJOURS la même histoire. Quand il va dîner à L'Homme bleu, un restaurant berbère du XI<sup>e</sup> arrondissement de Paris, le patron met un point d'honneur à ne pas lui donner l'addition. Abderrhamane Bouguermouh proteste, insiste, mais il n'y a rien à faire. Ce qu'il doit à L'Homme bleu n'est rien comparé à ce que la Kabylie tout entière doit à ce petit homme trapu au visage éprouvé, le cœur en capitade après un infarctus, le regard serein, pourtant, de qui est parvenu à ses fins. Plus de trente ans qu'il attendait, qu'il luttait contre la censure algérienne, contre des pouvoirs frieux qui l'empêchaient de réchauffer son rêve de gosse : adapter au cinéma *La Colline oubliée* (Folio n° 2353), le superbe roman de l'écrivain Mouloud Mammeri, qui fut son ami jusqu'à sa disparition accidentelle en 1989, dans un accident de la route aux circonstances mal élucidées.

Un film sur la Kabylie, tourné entièrement en amazigh, la langue des siens, c'était ça, l'obsession de Bouguermouh. « Je savais que je serais toujours un apatride dans mon propre pays tant que le berbère n'aurait pas droit de cité au cinéma. » Cette révélation, Bouguermouh la reçoit un jour de 1992, lorsque son frère aîné lui donne le roman de Mammeri. « Voilà un livre qui parle de nous. » Bouguermouh a quatorze ans. Il dévore la

## Les trente ans de combat d'un cinéaste kabyle

L'adaptation à l'écran et en langue amazighe du roman de Mouloud Mammeri, « La Colline oubliée », est enfin achevée



ABDERRHAMANE BOUGUERMOUTH

*Colline oubliée*, insensible à la violente critique de l'époque, qui reproche à l'écrivain de tomber dans le « régionalisme » et « l'antinationnalisme » au moment où l'Algérie entre en lutte pour son indépendance. « Pour moi, se souvient Bouguermouh, c'était un coup de foudre, un premier amour. Au lycée, on ne lisait que les classiques français. La Colline oubliée nous montrait comme nous étions. »

Dans un village des montagnes kabyles, au début des années 40, une petite société traditionnelle tente de vivre, des jeunes gens de s'aimer, d'imaginer l'avenir, le leur, celui de leur terre, celui de l'Algérie, malgré le typhus, malgré l'armée française, qui entraîne les hommes en âge de se battre dans un conflit qui les concerne si peu. Leur courage, leur mort souvent ne leur vaudra aucune reconnaissance. *La Colline oubliée* est la

chronique douce-amère des catadysmes du monde et de l'injustice coloniale sur les hauteurs du Djurdjura, loin de tout espoir.

Pendant la guerre d'Algérie, Bouguermouh rencontre Mammeri à Paris. L'écrivain part se réfugier au Maroc. Bouguermouh est tenté par le cinéma. Ensemble ils évoquent l'idée d'une adaptation, plus tard, quand l'Algérie sera libre. En attendant, le jeune Kabyle suit les cours de cinéma de l'Idhec. Il vit « la grande bohème », travaille pour la Radio-Télévision française, réalise documentaires et téléfilms. Au lendemain des accords d'Évian, il retourne au pays. « Je croyais pouvoir tourner des films en berbère. C'était ne pas connaître le système qui se mettait en place en Algérie. » Son premier moyen-métrage consacré à la Kabylie est mis sous séquestre. Mais sa volonté est tenace : « Je ferai des films en kabyle ou rien. »

En 1968, il dépose le scénario de *La Colline oubliée*. La commission de censure le rejette. Bouguermouh devra attendre les émeutes d'octobre 1988 en Algérie pour que la commission soit dissoute et son projet accepté. Une commission de lecture, composée de personnalités indépendantes comme les écrivains Rachid Mimouni et Tahar Djaout, lui accorde une aide de 4 millions de dinars, soit le huitième du budget nécessaire à la réalisation du film.

Pendant toutes ces années, Bouguermouh a travaillé dans l'ombre. Il a été assistant de Lakhdar Hamina sur *Chronique des années de braise* (Palme d'or au festival de Cannes en 1975), mais ce succès par procuration ne lui sera même pas rémunéré. Sans le sou, il s'est installé en Kabylie dans la ferme de son père. Sa femme est une speakerine connue de la télévision algérienne. Ses enfants grandissent. Il tourne deux téléfilms en arabe pour payer leurs frais de scolarité en France. En 1988, l'une de ses œuvres, *Cri de pierre*, a reçu un prix dans un festival de télévision au Maroc. L'interdiction qui pesait sur *La Colline oubliée* est certes levée, mais l'argent manque. La radio-télévision algérienne, qui s'était engagée à coproduire le film, se désiste. Une longue quête s'engage, une de plus.

Le cinéaste entreprend la tournée des villas (régions) de sensibilité berbère. Un comité de soutien au film est créé en 1992. Toute la Kabylie se mobilise. Les familles

crier : « Moteur ! » Les comédiens sont tous des amateurs, recrutés sur le terrain après plus de 1 700 auditions. Des jeunes hommes et des jeunes femmes confondants de vérité.

Bouguermouh est libre, cette fois, libre de ses mouvements, seul avec l'œuvre de Mammeri. Liberté provisoire. Pour des raisons de sécurité, il doit rester en Kabylie pendant que ses bobines partent à Alger. Le travail de laboratoire est confié à l'entreprise nationale de production audiovisuelle (ENPZA). Chaque soir, Bouguermouh discute une heure ou deux au téléphone avec les techniciens. Il demande un montage large, soucieux de pouvoir le retravailler lui-même, un jour, ailleurs. Le résultat est catastrophique. Mixage, étalonnage, tout est à refaire. Mais le film existe.

Et Bouguermouh, malgré tout, consent à le projeter en avant-première à la Maison de la culture de Tizi-Ouzou, le 21 décembre 1994. La foule se presse. C'est à peine si elle remarque les défauts techniques. Seule compte cette nouvelle langue qui apparaît au cinéma, ce parler amazigh et les images tournées dans la Petite et la Grande Kabylie. Réconforté par l'accueil des siens, Bouguermouh songe à la post-production. Il fait refaire le montage et la bande-son, revêt le rythme, sous-titrent en français, ajoute la musique, le générique. Pendant l'année 1995, Bouguermouh porte son film comme un enfant malade dans un Paris indifférent, sauf quelques amis - dont le comédien Daniel Prévost.

Le cinéaste s'épuise. Son cœur manque de lâcher. Des prétendus donateurs font faux bond. Mais l'Association des juristes berbères de France finit par convaincre un vrai mécène, Mohammed Saadi, un expert-comptable passionné de culture amazighe. Bouguermouh peut s'atteler aux travaux de finition. Début 1996, le film prend sa forme définitive en version kabyle sous-titrée. « Il est trop tard pour Cannes : la sortie publique en Algérie est maintenant prévue pour la fin de l'été 1996. Bouguermouh, lui, s'apprête à quitter Paris avec le sentiment d'être allé au bout de son rêve d'il y a trente ans, d'avoir tenu la promesse faite à l'ami disparu, à un peuple, à la Kabylie. Il est confiant. La preuve ? Il parle déjà de tourner un deuxième film, d'après les mémoires de la mère du poète Jean Amrouche. Un film en amazigh, évidemment. L'homme, soudain, semble pressé. On pense à la première phrase du roman de Mammeri : « Le printemps, chez nous, ne dure pas. »

Eric Fottorino

Avant-première à Tizi-Ouzou, en décembre 1994 : c'est à peine si on remarque les défauts techniques. Seule compte cette nouvelle langue

ouvrent leurs vieilles malles, explorent leurs greniers, ressortent des robes d'époque, des pantalons, des boubous oubliés. Chacun apporte son obole : une charrette, des habits de mariage, des stocks de tules romaines, pour que revivie l'œuvre de Mammeri. « La population ne nous a rien refusé », se souvient Bouguermouh. Le tournage commence pendant l'hiver 1994.

Il dure seize semaines, interrompu, repris, émaillé d'incroyables difficultés. Pour commencer, le Centre algérien du cinéma a détourné les sommes collectées par l'Association de soutien à *La Colline oubliée*. Quant à la pellicule prévue pour Bouguermouh, « on l'a donnée à une autre production », murmure le cinéaste. A force de protestations, l'argent sera rendu, mais bien plus tard. Heureusement, il y a les fonds venus directement de Kabylie, ces petites sommes qui donnent à Bouguermouh la force et les moyens de

## Le Futuroscope de Poitiers accueille en exclusivité française le film en trois dimensions de Jean-Jacques Annaud

de notre envoyé spécial  
A en croire Jean-Jacques Annaud, le cinéma de demain sera une épreuve physique. Présentant, mercredi 22 mai au Futuroscope de Poitiers, son film *Guillaume, les ailes du courage*, le cinéaste a évoqué « les caméras incroyablement lourdes, équipées d'un objectif particulier, le fish-eye, et qui font du moindre travelling, une entreprise périlleuse ». Projeté en première mondiale à New York, en avril 1995 (*Le Monde* du 22 avril 1995), ce moyen métrage sera programmé au Futuroscope, en exclusivité française, pendant deux ans. Il relate pendant quarante minutes et sur un écran de 600 mètres carrés l'exploit d'Henri Guillaume, l'un des as de l'Aéropostale (interprété par Craig Sheffer), qui acheminant le courrier de Santiago du Chili à Buenos Aires fut contraint de se poser en pleine cordillère des Andes.

« Avec le cinéma en trois dimensions et le procédé Imax, souligne Jean-Jacques Annaud, on pénètre enfin au cœur de l'action. » Reste, apparemment, un certain nombre de contraintes techniques. Et pour les actuels, relève le metteur en scène, « le procédé Imax est infernal car la caméra voit tout et ils sont observés comme à la loupe. Au départ, précise-t-il, j'avais écrit, en collabo-

Jonathan Farren

★ Le Futuroscope est à quatre heures de Paris, par la route, et à quatre-vingt-dix minutes en TGV, de Montparnasse. Entrée : 160 F, 135 F après le 15 novembre. Réservations au (06) 49-49-30-80.

# UN CIEL DE COMPETENCES

- La ponctualité -



Aeromexico vous offre la ponctualité de ses services Européens en complément de

son réseau intérieur constitué de 39 escales. Un record mondial de ponctualité a

déjà été attribué récemment à notre compagnie. Dans le ciel de compétences

d'Aeromexico, la ponctualité demeure un objectif permanent.

**aeromexico**  
PREMIER SUR TOUTE LA LIGNE

Aeromexico 12, rue Auber - 75009 Paris - Tél : (11 47 42 40 50 - N° Vert 05 42 30 91 - Minitel : 3615 Aeromexico.









## Jean-Pierre Elkabbach restructure la présidence de France Télévision

Refusant de présenter sa démission, le président commun des deux chaînes publiques, la 2 et la 3, s'est séparé de son plus proche collaborateur, Patrick Clément

■ **PRESSE** : Jeanne Villeneuve a été proposée au poste de directeur délégué de la rédaction (DDR) de *Libération* par la direction du quotidien. La rédaction se prononcera par un vote à ce sujet vendredi 31 mai. Jeanne Villeneuve vient de revenir comme rédactrice en chef à *Libération*, où elle a été journaliste, après avoir collaboré au *Parisien*, à *L'Express* et à *L'Événement du Jeudi*. La création du poste de DDR et l'annonce d'une réorganisation de la direction, renforçant les pouvoirs du directeur général, Pierre-Jean Bozo, avaient suscité des remous au sein du journal, 175 salariés ayant signé une pétition contre ce projet (*Le Monde* du 17 mai). Le nouveau DDR dépendrait à la fois de Serge July et de Pierre-Jean Bozo. Le pacte d'indépendance signé entre les salariés-actionnaires et le propriétaire, Châteauneuf-Pathey, accordait un droit de veto à la rédaction sur le choix du directeur de la rédaction.

■ **MAGAZINE** : François Roche, quarante-cinq ans, a été nommé directeur de la rédaction de *L'Expansion*, dont il était directeur-adjoint depuis septembre 1995, après avoir été directeur-adjoint de la rédaction de *La Tribune-Despessis*. Il succède à Jacques Barreau, cinquante-quatre ans, nommé conseiller éditorial auprès de Christian Bégout, président de CEF-Communication, propriétaire du magazine économique (242 799 exemplaires en 1995, selon Diffusion contrôlée).

■ **AUDIOVISUEL** : Albert Frère, président du Groupe Bruxelles Lambert (GBL), actionnaire majoritaire de la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT), a démissionné, mardi 28 mai, le projet de fusion entre l'opérateur grand-ducal et Canal Plus évoqué par la presse (*Le Monde* du 24 mai). « Il s'agit de rumeurs, et nous n'avons pas du tout l'intention de procéder à une telle opération », a déclaré Albert Frère à l'Assemblée générale des actionnaires de GBL.

■ **ILS ÉTAIENT VENUS** lui demander sa tête. Il leur a donné celles de deux de ses proches collaborateurs. Avec la promesse de leur en livrer une troisième, celle du directeur général de France 2. Réunis en comité d'entreprise extraordinaire, mardi 28 mai toute la journée, les syndicats de France 2 ont, pour la première fois, clairement demandé à Jean-Pierre Elkabbach de présenter sa démission de la présidence commune de France Télévision.

M. Elkabbach, qui s'était engagé devant le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) à réorganiser la direction de France Télévision, leur a d'abord répondu en annonçant la suppression du poste de

délégué général occupé par Patrick Clément et celle de conseiller du président occupé par Louis Bétiot, qui reste toutefois directeur de l'antenne de France 2. Le départ de Patrick Clément a été rendu public sans avoir été annoncé d'abord à l'intéressé.

Le comité d'entreprise extraordinaire a commencé dans la matinée du mardi 28 mai et s'est terminé tard dans la journée. Il a été plusieurs fois suspendu et interrompu. En début de séance, les syndicats ont reçu des réponses écrites à la trentaine de questions posées à Jean-Pierre Elkabbach. Selon un délégué syndical, le président de France Télévision a reconnu, dès le début de la réunion,

qu'il avait eu « des défauts dans la marche de l'entreprise » et qu'un « remaniement sensible aurait lieu dans l'équipe de direction ».

Il a ajouté qu'il fallait supprimer le système de « double commande » qui avait conduit à « court-circuiter » le directeur général de France 2 depuis deux ans et demi. Après une suspension de séance, les membres de l'intersyndicale ont obtenu des mesures concrètes : Jean-Pierre Elkabbach a annoncé une « réorganisation de la présidence » dans « l'équité et qui toucherait des proches sans faire jouer l'amitié ». Annonçant le départ de Patrick Clément, il a souligné que personne ne pourrait plus « parler au nom du président ». Le poste de conseiller occupé par Louis Bétiot est aussi supprimé.

### NOUVELLE HIERARCHIE

En fin de réunion, Jean-Pierre Elkabbach, niant toute responsabilité personnelle dans l'affaire des contrats et écartant l'idée de sa propre démission, a déclaré : « Le CSA m'a nommé pour trois ans. Il ne remet pas en cause mon mandat, mon actionnaire non plus. J'ai pris l'engagement de réformer la politique des contrats et de réorganiser la présidence et France 2, je le fais. » Il proposera donc une réforme en profondeur de la direction générale de France 2 à un prochain conseil d'administration. « J'ai décidé de réunir le plus vite possible le conseil d'administration de la société pour lui proposer une

réorganisation de la direction générale qui permettra de doter la chaîne d'une hiérarchie forte et claire. Toutes ces réorganisations se feront en interne, sans appel à de nouveaux collaborateurs extérieurs. »

Raphaël Hadas-Lebel, actuel directeur général - qui, comme Xavier Gouyou-Beauchamps, directeur général de France 3, n'a été informé des contrats signés avec les animateurs-producteurs qu'après leur signature - pourrait occuper un poste à la présidence commune des deux chaînes publiques. Nathalie Coppinger, actuelle numéro trois à la présidence commune, chargée des affaires financières et de la publicité, lui succéderait à la tête de France 2.

Selon Jean-Pierre Elkabbach, « la nouvelle direction générale » devra « proposer très rapidement toutes les mesures pour améliorer l'organisation de la société et restaurer le climat social de France 2 ». « Parler de mon départ est une fausse bonne idée et une mauvaise solution, a-t-il déclaré à l'AFP. J'assume mes responsabilités dans le respect des engagements pris auprès du CSA et de mon actionnaire, et des échéances régulières : dans ma vie, j'ai l'habitude d'aller jusqu'au bout de ce que j'entreprends. »

Véronique Cauchie et Yves Mamou

### 80 millions avancés aux producteurs-animateurs

En réponse aux questions des syndicats, le président de France Télévision a indiqué par écrit que les avances financières consenties aux animateurs-producteurs - sans intérêts - se montaient à 80 millions de francs. Les « dix-huit premières émissions » du « Ça se discute » de Jean-Luc Delarue ont « été payées d'avance » 22,5 millions de francs. Le même a touché de plus 6 millions de francs « récupérés sur les mensualités de la première année » au titre des prestations techniques ; 6 millions pour une « soirée cinéma », « remboursés au jour le jour » ; et 6 millions de plus pour trois « soirées culte ». La première année de « Bas les masques », Michèle Dumas s'est vu consentir deux avances de 2,4 et 1,8 millions de francs à rembourser en fin de troisième année (juin 1996). Michel Drucker a reçu 6,4 millions de francs pour « Studio Gabriel », remboursables ainsi en fin de troisième année, ainsi que 3,4 millions pour « Faites la fête », « récupérables sur la dernière émission ». Enfin, Arthur a obtenu 20,2 millions pour ses soirées du samedi, remboursables la deuxième année, tandis que Nagui a recueilli 3 millions de francs au 31 juillet de chaque année, à valoir sur les « Broches à dents » de l'année suivante, et 1,2 million pour les quinze premières émissions de « Turistata ». Jacques Martin n'a pas reçu d'avance.

### Un mois de turbulences

■ **28 avril 1996** : France 2 annonce dans son « 20 heures » avoir demandé au tribunal de commerce de Paris la nomination d'un expert chargé d'évaluer le coût des émissions de Jean-Luc Delarue.  
■ **30 avril** : Jean-Luc Delarue obtient, par voie de justice, qu'un rectificatif soit lu au journal télévisé de France 2.  
■ **13 mai** : Jean-Pierre Elkabbach rencontre le personnel de France 2.  
■ **14 mai** : Il est entendu par la commission des finances et des affaires culturelles du Sénat et par le CSA.  
■ **20 mai** : le tribunal de commerce de Paris refuse de

nommer l'expert demandé par France 2.

■ **22 mai** : Jean-Pierre Elkabbach s'explique devant les députés membres de la commission des affaires culturelles de l'Assemblée nationale.

■ **24 mai** : Il est à nouveau entendu par le CSA.

■ **28 mai** : Il rencontre les syndicats au cours d'un comité d'entreprise extraordinaire.

■ **29 mai** : assemblée générale du personnel de France 2.

■ **30 mai** : l'inspecteur général des finances, Jean-Michel Bloch-Lainé, doit remettre au premier ministre, Alain Juppé, son pré-rapport sur la gestion de la télévision publique.

MERCREDI 29 MAI

### TF1

12.50 A vrai dire.  
Magazine.  
13.00 Journal, Météo.  
13.35 Femmes.  
Magazine.  
13.40 Les Feux de l'amour.  
Fiction.  
14.50 L'Hôtel des passions.  
15.00 Les secrets de l'histoire. Série.  
15.25 Vidéo gaze.  
Divertissement.  
16.00 Club Dorothée.  
16.30 Une famille en or. Jeu.  
17.05 Rick Hunter.  
Inspecteur choc.  
18.00 Sydney Police.  
Série.  
19.05 L'Or à l'appel, jeu.  
19.50 et 20.30 Météo.  
20.00 Journal.  
Invité : Robert Redford.

### 20.35

**FOOTBALL**  
En direct.  
Match amical : France-Finlande à Strasbourg ; 20.45, Coup d'envoi ; 21.30, Mi-temps ; 21.45, 2<sup>e</sup> période (125 min).  
Match amical préparatoire pour l'Euro 96 qui débute, en Angleterre, le 8 juin.

### 22.40

**FEMMES, FEMMES**  
Divertissement présenté par Régine.  
Invités : Joëlle Batiste, Richard Berry, Elie Semoun, Frédéric Leloup (100 min).  
Régine évoque le phénomène du travestissement qui remonte à l'époque des rois.  
0.20 Unhaila.  
Magazine présenté par Nicolas Hulot. Snow coo ; Après totale ; Skysurf en tandem ; Fleurs d'eau (50 min).  
29.07.97

### 1.30 Journal, Météo.

1.30 Météo. 1.35 et 2.30, 3.35 TF1 nuit. 2.40 et 4.30 Histoire naturelle. 3.45 Histoire de la vie. 4.00 Histoire entre en scène. 4.40 Météo.

### Les soirées sur le câble et le satellite

#### TV 5

20.00 Faut pas rêver.  
21.00 L'Hebdo.  
21.55 Météo.  
des cinq continents.  
22.00 Journal France 2.  
22.30 Le Feu de la Terre.  
De Pierre Willemin.  
[45] Conférence de votants.  
23.35 Spécial élections israéliennes.  
1.00 Journal (730, 30 min).

#### Planète

20.35 Tchernobyl, ma centrale bien-aimée.  
21.30 Kokoro.  
l'âme du Japon.  
[45] Océans : sources de vie.  
22.00 Les Bains, une chronique d'un hiver russe.

### France 2

12.15 et 4.00 Pyramide. Jeu.  
12.35 et 13.40 Météo.  
12.50 Journal.  
13.45 Denick. Série.  
La cadavre du parc.  
14.33 Tennis.  
En direct de Roland-Garros (267 min).  
Commentaires de Michel Gey, Lionel Chamouloud, Jean-Paul Lott et Patrick Dominguez, interviews à chaud et à la volée de Nicolas Pietrangeli.  
19.20 et 1.55 Studio Gabriel.  
Invités : Yvan Le Bolloch, Bruno Solo.  
19.50 et 20.55 Tirage du Loto.  
19.50 Journal, Journal des courses, Météo, Elections israéliennes.

### 21.05

**LE POIDS D'UN SECRÉT**  
En direct.  
Match amical : France-Finlande à Strasbourg ; 20.45, Coup d'envoi ; 21.30, Mi-temps ; 21.45, 2<sup>e</sup> période (125 min).  
Match amical préparatoire pour l'Euro 96 qui débute, en Angleterre, le 8 juin.

### 22.45

**SPECIAL ÉLECTIONS ISRAÏEENNES**  
(55 min).  
23.40 Journal, Bourse.  
Côté court, Météo.  
0.05 Le Cercle de minuit.  
Les givres du jardin.  
Avec Michel Liss, Camille Muller, Françoise Dubois, Isabelle Schlegel, Gabrielle Vanuytlen, Jean-Marie Pelt, Hélène et Patrice Fuster, Alice Garon-Lambert... (80 min).  
8.04.97

### 1.25 Tennis.

2.35 Émissions religieuses (rediff.). 3.35 L'Or à l'appel. 3.45 Histoire de la vie. 4.00 Histoire entre en scène. 4.40 Météo.

### 22.45 A l'est,

du sang sur la neige.  
[20] La dernière heure avant minuit (55 min).  
**Paris Première**  
20.00 20 h Paris Première.  
Invité : l'île de la Presse.  
21.00 Paris modes.  
22.00 Paris Match Première.  
22.25 Théâtre : Pour un oui ou pour un non.  
Pièce de Nathalie Sarraute, enregistrée en 1968. Avec Jean-Louis Trintignant (60 min).  
9.43.97

23.25 Premières loges.  
23.55 Paris dernière (55 min).

### France Supervision

20.30 Escrime.

### France 3

12.35 Journal. Keno.  
13.10 Tennis.  
13.45 international de France (108 min).  
7.99.417  
14.58 Questions au gouvernement.  
En direct de l'Assemblée nationale.  
14.10 Je pense à la télé.  
14.45 Les Minikermes.  
17.50 C'est pas sorcier.  
18.20 Questions pour un champion. Jeu.  
18.50 Un livre, un jour.  
Cycles d'art, 1896-1996, de Blandine Chavanne, Jean Dury et Bruno Gaudichon.  
18.55 La 19-20 de l'information.  
19.05 Journal régional.  
20.05 Ça si ça chante. Jeu.  
20.35 Tout le sport.  
20.50 Tennis. Côté court.  
20.50 Consomag.

### 20.55

**LA MARCHÉ DU SIECLE**  
Bata d'urgence. Foot : l'argent fou. Reportages du sport au business. Jacques Chirac et l'affaire VA-CH : Les dessous d'un transfert ; Un homme en noir : Les films africains (95 min).  
22.30 Journal, Météo.

### 23.05

**UN SIECLE D'ÉCRIVAINS**  
Fidèle Dard (50 min).  
6.22.917  
C'est un portrait double qui nous est présenté ce soir. Celui de Frédéric Dard, et celui de San Antonio, qui est le personnage central d'un univers que Robert Escarpit définit comme « baroque, grotesque, monstrueux, farfelu, fantastique, mais où l'on n'oublie jamais l'amour et la vérité des hommes ». 23.55 Les Ombres Dromadaire (rediff.). 6.50 Les Incorruptibles. Le quart des trépassés. Série. 1.40 Météo. 2.40 Consomag. 3.45 Histoire de la vie. 4.00 Histoire entre en scène. 4.40 Météo.

### 22.00 C'est de l'art.

De Pierre Coulibeuf.  
23.10 Concerts : Festival Chopin. (50 min).  
22.7.982  
3.00 Tennis (120 min).

### Ciné Cinéfil

20.30 Angélique.  
Film de Ruiz de Castilla (1961, N, v.a., 90 min).  
4.88.904  
22.00 Les Forbans de la nuit III.  
Film de Luis Dusan (1950, N, v.a., 100 min).  
22.38.975  
23.40 L'Invisible.  
docteur Mabiusse.  
Film de René Clément (1962, N, 85 min).  
8.65.915

### Ciné Cinémas

20.30 Light of Day.  
Film de Paul Schrader (1987, 105 min).  
22.19.813  
22.15 L'homme qui aimait les femmes III.

### La Cinquième

13.30 Demain le monde. Beauté, cosmétologie.  
14.00 L'Esprit du sport. Invité : Pierre Carlin. 15.00 Paroli, pari paroli. Carnet de voyage [N]. 15.30 Un temps pour la danse. Dancer danser [100]. 15.55 Le Réseaux des médias. 16.00 Les Enfants de John. 16.35 à 17.30 Latitude Sud. Nord. 17.55 Planète blanche. Spitzberg : la vie quotidienne. 18.30 Le Monde des animaux.

### Arte

19.00 Collection Hollywood 1950.  
Série [46.5]. La Vierge, de Roy Kellion, avec Will Rogers Jr., Joan Camden (30 min).  
19.30 7 1/2. Magazine présenté par Désirée Béthge (30 min).  
20.00 Reportage. Jérusalem fête ses trois mille ans, la pomme de discorde, de Frédéric Schreiber (30 min).  
20.30 8 1/2 Journal.

### 20.45

**LES MERCREDIS DE L'HISTOIRE**  
Documentaire [25]. Europe, notre histoire : 1955-1968, non, non et non, de Jean-Michel Mesleard et François Péron (55 min).  
L'Europe se bâtit sur le commerce et renoue avec l'expansion économique. La création de la CEE (25 mars 1957) autorise marchands et marchandises à circuler librement.

### 21.40

**MUSICA : PORGY AND BESS**  
Opéra de George Gershwin, livret d'Ethel Turner, mise en scène de Robert Alton, avec Dorothy Heyward, mise en scène par Trevor Nunn. Avec William White, Cynthia Hayman, Clifton Barnes, Gregg Baker, l'orchestre du Royal Opera House, de Andrew Litton (190 min).  
L'Amérique des années 30, dans un atelier quartier aristocratique du Sud où les Noirs, premières victimes de la Grande Dépression, vivent dans la misère. Créé en 1935 au Colonial Theatre de Boston, Porgy and Bess fut acclamé comme le premier « grand opéra américain ». 0.50 Météo. 1.00 Abraham III.  
Film français de Yolande Zuberbaum (1993, N, v.a., 105 min).  
Rediff. du lundi 27 mai.

### Série Club

20.20 Skippy le kangourou.  
La légende mûr.  
20.45 San Ki Kai.  
La légende de l'azur : La création d'un autre monde.  
21.40 (et 1.10) Wolf.  
police criminelle.  
Pour série de tous crimes.  
22.30 Les Contes de la crypte.  
A la recherche de l'âme.  
23.00 Mission impossible.  
vingt ans après.  
23.45 Les Anges de la nuit.  
Les secrets du docteur Moore (55 min).

### Canal Jimmy

20.00 Batman.  
Cercle de glace.  
20.30 Angela, quinze ans.  
Témoignage.  
21.15 Max Headroom.  
Le grand cirque.

### M 6

12.25 La Petite Maison dans la prairie. Série.  
13.20 M 6 K&L.  
13.25 Capitaine planète ; 13.50, Coney Crawlers ; 14.15, Les Rodamitis ; 14.50, Moi Renart ; 15.20, Gadget Boy ; 15.50, Héloïse.  
16.30 30 Machine (rediff.).  
17.00 Ophélie Street.  
18.00 Agence Acapulco. Victoire verte. Série.  
19.00 La Magicien. Série.  
Un événement mal acquis ne profite jamais.  
19.54 Six minutes d'information.  
20.00 Notre belle famille. Série.  
20.35 Eco 6.  
Magazine.  
Marte des mares I.

### 20.45

**LA MAL-AIMÉE**  
Témoignage de Bertrand Arthurs, avec Maud Vermeir, Thibaut Léonard (80 min).  
17.792  
Une jeune fille perturbée enlève le bébé d'une voisine et prend la fuite pour échapper auxgendarmes.

### 22.35

**ABUS DANGEREUX**  
Témoignage de Mary McArthur (52 min).  
22.28.975  
Une jeune internée en médecine dont la mère vient d'être internée en hôpital psychiatrique enquête sur la nuit d'un tranquillisant prescrit dans les cas de dépression et qui provoquerait une forme de dépendance série.  
0.45 Fantômes.  
Tel père, tel fils.  
1.15 Rock express.  
Bier ; Ash ; Alice in Chains ; Oasis (35 min).  
4.15.922  
1.50 Best of top-rock. Musique. 3.25 Culture pub. Magazine. 3.50 E 6. Magazine. 4.35 Prévisions. Magazine (30 min).

### 22.05

Chronique de mon canapé.  
22.10 Schafeld.  
Transports urbains.  
22.35 Friends.  
C'est qui a du jus.  
23.00 Le Guide du parfait petit emmerdeur.  
La progression.  
23.10 Absolutely Fabulous.  
La raieuse (30 min).

### Eurosport

11.00 Tennis.  
En direct, international de France, à Roland-Garros (40 min).  
13.00 Abolition.  
En direct, Grand Prix IAAF II (5<sup>e</sup> manche). Meeting de Bruxelles (Stade de Heysel) (150 min).  
21.30 Formule 1 Magazine.  
22.00 Tennis.  
23.00 Football (60 min).

### Canal +

En clair jusqu'à 13.45.  
12.30 La Grande Famille.  
13.45 Décade pas Disney.  
14.40 Les Inventeurs de la vie.  
Documentaire (26 min).  
15.05 Le Vagabond dans les sables.  
Animation de Dave Linlin (72 min).  
16.15 Insectors.  
Réalisateur. Série.  
16.40 Basket américain.  
17.35 L'Histoire sans fin.  
En clair jusqu'à 21.00.  
18.25 Cyberflash. Magazine.  
18.35 La Coccinelle de Goffin.  
18.55 Notre belle famille. Série.  
Invités : Sepultura, Yves Sigot.  
20.30 Le Journal du cinéma.

### 21.00

**LES TRUFFES**  
Film français de Bernard Nauer (1995, 83 min).  
9.67.939  
Un bœuf rôti rencontre dans un bar un escroc minable. La vérité plutôt triste de deux paumés dans une comédie dont le ton gringot peut décevoir.  
22.20 Flash d'information.

### 22.30

**COLOR OF NIGHT**  
Film américain de Richard Linklater (1994, v.a., 135 min).  
4.88.942  
Un psychanalyste gravement perturbé va se reposer à Los Angeles chez un confrère ami. Après l'assassinat de celui-ci, il reprend en charge un groupe de névrosés.  
0.45 Une épouse trop pacifique.  
Film de Nicholas Kazan (1994, v.a., 100 min).  
8.09.949  
2.25 Ces femmes en Harley.  
Documentaire d'Alain Stone (25 min).  
24.41.85  
2.50 Surprises (10 min).

### 22.10

22.10 Les Soirées.  
Suite. Chœurs de Chœur. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

### Les films sur les chaînes européennes

#### RTBF1

21.45 Déesse. Film de Pierre Schoendoerfer (1992, 105 min). Avec Dominique Paturel. Aventure.

#### RTL 9

22.25 Le Quatrième Verrou. Film de Serge Leroy (1985, 105 min). Avec Philippe Noiret. Drame.  
0.25 Max et les Sorcières. Film de Claude Sautet (1971, 120 min). Avec Michel Piccoli. Fiction.

#### TMC

22.35 Le Diable et les Dix Commandements. Film de Julien Duvivier (1962, N, 125 min). Avec Fernandel. Spectacle.

### Radio

#### France-Culture

20.00 Le Rythme et la Raison.  
Poésie. Histoire de la musique classique (6).  
20.30 Antipodes.  
Où Vies et des ports.  
21.30 Correspondances. 22.00 Commentaire des radios publiques de langue française. Du côté de la francophonie (6).  
22.40 Nuits magiques.  
Voyage à Hissoria. Hétéro et la littérature. Documentaire (2).  
0.05 Du jour au lendemain. Robert Volpère. Les Nuits de France-Culture (rediff.). Claude Lefort et la vie politique ; 2.35, Les chemins de l'étoile : Série. L'écrit de Compostelle (3). Le gel du vin ; Romaine D'Azur ; 4.35, L'Inde et la philosophie des poètes ; 6.00, Une histoire de deux villes, de Charles Dickens (6).

#### France-Musique

19.05 Dominate privé.  
De Maurice Bélaï, Berlioz.  
20.00 Avant-concert.  
20.30 Concert.  
Donné le 30 mai, au Victoria Hall de Genève, par l'Orchestre de la Suisse romande, dir. Günther Herbig : Symphonie concertante pour hautbois, clarinette, basson, cor et orchestre, de Mozart ; Symphonie n° 4, de Chostakovitch.  
22.30 Musique phare.  
Prof. G. de Zanolli : Trois pièces pour Violoncelle et piano, de Debussy.  
23.07 Ainsi la nuit.  
Quatuor à cordes n° 15, de Dvorák, par le Quatuor Vach de Prague ; Album pour enfants n° 35, extrait de Tchaïkovski.  
0.00 Jazz vivant. Pastiche de Henry et de Marcel. Triolet Gurtu, percussions, avec David Gilmore, Andy Emmer et Chris Minh Dory ; Météo ; avec Bobbey Hutcherson, Les Nuits de France-Musique.

#### Radio-Classique

20.40 Les Soirées de Radio-Classique.  
Régiment op. 3 (enregistré aux Invalides en 1975), par le Chœur d'Orchestre philharmonique de Radio France et l'Orchestre national de France, dir. Leonard Bernstein, Stuart Burrows, ténor.  
22.10 Les Soirées. (suite). Chœurs de Chœur. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

#### Les programmes complets de radio, de télévision, et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi.

#### Signification des symboles :

■ Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».  
■ On peut voir.  
■ Ne pas manquer.  
■ Chef-d'œuvre ou classique.  
■ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.



# Joséphine Baker, l'Afro-Américaine de France

« Les Lumières du music-hall » offrent un portrait synthétique de l'artiste, qui anima « La Revue nègre » et inspira le modernisme avant de partir en guerre contre la discrimination

EN 1931, Joséphine Baker fut pressentie pour être la reine de l'Exposition universelle de Paris. Les commissaires avaient-ils succombé aux charmes de la chanteuse de bananes - en peluche - qui servait d'argumentaire artistique à la meneuse de revue des Folies-Bergère ? Ou avaient-ils plus simplement saisi l'importance de l'exotisme au sortir d'une guerre cruelle et nationaliste ?

Afro-Américaine née à Saint-Louis, Missouri, le 3 juin 1906, Joséphine Baker ne put représenter la France à l'Exposition. Mais les Français avaient adopté cette Noire d'outre-Atlantique qui interprétait « Ma Tonkiki, ma Tonkiki, ma Tonkiki », chanson « asiatique » écrite bien avant Dien Bien Phu par un homme du Sud, Vincent Scotto. Cela n'a rien de bien étonnant : la France des années 20 et 30 est tout à la fois la puissance coloniale et le berceau du modernisme, la patrie de Michel Leiris, du Musée de l'Homme, de l'art nègre et du cubisme.

Sculpturale, Joséphine Baker était, tout autant que débanchée. Le jazz est en elle. Dans ses charlestons débridés ne se glisse aucune java démagogique. On y reconnaît l'Afrique perdue aux Etats-Unis, et retrouvée au Bal nègre de la rue Blomet, à Paris. Danseuse de l'urgence, gamine au sourire immense - les boucles d'oreilles sont en proportion -, elle fut d'abord blessée par l'Amérique raciste. Pauvre, crève-la-faim, elle échappa à la lourdeur de Saint-Louis - oublierait-elle jamais le



2 juillet 1917, jour sanglant où les Blancs organisèrent une expédition punitive contre les quartiers noirs ? - en rejoignant le clan des *pickaninnies*, enfants de couleur loués aux salimbanges. Philadelphie, New York, où elle se maria avec Bill Baker, et enfin Paris, où elle arriva en 1925 pour danser dans *La Revue nègre* du Théâtre des Champs-Élysées.

Joséphine Baker se lisse encore les cheveux et se lustre la peau au citron en espérant un blanchissement aléatoire. En même temps, elle commande en 1927 une voiture assortie à sa couleur : brun-marron foncé. L'Europe, mélange

de conservatisme forcené et de liberté absolue, l'oblige à assumer sa négritude. La danseuse se met au chant en 1930, au Casino de Paris. En 1935, elle effectue un séjour aux Etats-Unis. Partie pour conquérir Broadway - elle avait soumis *Vienne et Paris* -, elle résiste un an, pas plus, aux sarcasmes et aux pancartes « Nègres et chiens interdits ». Elle s'engage contre la discrimination. De retour en Europe, elle est mise à l'index par les fascistes, pour cause de « dégénérescence négroïde », insultée en Allemagne pendant une manifestation antijuive. En 1939, elle est agent secret pour le 2<sup>e</sup> bureau français. Elle

espionne les conversations de salon et chante pour le Théâtre aux armées et dans les hôpitaux. Elle rédige ses rapports sur des partitions, à l'encre sympathique. En 1963, à Washington, elle marche pour les droits civiques aux côtés de Martin Luther King. Scandaleuse, Joséphine Baker ? Sûrement. Mais la danseuse aux seins nus fut aussi excellente chanteuse - *J'ai deux amours* - et chorégraphe au style inimitable à qui Calder dédia une sculpture, et dont le magnétisme séduisit l'une des critiques de spectacle les plus sévères, Colette. Courageuse aussi, et originale. Faire le tour d'une vie aussi tumultueuse en vingt-six minutes n'est pas une mince gageure. Il eût fallu commenter son répertoire, ses audaces de mœurs, décoriquer davantage les « danses de Saint-Guy » qui faisaient son style. Mais « Les Lumières du music-hall », une série qui sert avec talent l'idée que la chanson française est aussi une question de patrimoine, savent jouer du montage rapide et de la vision synthétique. Luxe, volupté, coups du destin : voilà le chemin de croix illustré de sainte Joséphine Baker, morte d'une attaque cérébrale le 12 avril 1975, au deuxième soir d'un nouveau tour de chant à Bobino, emphysemée de rose et ruinée après avoir adopté douze enfants de nationalités différentes.

Véronique Mortaigne

\* « Les Lumières du music-hall », La Cinquième, jeudi 30 mai, à 13 heures.

## Pause

par Agathe Logeart

DES FEMMES, des hommes, et leurs bébés. Des gens de tous les jours. Avec des plaisirs et des soucis. Des courses à faire, des couches à changer. Des coups de téléphone à donner, des rendez-vous à tenir. Des clients à garder, des copains à voir. Des gens, quoi... Banals, humains, agaçants, charmants, amoureux, lassés, fatigués. Les regarder vivre n'a pas pris longtemps : vingt petites minutes seulement. « Le temps d'une pause ». Il s'appelle ainsi, ce petit bout de documentaire qui ne ressemble à rien de ce que l'on voit d'ordinaire à la télévision.

La soirée thématique d'Arte était consacrée au macho. Cela avait d'abord donné un salmigondis assez indigeste où l'on était catapulté sans ménagement des plaines du Far West aux bars à tapas des chaudes nuits espagnoles. Des dames très déshabillées avaient raconté le plaisir qu'elles prenaient à humilier les clients de l'établissement où elles se tortillaient en musique, en déversant de la crème fouettée dans leurs caleçons. Le sujet s'appelait *La Débauchade*, et l'on s'était dit que ce titre était à peu près la seule bonne idée qu'avaient eue ceux qui nous infligeaient ce pensum.

Etait ensuite venue une enquête sur le sextisme en politique, qui enfonce gentiment les portes ouvertes : rien de bien méchant, rien de bien nouveau entre ceux qui trouvent que tout va très bien, madame la marquise, et de quoi se plaignent-elles-encore-elles-là ? et celles qui trouvent qu'il reste bien du chemin à faire pour être considé-

rées comme autre chose que des pouliches ou des voleuses de circonscriptions.

On s'embêtait dru, quand vint la récompense. Le machisme n'était plus alors qu'un prétexte à plonger à pieds joints dans la vie d'une jeune femme d'aujourd'hui. Boulot, bébé, mari, maison : on y était, comme chez soi. Amour et doute, tendresse et découragement, rigolade et fictions : cette marathonnienne de la vie de tous les jours laissait sur le flanc qui voulait la suivre. Elle ne faisait rien de particulièrement remarquable, pointait. Elle tentait seulement de jouer tous les rôles à la fois, femme, mère, chef d'une petite entreprise, amie de ses amis. Tout à tour joyeuse ou démolie, en T-shirt pendouillant ou en bloomers rigolo. La caméra ne ratait pas un sourire, pas un ange qui passait. On aurait senti l'odeur des tartines en train de griller.

Cette façon de filmer n'avait rien d'empesé, de convenu, ni de complaisant. La caméra n'était ni un œil, devenu le nôtre, et qui regardait sans se sentir le moins du monde voyeur ou intrus. La rancoeur des femmes, devant cette ignorance où elles ont le sentiment qu'on les tient, se disait sans fariboles ni mots creux. On n'avait pas besoin d'avoir fait une grande école pour comprendre ce qui se disait là, des femmes aux hommes, sans discours superflu. Un peu penauds, les hommes encaissaient, sonnés par l'énergie de leurs femmes, ces inconnues, qui devant une caméra trouvaient enfin le temps de leur dire tout haut ce qu'elles remâchaient tout bas.

### TF1

12.15 Le Juste Prix, jeu.  
12.50 A vrai dire, Magazine.  
13.00 Journal, Météo.  
13.35 Femmes, Magazine.  
13.40 Les Femmes de l'amour.  
Série.  
14.30 Dailys.  
Fiction.  
On repart à zéro.  
15.25 Hawaii police d'Etat.  
Aventurier sur commande.  
Série.  
16.30 Une famille en or, jeu.  
17.05 Rick Hunter.  
Inspecteur choc.  
Les tendres pages, Série.  
18.00 Sydney Police.  
Un frère de trop, Série.  
19.05 L'Or à l'appel, jeu.  
19.50 et 20.45 Météo.  
20.00 Journal.  
Télé, Traffic info.

### 20.50

**NAVARRO**  
Série. Coupable, je présume ? de Nicolas Klotz.  
1995, 110 min. 743080  
Alors que le commissaire et sa fille allaient dîner tranquillement, une voisine vient prévenir Navarro : une femme a été étranglée au quinzième étage.

### 22.25

**JY CROIS, JY CROIS PAS**  
Magazine présenté par Tina Kieffer.  
Les meilleurs moments de l'émission (40 min). 6802547

### 04.55 Journal, Météo.

1.00 Informations, 1.25 et 3.00, 3.05, 3.35, 4.05, 4.35, 4.55, 5.00, 5.15, 5.30, 5.45, 5.55, 6.00, 6.15, 6.30, 6.45, 6.55, 7.00, 7.15, 7.30, 7.45, 7.55, 8.00, 8.15, 8.30, 8.45, 8.55, 9.00, 9.15, 9.30, 9.45, 9.55, 10.00, 10.15, 10.30, 10.45, 10.55, 11.00, 11.15, 11.30, 11.45, 11.55, 12.00, 12.15, 12.30, 12.45, 12.55, 13.00, 13.15, 13.30, 13.45, 13.55, 14.00, 14.15, 14.30, 14.45, 14.55, 15.00, 15.15, 15.30, 15.45, 15.55, 16.00, 16.15, 16.30, 16.45, 16.55, 17.00, 17.15, 17.30, 17.45, 17.55, 18.00, 18.15, 18.30, 18.45, 18.55, 19.00, 19.15, 19.30, 19.45, 19.55, 20.00, 20.15, 20.30, 20.45, 20.55, 21.00, 21.15, 21.30, 21.45, 21.55, 22.00, 22.15, 22.30, 22.45, 22.55, 23.00, 23.15, 23.30, 23.45, 23.55, 24.00, 24.15, 24.30, 24.45, 24.55, 25.00, 25.15, 25.30, 25.45, 25.55, 26.00, 26.15, 26.30, 26.45, 26.55, 27.00, 27.15, 27.30, 27.45, 27.55, 28.00, 28.15, 28.30, 28.45, 28.55, 29.00, 29.15, 29.30, 29.45, 29.55, 30.00, 30.15, 30.30, 30.45, 30.55, 31.00, 31.15, 31.30, 31.45, 31.55, 32.00, 32.15, 32.30, 32.45, 32.55, 33.00, 33.15, 33.30, 33.45, 33.55, 34.00, 34.15, 34.30, 34.45, 34.55, 35.00, 35.15, 35.30, 35.45, 35.55, 36.00, 36.15, 36.30, 36.45, 36.55, 37.00, 37.15, 37.30, 37.45, 37.55, 38.00, 38.15, 38.30, 38.45, 38.55, 39.00, 39.15, 39.30, 39.45, 39.55, 40.00, 40.15, 40.30, 40.45, 40.55, 41.00, 41.15, 41.30, 41.45, 41.55, 42.00, 42.15, 42.30, 42.45, 42.55, 43.00, 43.15, 43.30, 43.45, 43.55, 44.00, 44.15, 44.30, 44.45, 44.55, 45.00, 45.15, 45.30, 45.45, 45.55, 46.00, 46.15, 46.30, 46.45, 46.55, 47.00, 47.15, 47.30, 47.45, 47.55, 48.00, 48.15, 48.30, 48.45, 48.55, 49.00, 49.15, 49.30, 49.45, 49.55, 50.00, 50.15, 50.30, 50.45, 50.55, 51.00, 51.15, 51.30, 51.45, 51.55, 52.00, 52.15, 52.30, 52.45, 52.55, 53.00, 53.15, 53.30, 53.45, 53.55, 54.00, 54.15, 54.30, 54.45, 54.55, 55.00, 55.15, 55.30, 55.45, 55.55, 56.00, 56.15, 56.30, 56.45, 56.55, 57.00, 57.15, 57.30, 57.45, 57.55, 58.00, 58.15, 58.30, 58.45, 58.55, 59.00, 59.15, 59.30, 59.45, 59.55, 60.00, 60.15, 60.30, 60.45, 60.55, 61.00, 61.15, 61.30, 61.45, 61.55, 62.00, 62.15, 62.30, 62.45, 62.55, 63.00, 63.15, 63.30, 63.45, 63.55, 64.00, 64.15, 64.30, 64.45, 64.55, 65.00, 65.15, 65.30, 65.45, 65.55, 66.00, 66.15, 66.30, 66.45, 66.55, 67.00, 67.15, 67.30, 67.45, 67.55, 68.00, 68.15, 68.30, 68.45, 68.55, 69.00, 69.15, 69.30, 69.45, 69.55, 70.00, 70.15, 70.30, 70.45, 70.55, 71.00, 71.15, 71.30, 71.45, 71.55, 72.00, 72.15, 72.30, 72.45, 72.55, 73.00, 73.15, 73.30, 73.45, 73.55, 74.00, 74.15, 74.30, 74.45, 74.55, 75.00, 75.15, 75.30, 75.45, 75.55, 76.00, 76.15, 76.30, 76.45, 76.55, 77.00, 77.15, 77.30, 77.45, 77.55, 78.00, 78.15, 78.30, 78.45, 78.55, 79.00, 79.15, 79.30, 79.45, 79.55, 80.00, 80.15, 80.30, 80.45, 80.55, 81.00, 81.15, 81.30, 81.45, 81.55, 82.00, 82.15, 82.30, 82.45, 82.55, 83.00, 83.15, 83.30, 83.45, 83.55, 84.00, 84.15, 84.30, 84.45, 84.55, 85.00, 85.15, 85.30, 85.45, 85.55, 86.00, 86.15, 86.30, 86.45, 86.55, 87.00, 87.15, 87.30, 87.45, 87.55, 88.00, 88.15, 88.30, 88.45, 88.55, 89.00, 89.15, 89.30, 89.45, 89.55, 90.00, 90.15, 90.30, 90.45, 90.55, 91.00, 91.15, 91.30, 91.45, 91.55, 92.00, 92.15, 92.30, 92.45, 92.55, 93.00, 93.15, 93.30, 93.45, 93.55, 94.00, 94.15, 94.30, 94.45, 94.55, 95.00, 95.15, 95.30, 95.45, 95.55, 96.00, 96.15, 96.30, 96.45, 96.55, 97.00, 97.15, 97.30, 97.45, 97.55, 98.00, 98.15, 98.30, 98.45, 98.55, 99.00, 99.15, 99.30, 99.45, 99.55, 100.00, 100.15, 100.30, 100.45, 100.55, 101.00, 101.15, 101.30, 101.45, 101.55, 102.00, 102.15, 102.30, 102.45, 102.55, 103.00, 103.15, 103.30, 103.45, 103.55, 104.00, 104.15, 104.30, 104.45, 104.55, 105.00, 105.15, 105.30, 105.45, 105.55, 106.00, 106.15, 106.30, 106.45, 106.55, 107.00, 107.15, 107.30, 107.45, 107.55, 108.00, 108.15, 108.30, 108.45, 108.55, 109.00, 109.15, 109.30, 109.45, 109.55, 110.00, 110.15, 110.30, 110.45, 110.55, 111.00, 111.15, 111.30, 111.45, 111.55, 112.00, 112.15, 112.30, 112.45, 112.55, 113.00, 113.15, 113.30, 113.45, 113.55, 114.00, 114.15, 114.30, 114.45, 114.55, 115.00, 115.15, 115.30, 115.45, 115.55, 116.00, 116.15, 116.30, 116.45, 116.55, 117.00, 117.15, 117.30, 117.45, 117.55, 118.00, 118.15, 118.30, 118.45, 118.55, 119.00, 119.15, 119.30, 119.45, 119.55, 120.00, 120.15, 120.30, 120.45, 120.55, 121.00, 121.15, 121.30, 121.45, 121.55, 122.00, 122.15, 122.30, 122.45, 122.55, 123.00, 123.15, 123.30, 123.45, 123.55, 124.00, 124.15, 124.30, 124.45, 124.55, 125.00, 125.15, 125.30, 125.45, 125.55, 126.00, 126.15, 126.30, 126.45, 126.55, 127.00, 127.15, 127.30, 127.45, 127.55, 128.00, 128.15, 128.30, 128.45, 128.55, 129.00, 129.15, 129.30, 129.45, 129.55, 130.00, 130.15, 130.30, 130.45, 130.55, 131.00, 131.15, 131.30, 131.45, 131.55, 132.00, 132.15, 132.30, 132.45, 132.55, 133.00, 133.15, 133.30, 133.45, 133.55, 134.00, 134.15, 134.30, 134.45, 134.55, 135.00, 135.15, 135.30, 135.45, 135.55, 136.00, 136.15, 136.30, 136.45, 136.55, 137.00, 137.15, 137.30, 137.45, 137.55, 138.00, 138.15, 138.30, 138.45, 138.55, 139.00, 139.15, 139.30, 139.45, 139.55, 140.00, 140.15, 140.30, 140.45, 140.55, 141.00, 141.15, 141.30, 141.45, 141.55, 142.00, 142.15, 142.30, 142.45, 142.55, 143.00, 143.15, 143.30, 143.45, 143.55, 144.00, 144.15, 144.30, 144.45, 144.55, 145.00, 145.15, 145.30, 145.45, 145.55, 146.00, 146.15, 146.30, 146.45, 146.55, 147.00, 147.15, 147.30, 147.45, 147.55, 148.00, 148.15, 148.30, 148.45, 148.55, 149.00, 149.15, 149.30, 149.45, 149.55, 150.00, 150.15, 150.30, 150.45, 150.55, 151.00, 151.15, 151.30, 151.45, 151.55, 152.00, 152.15, 152.30, 152.45, 152.55, 153.00, 153.15, 153.30, 153.45, 153.55, 154.00, 154.15, 154.30, 154.45, 154.55, 155.00, 155.15, 155.30, 155.45, 155.55, 156.00, 156.15, 156.30, 156.45, 156.55, 157.00, 157.15, 157.30, 157.45, 157.55, 158.00, 158.15, 158.30, 158.45, 158.55, 159.00, 159.15, 159.30, 159.45, 159.55, 160.00, 160.15, 160.30, 160.45, 160.55, 161.00, 161.15, 161.30, 161.45, 161.55, 162.00, 162.15, 162.30, 162.45, 162.55, 163.00, 163.15, 163.30, 163.45, 163.55, 164.00, 164.15, 164.30, 164.45, 164.55, 165.00, 165.15, 165.30, 165.45, 165.55, 166.00, 166.15, 166.30, 166.45, 166.55, 167.00, 167.15, 167.30, 167.45, 167.55, 168.00, 168.15, 168.30, 168.45, 168.55, 169.00, 169.15, 169.30, 169.45, 169.55, 170.00, 170.15, 170.30, 170.45, 170.55, 171.00, 171.15, 171.30, 171.45, 171.55, 172.00, 172.15, 172.30, 172.45, 172.55, 173.00, 173.15, 173.30, 173.45, 173.55, 174.00, 174.15, 174.30, 174.45, 174.55, 175.00, 175.15, 175.30, 175.45, 175.55, 176.00, 176.15, 176.30, 176.45, 176.55, 177.00, 177.15, 177.30, 177.45, 177.55, 178.00, 178.15, 178.30, 178.45, 178.55, 179.00, 179.15, 179.30, 179.45, 179.55, 180.00, 180.15, 180.30, 180.45, 180.55, 181.00, 181.15, 181.30, 181.45, 181.55, 182.00, 182.15, 182.30, 182.45, 182.55, 183.00, 183.15, 183.30, 183.45, 183.55, 184.00, 184.15, 184.30, 184.45, 184.55, 185.00, 185.15, 185.30, 185.45, 185.55, 186.00, 186.15, 186.30, 186.45, 186.55, 187.00, 187.15, 187.30, 187.45, 187.55, 188.00, 188.15, 188.30, 188.45, 188.55, 189.00, 189.15, 189.30, 189.45, 189.55, 190.00, 190.15, 190.30, 190.45, 190.55, 191.00, 191.15, 191.30, 191.45, 191.55, 192.00, 192.15, 192.30, 192.45, 192.55, 193.00, 193.15, 193.30, 193.45, 193.55, 194.00, 194.15, 194.30, 194.45, 194.55, 195.00, 195.15, 195.30, 195.45, 195.55, 196.00, 196.15, 196.30, 196.45, 196.55, 197.00, 197.15, 197.30, 197.45, 197.55, 198.00, 198.15, 198.30, 198.45, 198.55, 199.00, 199.15, 199.30, 199.45, 199.55, 200.00, 200.15, 200.30, 200.45, 200.55, 201.00, 201.15, 201.30, 201.45, 201.55, 202.00, 202.15, 202.30, 202.45, 202.55, 203.00, 203.15, 203.30, 203.45, 203.55, 204.00, 204.15, 204.30, 204.45, 204.55, 205.00, 205.15, 205.30, 205.45, 205.55, 206.00, 206.15, 206.30, 206.45, 206.55, 207.00, 207.15, 207.30, 207.45, 207.55, 208.00, 208.15, 208.30, 208.45, 208.55, 209.00, 209.15, 209.30, 209.45, 209.55, 210.00, 210.15, 210.30, 210.45, 210.55, 211.00, 211.15, 211.30, 211.45, 211.55, 212.00, 212.15, 212.30, 212.45, 212.55, 213.00, 213.15, 213.30, 213.45, 213.55, 214.00, 214.15, 214.30, 214.45, 214.55, 215.00, 215.15, 215.30, 215.45, 215.55, 216.00, 216.15, 216.30, 216.45, 216.55, 217.00, 217.15, 217.30, 217.45, 217.55, 218.00, 218.15, 218.30, 218.45, 218.55, 219.00, 219.15, 219.30, 219.45, 219.55, 220.00, 220.15, 220.30, 220.45, 220.55, 221.00, 221.15, 221.30, 221.45, 221.55, 222.00, 222.15, 222.30, 222.45, 222.55, 223.00, 223.15, 223.30, 223.45, 223.55, 224.00, 224.15, 224.30, 224.45, 224.55, 225.00, 225.15, 225.30, 225.45, 225.55, 226.00, 226.15, 226.30, 226.45, 226.55, 227.00, 227.15, 227.30, 227.45, 227.55, 228.00, 228.15, 228.30, 228.45, 228.55, 229.00, 229.15, 229.30, 229.45, 229.55, 230.00, 230.15, 230.30, 230.45, 230.55, 231.00, 231.15, 231.30, 231.45, 231.55, 232.00, 232.15, 232.30, 232.45, 232.55, 233.00, 233.15, 233.30, 233.45, 233.55, 234.00, 234.15, 234.30, 234.45, 234.55, 235.00, 235.15, 235.30, 235.45, 235.55, 236.00, 236.15, 236.30, 236.45, 236.55, 237.



## Canal moins

par Pierre Georges

IL NE FAUT JAMAIS prendre les écologistes à rebrousse-poil. Cela leur donne de l'urticaire. Pour avoir écrit ici qu'ils avaient été singulièrement absents dans l'affaire de la « vache folle », leur sang n'a fait qu'un tour. Une avalanche, relative, de courrier sous l'outrage.

Et de sortir les uns, les autres, les multiples et solennelles mises en garde, les communiqués, les livres optiques sur le sujet qui, tous et toutes selon leurs auteurs, commentent un sort funeste dans les médias. En l'occurrence, le fameux classement vertical qui aboutit directement à la poubelle. Recyclable ou non.

C'est un fait. Et rendons-leur cette justice. Les écrits des écologistes passent souvent par profits et pertes dans les rédactions. Splendeur et misère de ces cris d'alarmes insuffisamment pris au sérieux car écrits trop au tragique. La fonction de pythie des catastrophes implique cette relative ingratitude ou désinvolture des médias.

Pour autant, si cette chronique devait avoir une fonction-repentir, ce ne serait pas sur le sujet de la « vache folle ». Nous avons écrit que les écologistes y étaient trop aux indignés absents. Nous le malmenons. Ne serait-ce que par l'envie, d'une volée d'orties, de faire circuler les idées.

C'est plutôt sur un autre sujet, le fameux grand canal Rhin-Rhône, secondaire par comparaison, que l'on a envie de revenir. Moins par remords que par nécessité. L'actualité en fournit l'occasion avec la publication, mardi, du rapport de la mission d'expertise officielle.

Cette mission composée de gens sérieux - experts de l'inspection générale des Finances et du conseil général des Ponts et Chaussées - a rendu ses conclusions. Elles sont effarantes. La construction du fameux canal devrait coûter près de 28 milliards de francs. Au lieu des 17 milliards prévus.

Une paille ! Le devis estimatif, à 2 milliards près, du fameux TGV-Est, évalué à 30 milliards. Ou, pour situer l'enjeu, presque la moitié du coût de construction, 60 milliards en 1987, de l'insatiable tunnel sous la Manche. En 1990, trois ans après, la machine à forer la Manche dévorait 27 milliards de financements complémentaires !

Tout cela pour dire qu'il n'y a vraiment pas une urgence rouge à creuser, à belles dents, un canal sans fond ni fin ! A saccager, à tout jamais, quelques-unes des plus belles vallées de France. A transformer notamment le Doubs et la Saône en autoroute aquatique à la rentabilité incertaine. A construire à la fin du XX<sup>e</sup> siècle un équipement qui eût plutôt fait rêver à la fin du XIX<sup>e</sup>.

Il faut lire ce rapport et le méditer. Il est sévère, sérieux, implacable dans ses conclusions. Presque autant que le furent, depuis le début, les adversaires de ce projet pharaonique. Bien loin de la caricature habituelle, franc-comtois têtes de bois, amateurs de nature et pêcheurs de truite, en leur réserve indigène. Quelque chose nous dit, et ce rapport le murmure, que ce canal serait une pure folie économique. Avant même un désastre écologique. Autant ne pas la commettre !

■ **THÉÂTRE** : la Comédie-Française disposera d'une troisième salle à la fin de 1996, a confirmé, mardi 28 mai, Jean-Pierre Miquel, administrateur général du Français. Cette salle de 135 places, baptisée « Le Studio », sera installée au Carrousel du Louvre et s'ajoutera à la salle Richelieu et au Théâtre du Vieux-Colombier.

■ **ARCHITECTURE** : la liste « Enjeu 66 millions » a remporté jeudi 23 mai, avec 57,34 % des voix, les élections à l'ordre des architectes d'Ile-de-France et les treize sièges restant à pourvoir. « Mouvement », la liste rivale, qui avait l'appui d'un comité de soutien de près de 350 architectes, n'en a remporté aucun. Ce scrutin avait été annulé le 1<sup>er</sup> avril par le ministre de la culture, Philippe Douste-Blazy, pour irrégularités (*Le Monde* du 4 avril 1996). « Enjeu 66 millions », qui avait déjà 11 élus à la suite des élections de 1994 (les candidats sont élus pour quatre ans, mais les bureaux sont renouvelés par moitié tous les deux ans), défilent désormais l'ensemble des sièges (24) du conseil régional de l'ordre des architectes d'Ile-de-France.

## « Le Monde de l'éducation » de juin

DANS SON NUMÉRO daté du mois de juin, *Le Monde de l'éducation* publie une enquête révélant que les thèses de l'extrême droite commencent à se répandre dans le corps enseignant. Le sociologue Eric Debarbieux souligne, notamment, que « les enseignants sont nombreux, aujourd'hui, à afficher des idées qu'il était inimaginable d'exprimer il y a seulement quelques années ».

Au sommaire de ce numéro figurent également : un « mode d'emploi » des travaux de la commission Fauroux thème par thème ; une analyse du rapport du ministre de l'éducation nationale sur l'absentéisme ; un débat entre le président de la commission des affaires culturelles de l'Assemblée nationale, Bruno Bourg-Broc, député RPR, et Michel Berson, député socialiste, sur la réforme des universités ; un reportage sur l'évolution du système éducatif en Egypte, où la modernité reste un combat ; un portrait de Pascal Du-

quenne, le comédien trisomique qui est le partenaire de Daniel Auteuil dans *Le Huitième Jour*, primé au Festival de Cannes ; des conseils pour réussir le baccalauréat ; etc.

En outre, *Le Monde de l'éducation* parvient ce mois-ci une « Edition spéciale » conçue et réalisée, sous le titre « Ça sert à quoi l'école ? », par des collégiens de Seine-Saint-Denis dans le cadre de « Passeport Découverte », une initiative du conseil général menée en collaboration avec l'inspection académique et l'association Fondation 93 Atelier des sciences. Ce supplément de 20 pages publie les articles rédigés par des élèves de 12 à 17 ans, et notamment un entretien avec le directeur de la faculté des sciences de l'éducation de Lyon-II, Philippe Meirieu, dont les réponses ont été annotées sans complaisance par ses jeunes interlocuteurs.

★ En vente chez tous les marchands de journaux : 28 francs.

## BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 36 15 LE MONDE

Cours relevés le mercredi 29 mai, à 10 h 15 (Paris)

### PERMUTURE

#### DES PLACES ASIATIQUES

Tokyo Nikkei	2194,50	+1,13	+10,83
Hong Kong index	11107	+0,23	+17,09

#### Tokyo, Nikkei sur 3 mois

1995	1996
1995	1996

1995	1996
1995	1996

1995	1996
1995	1996

1995	1996
1995	1996

1995	1996
1995	1996

1995	1996
1995	1996

1995	1996
1995	1996

1995	1996
1995	1996

1995	1996
1995	1996

1995	1996
1995	1996

1995	1996
1995	1996

1995	1996
1995	1996

### OUVERTURE

#### DES PLACES EUROPÉENNES

Paris CAC 40	2132,90	+0,71	+13,94
Londres FT 100	3766,20	+0,38	+2,06
Zurich	—	—	+12,99
Milan MIB 30	1129	+0,27	+20,85
Frankfurt Dax 30	2553,48	+0,52	+13,38
Bruelles	1773,17	+0,39	+12,81
Suisse SMI	—	—	+5,94
Madrid Ibez 35	361,79	+0,26	+13,65
Amsterdam CBS	—	—	+18,53

Tirage du Monde daté mercredi 29 mai 1996 : 474 556 exemplaires

## En Israël, les candidats aux élections se sont disputé chaque voix jusqu'à la dernière minute

Benyamin Netanyahu affirme qu'il ne discutera jamais du statut de Jérusalem

### JÉRUSALEM

de notre correspondant  
Shimon Peres 50 %, Benyamin Netanyahu 49 %. Quelques heures avant la clôture du scrutin, mercredi 29 mai à 22 heures, heure locale, le suspense est à son comble dans tout Israël. Les instituts de sondages ont déclaré forfait : impossible, même pour les astrologues consultés par les médias locaux, de prédire qui sera à la tête de l'Etat juif au tournant du siècle.

Sauf écart plus large que prévu entre les deux candidats au poste de premier ministre, il n'est pas impossible qu'il faille voter dimanche - le comptage doit obligatoirement commencer à partir de 17 heures vendredi pour le shabbat - avant de connaître le nom du vainqueur de la première élection directe d'un chef de gouvernement. Mardi, les deux candidats ont fait campagne jusqu'à la dernière minute.

Dans un dernier entretien publié mardi par le quotidien *Haaretz*, le

chef des droites, Benyamin Netanyahu, abandonnant le masque porté durant la campagne, a mis définitivement les points sur les « I » à propos du processus de paix israélo-arabe. S'il est élu, « il n'y aura aucune concession territoriale sur le Golan » (conquis sur la Syrie en 1967, colonisé et annexé depuis). « Aussi longtemps que la Syrie sera gouvernée par un régime dictatorial, il n'y aura aucune manière d'établir la paix avec elle », affirme-t-il.

Pour Farouk El Chareh, le chef de la diplomatie de Damas, cette déclaration équivaut à « un appel à la guerre ». Le ministre a ajouté que la politique du chef du Likoud pourrait mettre un terme définitif au processus de paix au Proche-Orient. « Evidemment que les Syriens préfèrent la paix », a rétorqué M. Netanyahu. Il est prêt à tout leur offrir.

Autre mise au point du chef des droites : s'il est élu, « Bibi » Netanyahu, en violation ouverte des

accords conclus, n'entend même pas discuter du statut de Jérusalem avec Yasser Arafat. « Cette question est peut-être sur son agenda, pas sur le mien. (...) Je ne respecterai aucun accord concernant Jérusalem », dit-il. Pour le reste, M. Netanyahu, qui bénéficie du soutien des grands rabbins ashkénazes, a rendu une nouvelle visite à l'un de leurs homologues de l'ultra-orthodoxie sépharade. Peine perdue. Le parti religieux Shas, essentiellement constitué de juifs d'origine marocaine, qui contrôlent six sièges dans la Knesset sortante, a décidé de ne pas se prononcer publiquement pour un candidat.

### CHARTERS POUR SYMPATHISANTS

Le mouvement hassidique international des Ioubavitch s'est, en revanche, totalement investi dans la campagne du Likoud. Mardi, au cours de la dernière réunion de son gouvernement, M. Peres a entendu plusieurs de ses ministres s'élever contre la secte, qui a imprimé les affiches et les autocollants de « inspiration raciste », qui ont fleuri ces derniers jours à Jérusalem : « Voter Bibi c'est bon pour les juifs ! ».

S'il est reconduit au pouvoir, le Parti travailliste finira le premier ministre à cesser toute subvention aux institutions éducatives et caritatives gérées par cette secte. Prosopées, les Ioubavitch, qui participent activement au financement de la colonisation des territoires palestiniens occupés, auraient affrété plusieurs charters, des États-Unis, de France et d'ailleurs, pour amener gracieusement en « terre promise » les Israéliens de l'étranger, qui sont prêts à voter « Bibi ».

La loi électorale interdit, en effet,

aux quelque deux cent mille citoyens qui vivent à l'étranger - sauf les fonctionnaires détachés par leur administration - de voter dans les consulats d'Israël. Côté travailliste, des billets d'avion et hôtels bon marché, voire gratuits, sont offerts à ceux qui souhaitent venir voter pour M. Peres. « Plusieurs milliers » de sympathisants seraient ainsi arrivés en Israël ces derniers jours. Chaque voix compte.

Dans les villages arabes mal desservis de Galilée, la logistique des deux camps a réservé des flottilles de moyens de transport pour s'assurer que les sympathisants se rendront bien aux urnes. Une « *task force* » russe a aussi été mise en place dans les partis pour retrouver les milliers de nouveaux Israéliens d'origine russe qui ont changé d'adresse. Près de la moitié du demi-million d'électeurs d'origine russe vont voter pour la première fois. Dans les états-majors des partis, où l'on sait que nombre de ces personnes ont vécu longtemps dans des hôtels collectifs, avant de trouver une adresse définitive, on craint que beaucoup ne puissent retrouver le bureau de vote où ils sont inscrits.

La seule communauté dépourvue de problème de déplacement est celle des soldats. Cent quarante mille jeunes gens et militaires de carrière sont actuellement sous les drapeaux. Pour les quelque vingt mille déployés au Liban sud et dans les territoires palestiniens occupés, le vote, qui a commencé mardi 28 mai, s'étalait sur quarante-huit heures.

Patrice Claude

## M. Dufour, PDG de la Snecma, est démis de ses fonctions

LE CONSEIL DES MINISTRES du mercredi 29 mai devait mettre fin aux fonctions de Bernard Dufour, PDG du groupe Snecma (Société nationale d'études et de construction de moteurs d'avion). L'industriel, dont le nom est le plus souvent avancé pour remplacer M. Dufour, en poste depuis octobre 1994, est Jean-Paul Béchât, qui fut vice-président de la Snecma, en 1994, avant de devenir président de la Société nationale des poudres et explosifs (SNPE). M. Béchât devra d'abord être nommé administrateur.

Il y a plusieurs semaines, déjà, les relations entre les ministères de tutelle (défense, transports-équipement, industrie, et finances) et M. Dufour, un homme de caractère et un esprit notablement indépendant, se sont tendues. Le 28 mai, quatre jours après la publication d'un entretien dans *Le Monde* daté 24 mai, Charles Millon a convoqué le PDG de la Snecma au ministère de la défense pour lui réclamer sa démission. M. Dufour a accepté.

Dans l'entretien au *Monde*, le PDG de la Snecma s'était déclaré hostile à l'entrée dans le capital du groupe, à l'occasion d'une éventuelle privatisation, de General Electric et de Rolls Royce : cette activité à caractère stratégique devait, selon lui, « garder un actionariat entièrement français ». Il réclamait une recapitalisation, avant la fin de 1998, à hauteur de 6 à 10 milliards de francs.

### MIS EN CAUSE PAR AUBUS

Les administrations de tutelle ont considéré que le PDG de la Snecma s'est placé dans « une impasse stratégique », en s'affranchissant souvent de leurs recommandations ou en tentant de passer outre à leurs choix. C'est son échec récent dans la partie qui l'opposait à son allié américain, General Electric (les deux constructeurs sont réunis depuis vingt-cinq ans au sein de CFM International pour les moteurs civils), qui semble lui avoir coûté son poste. Persuadé que la Snecma devait obtenir un nouveau partage des tâches et notamment la construction des parties « chaudes » des moteurs, M. Dufour a indisposé son partenaire qui, selon des sources concordantes, a explicitement réclaté sa tête au gouvernement français.

Inflexible sur le prix de vente de ses moteurs, M. Dufour était, d'autre part, accusé par son client Airbus de contribuer aux débâcles de l'Airbus A-340 face à son rival le Boeing 777 (qui bénéficie de la concurrence entre les trois principaux motoristes mondiaux). La Snecma apparaissait isolée au milieu des multiples alliances qui se dessinaient, malgré l'annonce récente d'un accord entre la Snecma et Pratt & Whitney pour les petits moteurs destinés à équiper les avions régionaux. Airbus avait an-

**ALFRED DUNHILL**



**MONTRE DU CENTENAIRE.**

Montre mécanique, boîte acier galvanisée fond vissé, verre saphir inviolable à facettes, étanche à 30 m.

Prix indicatif : 6.250 F.

15, rue de la Paix, Paris et distributeurs agréés.

Tél. : (1) 44 13 93 93

**dunhill**

Très recherché depuis 1893